TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — Nº 10 467 · 22 PAGES · DERNIÈRE ÉDITION · DIMANCHE 24 - LUNDI 25 SEPTEMBRE 1978

Série d'attentats anti-autonomistes en Corse

LIRE PAGE 22



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La reprise du dialogue franco-malgache

Pour la première fois depuis l'éviction, il y a six ans, de Philibert Tsiranana, fondateur de la République malgache indépendante, le dialogue reprend au plus haut niveau entre la France et ce qui fut le plus beau fleuron de son empire colonial dans l'océan Indien. M. Giscard d'Estaing recevra lundi M. Didier Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, qu'accompagne une importante délégation, puisque six ministres y figurent ainsi que le président de l'Assemblée nationale.

Déjà amorcée lors de la visite à Madagascar de M. Galley, ministre de la coopération, en octobre 1977, une grande explication s'impose entre les deux capitales. Elle est d'ailleurs souhaitée tant à Antananarivo qu'à Paris. Le gouvernement français est très conscient qu'aucune politique française ne peut s'implanter dans l'océan Indien sans le rétablissement de rapports harmonieux avec Madagascar. Mais, de leur côté, les dirigeants malgaches, tout en évitant l'irréparable avec la France, ont souvent fait chorus avec ceux qui attaquent sa politique extérieure dans le tiers-monde, et en particulier en Afrique.

Les troubles de mai dernier à Antananarivo ont donné l'occasion au gouvernement malgache de dénoncer avec vigueur « la main de l'étranger » dans les affaires intérieures de leur pays. Le coup d'Etat perpétré aux Comores par le mercenaire Bob Denard et ses complices a été ressenti à Madagascar comme une manifestation de la volonté française de déstabiliser les Etats de la région. Ne ménageant leurs critiques contre la France ni dans l'affaire du Shaba ni dans celle du Sahara occidental, les dirigeants malgaches font largement écho aux philippiques anticolonialistes de l'agence Tass et de l'Agence libyenne de presse et se présentent volontiers comme les chefs du progressisme africain dans cette partie du globe.

Le président Ratsiraka n'entend pas pour autant abandonner le non-alignement ni rompre la coopération avec le pays étranger qui reste son plus important partenaire. Plus de vingt mille Français travaillent à Madagascar, et les relations commerciales entre les deux pays restent très importantes. Les perspectives de développement dans la « Grande Ile » offrent des débouchés appréciables aux exportations françaises. La récente reconnaissance du français comme langue obligatoire dans l'enseignement, concurremment au malgache, permet d'espérer une relance de la coopération culturelle. La télévision malgache s'intéresse au procédé Secam de télévision en couleurs. Les Malgaches souhaitent le concours de la France pour réaliser trois projets importants : un centre de télécommunications à Antananarivo, une minoterie à Antsirabé et un barrage hydroélectrique à Andekaleka.

Les conversations permettront aussi d'examiner le contentieux résultant de certaines nationalisations. Les Malgaches sont résolus à indemniser les anciens propriétaires, mais la situation économique est rendue difficile par la sécheresse, qui entraînera des importations de riz supplémentaires, et la modicité de la dernière récolte de café. Le président Ratsiraka pourrait demander le déblocage de certains crédits afin de sortir son pays d'une passe momentanément difficile.

Le chef de l'Etat malgache a une conception trop sourcilleuse de l'indépendance pour ne pas s'intéresser aux explications que M. Giscard d'Estaing ne manquera pas de lui donner sur la politique française en Afrique. Il semble en revanche acquis que ce nationaliste raisonnable ne profitera pas de son premier passage à Paris comme chef d'Etat (il y fut longtemps attaché militaire) pour soulever l'épineuse question des « îles éparses » : les îlots français de l'océan Indien (Glorieuses, Tromelin, Bassas-de-India, Europa et Juan-de-Nova) administrés depuis la Réunion et que Madagascar revendique.

Les chances de l'accord de Camp David

Ryad et Amman réservent leur réponse définitive

Tandis que les pays du Front de la fermeté (Syrie, Libye, Algérie, Sud-Yémen) et les représentants de l'O.L.P., dont la réunion à Damas s'achève ce samedi 23 septembre, étudient les moyens d'isoler l'Egypte, le roi Hussein de Jordanie rencontrait vendredi, à la base aérienne de Mafrak (au nord-est de la Jordanie), le colonel Kadhafi et M. Arafat.

Après cet entretien qui a fait sensation dans le monde arabe, le roi Hussein a déclaré qu'il n'y aurait « aucun changement dans la politique de la Jordanie, qui est claire et nette ». Le souverain n'avait pas été prévenu à l'avance, selon Amman, de la présence de M. Arafat qui avait accompagné le colonel Kadhafi au dernier moment.

De son côté, M. Vance, secrétaire d'Etat américain, était attendu à Damas dimanche, venant de Ryad où il a prolongé de vingt-quatre heures ses entretiens avec les dirigeants saoudiens. Un porte-parole saoudien a déclaré vendredi que Ryad et Amman ne donneraient leur réponse définitive au sujet des accords de Camp David qu'après avoir consulté les autres pays arabes.

A Washington, d'autre part, la publication des lettres de « clarification » annexées aux accords de Camp David a montré que les divergences subsistent sur la question de l'interruption des implantations juives en Cisjordanie et sur Jérusalem.

Le Caire se préparait à accueillir triomphalement, ce samedi, le président Sadate qui avait tenu vendredi à Rabat une conférence de presse, après s'être entretenu avec le roi Hassan II. Le chef de l'Etat égyptien a affirmé à cette occasion son intention de poursuivre dans la voie tracée par les accords de Camp David, affirmant notamment qu' « il continuerait de défendre les Palestiniens, même si quelqu'un refusait ce qu'il avait obtenu pour les populations de Cisjordanie et de Gaza ».

En Israël, M. Begin de retour de Washington, via Londres où il avait rencontré son collègue britannique, M. James Callaghan, a reçu un accueil d'un enthousiasme modéré. Le premier ministre a déclaré : « Je vous ai apporté de Camp David des accords-cadres pour la paix, mais je ne peux pas vous dire que je vous apporte dès aujourd'hui la paix... Nous aurons encore des jours difficiles... Mais les bases sont jetées pour un accord de paix entre Israël et l'Egypte. » En Cisjordanie, l'armée israélienne est intervenue encore une fois vendredi pour déloger les militants du Bloc de la foi, qui avaient tenté de se réinstaller sur une colline au sud de Naplouse.

• *JÉRUSALEM*

Attente circonspecte en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Que va-t-il se passer maintenant à l'ouest du Jourdain ? La réponse est difficile, car en Cisjordanie une période de grande incertitude a suivi l'annonce du résultat du sommet de Camp David. Cependant, il est au moins un point sur lequel Israéliens et Palestiniens sont d'accord : rien de déterminant ne devrait se produire dans les territoires occupés tant que le roi Hussein n'aura pas fait connaître son attitude définitive, et cela peut prendre du temps.

Chacun est, en effet, convaincu que le souverain hachémite — comme le roi Khaled d'Arabie Saoudite — n'a pas dit son dernier mot en paraissant durcir soudain sa position, rejeter les accords, et se laisser influencer quelque peu par les dirigeants du Front de la fermeté. Le roi Hussein se donne le temps de la réflexion. Il peut se le permettre, car, il sait que c'est de lui que dépend le succès ou l'échec des accords tripartites signés le 17 septembre. Aussi fait-il monter les enchères. « *Hussein pourra peut-être obtenir ce que Sadate n'a pu obtenir* », nous a déclaré un observateur cisjordanien proche de l'O.L.P.

A ce propos et à quelques nuances près, Palestiniens et Israéliens font pour le moment la même analyse : ils estiment qu'il faut « attendre ». Les premiers, hormis la minorité pro-jordanienne, ne souhaitent évidemment pas que la Jordanie gagne finalement le nouveau « camp israélo-égyptien », mais ils estiment souvent pouvoir tirer un profit « tactique » des hésitations du roi Hussein, avec le secret espoir que ses exigences ou réticences auront pour effet d'hypothéquer gravement le résultat de Camp David.

Pour cette raison, de nombreux Palestiniens pensent que — même si la majorité de la population est très hostile au « complot » de Camp David — ce serait une erreur de précipiter les événements tant que le jeu ne sera pas clarifié. Pour jauger la situation, et au besoin pour peser sur elle, des contacts sont établis depuis quelques jours entre la Cisjordanie et Amman, ainsi qu'avec l'Arabie Saoudite et aussi avec les organisations palestiniennes de Beyrouth, car il ne faut pas l'oublier, les ponts sur le Jourdain restent ouverts.

Cet attentisme des Palestiniens peut expliquer en partie l'échec en Cisjordanie de la grève générale décrétée le 20 septembre par l'O.L.P. « *Elle était trop prématurée pour être significative* », reconnaît un journaliste arabe de Jérusalem.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

• *DAMAS*

Manœuvres autour du roi Hussein

De notre envoyé spécial

Damas. — M. Arafat a provoqué quelques vagues en accompagnant, sans consulter ses pairs de l'O.L.P., le colonel Kadhafi, délégué par le troisième sommet du Front de la fermeté, pour rencontrer le roi Hussein, vendredi 22 septembre à la base aérienne jordanienne de Mafrak.

Toutes les organisations de la résistance ont désavoué l'initiative de M. Arafat et M. Fahoum, président du Conseil national palestinien, a souligné dans une déclaration que ce dernier avait agi unilatéralement. En fait, M. Arafat n'avait même pas informé les autres chefs d'Etat arabes. Lorsque le colonel Kadhafi avait proposé, au cours de la séance restreinte du sommet de jeudi soir de se rendre tout de suite auprès du roi Hussein, M. Arafat avait proposé de l'accompagner, mais sa suggestion n'avait pas été retenue.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

M. Rocard veut briguer l'Élysée en 1981

Dans l'opposition, sur fond de polémique entre le P.C. et le P.S., le débat entre les dirigeants socialistes est désormais public. En dénonçant un « certain archaïsme politique », M. Michel Rocard l'a relancé de manière spectaculaire et il n'entend pas y mettre fin. Le député des Yvelines se situe d'ores et déjà dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981.

Conscient des multiples blocages qui entravent son action au sein du P.S., n'ignorant pas les chausse-trapes tendues sous ses pas, M. Michel Rocard est décidé à contourner les obstacles. Il ne peut espérer, à l'heure actuelle, obtenir à lui seul une majorité au sein de la formation socialiste. En revanche, il constate que son audience publique atteint désormais un niveau comparable à celle de M. François Mitterrand. C'est donc par l' « extérieur », en portant le débat au-delà du P.S. devant l'opinion tout entière, que le député des Yvelines estime avoir le plus de chance de faire triompher ses thèses.

La stratégie retenue par M. Rocard et son « brain-trust » (lequel vient de s'installer dans de nouveaux locaux, rue de l'Université) repose notamment sur le fait que les nouveaux statuts du P.S. doivent, en principe, stipuler que la désignation du candidat socialiste à la présidence de la République se fera à partir d'un vote de l'ensemble des militants.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 6.)

Le crépuscule amer des maîtres de forges

C'est finalement à une action unitaire que sont appelés les ouvriers de la sidérurgie de Lorraine. La C.G.T. ayant à son tour invité les organisations syndicales « à prendre, pour lundi 25 septembre et après, toutes initiatives pour l'engagement et le développement de masse dans les entreprises ». La C.F.D.T. avait, dès vendredi, invité ses adhérents à assurer la poursuite du mouvement à partir de la manifestation unitaire prévue, depuis le mois de juin, pour lundi.

Mais le fait nouveau, n'est-ce pas aussi l'attitude des maîtres de forges qui, longtemps silencieux dans cette affaire, ne cachent plus aujourd'hui leur amertume et refusent, en tout cas, de se voir charger de tous les péchés d'Israël ?

par FRANÇOIS RENARD

« Sans forcer les mots, il est choquant, pour la dignité et l'honneur des hommes en place, d'avoir annoncé à l'avance que les dirigeants des entreprises sidérurgiques seraient changés... Il est non moins choquant que l'Etat prétende en même temps ne plus se mêler de la gestion de ces entreprises. » Qui défend avec tant de véhémence les « maîtres de forges » ainsi « démissionnés » ? M. Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie française, prestigieux « apparatchik », père du plan professionnel de 1966 qui porte son nom, grand négociateur d'emprunts et vice-président du C.N.P.F.

Au risque de s'aliéner un pouvoir avec lequel il est en symbiose depuis si longtemps, M. Ferry n'a pu s'empêcher de se solidariser avec des hommes, *« ses amis »*, qui *« au cas où ils auraient été considérés comme des obstacles, auraient su d'eux-mêmes quelle attitude prendre* (sous-entendu démissionner) *»*.

Aujourd'hui ces hommes sont amers. Ce n'est pas tellement leur sort personnel qui les préoccupe : le président d'Usinor, M. Huë de la Colombe (le « faucon », dit-on en haut lieu), âgé de soixante-cinq ans, est virtuellement en retraite. Quant à M. Pierre Celier, président du directoire de Sacilor, qui n'a que soixante et un ans, il pourra toujours s'occuper de la seconde partie des intérêts du groupe Wendel, rassemblé au sein de la Compagnie générale d'industrie et de participation, où l'on retrouve la moitié du contrôle de Creusot-Loire, les Forges de Gueugnon et ce véritable bijou de famille qu'est la holding étrangère Ornas.

Ce qui le traumatise le plus, c'est d'abord l'alacrité avec laquelle, véritable bouc émissaire, on le charge de tous les péchés d'Israël, en oubliant que la puissance publique a partagé toutes leurs décisions. Et dire, soupire M. de la Colombe, qu'en 1970, M. Vaillaud, directeur de la sidérurgie au ministère de l'industrie pour quelques mois, avait rédigé un rapport brillant et convaincant sur la nécessité absolue d'investir, qui contribua puissamment à la construction de l'aciérie de Fos, source géante d'endettement. *« Encore …ureux que nous n'ayons pas engagé la deuxième tranche de l'usine* (plusieurs milliards) *comme nous y incitait fortement, à l'automne 1975, M. d'Ornano, ministre de l'industrie.* Aujourd'hui, M. d'Ornano, ministre de l'environnement, se tait, pendant que M. Giraud, soucieux de faire table rase et de redresser la barque, ignore superbement son prédécesseur. Il faut bien que quelqu'un ait de la mémoire, ou à défaut, des archives.

(Lire la suite page 19.)

AU JOUR LE JOUR

Votez utile

« Quand on a un J.-J. S.-S., on s'en sert », *vient de déclarer M. Diligent à l'adresse des électeurs lorrains qui n'en seraient pas encore convaincus.*

Et il est vrai que le J.-J. S.-S. est un article si rare sur le marché politique qu'en 1974 le premier gouvernement de M. Chirac ne s'en était servi que pour quelques jours, sans doute par souci de ne pas trop l'user.

Faut-il en conclure avec M. Diligent qu'il en est du J.-J. S.-S. comme de la pile électrique qui ne s'use que si l'on s'en sert, qui ne sert que si l'on en use et qui ne dessert que si l'on en abuse ?

BERNARD CHAPUIS.



« CE SONT LES TORTURES D'ARGENTINE QUI REMETTENT EN CAUSE LE CONGRÈS DE CANCÉROLOGIE »

déclare le professeur Léon Schwartzenberg

Une contre-manifestation aura lieu à Paris sous le haut-patronage de Mme Simone Veil

(Lire page 7.)

Jean Guéhenno est mort

L'écrivain Jean Guéhenno, de l'Académie française, est mort le vendredi 22 septembre, à 10 heures du matin. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

LA FOI EN L'HOMME

C'était un homme du « Ce que je crois », l'homme d'une foi qui ne cesse de s'interroger sur elle et sur l'authenticité de sa conduite par rapport à elle, une foi laïque qui reposait tout entière sur l'homme, sur ses capacités d'améliorer son sort, de conquérir sa liberté, de faire régner la paix, à condition... A condition qu'on lui en laisse les moyens.

Cette foi, on peut dire que Jean Guéhenno la tirait de sa propre expérience. Né du peuple, à Fougères en 1890, d'un père cordonnier et d'une mère piqueuse, il s'est élevé par sa propre volonté jusqu'à un haut poste universitaire et, par ses dons d'écrivain, jusqu'à l'Académie française, qui devait en 1962 couronner son œuvre. Il était l'exemple même de la réussite. Elle lui pesait d'une certaine manière parce que trop individuelle, et parce qu'il savait trop ce qu'il en coûte.

Enfant, dans sa famille, il avait connu la misère et les sacrifices qu'il faut consentir, quand on est ouvrier, pour mettre son fils au collège. Mais le père Guéhenno croyait au savoir. Effort fragile. Si la maladie intervient, il n'est plus possible de le continuer. Les études de Jean furent interrompues par la maladie du père. A quatorze ans, il dut gagner sa vie. Et il continua à préparer seul le baccalauréat. Lui aussi croyait au savoir.

Ce premier obstacle franchi, les choses s'arrangent. La filière universitaire a du bon : bourses, soutien des professeurs, concours de l'Ecole normale supérieure passé en 1911. Le pied est solidement mis à l'étrier. Encore faut-il que l'histoire n'interfère pas trop sur la trajectoire. Elle interféra et ce fut la guerre de 1914, une blessure en pleine tête, mais la vie sauve.

Jean Guéhenno savait bien qu'il avait été servi par la chance. Il aurait voulu l'étendre, la faire partager, lui enlever ce caractère exceptionnel qui l'irritait. Il devint un homme de combat, non pas lancé dans l'arène politique, mais la plume à la main. C'est dans le monde des idées qu'il se sentait apte à lutter. Deux monstres à vaincre, que lui-même avait vaincus : la misère, la guerre. Et très vite, pour cette bataille, des livres, une activité de journaliste, à côté de son métier de professeur, parfaitement assumé.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 7.)

Le Monde

idées

LANGUE ET CULTURE

LE POINT DE VUE D'UN ANGLOPHONE...

M. John Harris, de Clermont-l'Hérault, nous écrit :

Je ne crois pas que « *la langue*, ce soit la nationalité » : plutôt la *cuisine*, et je trouve le nationalisme un sentiment pour le moins ennuyeux ; mais je suis heureux de pouvoir dissiper, avec un peu de *common-sense*, les craintes et guérir les névroses de vos lecteurs. Voilà :

Première solution : défense de la langue française. Interdiction de « l'utilisation non nécessaire des mots anglais par les journalistes à la télévision » — et par les autres journalistes et écrivains. Etablissement immédiat d'une censure à cet effet, avec interdiction de l'importation de films, téléfilms (doublés ou non) et disques venant de tout pays anglophone. Destruction de tout livre en anglais utilisé actuellement pour l'étude avancée des sciences, etc. Vous poursuivrez la chasse au franglais, et vous procéderez à l'épuration du français. Hitler a montré le chemin ; par exemple il a voulu remplacer *Telephon* par *Fernsprecher*. Quel progrès ! Vous, vous aurez *loin-parleur*, sur le modèle de *haut-parleur*, incontestablement plus français que *téléphone* (et *petit-parleur* pour *microphone*, etc.).

Vous renoncerez à lécher les bottes des Anglo-Saxons en supprimant les manuels en anglais approximatif qui accompagnent vos exportations (Renault, Moulinex) et refuserez que les Japonais vous vendent des appareils électroniques portant d'horribles mots comme ON, OFF, etc. — il faudra mettre *allumé (e) (s)*, *éteint (e) (s)* ; ou peut-être (ce ne serait que juste) accepterez-vous de jolis caractères japonais à cet effet, car ceux-ci auront la vertu de ne pas être anglais. Vous établirez des *franco-tests* ressemblant aux actuels *alcootests* (qui deviendront évidemment *épreuves d'ébriation)* : les C.R.S. vous arrêteront pour vous demander si, oui ou non, vous mettez un indicatif après *après que*, et ce que vous pensez de *ils se sont parlé*. Une mauvaise réponse entraînera une semaine (ou plus en cas de récidive) d'incarcération avec exercices grammaticaux forcés. Enfin on bannira de l'enseignement primaire et secondaire toute langue étrangère susceptible de polluer la langue française.

Ces mesures plairont à certains de vos lecteurs, mais irriteront les intellectuels cosmopolites. Ceux-ci étant tous plus ou moins homosexuels, juifs, franc-maçons et dreyfusards ; ils n'ont qu'à émigrer.

Naturellement il résultera un déclin économique. La France redeviendra un pays relativement pauvre. L'argent ne fait pas le bonheur. Au lieu de travailler chez I.B.M. et de regarder Starsky et Hutch le soir, vos lecteurs manieront la charrue et liront Racine. Avec la chute du franc, les Anglais et les Américains repeupleront Biarritz et Pau, car la vie, pour eux, y sera bon marché ; ils embaucheront vos chômeurs comme cuisiniers et valets de chambre et auront à apprendre le français pour communiquer avec leurs domestiques. Tant mieux pour les professeurs de français.

Deuxième solution : Qu'ont-ils fait, ces Anglais, pour que leur langue devienne si puissante, si dangereuse pour la pauvre France ? Rien. Absolument rien. Après Guillaume le Bâtard, la langue est devenue un affreux sabir anglo-normand, perdant ses trois délicieux genres grammaticaux, ses adorables désinences... Pendant des siècles on a avachi et innové. Les Américains ont apporté les relents d'une *olla podrida* venant de toutes les langues de leurs immigrés. Résultat : une langue riche et flexible, avec laquelle on peut prendre toutes sortes de libertés. La deuxième solution, donc, ce sera un laisser-aller semblable. Les Anglais trouvent utile d'avoir à la fois les deux mots *maternity* et *motherhood* ; vous garderez *parking* et laisserez *parc* désigner une oasis de verdure (ou de statues et de gravier). L'accord du participe passé deviendra facultatif. Il deviendra plus difficile de lire Racine (les Anglais *apprennent* à lire Shakespeare, la langue ayant tant changé) mais, en revanche, le Français moyen perdra son complexe d'infériorité devant les difficultés de sa langue écrite et les abolira (un Anglais ou un Américain répond trois fois plus vite et dix fois plus volontiers à une lettre que ne le fait un Français — qui fait n'importe quoi pour éviter cette corvée. (*The Times* envoie une gentille réponse à *toutes* les lettres qui lui arrivent...)

Freedom et *liberty* ! Ayez confiance ! Charlemagne et compagnie en ont eu ! Laissez faire les cancres ! Que votre langue ne reste plus figée, enchaînée, apte seulement pour les tragédies en alexandrins et les romans psychologiques ! Que mille fleurs d'innovation s'éclosent ! Que la langue française, rajeunie et renouvelée, s'impose partout dans le monde !

Troisième solution : Continuez comme à présent. Vous aurez une gentille petite langue, très agréable pour les philosophes et les étrangers cultivés. Mais pour les affaires sérieuses et pour communiquer à l'avenir avec les Bretons, les Occitans et tous les autres amateurs d'intéressantes languettes, vous vous servirez de l'anglais approximatif, que vous parlerez et écrirez sans complexes flaubertiens. Tant mieux pour les professeurs d'anglais.

... ET CELUI D'UN HISPANOPHONE

Journaliste espagnol établi à Paris, notre collaborateur Pablo de la Higuera donne son point de vue.

La correspondance publiée par *le Monde* du 9 septembre autour du problème de la langue éclaire d'une lumière éclatante un courant qui se développe depuis quelques années, en France et en Espagne en particulier, et qui, au bout de sa logique et de sa dynamique interne, peut se résumer ainsi : finis le français et l'espagnol, *exit* la langue de l'Etat-nation, chaque région-nation historique (Bretagne, Occitanie, Galice, etc.) parlera la vieille langue de ses ancêtres. Coiffant le tout, coiffant cette future Europe unie par le haut et éclatée par le bas, une seule langue commune : l'américain, je veux dire l'anglais...

Et pourquoi pas, après tout ? diront certains.

Je n'ai rien contre l'anglais. Il m'arrive même, pour des circonstances familiales, de le parler à la maison. Je trouve, certes, à l'encontre d'une opinion généralement répandue, qu'il s'agit là d'une langue plutôt barbare, onomatopéique, primitive, peu élaborée, congénitalement argotique et brutale, surtout pratique pour se fâcher. De là vient sûrement aux Américains leur passion conquérante. Il a fallu un sacré génie aux Anglais pour faire passer leurs criaillements pour une langue délicate, flexible, subtile et pleine d'humour à l'heure du thé. Il faut vraiment le faire. Quant à l'engouement de l'intelligentsia française pour l'anglais, il m'a toujours beaucoup amusé. Il est vrai qu'elle le parle avec un accent délicieux qui limite les dégâts...

Mais enfin, le problème n'est pas là. Il est d'une tout autre nature. Je le poserai de cette façon : les « *régionalo-universalistes* » sont-ils si sûrs de pouvoir retrouver leur identité culturelle et leur souveraineté nationale sous l'emprise d'un autre pouvoir qui les dépasse largement, un pouvoir infiniment plus puissant et bien plus inquiétant que celui de l'Etat-nation tant décrié ? Bien sûr, vous pourrez enfin parler et écrire à plaisir vos langues régionales redevenues enfin nationales et aller le soir au cours d'américain... après avoir pointé à la multinationale gouvernante, dans la mesure de ses besoins. Elle organisera sûrement de charmants concours de cornemuse pendant le week-end... Mais vous ne seriez pas plus libres que ne l'auraient été hier certains de vos ancêtres en s'alliant à Hitler contre l'Etat français ou l'Etat britannique, si cela avait marché...

Car les nouveaux maîtres seraient là, et feraient la pluie et le beau temps et les marées noires. A propos, mon cher Xavier Grall, admirable poète fou qui écrivez un si beau... français, voici un petit problème de mathématiques assez modernes pour la rentrée : si l'Etat français, qui est tout de même l'Etat français, n'a pas pu empêcher quatre marées noires sur la Bretagne, combien de marées noires déferleraient sur les belles et riches côtes bretonnes si elles n'étaient défendues contre la puissance invisible qui vient de Manhattan et d'ailleurs que par un petit et dérisoire gouvernement breton ? Trop souvent au-dessus des lois et des Etats, ces armées sans visage n'auraient plus de frein pour dominer le monde si les Etats et leurs lois venaient à disparaître.

On rejoint ici la vieille erreur d'analyse anarchiste, reprise par les nouveaux philosophes libertaires avancés : l'Etat est l'ennemi à abattre pour devenir libre. Marx et Engels voulaient eux aussi la disparition de l'Etat, mais pas en plein épanouissement des puissance d'argent — quelle aubaine ! — sinon « après » les avoir mises au pas. Au bout du chemin, la société socialiste aurait débouché sur la parfaite et idyllique société communiste. En somme, une sorte d'entéléchie « vers laquelle on tend », dans la théorie marxiste, et qui rappelle un peu la notion mathématique d'infini...

J'ai vu danser sur une place populaire de Barcelone une sardane, la belle danse nationale catalane, au son d'un orchestre engagé par une société multinationale pour attirer les clients à son supermarché. C'était beau. Mais la même firme « catalaniste », d'après les informations d'un journal de Barcelone, faisait fi des lois sociales espagnoles, renvoyait ses ouvriers quand elle voulait, et avait sa propre police. Mais, bien sûr, « visca Catalunya » et danse donc la sardane, bon peuple...

Il faudra faire très attention avant de se lancer dans ce double saut périlleux dans l'an 2000... après et avant J.-C.

LA LANGUE, C'EST LA DIFFÉRENCE

par PIERRE BOUVIER (*)

EN l'espace d'un peu plus d'une décennie, la situation déjà difficile du français s'est fortement aggravée. La culture française, pendant plusieurs siècles et jusqu'à la seconde guerre mondiale, s'est imposée par son raffinement et sa joie de vivre. Le français, langue d'élégance et de précision, langue diplomate et impérialiste, celle des droits de l'homme mais aussi des canonnières, voit son rôle s'amoindrir. Langue de faible peuplement à l'inverse de l'anglais, de l'espagnol sinon du russe et du chinois, le français s'utilise non tant pour des raisons territoriales que par choix culturel.

La fin des années 50 marque le seuil critique pour Paris et la culture française, pôles des arts et des lettres mais aussi plus généralement d'une certaine manière d'appréhender l'existence, mélange subtil de dilettantisme et de finesse.

La politique d'intervention extérieure des Etats-Unis, appuyée à la fois sur leur puissance économique et militaire, sur les marches de l'empire britannique et sur l'intégration européenne transforme rapidement les données de la situation. Dans le même temps, l'artisanat, qu'il soit populaire ou luxueux, subit une attaque frontale de la part de nouveaux venus. Les firmes multinationales, ces concentrations en quelques lieux et en quelques hommes de modèles standardisés, submergent peuples, régions, villes et hameaux. S'appuyant sur une langue « pratique », l'anglais, ces modèles uniques et universels frappent à toutes les portes, celle du paysan finlandais comme celle de l'Ivoirien, celle du métallurgiste japonais comme celle de l'Auvergnat. Aux productions précédentes faites de recherche, d'hésitation, d'originalité, voire de préciosité, succèdent des séries d'objets et de valeurs culturels unilingues et interchangeables, suffisamment élaborés pour qu'ils soient acceptés par le plus grand nombre comme transferts ascendants et par les couches dirigeantes comme symboles de leurs vocations démocratiques.

Confrontées à ces nouvelles données, les bourgeoisies nationales vont se faire, dans leur majorité, commis-voyageurs de ces commerces unilingues et à l'échelle mondiale. Le libéralisme économique leur permet d'adapter les formes mères à leur clientèle habituelle, leurs zones reconnues, leurs idiomes. Incidemment, ces variantes de même matrice auront l'avantage d'illusionner les aspirations nationales. Dans le même temps, les centres de décision « subventionneront » certaines des productions de luxe antérieures. Elles marqueront la différence et susciteront cet ailleurs vers lequel les masses uniformisées doivent pouvoir tendre (pérennité de certaines valeurs françaises aux Etats-Unis mêmes).

Ces zones d'intervention : parfum, alcool, lingerie fine... n'en sont pas moins menacées par les sollicitations du marché. S'ouvrant à l'exportation, les modèles originaux s'édulcoreront pour séduire et retenir. Cinéastes, écrivains, couturiers ou industriels adaptent leurs produits. Les différences deviennent un peu plus semblables, tout en gardant le minimum de « cachet », d'« accent ». Les millions de consommateurs ne doivent pas être choqués, juste titillés. Ils doivent, dans leur cadre de référence, se surprendre et croire en une plus-value culturelle : « Made in France ».

De Téhéran à Buenos-Aires, de Denver à Cergy-Pontoise, l'uniformité étend son emprise sur les pratiques, sur les représentations et sur leur mode de communication : la langue.

Nous, Français, peuple fier, arrogant, fort de ses valeurs, serons-nous bientôt timides et vaguement contrits de nos différences, de notre langue ? Devons-nous apprendre un de ces « pidgins », esperanto de cette fin de siècle triste et désabusée ? Notre destin est-il celui des Poitevins de France, des Suisses de l'Europe, des Basques du monde ? Le sursaut ou la diaspora...

(*) Sociologue.

HUMANISMES

par
JEAN DÉCARREAUX (*)

HUMANISME : un de ces mots-gargarismes (civilisation chrétienne, etc.) proférés à tort et à travers et accommodés aux sauces les plus douteuses. Tel qui n'y entend rien s'en emplit la bouche et se fait vanité d'en disserter sans craindre le ridicule.

On laissera de côté l'humanisme pauvrement scolaire, célébré comme l'ornement d'esprits distingués, frottés plus ou moins superficiellement à quelques textes anciens. Les pédants à citations ressassées — toujours les mêmes — ennuient et ne satisfont que leur personnage. On est d'ailleurs prié de ne pas gratter le vernis.

Poussée en profondeur et avec sérieux, la fréquentation des textes anciens peut introduire à des enrichissements et à des épanouissements qui laissent loin derrière eux les poses des amateurs. Ainsi a-t-on précisé les notes d'un humanisme de bon aloi : « *Le culte de l'antiquité grecque et romaine, le sentiment correspondant de la valeur, de la dignité de la nature de l'homme pris comme tel* » (E. Gilson). Telle fut la position d'un certain nombre d'humanistes à la fin du quinzième siècle et pendant le seizième. Partant de là, plusieurs sont allés plus loin.

Un exemple peut être choisi, à Paris même, à l'avènement de la Renaissance. Face au théologisme fatigué de la trop vieille scolastique, la redécouverte des lettres païennes latines et grecques incita nombre d'esprits à lire les textes de l'antiquité chrétienne. L'étude des langues grecque et latine, suivie de celle de l'hébreu, permit d'aborder directement les textes de la Bible et leurs commentateurs classiques sans s'égarer dans les abstractions compliquées et vides de sens d'une certaine scolastique. La Sorbonne était visée : aux logorrhées dialectiques d'un Béda, sorbonnagre d'autorité et d'obstination justement — et cruellement — caricaturé par Rabelais, on préférait, entre gens de meilleure compagnie, les médiations d'un Erasme sur la noblesse de l'homme et les grands ouvrages de son érudition.

L'exercice de la liberté doit s'entourer de précautions

Cet acheminement de l'homme vers l'estime de sa nature, s'il est de surcroît pénétré d'un sentiment de nécessité et de besoin dans la ligne d'une quête de Dieu et de son approche, trouve sa formule dans saint Bernard, lorsqu'il parle d'une nature noble en capacité de majesté, *celsa natura in capacitate majestatis*. Ainsi les sommets de la culture peuvent-ils élever l'homme à une vision du monde capable d'enrichir encore leur noblesse.

Les thèmes préférés de l'humanisme païen sur la dignité de l'homme se voient alors transformés et couronnés par l'exigence d'une dignité supérieure. Elevés par le passage du naturel au surnaturel, ils se traduisent par liberté et ressemblance de Dieu. La liberté, bien suprême des êtres nobles. En 479 av. J.-C., à Platées, les Grecs juraient de ne jamais préférer la vie à la liberté. Pline le Jeune (mort vers 113 avant J.-C.) rappelait à un gouverneur d'Achaïe qu'il avait à régir *liberas civitates, id est homines maxime homines, liberos maxime liberos* (des cités libres, c'est-à-dire des hommes tout à fait hommes, des libres tout à fait libres). Saint Irénée complétera peu après : « *L'homme est libre depuis le commencement, car Dieu est libre, et l'homme a été fait à l'image de Dieu.* » En Orient chrétien, saint Maxime le Confesseur (mort en 662) rend le même écho : « *L'homme ayant été créé à l'image de la Déité bénie et surpra-essentielle et, d'autre part, la nature divine étant libre, il est évident que l'homme, image de la Déité, est libre par nature.* » Des philosophes chrétiens comme Pic de la Mirandole le pensaient presque dans les mêmes termes. Les textes de Vatican II étaient dans la ligne authentique de l'humanisme chrétien lorsqu'ils déclaraient que la liberté de l'homme est « *le signe privilégié de l'image divine* » (*Gaudium et Spes*, n° 19).

Comme tous les biens précieux, l'exercice de la liberté doit s'entourer de précautions : « *La liberté est un élément de bon suc, mais de digestion difficile. Il faut donc longuement y préparer les hommes avant que de la leur donner.* » L'observation est de J.-J. Rousseau, auteur peu suspect. Mais si l'homme abuse du cadeau qui lui a été fait, il apparaît que l'abus, la « liberté séditieuse », comme disait Erasme à propos de Luther, en puisse altérer l'essence. Il en va de même de l'autorité des pouvoirs, qui lui est souvent opposée. S'il est vrai que le pouvoir absolu corrompt absolument et que les despotismes dictatoriaux profanent les notions les plus sacrées lorsqu'ils tentent de justifier leurs excès en prétendant que toute autorité vient de Dieu, le concept d'autorité n'en conserve pas moins sa valeur. « *Doit-on chasser l'abeille des fleurs parce qu'il en sort parfois une araignée ?* », demandait Erasme. Liberté, autorité, le difficile équilibre à trouver entre l'exercice de ces deux prérogatives doit être l'objet d'un contrôle incessant. Le point de rencontre certain est celui de la dignité de l'homme.

(*) Prêtre et écrivain.

CORRESPONDANCE

UNE INATTAQUABLE LOGIQUE

M. Jean-Marie Bressand, rédacteur en chef de la revue Cités unies, *membre fondateur du Centre mondial d'information sur l'éducation bilingue* (1), *nous écrit :*

Depuis vingt-cinq ans on ne cesse de nous rebattre les oreilles avec la « défense du français », faute d'imaginer une politique linguistique à la hauteur d'une francophonie ouverte sur le monde.

Cette politique n'a jamais été même esquissée, et l'imagination, à ce sujet, n'a guère hanté le pouvoir.

On vit depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans la résignation à la « prédominance de l'anglais », qu'on entrecoupe de temps à autre, dans la presse ou au Parlement, de quelques « cocoricos » sur la défense du français.

Je ne chercherai pas d'excuse aux divers gouvernements qui se sont succédé depuis cette époque et qui n'ont jamais trouvé, entre deux « réformes » et deux dithyrambes rituels en l'honneur de la « culture », le loisir de se consacrer sérieusement au problème. Ils ont au moins cette circonstance atténuante que l'opinion publique, dans sa masse, comme dans sa prétendue intelligentsia, ne les poussait pas à prendre de l'altitude ! Les Français se satisfont très bien d'une certaine presse linguistique, voire d'une certaine inefficacité de l'enseignement, qu'ils croient compenser en développant un complexe de Rivarol. En vertu de quoi :

1) Il leur paraît intolérable qu'une autre langue puisse supplanter la langue de Molière, de Voltaire, de Balzac, etc. (qu'eux-mêmes savent de moins en moins bien).

2) Ils font apprendre l'anglais à leurs enfants à 90 %.

Le tout est d'une inattaquable logique — cartésienne bien entendu.

Permettez-moi de souhaiter qu'un grand débat s'instaure, dans votre journal, non sur la « défense » de telle ou telle langue, mais sur les problèmes liés de la communication et de l'éducation linguistique, et des langues et cultures régionales.

(1) Revigny, 39000 Lons-le-Saunier.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	265 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	143 F	265 F	388 F	510 F
II. — TUNISIE	180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES PROLONGEMENTS DE L'ACCORD ISRAÉLO-ÉGYPTIEN

Le président Sadate, qui est attendu ce samedi 23 septembre au Caire, a donné vendredi à Rabat, où il venait d'avoir des entretiens avec le roi Hassan II, une conférence de presse. Il a déclaré que certains pays arabes avaient vu dans les accords de Camp David une « solution définitive » alors qu'il ne s'agissait que d'un « cadre » pour un règlement futur auquel toutes les parties sont invitées à s'associer. M. Sadate a nommément cité la Jordanie, la Syrie et le Liban et invité les « frères arabes » à réviser leur jugement sur les accords déjà signés.

Au sujet de Jérusalem, M. Sadate a souligné que les positions américaines et égyptiennes étaient « identiques », à savoir que Jérusalem était partie intégrante de la Cisjordanie et donc objet de négociations. Tout changement apporté par les Israéliens au statut de la partie arabe de la ville est par conséquent illégal. Le président Sadate a reconnu toutefois qu'il avait admis, dans un esprit de bonne volonté, que la ville ne devait plus être divisée.

Evoquant l'avenir de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le chef de l'Etat égyptien a appelé le roi Hussein à se joindre à la négociation. « De toute façon, a-t-il précisé, si quelqu'un refuse ce que j'ai obtenu pour les populations de ces territoires, c'est-à-dire la fin du gouvernement militaire israélien, le retrait et le redéploiement des forces israéliennes, l'attribution de responsabilités aux représentants palestiniens dans l'établissement de leur complète autonomie, moi qui connais les souffrances de ces populations, je continuerai à les défendre. » Le président Sadate a ajouté : « L'autodétermination du peuple palestinien ne pourra pas s'exercer avant deux ans... D'ici là, l'atmosphère dans la région aura changé et l'esprit israélien aussi. Il sera alors négociable en fonction du comportement des Palestiniens. Il faut démontrer à Israël que nous n'avons pas d'arrière-pensées. » Le chef d'Etat égyptien a assuré qu'il avait proposé à M. Begin que des représentants de l'O.L.P. figurent dans la délégation officielle aux prochaines négociations, mais que le premier ministre israélien avait émis des réserves.

Il a évoqué aussi le statut du Golan, affirmant que « ce qui est valable pour le Sinaï l'est également pour le Golan... Mais je ne peux malheureusement pas discuter d'un territoire qui ne m'appartient pas. A nos frères syriens d'assumer leur responsabilité ».

La liste des pays qui ont fait connaître leurs désaccords avec les résultats du sommet de Camp David s'est encore allongée vendredi. Bahrein a fait savoir en effet que « les accords de Camp David ne permettront pas de déboucher sur la paix au Proche-Orient ». De son côté, le conseil des ministres mauritaniens, réuni vendredi, a réaffirmé son attachement à l'unité arabe et sa reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Cependant, le communiqué lance un appel pressant à tous les États arabes, « les adjurant de ne rien faire qui puisse aggraver les divergences inter-arabes ».

EN ISRAEL, le premier ministre Menahem Begin, de retour vendredi à Tel-Aviv, a reçu à l'aéroport Ben-Gourion un accueil empreint d'un enthousiasme modéré. Selon notre correspondant, la manifestation des deux à trois mille personnes qui s'étaient rassemblées pour l'accueillir n'a pas revêtu l'ampleur que l'on prévoyait, et elle a été troublée par les démonstrations hostiles de quelques militants du Bloc de la foi. Le premier ministre se présentera lundi devant la Knesset.

EN CISJORDANIE, deux hélicoptères de l'armée israélienne ont évacué de nouveau, vendredi, des membres du Bloc de la foi qui avaient tenté de se réinstaller sur une colline au sud de Naplouse.

JÉRUSALEM : attente circonspecte en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

Il ajoute que la population, qui, en d'autres temps, a répondu nombreuse aux mots d'ordre de l'O.L.P., était encore « *sous le coup de la trahison de Sadate* ».

De leur côté, les autorités israéliennes ont bien sûr tout intérêt à ce que la Jordanie réponde en fin de compte favorablement à l'invitation contenue dans les accords de Camp David, mais il n'est apparemment pas dans leurs intentions de prendre des décisions hâtives, car le gouvernement israélien n'ignore pas que les réactions aux propositions d'autonomie administrative sont, dans les territoires occupés, très négatives, jusqu'à présent du moins. « *Inutile de se faire des illusions, l'O.L.P. est toujours très influente, il nous faut être patients, des circonstances plus favorables peuvent se présenter* », nous a déclaré un expert israélien. « *Les dirigeants israéliens doivent pouvoir compter sur le réalisme des Palestiniens de Cisjordanie*, précise cet expert. *Jusqu'alors, ce réalisme, il faut bien l'admettre, pouvait jouer en faveur de l'O.L.P., mais une évolution assez rapide peut se produire.* »

Un nouvel « establishment »

Dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on croit fermement que la Jordanie va accepter de négocier et que le refus actuel opposé par Amman n'a pour seul but que d'obtenir le plus possible d'avantages et de garanties avant l'ouverture des négociations. Lorsque l'événement paraîtra inéluctable, estime-t-on, la partie modérée de l'opinion cisjordanienne qui suit actuellement le courant favorable à l'O.L.P. sera tentée pour un temps de faire l'expérience de la solution esquissée à Camp David, ou au moins renoncera à s'y opposer. Ce revirement devrait être suffisant pour permettre l'apparition en Cisjordanie d'un nouvel « establishment » composé de notables fidèles à la Jordanie ou opposés à l'O.L.P. et de modérés nouvellement convaincus qu'une politique de refus systématique n'est plus défendable.

Depuis plus de dix ans des changements se sont produits dans l'opinion palestinienne, mais ils n'ont pas forcément la signification que leur donnent les Israéliens. Dans les premières années qui ont suivi la guerre de six jours l'opinion restait en majorité tournée vers la Jordanie. Mais l'action de l'O.L.P. n'en était alors qu'à ses balbutiements et M. Yasser Arafat venait tout juste de prendre la tête de la résistance. Les notables cisjordaniens étaient encore liés avec Amman. La situation, déjà modifiée par le rôle grandissant de l'O.L.P., a radicalement changé au début des années 70. Septembre noir et la répression antipalestinienne en Jordanie puis l'abstention du roi Hussein dans le conflit de 1973 ont définitivement discrédité la position de ces milieux communément appelés « pro-jordaniens ».

Après les élections municipales de 1972, les personnalités que l'on pourrait qualifier de « centristes » sont apparues, mais en même temps l'agitation s'est aggravée : de 1973 à 1975, la Cisjordanie a connu des manifestations incessantes qui ont souvent tourné à l'émeute. Les incidents des derniers mois et la récente vague d'attentats sont sans commune mesure avec ce qui se passait à cette époque.

L'influence de la résistance devenait chaque jour plus importante et prenait un tour de plus en plus politique. En novembre 1974, M. Arafat est monté à la tribune de l'Assemblée générale de l'O.N.U. L'O.L.P. franchissait alors aux yeux des modérés le « seuil de crédibilité ». Les élections municipales de 1976 ont confirmé cette évolution : les sympathisants de l'O.L.P. ont emporté près de 75 % des sièges dans les conseils municipaux, qui sont toujours les seules institutions dont puissent disposer les Cisjordaniens.

L'événement était capital et le quotidien israélien *Yediot Aharonot* faisait alors un aveu dont le rappel ne manque pas d'intérêt aujourd'hui : « *Nous voulions créer en Cisjordanie une force politique contrebalançant celle de l'O.L.P. Nous avons échoué.* » Les partisans de l'O.L.P. étaient sûrs de leur progression qui ne devait être gravement ébranlée que par l'annonce de la visite du président Sadate à Jérusalem, en novembre 1977. L'échec des pourparlers égypto-israéliens jusqu'au sommet de Camp David allait les rassurer. Mais la proclamation des accords du 17 septembre dernier a été pour eux un « coup » aussi dur que surprenant.

Le trouble des Palestiniens est grand. Ils reconnaissent qu'ils n'avaient pas prévu un résultat aussi « catastrophique » : « *Les Israéliens gagnent sur tous les tableaux. Ils obtiennent une paix séparée avec l'Egypte sans rien céder sur la question palestinienne.* » D'autre part, une certaine démobilisation a été constatée au cours des derniers mois dans les rangs de la majorité palestinienne, et ceci est peut-être dû à une autre évolution relative du régime d'occupation. Depuis la fin du mois d'avril, sur l'initiative du ministre de la défense, M. Ezer Weizman, l'administration israélienne a fait preuve de plus de souplesse. L'un des principaux responsables militaires en Cisjordanie, le général David Hagoel, a été limogé (*le Monde* du 4 mai 1978), des mesures de clémence ont été prises et des relations meilleures ont été nouées avec les maires les plus nationalistes. « *Nous nous sommes laissés endormir*, déclare l'un d'entre eux, *les Israéliens savent que nous leur restons fermement opposés, mais ils cherchent à nous neutraliser pour préparer l'avenir.* »

Les Israéliens, de leur côté, pensent déjà compter sur la participation de quelques personnalités modérées qu'ils encouragent de plus en plus à se manifester.

Les partisans de l'O.L.P. ne paraissent guère redouter dans l'immédiat l'influence de ces rares adversaires. Il est, d'autre part, indéniable qu'une menace pèse sur les personnes manifestant une volonté de collaboration trop flagrante. Plusieurs meurtres « politiques » ont eu lieu dans le passé, notamment en décembre dernier, après la visite du président Sadate à Jérusalem.

Le gouvernement israélien sait donc fort bien que les appuis qu'il peut trouver en Cisjordanie pour organiser l'autonomie sont encore trop peu nombreux, mais il compte à terme sur un ralliement progressif des « centristes » ou des « modérés » qui devraient réaliser que les partisans du refus sont dans une impasse. C'est l'opinion que nous a confiée une personnalité avertie du problème palestinien, et très proche du gouvernement : « *La population des territoires*, dit-elle, *est encore en état de choc après Camp David. Mais si la Jordanie se joint à la négociation — comme j'ai bonne raison de le croire — cela amènera certains responsables à considérer qu'ils n'ont pas d'autre choix que de s'associer à un processus qui risquerait de se faire sans eux.* »

FRANCIS CORNU.

RETOUR TRIOMPHAL POUR M. SADATE AU CAIRE

« Pourvu que nous ayons la paix... »

Le Caire. — Le raïs, qui était attendu au Caire vendredi, jour férié pour l'administration et le secteur industriel, regagne finalement sa capitale ce samedi 23 septembre, les organisateurs de la grande fête populaire qui l'attend ayant estimé qu'il serait plus facile de réunir ouvriers et employés un jour ouvrable. Les ministères et les entreprises, aidés par la machinerie de l'ancien parti unique nassérien, doivent amener leurs personnels sur des lieux désignés à l'avance. Comme l'attente sous un dur soleil peut durer des heures, nombre de participants auront été munis par leurs employeurs d'une petite somme destinée à l'achat de sandwiches et de boissons aux innombrables marchands ambulants qui, dès ce matin, n'ont pas manqué de se poster sur le parcours du cortège.

Petits drapeaux, portraits du raïs, banderoles à sa gloire ou appelant sur lui la bénédiction divine ont été distribués à profusion. Arcs de triomphe fleuris et illuminés, placards géants célébrant le faiseur de paix, l'homme qui a rendu à l'Egypte sa fierté et sa province perdue, ont été dressés le long des principales artères. Musiciens, danseurs, derviches de foire et bateleurs ont été répartis un peu partout : ils distrairont la foule en attendant de faire vibrer leurs instruments et de tournoyer au moment du passage du président.

Certains de ces préparatifs ont été annoncés franchement par la presse gouvernementale, qui précise que quinze centres médicaux ont été installés le long de l'itinéraire présidentiel, que des parcs de stationnement sont prévus pour les véhicules, que des trains spéciaux ont été formés pour transporter au Caire les habitants des gouvernorats : vingt mille personnes d'Alexandrie, quinze mille d'Assiout, des milliers d'autres d'Ismaïlia, de Port-Saïd, d'Assouan, du delta, etc. Les services de sécurité sont sur les dents, encore que l'adhésion populaire aux décisions prises par le raïs rende difficile sinon impossible la tâche d'un éventuel assassin, à moins qu'il ne s'agisse d'un vrai kamikaze. Ce sont surtout les hauts immeubles situés sur le parcours d'une vingtaine de kilomètres séparant l'aéroport international d'Héliopolis de la villa présidentielle de Guizeh qui donnent du souci à la police.

De notre correspondant

Tout cela n'est pas nouveau. Depuis vingt ans, en Egypte, la célébration de chaque grand événement politique est préparée de la même façon. Simplement cette fois l'ampleur, la minutie des préparatifs et aussi l'ardeur mise à les exécuter, dépassent tout ce que l'on avait vu auparavant. Il serait pourtant tout à fait erroné d'en conclure que le triomphe que les Egyptiens s'apprêtent à réserver, ce samedi, à leur président est « préfabriqué ». L'immense majorité du peuple égyptien approuve sans réserves la paix de Camp David. Il ne peut y avoir aucune espèce d'équivoque à ce sujet.

Les seuls Egyptiens qui critiquent ou désapprouvent la paix de Camp David constituent une quantité numériquement négligeable et appartiennent à l'intelligentsia ou à la bourgeoisie « éclairée ». Ce sont ceux, il faut bien le dire, qui ne souffraient pas de l'état de guerre et qui n'auraient pas eu à porter les armes en cas de nouvelle déflagration dans la région. Même le cheikh d'Al Ahzar, personnalité islamique proche des intégristes que doit choquer l'« abandon » de Jérusalem, a adressé, tardivement et brièvement il est vrai, un message de soutien au chef de l'Etat.

« Même si cela devait prendre dix ans... »

Les derniers échos provenant des casernes indiquent aussi que le sentiment de satisfaction de l'armée se développe. La propagande officielle continue de faire valoir que la récupération du Sinaï a commencé avec la destruction de la ligne Bar-Lev, sur le canal de Suez, par les soldats égyptiens en octobre 1973. De plus, les officiers sont parfaitement conscients qu'une nouvelle guerre n'aurait sans doute pas permis à une armée en pleine mutation technologique de reconquérir le Sinaï comme le raïs vient, en principe, de le faire par la diplomatie.

Dans la population, de quelque côté que l'on se tourne, le soutien aux accords est entier. Un ingénieur de trente ans, auquel nous faisions remarquer que, tout de même, le Sinaï ne serait complètement évacué que dans trois ans, nous a rétorqué vertement : « *On s'en moque, même si cela devait prendre dix ans, pourvu que nous ayons la paix et la tranquillité sans attendre un jour de plus.* » Dans la même usine, un manutentionnaire de quarante ans, approuvé du chef par ses collègues qui l'entourent, dit : « *Je ne comprends rien à la politique, mais ce que je sens, ce dont je suis sûr, c'est qu'Anouar El Sadate a arraché le maximum à Camp David. Que Dieu le bénisse car nous n'en pouvions plus d'attendre.* »

A un journaliste égyptien, une femme a confié, en larmes : « *Mon mari est mort au Yémen, mon frère au Sinaï, mon fils à Suez. Sadate vient de sauver ce qui me restait : mon petit-fils. Que le prophète le récompense.* » Un Egyptien d'origine arménienne a dit : « *Les Palestiniens ne sont pas contents. Mais nous, les Arméniens, nous serions bien heureux qu'on nous donne l'autonomie sur un morceau de notre patrie, même si au début il nous fallait supporter quelques troupes étrangères.* » Un ancien ministre de Nasser a rappelé à un Français : « *Il a fallu la guerre de 1914 et ses millions de morts pour que vous récupériez l'Alsace-Lorraine, alors que le Sinaï nous sera rendu sans une goutte de sang, si Dieu veut.* »

Le lait et le miel

L'enthousiasme et l'émotion ne sont pas moindres dans les campagnes, où les fellahs, malgré leur sainte horreur du service militaire, ont fourni le plus gros des contingents de fantassins, et donc de victimes, lors des quatre guerres contre Israël. Si le temps n'est plus où dans les campagnes on attrapait les conscrits au filet, comme des animaux, on signalait encore récemment des cas de mutilation volontaires de la main ou de la vue de la part de jeunes paysans voulant se dérober à leurs obligations militaires.

Dans un bourg agricole à une trentaine de kilomètres au sud du Caire, en vue de la pyramide de Saqqarah, il a fallu trois jours pour que les habitants soient bien persuadés que l'état de guerre était révolu. Alors, au coucher du soleil, les femmes et les enfants de la cinquantaine de familles ayant des garçons sous les drapeaux, bientôt suivis par le reste des villageois, se sont mis à défiler entre les maisons de terre séchée, à taper sur tous les objets métalliques leur tombant sous la main, à virevolter, à crier leur soulagement, leur allégresse. Ce sont des scènes que l'on n'oublie pas.

Pour tous ces pauvres gens, la paix signifie avant tout le prochain retour des conscrits sains et saufs dans leurs foyers. Tant d'autres, en 1948, en 1956, en 1967, en 1973, ne sont jamais revenus... Sur la route Beni-Souef-Le Caire, deux appelés du contingent qui regagnent leur base après une permission répondent à celui qui les interroge sur l'avenir de l'Egypte en paix : « *Ce seront des jours de lait et de miel.* » Dans la capitale, le gouvernement vient d'annoncer que la viande, qui, depuis de longues années, n'était plus en vente que trois jours par semaine, le serait désormais chaque jour.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Manœuvres autour du roi Hussein

(Suite de la première page.)

Selon des sources palestiniennes, le chef de l'O.L.P. aurait imposé sa présence, vendredi matin, à M. Kadhafi, mais selon d'autres, le président libyen aurait été d'accord pour ce voyage commun.

Les entretiens Kadhafi-Hussein-Arafat ont duré plus de deux heures. Le souverain jordanien a donné l'accolade au président libyen mais n'a fait que serrer la main du dirigeant palestinien lorsque les deux hommes sont arrivés à Mafrak. Après la rencontre, on a eu l'impression que le roi se faisait forcer la main pour donner l'accolade à M. Arafat. Les déclarations faites par le souverain à l'issue des entretiens confirment qu'il ne se rendra pas à Damas pour se joindre au Front de la fermeté.

La mission du président libyen n'était d'ailleurs pas de l'y amener, mais de le raffermir dans son attitude de rejet des accords de Camp David. Quant aux Palestiniens, le roi a implicitement laissé entendre que s'ils voulaient se réconcilier avec lui, ils devraient le faire à ses conditions.

Quatre possibilités

L'ajournement — on a parlé d'annulation — de la visite du secrétaire d'Etat américain, M. Vance, à Damas, a été l'autre événement de la journée. Il a provoqué un flot de rumeurs. En fait, la visite de M. Vance n'est pas remise en question, mais simplement renvoyée de vingt-quatre heures, jusqu'à dimanche en attendant que le « sommet » prenne fin.

Ces deux affaires ont accaparé le devant de la scène au cours de la troisième journée du « sommet ».

Mais les vrais problèmes se situaient ailleurs et commençaient à être cernés par les experts des délégations qui se sont attelés à la rédaction des recommandations traduisant les premières conclusions auxquelles sont parvenus les quatre chefs d'Etat et le chef de l'O.L.P. pour riposter aux initiatives du président Sadate.

Quatre options sont apparues au sein du Front de la fermeté :

1) La guerre. — Elle a été exclue, chacun soulignant qu'il fallait « *éviter de tomber dans le piège israélien* ».

2) La constitution d'une alliance politico-militaire. — Il s'agirait d'une sorte d'OTAN ou de pacte de Varsovie du Front de la fermeté. L'idée fait son chemin et le président Assad de Syrie a symboliquement proposé que le général dissident égyptien Chazli en prenne le commandement. Mais il est douteux qu'on aille au-delà d'un commandement unifié théorique, comme le monde arabe en a constitué plus d'une fois face à Israël. De plus, une véritable intégration militaire des pays du Front de la fermeté sans frontières communes nécessiterait un financement — à l'instar de celui assuré par les Etats-Unis aux premiers temps de l'OTAN — que la Libye et l'Algérie se sont déclarées prêtes à supporter certes, mais sans préciser l'ampleur de leurs engagements financiers.

3) L'alliance avec l'Union soviétique. — Le principe d'un rapprochement est acquis et sera mentionné dans la résolution finale. Le président Assad pourrait être délégué à Moscou au nom du Front. Mais jusqu'où celui-ci ira-t-il dans cette voie ? Les hésitations de la Syrie sont les plus apparentes en raison de l'agrément donné à la visite de M. Vance à Damas, mais elles ne sont pas les seules. Le souci de ne pas effaroucher les pays arabes modérés, et en particulier la Jordanie, limite la marge de manœuvre du Front dans cette direction.

4) Le boycottage de l'Egypte sur le double plan du commerce et des communications. — Il est envisagé mais non encore décidé.

Le Front de la fermeté n'ira sans doute jusqu'au bout d'aucune des options qui s'offrent à lui, mais ses résolutions comporteront sans doute une nette progression dans chacune de ces directions.

LUCIEN GEORGE.

Dans des lettres personnelles

M. GISCARD D'ESTAING A EXPLIQUÉ LE POINT DE VUE DE PARIS À PLUSIEURS CHEFS D'ÉTAT ARABES

M. Giscard d'Estaing a tenu à expliquer la position de la France sur le Proche-Orient après les accords de Camp David dans des lettres au roi Hussein de Jordanie, au roi Khaled d'Arabie Saoudite et aux présidents des républiques de Syrie et du Liban, MM. Hafez El Assad et Sarkis.

En leur communiquant officiellement le commentaire qu'il a fait, mercredi 20 septembre, devant le conseil des ministres (*le Monde* des 21 et 22 septembre), il souligne que seul un règlement d'ensemble au Proche-Orient permettra d'aboutir à la paix et que ce n'est qu'en fonction de la suite des événements que pourront être jugés les acords de Camp David. Il prie enfin les destinataires de ces lettres de lui communiquer leurs observations sur la situation actuelle. — M. D.

PROCHE-ORIENT

Les prolongements de l'accord israélo-égyptien

WASHINGTON : la querelle sur les colonies juives en Cisjordanie est loin d'être réglée

De notre correspondant

Washington. — La publication des lettres échangées entre MM. Carter, Sadate et Begin, à la fin des entretiens de Camp David et depuis, apporte quelques clarifications sur des points controversés, notamment le statut de Jérusalem et le rôle de l'Egypte dans la négociation sur la Cisjordanie. Mais elle n'a pas résolu le principal litige apparu entre Arabes et Israéliens dans l'affaire des colonies juives sur la rive occidentale du Jourdain. Les documents, qui devaient consolider le « understanding » que M. Carter croyait avoir conclu sur ce point, sont d'autant moins prêts que le premier ministre israélien entend reprendre la question presque à son point de départ une fois rentré à Jérusalem.

Le ton de la querelle s'est pourtant apaisé ces derniers jours. Du côté américain, un responsable a assuré, vendredi 22 septembre, qu'il y a eu « *un malentendu authentique sur le langage précis à utiliser* », mais il s'est dit « *confiant* » qu'une solution lui sera trouvée dans les jours qui viennent. En fait, le désaccord porte sur des problèmes bien distincts, dont l'un paraît trop épineux pour pouvoir être réglé si vite.

Le premier est le délai pendant lequel Israël s'engage à suspendre la création de colonies juives en Cisjordanie. M. Begin semble admettre maintenant qu'il ne s'agit plus des trois mois de la négociation israélo-égyptienne, mais de la période plus longue pendant laquelle les diverses parties intéressées au règlement d'ensemble auront des conversations. En revanche, M. Carter avait ajouté, de sa main, sur le document qu'il avait montré au premier ministre israélien : « *La question des futures colonies sera décidée entre les parties aux négociations.* » Dans son esprit, précise-t-on, cela signifie qu'il faudra un accord unanime des parties concernées pour en décider, autrement dit que les représentants des Palestiniens et leurs amis arabes pourront s'opposer à toute nouvelle implantation juive dans la région. Or ce concept est trop éloigné de la philosophie de M. Begin pour être considéré comme acceptable par le gouvernement israélien actuel.

L'Égypte prête à aller de l'avant

Les lettres publiées à propos de Jérusalem n'apportent guère d'éléments nouveaux. M. Sadate affirme que la Jérusalem arabe, « *partie intégrante de la Cisjordanie* », « *doit se trouver sous la souveraineté arabe* », mais que « *la ville ne doit pas être divisée* ». Il propose « *un conseil municipal conjoint, composé d'un nombre égal de membres arabes et israéliens* ». M. Begin, beaucoup plus bref, se réfère à la décision d'annexion prise par la Knesset, le 28 juin 1967, pour affirmer que « *Jérusalem est une ville indivisible, la capitale de l'Etat d'Israël* ».

Hormis la référence à l'indivisibilité de la ville, les deux positions sont en contradiction totale. Quant à M. Carter, il rappelle que la position des Etats-Unis reste celle qu'avaient exposée les ambassadeurs américains à l'ONU, en 1967, et par la suite : Washington ne reconnaît pas les décisions unilatérales prises au sujet de Jérusalem, dont le sort doit être décidé par voie de négociations.

Le document le plus intéressant est une courte note que M. Sadate a adressée à M. Carter, le 17 novembre, dernier jour du sommet, pour l'informer du rôle que l'Egypte entend jouer pour l'exécution du premier accord-cadre en vue d'un règlement d'ensemble. La question est très actuelle puisqu'il s'agit de savoir si Le Caire entend engager les conversations sur le sort des Palestiniens au cas, plus que probable, où la Jordanie refuserait d'y participer. La réponse du président égyptien est la suivante : « *Pour assurer la mise en œuvre des dispositions relatives à la Cisjordanie et à Gaza, et afin de protéger les droits légitimes du peuple palestinien, l'Egypte est prête à assumer le rôle arabe qui découle de ces dispositions, après consultation de la Jordanie et des représentants du peuple palestinien.* »

La formule est ambiguë. Mais pas assez pour que les Etats-Unis n'y aient vu un désir du président égyptien de poursuivre sur la voie tracée à Camp David, quelles que soient les réactions des autres Etats arabes. Le responsable américain qui explicitait ces documents vendredi en a conclu que l'Egypte « *est prête à aller de l'avant dans les négociations* », que la Jordanie et les Palestiniens soient présents ou non. On fait valoir à ce propos que dans une première phase, celle qui précédera la création d'un exécutif élu en Cisjordanie, les négociations ne pourront se dérouler qu'entre Israël, la Jordanie et l'Egypte, en l'absence des Palestiniens non encore désignés. L'Egypte peut donc plus facilement intervenir à ce stade. Elle pourrait même espérer susciter l'apparition d'une force palestinienne qui lui soit favorable, surtout si des élections peuvent être organisées malgré un boycottage de l'O.L.P.

On s'attend donc ici que M. Sadate s'attachera, dans un premier temps, à mener de front les deux négociations, celles qui doivent conduire au traité de paix entre l'Egypte et Israël et celles prévues par le premier accord cadre pour la création d'un exécutif élu en Cisjordanie et à Gaza. Après quoi, les choses pourraient prendre une dynamique propre, conduisant soit à l'entrée du roi Hussein dans le jeu, soit à l'apparition d'une force palestinienne « modérée » jouant la carte de l'« autonomie totale » et poussant Israël, avec l'appui de l'Egypte, à de nouvelles concessions.

Au moment où M. Vance achève sa difficile mission dans les capitales arabes, personne, ici, n'ose prédire que ce scénario pourra aboutir. Mais il est clair que M. Carter n'a plus d'autre choix que de soutenir son collègue égyptien s'il décide de s'engager dans cette voie, même seul. Comme l'a dit le responsable américain cité plus haut : « *Pendant treize jours, nous n'avons eu aucune réticence à parler avec le président égyptien des problèmes de la Cisjordanie et de Gaza. Ces faits parlent d'eux-mêmes.* »

MICHEL TATU.

Nouveaux affrontements à Beyrouth et au Sud-Liban

Beyrouth (*A.F.P., Reuter, A.P.*). — Des combats ont éclaté samedi matin 23 septembre dans le quartier d'Ashrafieh. Ils font suite aux échanges de tirs à l'arme lourde qui ont opposé vendredi soir les milices conservatrices libanaises et les soldats syriens de la Force arabe de dissuasion. Selon un communiqué de la FAD, celle-ci a été contrainte d'interdire certains axes routiers à la circulation en zone conservatrice « *en raison de l'activité des francs-tireurs qui sévissent depuis jeudi* ». Le camp adverse a accusé les soldats syriens de bombarder indistinctement les quartiers est et sud-est.

Au Sud-Liban, les affrontements entre les forces conservatrices chrétiennes de Marjayoun et les forces palestiniennes de Nabatieh, qui se poursuivent depuis quatre jours, ont été particulièrement meurtriers vendredi. L'aviation israélienne a survolé à plusieurs reprises la zone des combats, tandis que les échanges de tir d'artillerie se poursuivaient entre les deux villes. Plusieurs obus ont touché des villages proches de Nabatieh, obligeant de nombreux civils à fuir pour se réfugier à Sidon.

Les incidents de Beyrouth ont éclaté peu après que le président Sarkis eut lancé, dans un message radiodiffusé à la nation, un pressant appel à l'unité. Le chef de l'Etat a également souhaité le renouvellement du mandat de la FAD, qui expire mardi 26 octobre, alors que l'ancien président Chamoun et les dirigeants de la droite chrétienne demandent le départ des quelque trente mille hommes qui la composent. M. Sarkis a cependant promis d'accélérer la remise sur pied de l'armée libanaise qui devrait remplacer progressivement les éléments étrangers et « *mettre fin aux petits Etats privés* » constitués par les différentes milices.

Faisant allusion aux accords de Camp David, il a réaffirmé son refus catégorique « *de tout règlement fondé sur l'établissement des Palestiniens* (environ quatre cent mille réfugiés) *au Liban et qui ne comporterait pas une paix juste et permanente* ».

● *L'ambassadeur de Libye à Rome*, a annoncé, vendredi 22 septembre, dans un communiqué, que M. Ahmed Al Shahati, ministre libyen des affaires étrangères, avait eu « *plusieurs entretiens au ministère italien des affaires étrangères* » au sujet de la disparition de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite du Liban, disparu depuis le 31 août, alors qu'il se trouvait à Tripoli. Le communiqué précise que M. Al Shahati a remis, à cette occasion, « *tous les documents prouvant que l'imam et sa suite ont effectivement quitté l'aéroport de Tripoli pour Rome le 31 août* ». Il conclut en affirmant que « *la partie italienne a exprimé sa disponibilité pour collaborer et continuer l'enquête* » Au ministère italien des affaires étrangères, les interlocuteurs habituels de la presse ont déclaré ne pas être au courant de la démarche de M. Al Shahati. — (*A.F.P.*)

EUROPE

Union soviétique

M. Brejnev affirme que la récolte de céréales sera bonne

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques qui ont écouté le discours prononcé, vendredi 22 septembre, à Bakou, par M. Leonid Brejnev, auront au moins appris une nouvelle réconfortante : la récolte de cette année sera bonne. Le secrétaire général du P.C. soviétique n'a pas donné d'autre précision, mais cette indication confirme les prévisions des observateurs occidentaux qui s'attendent à une récolte de céréales d'environ 220 millions de tonnes.

M. Brejnev a remis à la capitale de l'Azerbaïdjan l'ordre de Lenine, la plus haute décoration soviétique, pour ses hauts faits pendant la révolution et pendant la seconde guerre mondiale, et aussi parce qu'elle est, a-t-il dit, « *une contrée florissante, à l'industrie moderne, l'agriculture développée et à la culture d'avant-garde* ». Mais, selon son habitude, le numéro un soviétique a mêlé les réprimandes aux bons points. Les insuffisances qu'il a décelées en Azerbaïdjan ne sont pas très originales. : ce sont les maux dont souffre toute l'économie soviétique. M. Brejnev a été ainsi amené à reprendre les mêmes thèmes que pendant son voyage en Sibérie au printemps dernier.

Alors que « *les efforts du parti et du peuple tout entier visent actuellement à améliorer la qualité des produits* », la République azerbaïdjanaise enregistre un très grand retard dans ce domaine. Moins de 8,2 % de la production industrielle est de qualité supérieure, un chiffre qui est loin de la moyenne nationale. D'autre part, le commerce laisse beaucoup à désirer, l'Azerbaïdjan occupant une des dernières places en U.R.S.S. pour les services aux habitants.

Enfin, l'utilisation des ressources en main-d'œuvre est insuffisante : M. Brejnev a relevé qu'en Azerbaïdjan, comme dans d'autres républiques du Caucase et d'Asie centrale, « *une part considérable de la population active n'est pas encore employée dans la production sociale* ». On peut se demander où elle est utilisée dans un pays où, officiellement, il n'y a pas de chômage. La critique de M. Brejnev affaiblit beaucoup les affirmations officielles concernant le plein emploi. Enfin, le secrétaire général a prononcé l'éloge de la critique et s'en est pris aux « *petits chefs* » qui tentent de cacher les insuffisances, de « *mentir au peuple et à l'Etat et qui persécutent ceux qui émettent de justes critiques* ». « *Le bâillonnement de la critique*, a-t-il déclaré, *est un mal qui ne doit pas rester impuni.* »

M. Brejnev n'a pas fait allusion aux difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires dont souffre la ville de Bakou, seloin les témoignages concordants de plusieurs voyageurs. L'attribution de l'ordre de Lénine à la ville pourrait d'ailleurs sensiblement améliorer cette situation, car la liste des villes prioritaires pour le ravitaillement est établie selon l'importance de leurs titres et de leurs décorations, les plus favorisées étant les « *villes héros* » comme Moscou, Léningrad ou Kiev...

Avant la cérémonie, M. Brejnev n'avait pas manqué de visiter un musée créé à Bakou à sa propre gloire. Ce musée est consacré à la dix-huitième armée où il était, pendant la seconde guerre mondiale, commissaire politique. Il a publié, il y a quelques mois, ses mémoires de guerre sous le titre *la Petite Terre*, qui doit être un sujet de lecture et de méditation pour tous les Soviétiques.

D. V.

Politique-fiction à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Aux innombrables ouvrages concernant l'assassinat du président Kennedy, aux volumineux rapports des diverses commissions, un écrivain soviétique vient d'ajouter une nouvelle hypothèse. Youlian Semenov, romancier spécialisé dans les histoires d'espionnage, qui passe pour entretenir de bonnes relations avec les institutions soviétiques compétentes, a livré ses réflexions à la revue *Ogoniok* : John Kennedy a été victime d'un complot monté par les services secrets maoïstes et exécuté par la Mafia pour dresser les Etats-Unis contre l'U.R.S.S.

Comme toute enquête policière bien menée, le récit de M. Semenov se présente comme l'assemblage de différentes pièces d'un puzzle. Souvenons-nous de la situation internationale de 1963 : un jeune président américain inaugure une nouvelle politique vis-à-vis de l'Union soviétique, fondée sur le maintien de la paix, affirme notre auteur. D'ailleurs, le 5 août, est signé à Moscou le traité de non-prolifération des armes nucléaires. C'est à cette époque que « *les maoïstes lancent la thèse du caractère inévitable de la guerre* » et que Mao prépare la « *révolution culturelle qui a ouvert la voie de l'anticommunisme et à l'antisoviétisme* ».

Voilà pour la toile de fond. Examinons maintenant les divers personnages : Lee Harvey Oswald est une personnalité bizarre que l'on a ouvertement cherché à faire passer pour un ami de l'U.R.S.S. Cette insistance est suspecte Oswald était peut-être sous l'influence des communistes, mais lesquels, s'interroge M. Semenov ? Et il suggère la réponse : les communistes de Pékin. Il relève dans les déclarations d'Oswald des propos hostiles à la fois à l'U.R.S.S. et aux États-Unis « *bien dans la ligne chinoise* ».

Quant à Jack Ruby, qui devait éliminer Oswald, c'était un trafiquant de drogue lié à la Mafia. La boucle est *ainsi bouclée* et l'on se pose l'inévitable question : à qui profite le crime ? Aux « faucons » sans doute, répond M. Semenov, qui ne peuvent pardonner à Kennedy ses tentatives d'entamer un dialogue avec l'U.R.S.S., mais aussi à l'extrême gauche qui estime que « *la guerre nucléaire vaut mieux que la coexistence pacifique* ».

Il existe aux Etats-Unis, affirme-t-il, une organisation spécialisée dans les meurtres sur commande : la Mafia, qui tire ses revenus de la drogue. Or la drogue lui est fournie par les trafiquants chinois liés au régime de Pékin (la Chine, pourvoyeuse d'opium des pays occidentaux, c'est actuellement un des thèmes favoris de la presse soviétique). M. Semenov estime qu'à la veille de la tragédie de Dallas, Ruby était, soit aux îles Hawaï « *où se trouve l'une des bases des services secrets maoïstes livrant de la drogue aux Etats-Unis* », soit à Las-Vegas « *où il y a aussi des mafiosos liés à Pékin* ». La revue *Ogoniok* nous promet la suite du récit pour le prochain numéro. Politique fiction ou nouvel avatar de la polémique antichinoise ?

DANIEL VERNET.

Suède

La politique nucléaire continue à diviser le gouvernement de coalition

De notre correspondant

Stockholm. — Les trois partis de la coalition gouvernementale suédoise n'ont pu se mettre d'accord le 21 septembre sur la question de la mise en service des réacteurs nucléaires Forsmark I et Ringhals III, dont les compagnies propriétaires ont demandé l'autorisation de chargement, conformément à la loi nucléaire. Il semble que les positions soient bloquées ; un bref communiqué a annoncé que la décision était renvoyée d'une semaine.

La journée du 21 septembre avait commencé par l'habituel conseil des ministres à 9 heures ; à 11 heures, le premier ministre centriste, M. Thorbjoern Fälldin, décidait d'annuler sa visite en Laponie en compagnie de son collègue norvégien, M. Nordli, et de poursuivre les négociations sur le problème nucléaire avec les dirigeants des partis libéral et conservateur. Les trois hommes ont discuté vainement pendant quatre heures. Des réunions de ce genre ont lieu presque quotidiennement, parfois même la nuit, depuis près de deux semaines, mais on pensait généralement qu'une décision serait prise jeudi. En effet, le président du parti conservateur et ministre de l'économie, M. Gösta Bohman, est parti jeudi soir 21 septembre pour Washington et la réunion du Club des Dix. Son collègue libéral, M. Ola Ullsten devait se rendre à New-York samedi 23 septembre. Il est exclu qu'une décision soit prise en leur absence.

Les positions des trois partis paraissent pour le moments nouées. Les centristes s'opposent au chargement des deux réacteurs qui constituent les numéros 7 et 8 du programme électronucléaire suédois. Ils estiment que les conditions de leur mise en service par la loi ne sont pas remplies, et cela pour trois raisons principales :

1) L'accord préliminaire signé par les compagnies suédoises avec la société COGEMA sur le retraitement du combustible irradié n'est pas jugé satisfaisant, étant donné que l'usine à La Hague qui doit prendre en charge les barreaux usagés suédois n'est pas encore construite. Selon les conservateurs et les libéraux, cet argument ne vaut pas juridiquement, puisque c'était connu lorsque la loi a été promulguée en 1976.

2) L'industrie nucléaire n'a pas indiqué avec précision l'endroit où elle entend stocker définitivement les déchets retraités.

3) Les centristes veulent avoir la garantie que le plutonium résiduel ne sera pas utilisé pour la fabrication d'armes nucléaires.

A cette série d'arguments, les conservateurs et les libéraux répondent que la grande majorité des experts suédois et étrangers consultés considèrent que le programme « sécurité nucléaire » de l'industrie suédoise est fiable. Néanmoins, il est politiquement difficile aux centristes d'autoriser le chargement des réacteurs. C'est la raison pour laquelle différentes formules de compromis ont été avancées notamment par les libéraux : limitation de la durée de fonctionnement des centrales, mise en service des deux réacteurs, mais fermeture simultanée de deux autres plus anciens, limitation du volume total de combustible irradié, quel que soit le nombre de réacteurs. Une telle solution permettrait aux centristes de sauver la face.

Les derniers sondages indiquent que le parti du premier ministre continue de perdre du terrain. L'enquête du mois d'août ne lui accorde que 18,5 % des intentions de vote, alors qu'il avait obtenu 24,1 % des voix aux élections de 1976. Les sociaux-démocrates, avec 48,5 % des intentions de vote ont une avance de quatre points sur les trois partis bourgeois réunis, ils disposeraient d'une majorité des sièges au Parlement si les élections avaient lieu aujourd'hui. Les centristes sont donc dans une position délicate, et s'interrogent sur la tactique à adopter. S'ils choisissent de ne plus faire de concessions à leurs partenaires, ils peuvent éventuellement regagner une partie de leurs électeurs, mais en même temps ils tirent un trait sur l'« alternative bourgeoise ».

ALAIN DEBOVE.

Espagne

LE RETOUR DE M. FRAGA

De notre correspondant

Madrid. — M. Fraga Iribarne est de retour. Le verbe haut, le doigt pointé sur de futures catastrophes, l'impatience plus que jamais à fleur de peau, celui qui fut le maître de la presse sous Franco et qui est, aujourd'hui, le leader de la droite parlementaire multiplie les meetings, depuis quelque temps, pour dénoncer un gouvernement « *qui ne gouverne pas* », et pour prédire, au train où vont les choses, une nouvelle dictature ou une nouvelle guerre civile. Des mots qui sonnent désagréablement venant d'un zélateur du défunt Caudillo.

M. Fraga avait observé une certaine réserve après son échec électoral (son parti n'avait obtenu que 8 % des voix en juin 1977). Il s'était même fait photographier dans les bras de M. Santiago Carrillo et avait annoncé que son parti, l'Alliance populaire, n'était pas de droite, mais de centre droit — clin d'œil lancé à l'équipe de M. Adolfo Suarez, le chef du gouvernement, pour l'inviter à former avec lui ce qu'il appelle une coalition « *conservatrice et réformiste* », deux adjectifs qu'il est pourtant difficile d'accoupler.

Ses avances sont restées sans effet. Peu à peu, il a donc haussé le ton. Les assassinats de militaires et de policiers lui ont fourni un prétexte idéal pour dépeindre, dans ses discours, une Espagne livrée aux désordres, au séparatisme, à l'anarchie économique et sociale, une Espagne où les prisons « *sont en ruine* » et où des extrémistes brûlent le drapeau national à la barbe des autorités. Traité de fasciste par ses contradicteurs, M. Fraga Iribarne ne se démonte pas. Il rappelle le temps, quand il était ministre de l'Intérieur, où l'ordre public était mieux assuré. Il semble même éprouver une certaine nostalgie au souvenir de l'Espagne des années 60, quand il était ministre de l'information, un poste où l'optimisme était de rigueur, au point que les journaux ne publiaient que de bonnes nouvelles sur l'état du pays et le moral des citoyens.

Sa dernière trouvaille concerne les élections qui pourraient avoir lieu au lendemain du référendum constitutionnel. Il vient de demander au roi de former, à cette occasion, un gouvernement « *neutre* », composé de personnalités indépendantes, pour éviter, dit-il, que les ressources de l'administration et de la télévision ne soient utilisées par une seule formation, autrement dit par l'Union du centre démocratique, le parti de M. Suarez. Personne ne pourra reprocher de parler sans savoir à celui qui organisa le référendum du 14 décembre 1966 sur la loi organique de l'Etat, et qui finit par convaincre 95 % des électeurs de dire oui à Franco.

Démagogie nationaliste

M. Fraga Iribarne n'a pas fini de dérouter ses amis ou ses adversaires. Travailleur acharné, il a fait l'admiration de tous par son zèle pendant les travaux constitutionnels. Mais il en a irrité aussi beaucoup par sa démagogie nationaliste. Les socialistes lui ont reproché un jour, à la tribune du Congrès, de pousser cette démagogie au point de ne porter que des bretelles rouge et jaune, les deux couleurs du drapeau. Devenues célèbres, les « bretelles de Fraga » provoquent des réactions fétichistes chez certains de ses admirateurs, qui les achètent parfois aux enchères. Le leader de la droite a répondu aux critiques socialistes avec humour : « *Ce ne sont pas des impertinences*, a-t-il dit, *qui feront tomber mes pantalons.* »

Il n'a pas toujours répliqué de la même façon. Les journalistes se souviennent de l'époque où il faisait expulser ou rappeler les correspondants étrangers « impertinents » et où les sanctions contre la presse pleuvaient, sous son ministère, à la moyenne d'une tous les deux jours. L'humeur de M. Fraga à l'égard des journalistes n'a guère changé.

La rigueur des temps l'amène à se plier aux exigences de l'interview, même improvisée. Mais il ne résiste pas à la tentation, quand une question lui déplaît, de dire qu'elle est « *sans intérêt* » et de prier vertement son interlocuteur de passer à un autre sujet.

La droite espagnole a-t-elle le leader qu'elle mérite ? Ce n'est pas l'avis de M. Abril Martorell, vice-président du gouvernement, qui s'est irrité des petites phrases sur la dictature ou la guerre civile. « *La droite est plus intelligente que certains de ses chefs* », a-t-il dit. Quant à l'extrême gauche, elle croit, ou fait mine de croire, que l'autoritarisme de M. Fraga Iribarne représente, malgré ses faibles résultats électoraux en juin 1977, un réel danger. Elle lui prête des appuis dans les milieux militaires. Elle voit en lui l'homme à poigne qu'une population lassée des joutes parlementaires, du chômage, des troubles de la rue, pourrait être tentée d'appeler à la rescousse le plus légalement, le plus constitutionnellement du monde. Bref, le « taureau Fraga », comme on l'appelle quelquefois, est entré dans l'arène au bon moment, car il peut justifier, par ses excès oratoires, la politique de pacte et de consensus qui lui déplaît, mais que M. Suarez et les communistes ont intérêt à prolonger.

CHARLES VANHECKE.

EUROPE

Portugal

Le président Eanes demande de nouveau aux partis de se mettre d'accord sur un gouvernement majoritaire

De notre correspondant

Le discours télévisé très attendu du président Eanes, vendredi 22 septembre, a déçu ceux qui attendaient du chef de l'Etat portugais des décisions radicales pour sortir de la crise gouvernementale. Le général Eanes a énuméré les solutions possibles sans se prononcer et a renvoyé la balle dans le camp des partis politiques, sans cependant fixer de délais.

Lisbonne. — Accord entre les partis pour former un gouvernement qui dure jusqu'à la fin de l'actuelle législature, en 1980, ou élections anticipées : telles sont, selon le président de la République portugaise, les deux solutions possibles à la crise déclenchée au mois de juillet dernier par le départ de M. Soares. Dans un message télévisé, le vendredi 22 septembre, le général Ramalho Eanes a rejeté les accusations selon lesquelles il encourageait la création au Portugal d'un système « présidentiel » aux dépens des partis politiques.

Le président Eanes a insisté sur le rôle essentiel des partis dans une *« société libre et pluraliste »*, mais a critiqué sévèrement certains dirigeants politiques qui, selon lui, se seraient livrés à des *« procès d'intention »* ou auraient lancé des *« accusations infondées »*. *« Même des hommes très expérimentés dans la défense de la démocratie ont contribué à entraîner le régime vers de grands dangers »*, a-t-il déclaré.

Afin de résoudre une crise *« qui rend les Portugais de plus en plus sceptiques sur la capacité du régime à répondre à leurs problèmes »*, le général Eanes propose d'abord la formation d'un gouvernement majoritaire issu d'un accord entre les partis. Si l'accord est impossible, il désignera un premier ministre, peut-être indépendant, chargé de former un cabinet qui, sans être de coalition, disposera d'une majorité à la Chambre. C'est la formule qui a déjà été tentée avec M. Nobre da Costa. Avec une différence : cette fois-ci, le président de la République n'investira aucun premier ministre *« de sa confiance exclusive »* avant de s'assurer que les formations politiques autoriseront leurs militants à participer au gouvernement. Une troisième hypothèse consiste à nommer un gouvernement de gestion qui se présentera devant les députés avec l'unique objectif de préparer de nouvelles élections. Si le programme d'un tel gouvernement est également rejeté par l'Assemblée, le général Eanes en nommera un autre ayant les mêmes caractéristiques. Il cherchera ainsi à provoquer les trois rejets de programme, condition nécessaire selon la Constitution, à la dissolution du Parlement et à des élections législatives anticipées.

Cependant, le gouvernement de M. Nobre da Costa assurera la gestion des affaires courantes. *« Je ne peux pas ne pas souligner la différence entre l'attitude de l'actuel gouvernement et celle qui a été adoptée par le précédent »*, a dit le président de la République, faisant allusion à la décision prise par M. Soares lorsqu'il a été renvoyé, de quitter immédiatement le palais de Sao-Bento.

JOSÉ REBELO.

R.D.A.

NOUVEAU SUICIDE DE PASTEUR

Berlin *(A.F.P.)*. — Un nouveau suicide de pasteur a été annoncé, vendredi 22 septembre, à Berlin-Est par la fédération des Eglises protestantes de R.D.A. Le pasteur Gerhard Fischer, âgé de soixante-trois ans, a mis fin à ses jours par pendaison, à Schwannstein, près de Leipzig, il y a environ quinze jours déjà, a précisé la fédération des Eglises. Il a été enterré le 15 septembre. Selon la même source, le geste du pasteur aurait des motifs d'ordre privé.

C'est le troisième cas de suicide d'un ecclésiastique en R.D.A., avec les immolations par le feu du pasteur Rolf Guenther, le 17 septembre 1978 à Falkenstein, et du pasteur Oskar Bruesewitz, le 18 août 1977 à Zeitz.

DES DISSIDENTS POLONAIS ET TCHÉCOSLOVAQUES VEULENT CRÉER UNE INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Varsovie *(Reuter)*. — Le comité polonais d'autodéfense sociale et la Charte 77 tchécoslovaque ont lancé, à l'issue d'une réunion clandestine, un appel pour la tenue d'un séminaire international sur la défense des droits de l'homme dans les pays de l'Est.

« Le destin commun de nos peuples nous lie plus que jamais. Aussi est-il important que ceux qui tentent d'améliorer le sort de leur peuple unissent leurs efforts », proclament-ils dans une lettre adressée aux défenseurs des droits de l'homme en Allemagne de l'Est, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie, en Russie, en Arménie, en Géorgie, en Lituanie et en Ukraine.

La lettre rend hommage aux prisonniers pour délits d'opinion, tels que A. Chtcharansky, A. Guinzbourg et Youri Orlov, en U.R.S.S., et Rudolf Bahro, en R.D.A.

Ces informations ont été fournies à Varsovie par M. Jacek Kuron, porte-parole du comité polonais. Il a annoncé aussi que la police avait perquisitionné à son domicile et emporté des copies du communiqué.

AMÉRIQUES

Nicaragua

La plus grande partie de l'aide des États-Unis est supprimée

La reprise d'Esteli, la dernière ville qui était tenue par les insurgés, a été confirmée une nouvelle fois par les autorités du Nicaragua, vendredi 22 septembre. Le gouvernement avait déjà annoncé cette nouvelle mercredi, mais il semble que la garde nationale ait eu à faire face à une dernière tentative de résistance des guérilleros et à l'action de tireurs isolés. La radio gouvernementale a exalté vendredi cette *« opération efficace et patriotique »* et a affirmé que les habitants de la ville pourront à nouveau *« dormir en paix »*.

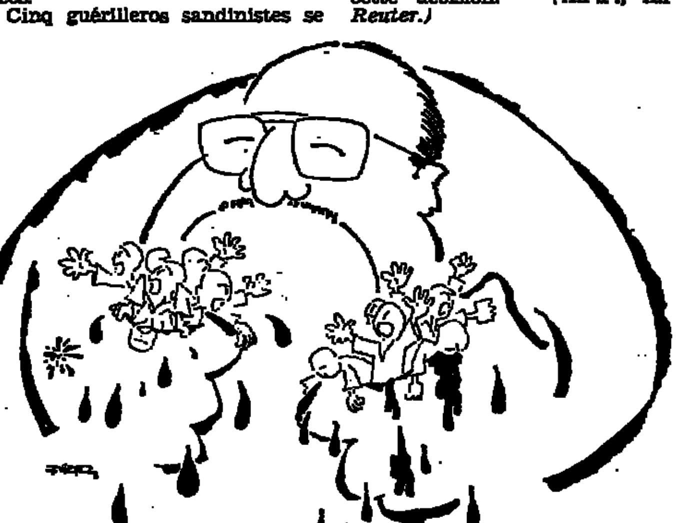
La Croix-Rouge estime à sept mille le nombre de personnes à secourir dans les plus brefs délais à Esteli, où manquent totalement l'eau, les médicaments et les désinfectants. De nombreux cadavres jonchent les rues. La plupart des observateurs font état d'environ cinq cents morts.

Selon une estimation du Comité international de la Croix-Rouge, à Genève, dix mille personnes ont fui le pays, la plupart au Honduras, et il y aurait en outre vingt-cinq mille personnes déplacées.

Cinq guérilleros sandinistes se sont réfugiés jeudi soir à l'ambassade de Colombie, à Managua, a déclaré vendredi, à Bogota, M. Uribe Vargas, ministre colombien des affaires étrangères. On a annoncé, d'autre part, à Bruxelles, de source proche du parti social-chrétien belge, l'arrestation jeudi, à Managua, de M. Roger Miranda, leader de la démocratie chrétienne au Nicaragua.

Le président Somoza a affirmé vendredi qu'il était disposé à entamer des négociations avec les dirigeants de l'opposition.

A Washington, le Sénat a supprimé un crédit de 8 millions de dollars d'aide économique au Nicaragua, sur proposition de M. Franck Church, sénateur démocrate de l'Idaho. La quasi-totalité des crédits américains destinés au Nicaragua (y compris une somme de 150 000 dollars pour l'entraînement et l'instruction de la garde nationale) sont ainsi annulés. Il semble cependant que 400 000 dollars destinés à la garde nationale et inscrits dans le budget de l'année fiscale 1978 (qui expire le 1er octobre 1978) ne soient pas touchés par cette décision. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*



(Dessin de CHENEZ.)

Argentine

Selon un diplomate français

LES « PETITS PROBLÈMES » FRANCO-ARGENTINS SONT UNE « HISTOIRE PASSÉE »

Buenos-Aires *(A.F.P.)*. — Les *« petits problèmes »* qu'ont connus les relations franco-argentines dans les derniers mois sont une *« histoire passée »*, a affirmé vendredi 22 septembre l'attaché de presse de l'ambassade de France à Buenos-Aires, M. Hubert de Germiny. Parmi ces *« petits problèmes »*, M. de Germiny a cité *« celui des religieuses, par exemple »* — les sœurs Alice Domon et Léonie Duquet enlevées en décembre 1977 à Buenos-Aires et portées disparues depuis.

M. de Germiny avait convoqué une conférence de presse pour faire part d'un accord culturel signé avec la province de Santa-Fé, à 560 km au nord de Buenos-Aires, et d'un voyage fait à cette occasion par l'ambassadeur de France, M. François de La Gorce, dans cette province.

[Ce n'est pas la première « petite phrase », pour le moins surprenante, de diplomates français en poste à Buenos-Aires. M. Jean-Pierre Bernes, attaché culturel auprès de l'ambassade de France, a récemment critiqué la façon dont une partie de la presse française et européenne rend compte de la situation en Argentine, estimant que celle-ci ne reflétait pas l'opinion de la majorité des Français (« le Monde » du 12 septembre).

Le ministère français des affaires étrangères a jugé bon, vendredi 22 septembre, de son côté, de démentir une information selon laquelle M. de Guiringaud avait sollicité une entrevue avec son collègue argentin, l'amiral Montes, lors de son prochain voyage à New-York. M. de Guiringaud rencontrera l'amiral Montes à New-York dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, indique-t-on à Paris.]

ASIE

Chine

Les autorités de province ont multiplié les attentions à l'égard de M. Chirac

De notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac regagne Paris mardi matin 26 septembre, retour de Pékin, après un voyage de neuf jours en Chine.

Sian. — Depuis vendredi, M. Chirac visite la Chine centrale. On lui a montré tour à tour les vestiges les plus prestigieux des dynasties qui, pendant trois millénaires, ont dominé l'Empire du Milieu, et quelques-unes des réalisations industrielles dont se flatte le régime fondé par Mao Tse-toung. Ainsi, à Luoyen, après avoir visité, au bord d'un affluent du fleuve Jaune, les falaises aux trois mille grottes de l'époque bouddhiste, M. Chirac a été reçu dans l'usine de tracteurs numéro un, construite en 1955 par les Soviétiques. Le directeur a précisé que depuis l'*« écrasement de la « bande des quatre »*, la production, avec vingt-trois mille ouvriers, atteignait quatre-vingts tracteurs par jour, alors que sous la révolution culturelle, elle avait diminué de 75 %. Il a précisé que durant cette *« révolution »*, *« les ouvriers se battaient entre eux et que quiconque s'occupait de production était critiqué »*.

Accueilli avec chaleur par le comité révolutionnaire de la ville, M. Chirac a demandé à se promener dans la vieille cité. Après un moment d'hésitation, son désir a été satisfait et des milliers de Chinois l'ont suivi à travers les petites ruelles avec dans le regard étonnement et curiosité, car aucun Occidental n'est venu depuis bien longtemps dans le vieux quartier de cette ville de la Chine profonde.

Après une nouvelle nuit en train, samedi à Sian, chef-lieu du Chansi et ancienne capitale de l'empire, M. Chirac a visité les vestiges de la dynastie Tang. Partout, dans les sites archéologiques visités au cours de ce voyage, le maire de Paris a étonné ses hôtes par ses connaissances en histoire ancienne de l'Asie, pour laquelle, a-t-il dit, il se passionne depuis longtemps. Il doit d'ailleurs organiser à Paris, en 1979, une exposition sur l'« art des steppes ».

C'est, en tout cas, en raison des égards exceptionnels qui lui avaient été prodigués à Pékin par les dirigeants du pays que M. Chirac a été reçu en province par les autorités locales avec une attention et une considération particulières.

ANDRÉ PASSERON.

● *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre d'Etat, président d'honneur du parti républicain, devait quitter Paris, samedi après-midi 23 septembre, pour Pékin, où il se rend en voyage privé. Il est porteur, indique-t-on au P.R., d'un « important message » du président de la République française à M. Hua Kuo-feng.

● *Mme Chiang Ching*, la veuve de Mao Tse-toung, est toujours en vie, dit-on dans les milieux informés de Hongkong.

Sa mort avait été annoncée au début de cette semaine par un quotidien de la colonie.

Selon des rapports en provenance de Pékin, Mme Chiang Ching et ses « complices » sont assignés à résidence et transférés tour à tour en des lieux différents. — *(A.F.P.)*

La fin des «banquets» diplomatiques

De notre correspondant

Pékin. — *L'une des attractions traditionnelles de la vie diplomatique pékinoise est sur le point de disparaître. Jusqu'à présent, chaque visite d'un chef d'Etat ou de gouvernement étranger était l'occasion d'un grand banquet offert dans la plus vaste salle du Palais du peuple et auquel étaient conviés les chefs de mission de tous les pays représentés dans la capitale chinoise, ainsi que les correspondants permanents de la presse étrangère. La tradition durait depuis 1959 — année où le Palais du peuple fut édifié — ce qui a permis à des personnages aussi divers que Khrouchtchev, Nixon, Nehru, George Pompidou, le roi d'Espagne et combien d'autres de prendre la parole devant une assemblée internationale de plusieurs centaines de personnes. Ces dernières années cette manifestation s'agrémentait d'un suspense particulier : les diplomates soviétiques et leurs amis quitteraient-ils leur place lorsque l'orateur chinois commencerait à dénoncer « la superpuissance tard venue... ? etc ».*

Tout cela cessera à partir du 1er octobre et les diplomates seront même dispensés d'aller à l'aéroport pour y serrer la main des hauts visiteurs étrangers. Le protocole, a fait savoir le ministère chinois des affaires étrangères, sera désormais strictement bilatéral et chacun, à l'exception de l'ambassadeur du pays intéressé et de son épouse, mais non de ses collaborateurs, pourra rester chez soi.

L'emploi du temps des diplomates — et des journalistes — en poste à Pékin se trouvera certainement allégé par cette réforme. Ce n'est pas tant une question d'économie, dit-on du côté chinois, qu'une manière de s'aligner sur les usages en vigueur dans la plupart des pays.

Peut-être... mais il est peu de pays où les occasions, pour les résidents étrangers, de rencontrer des représentants des autorités locales sont aussi rares qu'en Chine populaire. Les banquets du Palais du peuple, auxquels assistaient des fonctionnaires de diverses administrations chinoises et notamment du ministère des affaires étrangères, offraient l'une de ces occasions. Ce n'était pas toujours palpitant, mais c'était au moins un contact. On se penche, nous dit-on, sur l'étude d'une solution de remplacement.

ALAIN JACOB.

AFRIQUE

Rhodésie

L'ARMÉE RHODÉSIENNE EST RETIRÉE DU MOZAMBIQUE APRÈS TROIS JOURS D'OPÉRATIONS CONTRE LES BASES DE LA GUÉRILLA

Salisbury *(Reuter)*. — L'armée rhodésienne s'est retirée, samedi [illegible] septembre, du Mozambique après des raids contre des bases de la guérilla, a déclaré un porte-parole militaire à Salisbury. Les troupes rhodésiennes étaient à l'intérieur du Mozambique depuis au moins trois jours. Le porte-parole s'est refusé à toute précision sur les résultats de l'opération.

Mais, d'autre source, on apprend qu'au moins cinq bases de l'armée de libération nationale du Zimbabwe, dirigée par M. Robert Mugabe, ont été atteintes.

Des habitants de la ville d'Umtali, dans l'est de la Rhodésie, affirment avoir vu des bombardiers se diriger vers le Mozambique pendant l'opération.

De source militaire, on déclare que les raids avaient essentiellement pour but de détruire les lignes de communication de la guérilla.

Angola

LES PAYS MEMBRES DE LA C.E.E. vont adresser une protestation officielle à Pretoria à la suite de la violation de l'espace aérien angolais les 13 et 14 septembre dernier par des avions militaires sud-africains, a-t-on appris mercredi de source officielle belge à Bruxelles. M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui préside à l'heure actuelle le conseil des ministres des Neuf, a été chargé d'effectuer cette démarche par ses collègues. — *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

LES P.C. DES « NEUF » IRONT EN ORDRE DISPERSÉ A LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EUROPÉENNE

Bruxelles *(A.F.P.)*. — Les partis communistes de la C.E.E. iront en ordre dispersé à la prochaine campagne électorale du Parlement européen, ont réaffirmé, à l'issue de leur réunion de vendredi 22 septembre à Bruxelles, les responsables des affaires étrangères de ces partis.

Il n'y aura pas de programme électoral commun aux neuf P.C. européens en raison de leurs *« divergences d'appréciation »* tant sur l'Europe actuelle que sur l'Europe élargie. Ces *« divergences »* se manifestent d'une part entre les P.C. des six pays fondateurs de la C.E.E. et les trois derniers arrivés (Danemark, Grande-Bretagne et Irlande) et d'autre part, entre les P.C. français et italien.

Le P.C. irlandais (non représenté à cette réunion) avait précédemment déclaré qu'il boycotterait ces élections. Les P.C. danois et britannique ont indiqué qu'ils feront campagne en faveur du retrait de leur pays du Marché commun. A l'inverse, les six autres partis communistes (Belgique, France, Italie, Luxembourg, R.F.A. et Pays-Bas) ont rappelé qu'ils participeraient *« à part entière »* aux élections, étant donné le *« caractère irréversible du Marché commun »*. Toutefois, Italiens et Français n'ont pu que constater une fois encore leurs divergences sur l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal. M. Jacques Denis, membre de la délégation française, a rappelé les manifestations d'agriculteurs que son parti a organisées dans le sud de la France contre l'entrée de l'Espagne.

Les différents P.C. sont d'accord pour aborder pendant la campagne électorale, *« selon les réalités spécifiques de chaque pays »*, les thèmes généraux du chômage, de la crise économique, de la défense, des libertés démocratiques, de la coopération internationale et de la détente.

● *Les relations franco-soviétiques.* — M. Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S. reçu par M. Giscard d'Estaing vendredi 22 septembre, a confirmé en quittant l'Elysée que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, viendrait fin octobre en visite officielle à Paris.

● *La France et le tiers-monde :* des responsables de cette association donneront trois conférences publiques sur la situation dans le tiers-monde.

Lundi 25 : dictature et perspectives de libération en Amérique latine ; *Mardi 26 :* l'Afrique face aux défis de l'unité et de l'indépendance ; *Mercredi 27* : l'Asie après la guerre du Vietnam. Ces conférences auront lieu de 20 h. 30 à 23 h. au 4, place Saint-Germain-des-Prés (ancien 44, rue de Rennes) à Paris.

L'EMPEREUR BOKASSA A ÉTÉ REÇU A DÉJEUNER A L'ÉLYSÉE

Le renforcement de la coopération franco-centrafricaine a été au centre des entretiens que l'empereur Bokassa Ier a eus vendredi 22 septembre avec M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu à déjeuner. A sa sortie de l'Elysée, l'empereur a tenu à *« remercier du fond du cœur son très cher parent, le président Valéry Giscard d'Estaing, pour les entretiens très fructueux »* qu'il a eus avec lui. *« Je lui ai demandé beaucoup de conseils, la France est bien indiquée pour que je puisse me confier à elle »*, a-t-il ajouté.

Jeudi 28 septembre, les présidents Houphouët-Boigny, de Côte-d'Ivoire, et Senghor, du Sénégal, participeront au déjeuner commémoratif que M. Giscard d'Estaing offrira, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Constitution de la Ve République, a d'autre part annoncé M. Hunt, porte-parole de la présidence de la République.

En 1958, alors que la Côte-d'Ivoire et le Sénégal étaient territoires français d'outre-mer, MM. Houphouët-Boigny et Senghor ont participé à l'élaboration de la Constitution, le premier comme membre de gouvernement, le second comme membre du comité constitutionnel.

A travers le monde

Chypre

● LA COUR SUPREME DE NICOSIE a accepté, vendredi 22 septembre, de reporter au 15 novembre prochain l'exécution des deux Palestiniens condamnés à mort pour le meurtre de Youssef Sebaï, directeur du journal égyptien *Al Ahram*. — *(A.F.P.)*

Grèce

● M. HUANG HUA, ministre chinois des affaires étrangères, en visite à Athènes, s'est félicité *« des efforts du gouvernement grec pour promouvoir l'unité européenne, nécessité vitale pour le maintien de la paix mondiale »*. — *(A.F.P.)*

Roumanie

● M. EUGEN PROCA, membre suppléant du comité central du parti communiste roumain, a été nommé ministre de la santé publique, en remplacement de M. Nicolas Nicoalescu, relevé de ses fonctions le 7 septembre dernier. — *(A.F.P.)*

Singapour

● LE PREMIER MINISTRE, M. Lee Kuan Yen, se rendra en visite officielle en France du 26 au 29 septembre. Il fera auparavant un bref séjour à Bruxelles pour s'entretenir avec les responsables de la C.E.E. — *(A.F.P.)*

Le Monde **politique**

M. Rocard veut briguer l'Élysée en 1981

(Suite de la première page.)

Celui qui aura la faveur de l'opinion bénéficiera donc, dans cette hypothèse, d'un avantage considérable et les possibilités de pression de l'appareil sur les militants seront alors limitées.

L'objectif de M. Michel Rocard est clairement défini : devenir le candidat socialiste lors du scrutin de 1981. Pour lui, une longue marche est désormais entamée, dont les étapes ont été dûment planifiées. En premier lieu, il convient d'accélérer le débat au sein de son parti. Sur ce point, on peut considérer que les propos tenus au « Club de la presse » d'Europe 1 sur l' « archaïsme » ne sont pas accidentels.

D'autres initiatives suivront. Un texte, devant servir de plate-forme politique en vue du prochain congrès socialiste — prévu pour le printemps 1979, — est en cours d'élaboration. M. Rocard sait que son éventuelle désignation comme candidat à l'élection présidentielle ne manquerait pas de provoquer un traumatisme profond au sein de la formation socialiste. Il veut, en conséquence, disposer d'au moins un an, après ce « choc », pour refaire l'unité du P.S. avant l'élection présidentielle. Et, pour mener à bien cette tâche, il aura besoin de M. Pierre Mauroy, à qui incomberaient dans ce schéma, les responsabilités de premier secrétaire.

Il n'est, en effet, pas envisageable que M. Mitterrand accepte de rester à la tête d'un parti qui aurait fait de M. Rocard son candidat à l'Elysée.

Comment décider le maire de Lille à appuyer dès à présent les efforts du député des Yvelines ? M. Pierre Mauroy avait déjà été, il y a dix ans, le principal artisan de la mise à l'écart de Guy Mollet de la direction du P.S Recommencer avec M. François Mitterrand lui est d'autant plus pénible qu'il souhaite éviter toute crise dans son parti et qu'il a toujours été partisan des solutions d'unanimité. *« Je préfère la synthèse à la bataille rangée »*, expliquait-il encore, il y a huit jours, devant le comité directeur de sa formation.

Mais si la bataille a lieu malgré tout, les partisans du député des Yvelines sont convaincus que M. Mauroy ne pourra que prendre place à leurs côtés. En premier lieu, bien sûr, parce que ses analyses sont proches de celles de M. Rocard. En second lieu parce que tout est fait actuellement pour l'entraîner dans cette voie. L'ancien secrétaire national du P.S.U. a notamment profité de l'élection législative partielle du Pas-de-Calais pour consacrer beaucoup de temps à cette fédération départementale du P.S. Il semble bien qu'il puisse désormais compter sur l'appui de M. Daniel Percheron, secrétaire fédéral particulièrement dynamique et qui a été promu au secrétariat national du parti lors du dernier congrès, en juin 1977.

Cet accord pourrait être d'autant plus décisif que M. Mauroy, président de la région Nord-Pas-de-Calais, est particulièrement soucieux de voir les fédérations socialistes de ces deux départements marcher d'un même pas. Or, ces fédérations sont, avec celle des Bouches-du-Rhône, les plus puissantes du P.S. Dans les Bouches-du-Rhône règne toujours M. Gaston Defferre, qui se bat farouchement aux côtés de M. Mitterrand pour écarter M. Rocard. Mais, derrière le maire de Marseille, certains de ses adjoints et des jeunes cadres fédéraux « traînent les pieds » et ne cachent pas que, à titre personnel, leurs sympathies vont à un accord entre MM. Mauroy et Rocard.

Du côté de la minorité du P.S. aussi, l'évolution de la situation est suivie de près. On sait qu'un débat est engagé au sein du CERES et que les thèses de MM. Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane sont combattues par d'autres responsables de la minorité comme MM Christian Pierret, député des Vosges, et Jacques Guyard, membres du comité directeur. Eux aussi paraissent disposés à appuyer un accord entre le maire de Lille et le député des Yvelines. Leur attitude, en faisant éclater le monolithisme du CERES peut faire perdre à la minorité un pourcentage de voix suffisant pour que, lors d'un congrès, une alliance entre M. Mitterrand et le CERES ne soit pas majoritaire.

Le débordement par l'extérieur, dans lequel s'est engagé le député des Yvelines, ne va donc pas sans un soigneux « quadrillage » interne. Néanmoins, c'est au niveau des grands moyens d'information que joue prioritairement M. Rocard. Cette option explique les critiques répétées que les partisans de M. Mitterrand adressent à la presse, accusée de jouer contre le P.S. en cherchant à créer en son sein des difficultés. Cet argument est quotidiennement utilisé par le premier secrétaire, à la télévision comme dans les meetings. Il n'empêche que vendredi, dans le quatorzième arrondissement de Paris, quand M. Mitterrand a mis en avant, dans son discours, l'unité de son parti, ce sont des rires qui se sont élevés dans la salle.

THIERRY PFISTER.

Après les déclarations de M. Rocard sur Europe 1

M. Mitterrand : des remous créés par la droite

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., qui était vendredi 22 septembre l'invité de TF 1, a été interrogé sur les déclarations dans lesquelles M. Michel Rocard, au « Club de la presse » d'Europe 1, avait déploré *« un certain archaïsme politique »*. *« Je n'ai pas pris cela pour moi*, a indiqué M. Mitterrand. *Cessons d'offrir le P.S. en pâture. Il se porte bien, son succès ne fait pas plaisir à tout le monde. »*

M. Mitterrand a souligné que, lorsqu'il y a un débat au sein de son parti, *« des choix sont faits qui deviennent alors la loi de tous »*. En tout état de cause, le premier secrétaire ne voit pas comment on peut parler *« d'archaïsme »* à propos d'un parti *« qui connaît une audience de plus en plus grande »* et *« qui mène depuis sept ans une politique dont il n'entend pas changer, celle de l'union contre le capitalisme multinational »*. *« La démarche unitaire est-elle archaïque ? »* a-t-il demandé.

M. Mitterrand a ajouté que les déclarations de M. Rocard *« ont donné lieu à des remous créés par la presse de droite »*.

En ce qui concerne son livre *l'Abeille et l'Architecte*, M. Mitterrand a répondu à M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., qui s'étonnait que le premier secrétaire du P.S. n'évoque pas, au fil d'un chapitre, les négociations qui ont entraîné la rupture de l'union de la gauche. Il a expliqué qu'il a *« le souci de ne pas écrire à chaud »*. *« On ne vit pas avec le passé*, a-t-il ajouté, *et je n'aime pas juger sur le moment. »*

[Si les remous causés par les déclarations de M. Michel Rocard sont créés par « la presse de droite », M. Claude Estier s'est trompé de parti puisqu'il consacre son éditorial dans l'hebdomadaire du P.S., « l'Unité », aux propos du député des Yvelines. Quant à savoir si celui-ci visait ou non M. Mitterrand, ce n'est pas seulement la presse qui l'a pensé puisque M. Estier, membre du secrétariat du P.S., estime que la phrase de M. Rocard « ne peut être interprétée autrement que comme une critique, pour ne pas dire plus, de l'action et du comportement du premier secrétaire du parti, représentant celui-ci tout entier ». — T. P.]

Devant le conseil national du P.R.

M. BLANC : l'heure n'est plus aux discordes de couloir.

Devant le conseil national du parti républicain, réuni samedi 23 septembre à Paris, M. Jacques Blanc, secrétaire général de la formation, a estimé que la formule utilisée le 20 septembre par le chef de l'Etat — il faut *« donner à la France les moyens de gagner »* — est un encouragement pour le P.R. à s'organiser *« en puissant parti populaire »*.

« Nous voulons, a ajouté M. Blanc, *nous reconnaître dans cette politique de courage, la seule que le pays attende. »* Il a poursuivi : *« Nous disons oui ! Oui, donc ! Donc, soyons les premiers à proposer toutes les idées-forces capables d'enrichir une telle politique ; Donc, aidons l'opinion publique à mieux comprendre le pourquoi de la rigueur de certaines applications de cette politique — et, je vous le demande, n'hésitons pas à changer nos habitudes pour mieux emporter l'adhésion sans réticences de toute la nation. N'hésitons pas à changer nos comportements, et, s'il le faut, nos structures, si c'est à cette condition-là que nous pouvons remporter la victoire. »*

M. Blanc a encore affirmé : *« Ayons le courage de reconnaître la réalité de notre part de difficultés : en refusant l'illusion des solutions démagogiques, donc artificielles, qui ne peuvent que faire reculer, sans les traiter, les véritables problèmes ; en cherchant à imaginer, dès aujourd'hui, les solutions qui portent en elles notre avenir. »* Il a conclu : *« Quant à ceux qui croient mieux affirmer leur propre identité en décochant des pluies de flèches sur un pouvoir que leurs électeurs soutiennent, qu'ils ouvrent les yeux ! Quand il y a tant à faire l'heure n'est plus aux discordes de couloir. Pour nous, tout est clair : avec le président, avec le gouvernement, le parti républicain, au sein de l'U.D.F., est d'ores et déjà engagé dans la seule voie où puisse se reconnaître la démocratie française : c'est celle de la solidarité. »*

Le conseil national du parti républicain devait, en fin de matinée, adopter une motion sur la nature de son soutien à M. Raymond Barre.

LE PROJET DE RÉFORME DE LA FISCALITÉ LOCALE DEVRA ÊTRE PROFONDÉMENT AMENDÉ

estime l'organe du R.P.R.

Commentant, dans son numéro du 22 septembre, l'adoption, par le dernier conseil des ministres, d'un projet de loi aménageant la fiscalité locale *la Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., craint que cette réforme *« n'améliore guère la situation financière des communes. Si, une nouvelle fois, le gouvernement reprend à son compte une idée du R.P.R., en même temps il la dénature »*, constate-t-elle en observant que *« si les communes pourront moduler leurs ressources fiscales, elles devront, face à des charges très largement évolutives, continuer à se contenter de ressources quasi figées, faute du transfert d'une fraction d'impôt d'Etat »*.

« Là encore, remarque *la Lettre de la Nation*, *le Parlement devra prudemment amender un projet dont on voit bien les inconvénients mais dont on voit mal ses avantages pour les communes. »*

● *L'Assemblée nationale* consacrera la première séance de la session d'automne qui s'ouvrira le lundi 2 octobre, à 16 heures, à la fixation de son ordre du jour puis à la discussion du projet de loi tendant à réformer les conseils de prud'hommes.

DES MEMBRES DE S.O.S.-ENVIRONNEMENT CRITIQUENT LES DÉCLARATIONS DE LEUR PRÉSIDENT

Plusieurs membres du mouvement écologique S.O.S.-Environnement ont protesté le vendredi 22 septembre contre les propos tenus récemment par M. Jean-Claude Delarue, président du mouvement, selon lesquels les responsables de S.O.S.-Environnement s'efforceront d'obtenir de la CIME (Coordination interrégionale des mouvements écologistes) la réunion d'une « convention » chargée de décider soit de la présentation d'une liste écologiste, soit de l' « utilisation » de candidats présentés par des partis politiques (*le Monde* du 21 septembre). Ils nous ont précisé : *« Nous sommes d'autant plus stupéfaits de cette déclaration de notre président que ce dernier ne nous a pas informés des propos qu'il comptait tenir. Or, si nous avons obtenu des scores importants, allant jusqu'à 8 % de l'électorat à Paris, en banlieue, en province, c'est en nous présentant devant les électeurs et les électrices comme totalement indépendants des partis politiques (...). En outre, les candidats et candidates, auxquels s'ajoutent des militants et des militantes, ont créé au plan local des associations dont les statuts précisent impérativement que, pour appartenir à leur mouvement, il ne fallait avoir aucun lien avec un parti politique quel qu'il soit. Les déclarations du président S.O.S.-Environnement sont donc de nature à porter une grave atteinte à leur honneur d'écologistes et à la véracité de l'action qu'ils ont menée ou mèneront devant les électeurs. »*

Les signataires de ce texte sont M. Louis Amice, maire de Béthemont-la-Forêt (Val-d'Oise) ; MM. Michel Barre, Alain Madrange, Bernard Jacquelin, Alexandre Stère-Seilinger, Guy Marchand, Massiou, Jean Emin et Mmes Scrive-Loyer et Brachet, anciens candidats écologistes aux élections législatives de mars 1978.

● *M. Robert Fabre*, ancien président du M.R.G., député de l'Aveyron, qui avait été sur proposition du bureau exécutif du P.S. écarté, le 8 septembre, du groupe socialiste de l'Assemblée nationale auquel il était apparenté, siégera désormais parmi les non-inscrits. Cette modification est enregistrée au *Journal officiel* du 20 septembre.

POINT DE VUE

Les lauriers sont coupés

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

LA formidable foire aux illusions organisées autour des élections inespérées de mars dernier aura duré six mois. Les lauriers sont coupés mais nul ne sait qu'en faire ; avec, on enguirlande des discours contradictoires et d'interminables litanies à l'Europe dont on pense couvrir les murmures des Français désolés Nos professeurs de libéralisme intégré étalent d'ailleurs une curieuse culture. L'un voit un signe de la primauté civilisatrice de l'Europe dans le fait que le plus ancien abécédaire ait été découvert à Ugarit, qui n'est autre que Ras-Shamra en Syrie. L'autre célèbre les temps nouveaux comme une nouvelle Renaissance après « l'obscurantisme du Moyen Age » : chacun sait, en effet, que les temps de l'art roman et de l'art gothique, de la Réforme de Clairvaux et de Chrétien de Troyes, furent des moments particulièrement obscurs de notre histoire...

Passons. Ces intempérances de pensée ne sont que l'aveu d'incompétence de nos compétents suprêmes. Mais cet aveu a des prolongements dans leur politique. Le conformisme de la réflexion se retrouve dans le conformisme de l'action. Et la France glisse doucement dans le non-être où ceux qui brillent aux seconds rangs n'auront pas à s'éclipser au premier, qui n'existera plus. C'est la seule explication de l'incroyable fuite en avant vers l'Europe, l'Europe, l'Europe. Jamais on n'avait vu en France une telle faillite de la démocratie. Un gouvernement qui s'avoue publiquement impuissant à puiser dans la confiance populaire la force d'amener la France à une politique économique saine et à la politique monétaire qu'elle exige, et, de sommet en sommet, qui attend cette contrainte et ce miracle de l'Europe, et d'une Europe de plus en plus dominée par l'Allemagne qui va imposer sa politique économique en échange de son assistance monétaire.

A l'unisson de la médiocrité

Il faut, en effet, être bien conscient de ce qui se passe. La plupart des décisions qui concernent aujourd'hui les Français visent à nous aligner sur la politique déterminée par les Eurocrates de Bruxelles, et les lignes de force de cette politique sont celles de la philosophie et de la pratique économiques allemandes — que nos dirigeants admirent et envient comme si les conditions historiques et actuelles étaient les mêmes de part et d'autre du Rhin, et comme si nos conceptions de l'Europe n'étaient pas différentes jusqu'à l'antagonisme. La France, aujourd'hui, n'est plus maîtresse de sa politique budgétaire, de sa fiscalité, de sa politique énergétique, de sa sidérurgie ; elle ne le sera plus demain de sa politique agricole ni de sa politique de défense.

C'est ainsi que le gouvernement vient de prendre, sans provoquer la moindre réaction, la décision d'abolir pratiquement la loi Tardieu de 1928 qui nous avait soustraits à l'emprise du cartel pétrolier et qui avait permis au général de Gaulle de nous maintenir indépendants dans ce domaine. On aurait pu concevoir que le gouvernement français amenât la Commission de Bruxelles à faire adopter pour toute l'Europe une loi du même genre, c'est-à-dire à établir une politique énergétique commune de l'Europe — tentative à quoi les Allemands avaient un moment songé eux-mêmes, avant de capituler, il va de soi, devant un ultimatum américain. Au lieu de quoi, c'est nous qui, pour nous mettre à l'unisson de la médiocrité et de l'absence de volonté politique de l'Europe, renonçons à notre politique dont le cartel aura mis cinquante ans à avoir raison, mais y sera parvenu grâce à l' « Europe ». S'il est donc vrai que l'Europe soit en péril, c'est bien parce que nous avons renoncé à faire celle que nous voulions pour accepter sans conditions celle que nos prétendus partenaires nous imposent, à nos dépens.

Et tout est à l'avenant. Il n'y a plus de politique de la France. Notre politique intérieure et notre politique extérieure sont une seule et même absence de politique. L'affaire du fonds monétaire européen consacre cette renonciation générale : on veut un axe Paris-Bonn qui est, en réalité, le contraire de celui qu'avait tenté le général de Gaulle avec le chancelier Adenauer, et qui, du reste, avait été saboté par un célèbre préambule du vivant même de ce dernier — préambule dont il faut se souvenir qu'il fut imposé par le parti social-démocrate aujourd'hui au pouvoir à Bonn. A présent, toute notre politique est de nous traîner aux pieds du chancelier Schmidt pour que les réserves monétaires allemandes prennent en charge les monnaies faibles de l'Europe, et donc assurent la tutelle monétaire de l'Europe tout entière transformée en zone mark, avec la tutelle économique, puis la tutelle politique qui ne manqueront pas d'en découler. Alors, lorsque cette entreprise irresponsable aura à son service un prétendu Parlement élu comme l'on sait et entièrement maître de lui-même, alors, pour reprendre le mot d'un historien célèbre qui ne s'était pas trompé, *on aura les conséquences...*

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

● Le deuxième tour en Meurthe-et-Moselle oppose M. Servan-Schreiber à M. Tondon

● Le premier tour à Paris met en présence quinze candidats

Dimanche 24 septembre, M. Servan-Schreiber tente de conserver son mandat face à M. Tondon (P.S.), bien placé à l'issue du premier tour qui a eu lieu dimanche 17 septembre ; et M. de La Malène affrontera quatorze candidats dans la seizième circonscription de Paris qu'il représente à l'Assemblée nationale depuis 1958.

A Nancy

Dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle (Nancy-Nord, Nomeny, Pont-à-Mousson), M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, U.D.F.-rad., l'avait emporté au second tour de mars dernier, avec une avance de 22 voix, réduite à 4 par le Conseil constitutionnel, sur M. Yvon Tondon, P.S. Il y avait eu 65 644 suffrages exprimés sur 80 206 inscrits.

Le premier tour de cette élection législative partielle avait donné les résultats suivants : inscrits, 79 533 ; votants, 46 545 (abstention : 41,47 %) ; suffrages exprimés, 45 763. — MM. Yvon Tondon, P.S., 17 152 voix (37,48 %) ; Jean-Jacques Servan-Schreiber, U.D.F.-rad., 13 253 (28,96 %) ; Claude Huriet, soutenu par le R.P.R. et le C.N.I.P., 6 822 (14,90 %) ; Roland Favaro, P.C., 6 522 (14,25 %) ; Mme Christiane Nimsgern, L.O. 503 (1,09 %) ; MM. Henri Begorre, P.S.U., 498 (1,08 %) ; Christian Parra, gaulliste, 379 (0,82 %) ; Joël Dupuy, P.F.N., 300 (0,65 %) ; Mme Denise Régis-Judicis, royaliste, 211 (0,46 %) ; M. Alain Jeunet, Association pour le développement de l'expansion régionale, 123 (0,26 %).

● *Le Centre national des indépendants et paysans* (CNIP) a publié, mercredi 20 septembre, une déclaration dans laquelle il demande à « ses amis et sympathisants concernés » par l'élection partielle de Nancy *« de voter contre le candidat de l'union de la gauche en faveur du candidat unique de la majorité »*. Au premier tour, le CNIP avait soutenu M. Claude Huriet, candidat giscardien désavoué par le P.R. et soutenu par le R.P.R.

A Paris

Dans la seizième circonscription de Paris (14e arrondissement : partie Plaisance), M. Christian Lunet de La Malène, R.P.R., l'avait emporté au second tour de mars dernier, avec 15 574 voix contre 15 517 à Mme Edwige Avice (P.S.), pour 31 091 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : pour 30 446 suffrages exprimés, M. de la Malène, 11 440 voix ; Mme Avice, 6 791 voix ; Mme Rolande Perlican, 6 277 voix ; M. Joël Boillot (U.D.F. - C.S.P.), 2 169 voix ; Mme Reine Franchi (écologiste), 1 311 voix ; Mme Léonie Morère (Front autogestionnaire) 588 voix ; Mme Monique Godde (L.O.) 267 voix ; M. Pierre Durand, 255 voix ; M. Yves Lalire (L.C.R.) 234 voix ; M. Louis Tardy (U.F.B.S.) 233 voix ; Mme Nicole Boure (P.F.N.) 200 voix ; M. Jean-Jacques Lubrina (F.R.P.) 110 voix ; M. Sylvain Duverne (U.O.P.D.P.) 69 voix ; M. Yves Carton (U.N.M.P.) 2 voix, et M. Jean Lepinay (RUC) 1 voix.

Pour le scrutin du 24 septembre, en plus de M. de La Malène et Mmes Avice et Perlican, les candidats sont : MM. Guy Perrin (P.S.U.), Henri Fabre-Luce (écologiste), Francis Szpiner (ex-M.R.G.), Guy Freyche (L.C.R.), Raymond Roussel (radical démocrate), René Albaret (RUC), Philippe Wargy (légitime défense et maintien de la peine de mort), André Dupont (dit Aguigui Mouna, citoyen du monde), Pascal Lacrampe (union de la gauche française), Jean-Marc Beyziat (écologiste indépendant) et Mmes Jeanine Duprat (Front national) et Marion Decoudun (P.F.N.).

« LIBÉREZ MOUNA ! »

Vendredi 22 septembre, 17 heures, rue de Rennes, en face de la FNAC, où l'on devait, notamment, projeter un court métrage sur M. André Dupont, plus connu sous le nom de Mouna, candidat à l'élection partielle dans la 16e circonscription de Paris. Ledit M. Dupont, président des Amis de la vie, descend de son vélo, harangue les passants et brandit une pancarte : « *Mouna, candidat anti-pollution : ras-le-bol les bagnoles.* » Un gardien de la paix surgit, empoigne l'infortuné, le traîne sur le trottoir, lui déchire sa veste neuve. Mouna réussit à se dégager, se réfugie dans les locaux de la FNAC. Le policier appelle trois confrères en renfort. Mais le public prend fait et cause pour l'humoriste-écologiste ambulant : « *Libérez Mouna ! Libérez Mouna !* » De guerre lasse, les forces de l'ordre abandonnent la partie. Mouna triomphe modestement : « *C'est du choc des idées*, dit-il, *que jaillit la lumière...* » — J. B.

M. PAUL LAURENT : la duplicité de Mitterrand.

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du parti communiste, a répondu vendredi 22 septembre aux déclarations faites par M. Mitterrand lors d'un meeting de soutien à Mme Edwige Avice, candidate du P.S. dans l'élection législative partielle de Paris. Le premier secrétaire du P.S. avait regretté que la représentante du P.S. n'ait pas été désignée, dès le premier tour, comme candidate unique de la gauche (*le Monde* du 23 septembre). M. Laurent note :

« Je veux simplement rappeler que le 21 juin dernier le secrétariat national du parti socialiste, organisme que dirige François Mitterrand, déclarait n'approuver le principe de la candidature unique dès le premier tour que dans le cas où l'élu invalidé appartient à un parti de gauche, la compétition restant ouverte dans les autres cas s'il s'en présente.

» J'ai l'habitude de peser mes mots, mais je n'en vois qu'un pour qualifier l'attitude de François Mitterrand hier : duplicité. Il ne vise qu'à piper des voix dans les plus mauvaises traditions politiciennes : se couvrir du drapeau de l'union pour servir des intérêts partisans. »

M. Paul Laurent déplore d'autre part que son parti ait été désavantagé par rapport au P.S. dans l'attribution des temps d'antenne radio et télévision, que ce soit sur les ondes nationales ou périphériques, dans la dernière période.

M. LONCLE (M.R.G.) : M. Robert Fabre a la tête qui tourne.

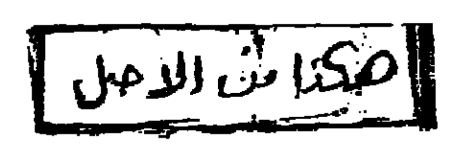
M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, le vendredi 22 septembre, à Pont-de-l'Arche (Eure) :

« La valse entreprise par M. Robert Fabre dans la vie politique lui fait un peu tourner la tête. » Il a estimé que M. Fabre *« prononce des contre-vérités quand il affirme qu'il existe une immixtion du parti socialiste dans les affaires du M.R.G. »*. *« Le M.R.G.*, a-t-il ajouté, *agit en toute indépendance. Il reste fidèle à une alliance solide et fraternelle avec son plus proche partenaire, parce que cela correspond à l'espoir de millions de Français, comme en témoignent les dernières élections partielles. Les radicaux de gauche préfèrent la clarté d'un combat au sein de la gauche, plutôt que la confusion d'une caution à un gouvernement qui s'avère incapable de résoudre les problèmes majeurs de notre temps. »*

● *La section du XIVe arrondissement de la Ligue communiste révolutionnaire* (L.C.R., trotskiste), qui présente M. Guy Freyche, a adressé une lettre ouverte aux militants du P.S. dans laquelle on lit notamment : *« Aujourd'hui, la division règne en maître dans les rangs ouvriers, elle a même gagné le plan syndical. Le P.C.F continue sa trajectoire sectaire, quant à votre parti, il cultive l'ambiguïté et l'immobilisme. Par ailleurs, dans la profession de foi de votre candidate dans le quatorzième (Mme Avice), si la situation catastrophique faite à la classe ouvrière est très justement relatée, rien n'est proposé pour riposter efficacement aux agressions du plan Barre (...) Seule la lutte unie des travailleurs et des habitants du quartier peut stopper la politique de spéculation du pouvoir. Il faut débattre le plus largement possible, dans l'unité, sans sectarisme ni exclusives. »*

● *Mme Marion Decoudun*, candidate du P.F.N. dans le 14e arrondissement de Paris, nous a indiqué qu'elle a été blessée vendredi soir 22 septembre alors qu'elle procédait, en compagnie de quelques amis, à l'apposition d'affiches sur les panneaux électoraux. Elle a précisé : *« A la porte de Vanves, une vingtaine d'individus, pour la plupart armés de matraques, et l'un au moins d'un revolver, se sont rués sur notre groupe. »*

Mme Decoudun a ajouté : *« Devant un tel climat de violence, à la veille du premier tour de scrutin, le Parti des forces nouvelles dénonce l'insécurité qui sévit dans certaines rues du 14e arrondissement et demande que les individus ayant participé à cette attaque soient sévèrement châtiés. »*



Le Monde

société

LA MORT DE JEAN GUÉHENNO

LA FOI EN L'HOMME

(Suite de la première page.)

Dès 1927, c'est *l'Evangile éternel*, un hommage à Michelet et, mieux encore, l'année suivante ce *Caliban parle* qui heurte parce qu'il dénonce une culture bourgeoise et l'inégalité des chances devant le savoir, toujours lui, à acquérir. Une tribune lui est très vite offerte, grâce à Romain Rolland, qui est, parmi les vivants, son grand intercesseur. De 1928 à 1936 Jean Guéhenno sera rédacteur en chef de la revue *Europe*, publiée sous les auspices du maître.

Un différend avec les communistes le fera renoncer à cette charge. Engagé à gauche, Jean Guéhenno ne s'est jamais réclamé du marxisme. Cette méfiance ne l'empêche pas de se rallier, avec élan, au Front populaire qu'il sert encore par la parole et par l'écrit. C'est alors qu'il fonde, avec André Chamson et André Viollis, *Vendredi*, qui devait être, jusqu'en 1939, le grand hebdomadaire de la gauche.

Le spectre de la guerre se dresse encore une fois. Jean Guéhenno n'hésite pas sur le parti à prendre. Il écrit dans les journaux de la Résistance, publie un livre aux clandestines Editions de Minuit sous le pseudonyme de Cévennes : *Dans la prison*. Son enseignement, qu'il ne plie pas à l'idéologie du moment, lui vaut d'être brimé par le gouvernement de Vichy : professeur de khâgne, il sera désormais affecté aux classes de première. Mais déjà c'est la fin de la tourmente. Décoré de la médaille de la Résistance, il est nommé alors inspecteur général de l'éducation nationale, spécialement chargé des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire. Cette mission, il n'arrive pas à la mener à bien. Découragé, il l'abandonne onze mois plus tard. Il s'acheminera vers la retraite en inspectant l'enseignement hors de France, et de ces voyages il tirera plusieurs livres : *Voyages, tournée américaine, tournée africaine* (1952), *la France et les Noirs* (1954)

Pendant toutes ces années où il est vivement engagé dans le siècle, son œuvre personnelle se déploie. Dès 1934, il lui donne cette inflexion d'essai autobiographique qui sera la sienne. C'est le *Journal d'un homme de quarante ans*, premier bilan d'une expérience, premiers scrupules face à une réussite dont il se demande si elle n'a pas été trahison des siens. Il poursuivra sans relâche cet entretien avec lui-même dans *Journal d'une « révolution » : 1937-1938* (1939), *Journal des années noires* (1947), dans *la Foi difficile* (1957), et surtout dans *Changer la vie* (1961) qui est peut-être le sommet de son œuvre parce qu'il est l'expression de sa plus intime vérité, et parce qu'il le ramène vers ses années d'enfance et de jeunesse dont il gardait la nostalgie. Son talent de passion contenue et d'émotion vibrante atteint alors sa pleine maîtrise. C'est tout de suite après ce livre que l'Académie l'a appelé à remplacer Emile Henriot.

Il ne s'entretient d'ailleurs pas qu'avec lui-même. La guerre l'a remis à l'étude. D'un long tête-à-tête avec Rousseau sont sortis, de 1948 à 1951, trois livres majeurs : *En marge des Confessions, Romans et Vérité, Grandeur et misère d'un esprit*, refondus par la suite en deux volumes *Jean-Jacques, histoire d'une conscience*, tandis que Renan, un autre Breton, un autre artisan de lui-même, lui inspire quelques années plus tard *Aventures de l'esprit*. Michelet, Rousseau, Renan, Romain Rolland (dont il publiera en 1975 la correspondance), sont moins pour lui des maîtres que des gens de sa famille, dont il partage les goûts, les soucis, les exigences. Son dernier livre, *Dernières lumières, derniers plaisirs*, publié en 1977 faisait l'inventaire de sa parentèle. A côté des quatre autres, il reconnaissait Voltaire, Nietzsche, Camus, et soudain cet aveu à propos de Diderot : « *Je n'ai lu ni admiré personne plus que lui. C'est mon vrai maître.* » Des chercheurs de vérité, ou des redresseurs de torts

Jean Guéhenno a toujours regretté de ne pouvoir accéder à la création romanesque. « *J'ai manqué d'imagination* », se plaignait-il, et encore : « *Je ne parviens pas à me débarrasser de moi* » C'est vrai qu'à l'instar de bien d'autres et de beaucoup de grands, il aura été lui-même la matière de ses livres. Ceux-ci, de titre en titre, constituent moins les mémoires d'une vie que les mémoires d'un esprit. Une littérature intimiste d'ordre intellectuel, qui portera témoignage sur une époque et ses crises, guerres ou révolutions, mais qui, au-delà, incite au courage, à l'indépendance du jugement, à la générosité.

Dans les *Carnets du vieil écrivain* (1971), où il a dit avec beaucoup de pathétique la difficulté de vieillir, Guéhenno sentait un fossé se creuser entre son siècle et lui. Son classicisme, sa foi dans la raison, sa confiance dans l'homme lui paraissaient le mettre sur la touche. C'est à voir. Certaines de ses idées, de ses valeurs, ont pris au contraire un aspect prophétique : son souci de faire accéder le peuple à la culture, sa dénonciation de la collusion qui existe entre cette culture et la classe dominante, son refus de se laisser inféoder à une idéologie et, jusqu'au titre donné à son meilleur livre, ce *Changer la vie* appelé à devenir slogan. Par sa scrupuleuse fidélité à lui-même, ce vieux professeur de la IIIe République, qui donna ses dernières chroniques à notre journal, prenait soudain l'allure d'un précurseur.

JACQUELINE PIATIER.

« Rien qu'une conscience banale »

Le texte que nous publions et qui date de 1937 confirme une « profession de foi » de Jean Guéhenno.

« Je n'ai jamais été un homme important, jamais été dans aucun secret d'Etat, et je suis parfois plein de doutes sur le droit que j'ai de raconter ainsi par le menu cette histoire de mes idées. Je n'ai eu de part ni dans aucun crime ni dans aucun exploit. J'ai seulement subi mon temps comme tout le monde. Si j'ai contribué à le faire, ce fut imperceptiblement. Je ne suis ni de ces forbans ni de ces héros qui ont tout droit d'écrire leurs Mémoires, parce que leurs aventures exemplaires commandent et déterminent leur époque. Rien qu'une conscience banale. Mais je me dis, à tort ou à raison, qu'il peut y avoir quelque intérêt dans cette banalité même, et que, si je savais bien chercher en moi-même, j'y découvrirais peut-être les principes du trantran de notre peine et ferais les parts justes de la fatalité et de notre honneur. Je ne parle que comme un Européen entre des milliers, qui sont très sûrs de n'être pas responsables des sottises qu'on a faites en leur nom. Les gens de mon âge ont sûrement tout droit à dire que l'Europe a été une grande part de leur destin.

» Je n'ai jamais cessé, pour moi, depuis les années 1910, de le sentir. Nous savions que l'Europe était notre patrie, et nous n'avions aucun désir de nous jeter à la gorge les uns des autres. Si les meneurs du jeu qui se croyaient malins avaient été moins bêtes, s'ils avaient eu moins de mémoire et plus de présence d'esprit, ils auraient évité deux monstrueux et inutiles massacres et il y aurait beau temps que l'Europe serait faite... »

Le Front populaire

» ...Nous avons copieusement méprisé ce monde où il nous a pourtant été donné de vivre. Nous l'avons quelquefois condamné comme si son principe était celui d'une dégradation fatale et continue. Je crains qu'il n'y ait dans toutes nos plaintes d'intellectuels beaucoup de littérature, et non pas de la meilleure. Nous parlons volontiers de tous les anciens mondes comme s'ils avaient eu le privilège d'une dignité que le monde « moderne » aurait perdue. Cela ne nous coûte rien, à nous qui sommes assis sur nos chaises de rêvasseurs, devant un papier qui supporte tous les clichés, et nous acquérons, à bon compte, la réputation, dans le prétendu délabrement de tout, de mainteneurs de vieilles vertus humaines. Certains même, dans leur chancelière, s'inquiètent et s'affligent si la peine des hommes diminue : cela mettrait toute vertu en péril. Au souvenir de cette victoire populaire de 1936, j'aurais honte de m'associer à ces jérémiades. Il faut le dire, parce que trop de gens s'appliquent à le faire oublier : pendant quelques mois, il sembla que la France avait retrouvé tout son mouvement. On respirait un nouveau bonheur, et j'entrai dans cette joie avec délices. (...)

» Nous avons deux fois fait la guerre. Mais nous avons de nos yeux vu changer la condition humaine plus qu'elle n'avait changé dans le cours des siècles, et c'est une bêtise d'intellectuels de gémir sur la bassesse moderne. On ne me fera jamais croire que l'esprit court quelque péril à ce qu'il y ait toujours plus d'hommes qui prétendent se rendre maîtres de leur destin. Il ne fait aucun doute qu'il y ait un peu moins de soumission et un peu plus de fierté dans toutes les têtes de ce pays. Ce n'est l'effet d'aucun cadeau des maîtres. Ce n'est non plus l'effet d'aucune violence inutile d'esclaves. Cela a été gagné, conquis par la volonté, la raison appliquée, le courage entêté de quelques milliers d'hommes sans nom, ouvriers, intellectuels, militants syndicalistes et politiques qui croyaient à la dignité humaine. Le vieil homme que me voilà devenu a bien droit de dire ces choses sans rougir aux jeunes hommes d'aujourd'hui comme ce qu'il peut leur dire de meilleur et de plus exaltant. (...)

Léon Blum

» Je rencontrais quelquefois Léon Blum. J'admirais ce qu'il avait fait de lui comme ce qu'un homme de notre temps pouvait faire de mieux de lui-même. Né peut-être avec de trop grandes chances d'intelligence et de fortune, il s'en était méfié, comme si elles eussent risqué de lui fermer la vraie connaissance de son temps. La délicatesse, plutôt que l'abondance du cœur, l'avait fait « opter pour le peuple ». Il avait suivi le conseil de Stendhal, l'un de ses maîtres, et n'avait pas voulu « passer sa vie à haïr et à avoir peur », ce qui était désormais le sort de tous les riches, et ce grand bourgeois, ce jeune critique de la Revue blanche, *s'était fait socialiste et révolutionnaire, parce que le sens de la justice était seul capable d'orienter justement un esprit dans un monde en transformation.*

» Tout le long de notre histoire depuis La Bruyère, il y a eu de ces délicats en qui la ferveur révolutionnaire n'est que la fièvre d'une âme susceptible, exigeante et fière. Il ne lui restait de ses origines que, parfois, certains gestes protecteurs, mais on se demandait si cette façon qu'il avait d'appuyer la main sur votre épaule n'était pas encore une prière, et l'effet d'une peur qu'il avait de n'être pas tout à fait cru et définitivement accueilli. Il avait la voix frêle pour un politique, mais il ne la haussait jamais. Il ne parlait jamais plus haut qu'il ne pensait. J'aimais la rigueur de sa pensée, la prudence de sa parole, ce souci évident qu'il avait toujours de penser et d'agir « à l'échelle humaine ». Il était tout exactement le contraire de ces « chefs » qui, dans l'instant même, faisaient par l'Europe tant de bruit. Il respectait tous les hommes comme des esprits et il n'y a peut-être pas de plus haut amour que ce respect. Il ne s'adressait jamais qu'à leur raison et n'eût pas accepté d'être suivi d'eux pour autre chose que pour ce qu'il croyait la vérité. Ces vertus mêmes peut-être finirent par gêner son action... »

L'Algérie

» Nous n'avons installé notre puissance en Algérie qu'en consacrant des injustices ancestrales. L'esprit fasciste actuellement vaincu en France se laisse partout reconnaître en Algérie... « Racisme français », une telle alliance de mots semblait impossible ; elle est pourtant ce qui exprime le mieux un état d'esprit qui règne sur d'immenses territoires, de Tunis à Fez et là précisément où la race est la plus mêlée.. Mieux vaut ne rien dire du péril que, dans le cas de vraies difficultés intérieures ou extérieures, l'existence de ce « racisme français », au vrai de cette « anti-France », ferait courir à la métropole.. Il est grand temps de donner toute la France et tous ses droits au peuple algérien et de l'aider à abattre les chefs féodaux anciens et nouveaux qui l'accablent. »

Vendredi 18 juin 1937

AU PETIT LAROUSSE 1979

De la convivialité à l'anti-dépresseur

Si le terme de *réac* entre au Petit Larousse en couleurs, parmi les cent soixante-deux ajouts majeurs — soixante-quatorze mots, vingt et une acceptions, vingt expressions, quarante-sept noms propres, — de l'édition 1979, c'est avec une nuance nettement péjorative.

La *convivialité* du *présidentialisme* les tolérera pourtant, les *réacs*, et permettra à tous de dénoncer la *surconsommation* ou la *déstabilisation* sans risquer le *goulag*.

Mais le jargon politique n'est pas seul à envahir un dictionnaire qui, en quelque sorte, officialise l'usage et reflète, dans ses innovations annuelles, l'évolution d'une société oscillante contre une technicité et une vulgarité croissantes. Ainsi l'argot contamine peu à peu un langage qui *vire sa cuti*. Vous devez, par exemple, *gamberger* pour écrire une *bafouille* : si vous êtes *givré* ou *rétamé, c'est râpé*. Vous pouvez vous *pointer* ailleurs.

Le *violeur* (il dira que ce n'est qu'une affaire de *coucherie*), celui qui *arnaque* (l'« arnaqueur » n'est pas encore admis) ne sont pas directement menacés par la brigade *anti-gang*, bien qu'elle soit *opérationnelle*, c'est-à-dire, dans une nouvelle acception, efficace.

Les gourmets peuvent désormais se plaindre d'un *vin bouchonné*, réclamer une sauce *gribiche*, des *paris-brest* ou des *polonaises*. Quant aux jeunes, que les parents ne se rassurent pas en les entendant parler de *bécanes* : ce sont leurs motocyclettes qu'ils enfourchent. Les *graphistes* utilisent leurs *filets* ou leurs *lettres de transfert*, puisque le Petit Larousse permet à tant de gens de *déballer* ce qu'ils ont sur la langue.

Bien entendu, les termes scientifiques prolifèrent. On n'arrête pas le progrès en ses *potentialités*. Sinon ce serait *frustrant*.

Mais qu'est-ce que les puristes vont *déguster* avec le franglais : *cool, after-shave, crib, fifty-fifty, box-office, flash-back* (il est vrai qu'est proposé *retour en arrière*), *jam-session, pilchard, voucher*, and so on !

Pour le reste, une *aide-soignante* vous apportera peut-être un *anti-dépresseur*.

Les nouveaux « immortels »

Tournons les pages roses, passons aux noms propres. Entrer au Petit Larousse de son vivant, c'est bénéficier d'une véritable promotion ; après sa mort, s'assurer une relative immortalité. Joséphine Baker est au nombre des élus. Voici les hommes qui ont *éclaté* sur le plan international : K. J. Arrow, économiste américain ; J. Balaguer, homme d'Etat dominicain ; le Portugais Alvaro Cunhal, le roi de Thaïlande, A. Bhumibol, le Turc Süleyman Demirel, l'Espagnol Adolfo Suarez. Les créateurs dans le monde de la culture (sinon de la *paralittérature* : oui, désormais, ça existe), dont la notoriété méritait cette confirmation : notre collaborateur André Chastel, historien d'art ; Alechinsky, Arman, Chaval, De Kooning, pour les arts plastiques ; Adams, Steinchen, Weston, pour la photo ; Gilbert Amy, Leonard Bernstein, pour la musique ; André Delvaux pour le cinéma ; Abe Kobo, Lars Gustav Ahlin, Mohammed Dib, Jerzy Andrzejewski, Johan Daisne (et pas de Français), pour la littérature ; John Arden pour le théâtre ; Ernst Bloch pour la philosophie : Roger Bastide pour l'anthropologie...

Et, d'autre part, le cardinal Alfrink et le général Beaufre.

On vous fait grâce de la géographie. Pourtant, la République populaire du Bénin, ex-Dahomey, et le Kampuchéa démocratique (ex-Cambodge) devaient être signalés au moins aux écoliers trop enclins à *fantasmer* en face de mots insolites. — J.-M. D.

MÉDECINE

« Ce sont les torturés d'Argentine qui remettent en cause le congrès de cancérologie »

déclare le professeur Schwartzenberg

Le douzième congrès international de cancérologie se réunira du 5 au 12 octobre à Buenos-Aires. L'organisation d'une telle manifestation en Argentine a, depuis plus d'un an, soulevé dans de nombreux pays du monde, notamment en Europe et en Amérique du Nord, une vive émotion et provoqué des appels au boycottage.

En mai dernier, le professeur Léon Schwartzenberg et dix-sept personnalités du monde médical avaient demandé à quarante mille médecins français d'appuyer la protestation mondiale engagée contre ce congrès et d'exiger la libération des prisonniers détenus sans jugement ou torturés (*le Monde* du 3 mai) Aujourd'hui, plus de deux mille trois cents praticiens ont déjà répondu à cet appel. Un certain nombre d'entre eux ont tenu récemment, autour du professeur Léon Schwartzenberg, une réunion au cours de laquelle ils ont réaffirmé l'incompatibilité entre le mépris des droits de l'homme qu'expriment les responsables actuels de l'Argentine et l'organisation à Buenos-Aires d'un congrès mondial de cancérologie.

« *Ce sont les torturés d'Argentine qui remettent en cause ce congrès de cancérologie* », a notamment déclaré le professeur Schwartzenberg.

Le docteur Jean Ayme, pour sa part, a évoqué au nom des psychiatres le sort particulier que réserve la junte argentine à ceux qui soignent les malades mentaux en menant une action simultanée contre leurs personnes et contre les institutions qu'ils animent. Psychiatres, psychanalystes et psychologues — symboles de la « subversion idéologique » — représentent un fort pourcentage des quelque cent soixante membres des personnels de santé aujourd'hui disparus ou emprisonnés en Argentine. C'est pour tenter d'obtenir la libération de prisonniers ou des nouvelles des disparus qu'une mission composée notamment du professeur Schwartzenberg, de l'un des plus grands noms de la cancérologie américaine, le professeur Henry Kaplan, et de plusieurs figures marquantes de la cancérologie mondiale (1), va se rendre en Argentine dès lundi. Elle y rencontrera notamment le ministre de la santé et le président de la Cour suprême.

Une contre-manifestation aura lieu à Paris sous le haut patronage de Mme Simone Veil

D'autre part, au moment où se déroulera la réunion de Buenos-Aires, sera organisé à Paris un « *congrès parallèle de cancérologie* » auquel participeront les praticiens qui contestent celui de Buenos-Aires. Ce congrès — qui sera organisé sous la présidence du professeur André Lwoff, prix Nobel — a reçu le haut patronage de Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille; y participeront notamment le professeur Georges Mathé — que le général Videla avait refusé de recevoir au cas où il se rendrait en Argentine, — le professeur Lucien Israël, le professeur Henry Kaplan (Stanford), le professeur Terracini (Turin).

Au cours de cette même réunion, le professeur Stanislas Tomkiewicz et le docteur Bernard Kouchner, l'un des fondateurs de Médecins sans frontières, ont dressé le bilan d'une mission qu'ils viennent d'effectuer en Uruguay (*le Monde* daté 10-11 septembre), afin d'obtenir sinon la libération, du moins des nouvelles d'une centaine de prisonniers. Ils ont pu prendre connaissance d'un certain nombre de dossiers et sont revenus avec la conviction que la pression internationale gêne fortement les tortionnaires, qu'elle s'exprime par des actions de boycottage, par l'envoi de lettres ou par la presse.

« *Si nous arrivons à libérer les cent soixante membres des professions de santé emprisonnés, ou même simplement une partie d'entre eux*, a conclu le professeur Schwartzenberg, *notre travail n'aura pas été inutile...* » — C. B.

(1) La délégation comprendra également les docteurs Van Bekkam (Pays-Bas), Low-Beer (Grande-Bretagne), Me Colette Auger (Paris) et un médecin espagnol.

(2) Ce « contre-congrès » est organisé par les docteurs Jean-Claude Salomon et W.H. Fridman, I.R.S.L., boîte postale 8, 94800 Villejuif.

L'enseignement des droits de l'homme dans les facultés de médecine en Europe et en Amérique

De notre correspondante

Vienne. — L'enseignement des droits de l'homme en tant que tel n'existe pratiquement dans aucune faculté et école de médecine du monde. Et quand il existe, c'est à l'état embryonnaire. C'est ce que révèle une enquête mondiale menée durant l'année 1977-1978 par l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg et présentée au congrès que l'UNESCO vient de tenir à Vienne sur ce thème (« le Monde » du 21 septembre).

Un premier élément, révélateur en lui-même, retient l'attention : sur l'ensemble des neuf cent cinquante-cinq facultés et écoles de médecine de cent sept pays représentant les diverses régions géographiques, cent quarante-cinq seulement (appartenant à quarante-trois pays) ont répondu au questionnaire qui leur a été adressé. La France n'a guère montré l'exemple : cinq facultés sur trente-huit se sont donné la peine de répondre, celles de Besançon, Grenoble, Limoges, Nancy et Rouen.

Si des cours sur les droits de l'homme en tant que tels sont très rares, en revanche 87 % des répondants ont signalé qu'il existe un cours d'éthique médicale dans leurs établissements. C'est dans ce cadre et à peu près le seul, souligne le rapport de l'Institut de Strasbourg, que les facultés ou écoles de médecine traitent des questions qui, à un titre ou un autre, ont des « incidences » sur les droits de l'homme, beaucoup plus qu'elles n'enseignent « spécifiquement » les droits de l'homme Etant entendu que ces droits ne peuvent se réduire à des problèmes d'éthique professionnelle.

Cependant, si la nécessité de développer cet enseignement apparaît très souhaitable aux trois quarts des répondants, les Européens manifestent beaucoup moins d'intérêt que les Américains. La très grande majorité des réponses indiquent aussi que la plupart des étudiants portent une attention « *très vive et très soutenue* » à ce problème. Beaucoup d'institutions insistent par ailleurs sur le fait que l'enseignement des droits de l'homme devrait être envisagé sous forme continue, c'est-à-dire se développer tout au long des études. Un lien constant devant être établi entre la pratique médicale, l'enseignement des droits de l'homme et l'éthique médicale. Enfin, l'enquête fait état d'un manque sérieux d'enseignants spécialisés.

Parmi les principaux sujets qui devraient être enseignés, les droits de l'« homme malade » occupent la première place (82 % des réponses), une préoccupation majeure se dégageant en faveur des droits de l'« homme mourant » (mort digne, euthanasie, acharnement thérapeutique). Quant à l'« homme malade ordinaire », c'est son droit d'être informé de manière appropriée, celui de participer au processus de décision, de refuser un traitement ou une intervention..., qui préoccupe les répondants.

Les questions de l'expérimentation médicale, du droit à la vie, des rapports entre la science et la société, ainsi que du droit à la vie privée, occupent, eux aussi, une place importante, suivies des questions touchant à la liberté de conscience, à l'intégrité physique et au droit au travail.

En revanche, il est surprenant d'observer que, d'une manière générale, peu de place est réservée au rôle et à la responsabilité du médecin et des personnels de santé dans la protection contre la torture et « *autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* » : 38 % des réponses seulement retiennent ce thème dans l'éthique d'un enseignement des droits de l'homme.

L'enquête réalisée par l'Institut de Strasbourg a le double mérite de faire le constat d'une carence surprenante et de révéler l'intérêt et l'importance que revêtent aujourd'hui, aux yeux des futurs médecins, l'enseignement des droits de l'homme.

ANITA RIND.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur qu'il a été imprimé dans *le Monde* (nos dernières éditions du 23 septembre, nos premières éditions du 22 septembre) que la France compterait, en 1988, un généraliste pour 6 000 à 7 000 habitants. Il fallait lire un généraliste pour 600 à 700 habitants.

ÉDUCATION

Les « bavures » de la rentrée scolaire

Plusieurs mouvements de grève, occupations d'école, perturbations, se prolongent localement depuis la rentrée scolaire.

● ECOLES PRIMAIRES :

Des parents d'élèves et des élus locaux occupent l'école Pierre-et-Marie-Curie de Sarcelles (Val-d'Oise) pour réclamer des enseignants. A l'école primaire d'Orsay-Centre (Essonne), les parents des fédérations Cornec et Lagarde ont occupé les locaux jeudi 21 septembre pour protester contre la suppression d'une classe. Au groupe scolaire Paul-Langevin d'Argenteuil (Hauts-de-Seine), des parents occupent les locaux pour réclamer le dédoublement d'un cours préparatoire surchargé. En Eure-et-Loir, les écoles de oct Lucé et de Saint-Rémy-sur-Avre sont occupées par des parents qui réclament des créations de postes.

Des instituteurs sont en grève dans les deux écoles de Saint-Lubin-des-Joncherets pour protester contre des classes surchargées. A Montbéliard (Doubs), les parents d'élèves et les enseignants de l'école les Alouettes ont manifesté devant la sous-préfecture, le 22 septembre, pour protester contre la surcharge des effectifs. Au groupe scolaire Joliot-Curie de Mitry-Mory (Seine-et-Marne), les parents occupent symboliquement les locaux depuis la rentrée pour obtenir un poste d'enseignant supplémentaire. A Pontault-Combault (Seine-et-Marne), les parents d'élèves du groupe scolaire Leclerc ont occupé l'école pour demander l'ouverture d'un cours élémentaire supplémentaire.

● COLLEGES :

Au collège Jean-Jacques-Rousseau du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), parents et enseignants observent la grève des cours depuis la rentrée pour protester contre l'insuffisance du budget de fonctionnement. Réunis en assemblée générale le 23 septembre, ils doivent décider quelle suite donner au mouvement. Dans les collèges d'Antony (Hauts-de-Seine), parents et enseignants sont mobilisés pour les mêmes raisons. Il manque toujours trois agents au collège Adolphe-Pajeaud et les enseignants du collège Ferdinand-Buisson sont en grève depuis trois jours pour obtenir des agents d'entretien.

A Saint-Symphorien d'Ozon (Rhône), les parents d'élèves du collège Jacques-Prévert, qui faisaient la grève des cours depuis la rentrée pour réclamer la création de six postes d'enseignants, ont occupé les locaux le 21 septembre. Au collège d'Avrillé (Maine-et-Loire), parents, enseignants et agents ont observé une grève totale pendant quatre jours pour obtenir des créations de postes. Les cours ont repris le 21 septembre en attendant le résultat de négociations engagées avec le ministère.

Au collège de la Croix-Saint-Lambert, à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), enseignants et parents d'élèves font la grève des cours depuis le 21 septembre pour demander deux enseignants, un conseiller d'éducation et un agent.

● LYCEES

Au lycée Jean-Jaurès de Montreuil (Seine-Saint-Denis), la grève continue depuis la rentrée. Parents et enseignants réclament des créations de postes et l'ouverture de nouvelles classes. Une assemblée générale réunie le 23 septembre fera le point de la situation. Au lycée de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), une grève est observée depuis la rentrée pour protester contre le refus de reprendre quatorze élèves de terminale D qui ont échoué au baccalauréat. Les enseignants du lycée Georges-Clemenceau de Villemomble (Seine-Saint-Denis) se mettent en grève à partir du lundi 25 septembre pour protester contre l'insuffisance des postes d'enseignants.

Au lycée Voltaire de Paris (11e), où les professeurs d'éducation physique ont observé trois jours de grève, les enseignants réclament le réemploi de tous les maîtres auxiliaires. Au lycée La Fayette de Brioude (Haute-Loire), les personnels ont déclenché une grève, le 21 septembre, pour réclamer la nomination de deux surveillants. A Mantes-la-Jolie (Yvelines), enseignants et surveillants du lycée Saint-Exupéry sont en grève depuis le 21 septembre pour réclamer des postes. Au L.E.P. de Gagny (Seine-Saint-Denis), les personnels sont en grève depuis le 21 septembre pour demander une infirmière, une documentaliste, trois agents et plusieurs enseignants.

Une proposition de loi communiste sur la formation des maîtres

« Ce qui caractérise cette rentrée, c'est qu'elle connaît le temps de l'austérité. » M. Jacques Brunhes, député communiste des Hauts-de-Seine, a résumé en ces termes, jeudi 21 septembre, la position du groupe parlementaire du P.C.F. sur la rentrée scolaire.

Sélection par l'argent puisque *« l'école obligatoire jusqu'à seize ans n'est toujours pas gratuite »*, *« faillite d'un système éducatif mis en place depuis vingt ans »*, qui ne parvient pas à *« assurer à chaque enfant, à chaque jeune, la formation indispensable à son épanouissement »* : face à cette situation les élus communistes *« soutiendront toutes les luttes »*.

Ils demandent l'attribution d'une prime de rentrée de 500 F aux familles *« les plus touchées par la crise »*, la gratuité des manuels, des transports et des fournitures jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, une aide aux familles de chômeurs, des *« dispositions immédiates »* en faveur *« des centaines de milliers de jeunes exclus de toute formation »*, l'amélioration des conditions de travail et de formation des enseignants et des personnels de l'éducation et des *« droits nouveaux »* aux enseignants, aux parents et aux jeunes.

Le groupe parlementaire communiste déposera quatre propositions de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale : sur la formation des maîtres, sur la formation professionnelle des jeunes, sur la recherche pédagogique et sur la gestion démocratique de l'enseignement. Le texte sur la formation des maîtres, qui sera déposé dès la mi-octobre, préconisera pour les instituteurs une formation initiale dont le contenu sera élaboré avec les universités.

Cette préparation au métier s'étendrait sur trois années après le baccalauréat. Elle serait sanctionnée par un diplôme d'études universitaires générales (DEUG), ce qui entraînerait un relèvement indiciaire de la rémunération. A terme, les élus communistes voudraient l'unification de la formation de tous les maîtres du premier et du second degré, délivrée en cinq ans, après le bac, et comportant l'obtention d'une maîtrise.

Cinq organisations appellent à une grève dans les universités le 28 et le 29 septembre

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), l'Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur (ANEVES), l'Association nationale des assistants des disciplines juridique, économique et politique (ANASEJEP) et le Syndicat parisien des chefs de clinique appellent, dans un communiqué commun, *« tous les universitaires à faire du jeudi 28 et du vendredi 29 septembre deux grandes journées nationales d'action et de grève, à assurer le succès du rassemblement national du 29 septembre à Paris* (place Saint-Germain-des-Prés, à 14 h 30) *et à préparer la poursuite de l'action dès le début d'octobre avec la suspension des activités universitaires au moment de la rentrée »*.

Ces cinq organisations considèrent, en effet, que *« le décret du 20 septembre 1978 fait peser sur les vacataires et tous les assistants de lettres, sciences humaines, droit et sciences économiques, la menace d'un licenciement immédiat* (le Monde des 5, 9 et 17 septembre). *Il refuse toute garantie réelle aux vacataires qui pourront être licenciés si* « l'intérêt du service le justifie ». *Il aggrave le dispositif que le gouvernement avait prétendu vouloir discuter avec les organisations représentatives en s'attaquant à tous les assistants non titulaires...*

» Il multiplie leur service par deux et demi ou trois, les privant ainsi de toute possibilité de recherche. En même temps, de nombreux autres enseignants non titulaires sont menacés de licenciement ou de déclassement. Le gouvernement annonce, par ailleurs, un nouveau projet de statut des titulaires. (...) Les organisations soussignées considèrent que c'est le principe même du fonctionnement des universités qui est remis en question. »

De son côté, la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur *« constate avec satisfaction que la politique dont elle a été l'initiatrice et qu'elle a toujours réclamée, de rééquilibrage de la pyramide du personnel enseignant et de transformation de postes, va connaître une accélération au budget de 1980... »*

Le mouvement des professeurs d'éducation physique a été très suivi

La grève des professeurs d'éducation physique observée, le jeudi 21 septembre, à l'appel des syndicats de la FEN (SNEP-professeurs et SNEEPS-professeurs adjoints), de la C.F.D.T. (SGEN) et des autonomes (SNALC et C.N.G.A.), a été très largement suivie dans toute la France. Selon le SNEP, la principale organisation, le mot d'ordre aurait été observé à 95 %. Seul le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), qui groupe un très faible pourcentage d'enseignants d'E.P.S., a demandé à ses adhérents de poursuivre la grève les 22 et 23 septembre.

Le directeur de l'U.E.R. d'éducation physique et sportive de l'université de Clermont-Ferrand, M. Paul Boyer, a remis sa démission, le 21 septembre, au directeur régional de la jeunesse et des sports, pour protester contre les mesures du « plan de relance » annoncé le 31 août par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. Dans les universités de Clermont-Ferrand I et II, le plan avait abouti au retrait de trois professeurs sur sept (*le Monde* du 21 septembre).

Dans plusieurs académies, des motions ont été remises par les grévistes pour demander l'abrogation pure et simple des mesures contenues dans le plan de relance. Les enseignants demandent le maintien de l'ancien horaire (dix-sept heures de cours et trois heures d'association sportive pour les certifiés), ainsi que la *« création massive »* de postes. Le projet de bubget pour 1979 ne prévoit, en effet, aucune création de poste d'éducation physique.

« NOIR-HOMME, BLANC-FEMME »

En cherchant un dossier dans le fichier du service d'embauche du rectorat de Paris (rue Curial, dans le dix-neuvième arrondissement), un employé a découvert sur les fiches individuelles les mentions suivantes : « NF », « NH », « BF » et « BH », qui correspondent à des indications de sexe et de couleur de peau (Noir-Femme, Noir-Homme, Blanc-Femme, Blanc-Homme).

Dès le 11 septembre, un tract, dénonçant ce *« racisme honteux »*, était diffusé par l'intersyndicale des employés C.G.T. et C.F.D.T., et, le 13 septembre, un porte-parole de l'intersyndicale était reçu par le secrétaire général du rectorat, M. Bourgeois. Celui-ci aurait alors expliqué que les précisions du fichier évitent aux personnes de couleur *« un mauvais accueil dans les établissements où elles ne seraient pas désirées »*.

Au rectorat, on indique que *« l'administration ignorait tout de ces mentions, qui ont été portées spontanément par un fonctionnaire qui a cru bien faire »*. Le recteur Mallet a décidé de convoquer les deux fonctionnaires fautifs : l'employé qui a fouillé dans le fichier confidentiel, d'une part (car il n'appartient pas au service d'embauche), et l'employé aux écritures qui a porté les mentions de sexe et de race, *« sans en avoir reçu l'ordre »*.

Le fichier du service d'embauche du rectorat de Paris contient entre huit cents et mille noms. Selon l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T., 80 % des personnes en fiche sont des femmes, parmi lesquelles un certain nombre d'Antillaises, de Mauriciennes et autres femmes de couleur

Les services du rectorat ont supprimé les mentions et installé de nouvelles armoires métalliques, fermées à clé.

Mme VEIL A REMIS LES « PRÊTS D'HONNEUR » DE LA FONDATION DE FRANCE A TRENTE-HUIT JEUNES

Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille, a remis le jeudi 21 septembre, au Théâtre d'Orsay, les « prêts d'honneur » de la Fondation de France à trente-huit jeunes.

Ces bourses, de 15 000 francs chacune, attribuées chaque année depuis 1975, sont destinées à aider des jeunes à poursuivre sur le plan professionnel ou universitaire des travaux ou des études leur permettant de réaliser un projet personnel.

Parmi les trente-huit personnes qui ont reçu une bourse, on compte 7 vocations scientifiques ou médicales, 14 vocations sociales (animateurs, aides aux handicapés, aux jeunes, au troisième âge, au tiers-monde), 2 vocations d'ingénieurs, 3 de « défense de l'environnement » et 12 culturelles (musique, littérature, peinture, théâtre, cinéma, gravure sur verre et taille de la pierre)

Les candidatures aux prêts d'honneur 1979 doivent être déposées avant le 31 décembre 1978. Les candidats doivent être âgés de dix-huit à vingt-quatre ans s'ils sont étudiants, de vingt à trente ans s'ils ont exercé des activités professionnelles pendant au moins une année consécutive.

SCIENCES

DEUX INGÉNIEURS FRANÇAIS DU B.R.G.M. ONT ÉTÉ TUÉS LORS DU SÉISME EN IRAN

Deux ingénieurs géologues du Bureau de recherches géologiques (B.R.G.M.), MM. Maurice Kieken et Jean-Paul Ragot, ont péri le 16 septembre dernier, lors du tremblement de terre qui a ravagé Tabas et sa région, en Iran. Ils participaient à une mission géologique menée par le B.R.G.M. pour le compte de la société iranienne National Petrochemical Company dans le but de rechercher des minéraux utiles, et tout particulièrement du phosphate.

C'est la première fois que des ingénieurs du B.R.G.M. sont tués dans une catastrophe naturelle au cours d'une mission. Tous deux étaient diplômés de l'Ecole nationale supérieure du pétrole et des moteurs (E.N.S.P.) et docteur ès sciences.

[Maurice Kieken, cinquante-cinq ans, avait commencé sa carrière en Algérie à partir de 1948 en travaillant pour la S.N. Repal. D'abord géologue de sondage et de terrain, il participa ensuite à des missions de reconnaissance dans les bassins de Reggane, de Fort-Polignac et d'In-Guezzam. De 1958 à 1964, il fut, toujours pour la S.N. Repal, chef géologue pour les secteurs Algérie-Nord et Aquitaine. Il eut ainsi l'occasion de travailler en Algérie à la mise en valeur du gisement de Sidi-Aïssa et à la découverte de celui de Djebel-Honk. En 1968, Maurice Kieken était entré au B.R.G.M. Il fut d'abord chargé de lever les cartes géologiques du Pays basque et il avait dirigé la synthèse géologique du Bassin aquitain. Depuis 1974, il prenait une part très active aux recherches de phosphate en Iran.]

[Jean-Paul Ragot, cinquante ans, avait travaillé comme ingénieur géologue dans l'exploration pétrolière de l'Afrique pour la S.P.A.E.F.-Gabon et en France pour la SAFREP et la CEP. Il était, depuis 1967, ingénieur géologue au B.R.G.M., spécialiste de l'étude pétrologique des milieux poreux et de l'altération des roches. Il a étudié aussi bien les problèmes posés par la détérioration des pierres du temple de Borobudur (Indonésie) — il était du reste l'animateur du comité Pierre du Conseil international des monuments et des sites de l'UNESCO — que la synthèse géologique des bassins sédimentaires. Cette dernière spécialité l'avait conduit à participer à de nombreuses missions en Iran.]

● *M. Jean-Pierre Bérard*, qui dirige l'Agence nationale de la valorisation de la recherche (ANVAR) depuis 1971, quitte ses fonctions le 1er octobre prochain. Le nom de son successeur n'est pas encore connu.

● *Un conseil restreint* devrait se réunir prochainement pour préparer un projet de loi sur la création d'un musée de la science et de l'industrie dans les installations — jamais utilisées — des abattoirs de La Villette à Paris. La nouvelle a été donnée le 21 septembre par M. Gilbert Gantier, député U.D.F. de Paris, qui venait d'être reçu par le président de la République.

RELIGION

L'ABBÉ JACQUES JULLIEN EST NOMMÉ ÉVÊQUE DE BEAUVAIS

Jean Paul Ier a nommé l'abbé Jacques Jullien évêque de Beauvais, en remplacement de Mgr Stéphane Desmazières, atteint par la limite d'âge.

[Né à Brest le 7 mai 1929, J. Jullien a fait ses études au grand séminaire de Quimper et aux facultés catholiques d'Angers, où il a obtenu la licence en théologie. Il a été ordonné prêtre le 3 avril 1954. Après avoir été vicaire à Locmaria, il est entré à l'Institut catholique de Paris où il a obtenu une licence en sciences sociales. De 1957 à 1959, il a été professeur de théologie morale et de sciences sociales au grand séminaire de Quimper tout en exerçant un ministère paroissial. Depuis 1969, il était curé de la paroisse Saint-Louis de Brest.]

SPORTS

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

Strasbourg en fête

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le hasard du calendrier, pour la douzième journée du championnat de France de première division, a bien fait les choses. Les quatre clubs représentant la France — Monaco, Nancy, Nantes, Strasbourg, — qui disputeront, mercredi 27 septembre, les matches retour des trente-deuxièmes de finale des Coupes d'Europe, jouaient à domicile. Tous les quatre ont mis à profit cet avantage et l'ont plus ou moins nettement emporté sur leurs adversaires, Bastia, Marseille, Metz et Saint-Etienne.

Si les deux scores les plus importants ont été réussis par Monaco et Nancy, Strasbourg, pour sa part, est toujours invaincu en championnat, depuis huit mois et vingt-trois matches. Vendredi 22 septembre, c'est Saint-Etienne qui a fait les frais (2 à 1), à son tour, de l'étonnante équipe alsacienne, dont l'avance est désormais portée à 5 points sur Sochaux et Monaco.

Les « bleus » du Racing de Strasbourg ont battu un autre record en recevant les « verts » au stade de la Meinau. Celui de l'affluence : 35 823 spectateurs. Et il y a fort à parier qu'il y aura encore plus de monde mercredi prochain pour la venue, en Coupe d'Europe, des Suédois de Elfsborg, vainqueurs du match aller par 2 à 0. Toutes les conditions sont réunies pour qu'il en soit ainsi. Le Racing a un handicap à remonter — c'est un élément du spectacle — et, au vu de ce qu'ils ont montré contre Saint-Etienne, les Strasbourgeois semblent tout à fait capables de se qualifier pour les seizièmes de finale.

L'« épopée strasbourgeoise » a même transformé le tempérament alsacien. Le public de la Meinau, si réservé dans le temps, est désormais tout à fait comparable à celui des grands moments et des heures chaudes de Saint-Etienne, Bastia ou Marseille. Il donne de la voix, joue avec ses drapeaux et manifeste sans aucune retenue à chaque fois que son équipe lui en donne l'occasion. Pour un peu, il y aurait un « kop » à Strasbourg, comme dans les tribunes de Liverpool. Le succès du football sur le Rhin a même décidé les responsables du Racing à augmenter la capacité d'accueil de la Meinau : bientôt, 40 000 spectateurs y trouveront place.

Jeu fermé ?

On a quelquefois fait le reproche au Racing de Strasbourg de ne pas être l'équipe spectaculaire, de fermer le jeu et de ne viser que le résultat. Que cette réputation soit vraie — surtout à l'extérieur — ou fausse, la démonstration offensive faite vendredi aux dépens des Stéphanois montre que, lorsqu'ils le veulent, les Strasbourgeois savent donner le spectacle et apparaître sous un jour séduisant. Pendant une bonne heure, la cage de Curkovic, le gardien stéphanois, a été constamment menacée, et les buts marqués par Gemmrich (20e minute) et Piasecki (65e) n'ont pas vraiment traduit tout l'ascendant et la domination exercée par les « bleus » sur les « verts ».

Elle a même paru bien fragile et vulnérable, l'équipe stéphanoise soumise aux attaques incessantes des Alsaciens, dont les qualités offensives ne demandent apparemment qu'à s'exprimer, pourvu, naturellement, que d'autres consignes draconiennes ne les contraignent à jouer différemment, selon les intérêts du moment. *« Il y a un temps pour tout,* dit Gilbert Gress, l'entraîneur de Strasbourg, *et il est parfois inutile de trop s'imposer. En championnat, nous devons faire le jeu chez nous et laisser l'adversaire se découvrir chez lui. Et ce qui vaut pour les matches de championnat vaut pour les matches de Coupe d'Europe. Contre Elfsborg, par exemple, nous avons peut-être commis l'erreur de trop ouvrir le jeu et les Suédois en ont profité. Strasbourg a attaqué pendant quatre-vingts minutes et le résultat, c'est que nous avons pris deux buts en contre. Et encore devons-nous être satisfaits, ils auraient pu en marquer trois ou quatre... »*

La réputation faite à Strasbourg de ne pas être spectaculaire énerve Gilbert Gress — et elle met en « furie » les Alsaciens — comme l'indispose une autre réputation selon laquelle la réussite du club repose essentiellement sur son engagement physique. *« C'est complètement idiot,* dit Gilbert Gress, qui a le verbe rapide et ne mâche pas ses mots, *une équipe qui n'a pas perdu en vingt-trois matches ne peut pas le devoir à sa seule valeur physique. »*

FRANÇOIS JANIN.

TENNIS

Dominguez élimine Noah au National

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Il est heureux que ce soit le Stade Toulousain qui serve de cadre au renouveau du tennis français. L'aube de l'automne est aussi lumineuse que le printemps sur les rives de la Garonne, et il régnait une température de plaza espagnole, vendredi 22 septembre, dans le vieux club des Ponts-Jumeaux où nos vaillants novilleros sont en train d'éclipser sans ménagement les premières épées.

Des trois « tombeurs » des têtes de première série, Moretton (Proisy n° 3), Portes (Deblicker, n° 5) et Noah (Goven n° 6), c'est malheureusement ce dernier, le plus doué, l'incontestable champion de demain, qui ne participera pas aux demi-finales de ce jour. Son ascension a été stoppée par Patrice Dominguez (n° 2 au classement national), le dernier rempart de la hiérarchie, à vingt-huit ans, et le plus ambitieux prétendant à la succession de François Jauffret.

Le match interrompu la veille par l'obscurité reprit à 13 heures sur le court central du club, devant un bon millier de spectateurs en tenue légère. Dominguez, qui menait à la marque par 6-2, 6-4, 3-6, 3-2, ne put empêcher Noah d'empocher, d'entrée, son service en quatre balles. Mais il s'appliqua intelligemment à reprendre chaque fois le commandement sur son propre service : 4-3, 4-4, 5-4, 5-5, 6-5, 6-6. C'est là que Noah, qui faisait passer en ouragan ses premières balles de service et contrôlait supérieurement le filet, commit un péché de jeunesse — il fallait bien, à dix-huit ans ! Menant par 5 points à 2 au tie-break, il se fit remonter à 5-4, mena de nouveau 6-5, se vit encore remonté puis coiffé en un clin d'œil par le maître tacticien qu'est Dominguez, lequel bouclait le match par 7-6. Les chances et l'immense espoir de Yannick Noah étaient anéantis.

Il devait se consoler peu après sur le même central en enlevant le titre de champion de France de doubles messieurs, associé à Dominique Bedel, autre superbe produit des « Tennis-Etudes » de Nice : les deux partenaires avaient réussi les performances méritoires d'éliminer successivement Barthès-Naegelen, Bust-Contet et Goven-Paul, avant de battre Bernard Fritz et Hervé Gauvain en finale (6-3, 6-3, 6-4).

Chez les dames, Gail Lovera, la revenante, et Brigitte Simon, la révélation de Roland-Garros, n'ont pas fait le détail face à Frédérique Thibault et Anne-Marie Casado. Gail Lovera ne laissa que deux jeux à la première Française qui, par nervosité, accumula des erreurs grossières, tandis que Brigitte Simon n'en lâchait qu'un seul à Anne-Marie Casado, autre revenante du tournoi.

OLIVIER MERLIN.

● *Championnat du monde de volley-ball.* — Battue (3 à 1) par le Brésil, vendredi 22 septembre à Udine (Italie), l'équipe de France de volley-ball est éliminée du huitième championnat du monde.

Le Monde aujourd'hui

UNE FEMME A SA FENÊTRE

La prostituée du Seigneur

TOUT le monde les a rencontrés, les tondus de Haré Krishna, les chuchoteurs musiciens de Moon, les vendeurs de brochures des Enfants de Dieu et d'autres. Du bas du quartier Latin jusqu'aux marches du Sacré-Cœur à Paris, de Central Park à New-York aux plages de Californie... Mais là, je ne m'y attendais pas.

En Corse, le site préhistorique de Filitosa aux menhirs sculptés — guerriers datant de quatre mille ans — a la sérénité joyeuse d'une Olympie en réduction. Dans le groupe d'une visite guidée, j'ai vu une adolescente (quinze ans ? seize ans ?) qui visiblement racolait. Jupe indienne aux talons, boucles démesurées aux oreilles, œillades, sourires, elle inscrit des rendez-vous, des téléphones sur un papier, un peu à l'écart, à la sauvette...

Plus tard, nous nous trouvons seules sur des rochers servant d'escalier. Je lui adresse la parole. Elle me demande aussitôt si je connais les Enfants de Dieu qui, dit-elle, recrutent à tout âge. Je lui fais observer qu'elle usait tout à l'heure d'une manière originale de propager la foi. Elle répond sans embarras : *« Notre père Moïse David ordonne de se servir aussi du désir sexuel pour la prédication. Nous les filles jouons parfois aux « poissons flirteurs du Seigneur ». Les dons servent à la communauté. »*

« Je leur parle de la foi »

La fille de Filitosa, Lilith dans la secte (née Marie-Germaine, Parisienne, seize ans), s'était enfuie de chez elle pour échapper, me dit-elle, à l'examen terminal et aux *« inquisitions »* parentales. Elle a d'abord rencontré une communauté *« de fauche et de drogue »*, puis un garçon qui l'abandonna et, enfin, au hasard de la rue de la Harpe, des Enfants de Dieu. Dans sa famille, la religion lui *« cassait les orteils »*. Dans La Famille, elle l'exalte : cette Bible *« revécue »*, ces prénoms de l'Ancien Testament, ces chants improvisés, ces guitares, c'était le *« pied absolu »*.

Bien sûr, il faut renoncer à la gourmandise et à ce qu'elle nomme les *« caprices »*, c'est-à-dire les initiatives et désirs personnels. *« Mais personne ne vous impose rien : la règle est là, c'est à prendre ou à laisser. »* Rien à voir avec les interdits que père et mère taillent sur mesure pour leur fille unique. Elle a trouvé *un « compagnon dans le Maître »* et depuis quelques semaines (son adhésion date de l'hiver) elle est autorisée à faire le *« poisson flirteur du Seigneur »* : c'est une preuve de confiance. Dégoûtants, ces inconnus ? Elle m'a offert un sourire de mur chaulé. *« Vous savez, les hommes, de toute façon je ne sens pas grand-chose avec eux. Je pense à autre chose. Sitôt que c'est fini, je leur parle de la Foi. »* Elle suit les conseils de sa monitrice : il ne faut expliquer qu'après avoir reçu le *« don »*. Sinon des malhonnêtes prétextent un différend idéologique pour ne pas payer. Non, elle n'a pas encore fait de conversions, mais un jour...

Les parents ? Ils la font rechercher. C'est pourquoi l'organisation l'a fait partir dans le Midi. Elles sont une demi-douzaine qui *« font »* la Corse : les touristes *« donnent »* assez bien. Les Corses ? Non, ils n'ont aucun sens mystique. Notre entretien a duré peu de minutes : deux autres filles, vêtues dans le même style, lui ont fait signe...

Malgré le pittoresque de cette rencontre, j'étais accablée. Des travailleurs sociaux m'ont dit combien ces rapts par les sectes sont difficiles à combattre. Une fois majeurs, à dix-huit ans, les jeunes ne peuvent être arrêtés que pour racolage, mendicité sur la voie publique, quête illégale. *« Mais,* me dit une femme-magistrat, *les mettre en prison est un remède pire que le mal. Les rendre à leur famille ? Ils et elles fuguent à nouveau. Les arguments qui nous semblent évidents ricochent sur leur surdité psychique. On leur dit : les chefs, maîtres, gourous, prophètes, vivent dans un luxe scandaleux en exigeant des disciples une existence de pénitent permanent ? Ils répondent en parlant de la richesse des Eglises officielles et du respect qui entoure les ordres religieux contemplatifs ou mendiants. Si vous aviez montré à Lilith la photo de Moïse David dans son sérail de belles disciples, elle aurait invoqué les patriarches de la Bible. »*

DOMINIQUE DESANTI.

RENTRÉE

Une école pas comme les autres

DANS le foyer vert et blanc, une centaine d'adolescents, accroupis sur le linoléum vert pomme, attendent Didier, le professeur d'histoire, qui doit venir leur exposer le fonctionnement de l'école. Ce vendredi 15 septembre, ici comme dans tous les établissements scolaires de France, c'est la rentrée. Mais à « l'Ecole et la Ville », école alternative ou, si l'on préfère, parallèle, tout est différent.

Didier, un grand jeune homme au regard doux, explique. Pas de pouvoir hiérarchique qui sépare directeur, professeurs et élèves. Pas de sanctions ni de punitions. Cette année, les notes ont été supprimées. *« Alors, c'est la récréation permanente ? »* demande un « nouveau ». « Non, répond Didier, *le scolaire est sérieux.* » Les cours ont lieu le matin, tous les jours de la semaine, mercredi et samedi compris. L'après-midi, activités d'atelier.

Didier invite les élèves à se répartir dans les salles. *« Ceux qui pensent être au niveau de la sixième, de la cinquième et de la quatrième, dans la salle de droite. Les élèves qui passent le BEPC, à gauche. Les secondes et les premières, dans la pièce du fond. Les terminales, là-haut. »*

Pas de classes rigides à l'école, mais des « niveaux » dans chaque matière. L'élève peut se trouver au niveau 1 en anglais et au niveau 3 en français. L'enseignement s'adapte au rythme de chacun. L'important est de supprimer les « traînards », comme on les appelle dans les autres établissements.

A « l'Ecole et la Ville », quelques parents ont choisi délibérément pour leurs enfants cet enseignement inhabituel, d'autres y étaient obligés. Tel est le cas par exemple pour ce grand garçon brun aux yeux verts qui, depuis une heure, tire sur les manches de son pull-over gris, trop grand pour lui, jusqu'à faire disparaître complètement ses mains. Frédéric a quinze ans mais en paraît douze. Il s'exprime de façon parfaite, dans un français tout à fait correct : *« A l'école primaire,* dit-il, *je confondais le M. et le N. Je suis dyslexique. A cause de cela, j'étais très mauvais en lecture. Je n'ai pas cessé de redoubler les classes. Après on n'a plus voulu m'accepter au lycée : j'étais trop âgé. En plus, j'ai une écriture affreuse. Mes parents ont bien été obligés de me mettre dans une école privée. L'an dernier, ils ne pouvaient plus payer les mensualités. »* Frédéric allume une cigarette et en offre une à Sophie, le professeur de français. Elle l'accepte... pour l'écraser après deux bouffées. Et il ajoute : *« Je voudrais bien aller au lycée, mais j'ai peur de ne pas être au niveau. »*

Des prix « modulés »

L'école alternative n'est pas bon marché : 700 francs par mois en moyenne. Mais la part de chacun dépend des revenus des parents : les plus démunis ne paient rien ; tel fils d'ouvrier paiera 200 francs, un fils de médecin 900 francs.

Et les professeurs ? Leur salaire est de 2 000 francs par mois. Anciens maîtres auxiliaires pour la plupart, ils en ont eu assez de « boucher les trous », assez d'être étroitement contrôlés. Jean-Michel, le professeur de math et de physique a fait des mathématiques pures et préparé les concours des grandes écoles. Il n'a pas voulu passer l'agrégation *« pour ne pas être désagrégé »*, dit-il. Surtout, ne pas s'enrôler dans le système traditionnel *« où la notation des enseignants est aberrante »*. Sophie, Mireille, Didier et tous les autres ont tous suivi un enseignement supérieur de troisième cycle.

Beaucoup d'élèves sont des laissés-pour-compte de l'enseignement public, des enfants et adolescents en difficulté, mais nullement des têtes brûlées. Pour eux, la rupture est complète avec l'école traditionnelle. La glace est brisée entre enseignants et enseignés. Pas de bureaux en rangs d'oignons, pas d'estrade : des tables installées en demi-cercle, le professeur prend place parmi les élèves. *« Nous sommes ensemble pour faire l'école ensemble »*, dit Mireille qui, outre les cours d'anglais qu'elle donne ici, est maître de recherches à Paris-VII

CHRISTIANE CHAMBENOIS.

(Lire la suite page 15.)

CIEL

Icare, le rêve et la réalité

« A vous de jouer ! » *Et, sur un rictus qui se veut encourageant, Gérard Ricordeau, l'instructeur-pilote de l'école SOCATA, à Toussus-le-Noble, dégrafe sa ceinture, ouvre la verrière et s'extirpe de l'habitacle du Rallye-100 avant de repousser et de verrouiller soigneusement la bulle de plexiglass.*

« A vous de jouer ! » *On ne pouvait trouver formule plus malheureuse. Car c'est bien de jeu qu'il s'agit ! Avec un carnet de bord généreusement rempli de sept heures dix de vol, il va falloir, tout seul, arracher l'avion à la piste de Toussus, faire le tour de l'aérodrome selon une procédure déterminée et ramener dans le meilleur état l'appareil à son point de départ. On appelle cela un lâcher.*

Pour l'instant, alors que Roméo-Mike roule vers le seuil de la piste 26, on se prend à penser qu'il s'agit plutôt d'un lâchage. Oh, bien sûr, plus d'une fois, en descendant de l'avion avec la migraine, on pestait contre Ricordeau, ses coups de gueule, ses remontrances, son perfectionnisme de maniaque. Tout à l'heure encore, pour de sordides histoires de « bille » (pour contrôler les virages) et de « crabage » à l'atterrissage... Mais au moins, il était là et il rattrapait les fautes sous les yeux d'un élève un peu pâle et complètement anéanti.

Les occasions ne lui ont pas manqué au cours de ces premières heures de vol. Tout ce qui apparaissait comme désespérément simple durant le « briefing pré-vol », au sol, tournait à l'insurmontable une fois en l'air. Nul ne doute qu'un avion se déplace tiraillé entre quatre forces (portance, poids, traction, traînée) et que toutes les configurations de vol sont liées à la variation de ces paramètres. De centre de poussée en dépression d'extrados, en passant par le couple moteur ou les maintiens de caps, tout cela était vraiment élémentaire.

M. Jourdain aviateur

Mais, M. Jourdain aviateur découvrait une réalité brutale lorsque, aux commandes du Rallye, il fallait passer à l'application de tous ces beaux préceptes. Cet avion, aisément domestiqué sur le papier quelques instants plus tôt, devenait un pur-sang indomptable dès qu'il retrouvait son élément. Le décollage lui-même commençait à doucher l'enthousiasme, Roméo-Mike n'en faisant qu'à sa tête et fonçant allègrement vers les balises latérales. De grands coups de pied — évidemment trop forts au gré de l'instructeur — l'entraînaient aussitôt dans une course ivre d'où il ne s'échappait, les fatidiques 90 km.-h. atteints, qu'en s'arrachant au bitume. Les ennuis ne s'achevaient pas pour autant, car il fallait aussitôt compter avec le vent qui a rarement la bonne idée de souffler dans l'axe de l'avion. Commençaient alors une série de cabrioles ponctuées de quelques onomatopées de Ricordeau. La machine à peine stabilisée, voilà qu'il fallait tourner pour entamer le circuit de piste.

Ah, le virage ! Un geste si simple au sol et qui, avec la troisième dimension, prend, les premières fois, des allures épiques. Tout changement de la trajectoire d'un aéronef modifiant ses centrages et sa portance, la moindre amorce de virage le fait tantôt cabrer, tantôt piquer, tantôt glisser à l'intérieur de la courbe, tantôt déraper à l'extérieur. Il faut donc contrôler ces tendances, les corriger instantanément sans quitter des yeux les environs où d'autres avions font de même, et en tenant compte d'une météo parfois agressive.

Pour couronner le tout, il faut atterrir. Le débutant éprouve toujours quelque appréhension à voir la planète monter vers son capot. Il a tendance à refuser le sol, geste grave, parfois mortel. Il lui faut donc, tour de piste après tour de piste, apprendre à maîtriser la machine autant que ses réflexes.

Lorsqu'il domine enfin la situation, on peut envisager son lâcher. Pour certains, au bout de quelques heures, pour d'autres après plusieurs dizaines d'heures, pour d'autres encore jamais, parce que la peur demeure la plus forte.

C'est généralement lorsque l'instructeur quitte le bord pour la première fois que la tête de l'élève se vide. L'ordre logique des manœuvres et des contrôles, pourtant moult fois répétés, se perd dans un épais brouillard. Ce n'est pourtant guère le moment.

JAMES SARAZIN.

(Lire la suite page 15.)

Au fil de la semaine

Violence et terrorisme

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

L'ACTUALITE ne gouverne pas seulement les médias. Elle inspire aussi les auteurs d'essais, les chercheurs en science politique, les sociologues, les analystes de notre société. Elle leur offre soudain, et presque leur impose, des thèmes d'études dont ils s'emparent tous en même temps. Après un certain délai, paraissent simultanément une foule d'ouvrages, savants ou légers, qui traitent tous du même sujet. Ainsi les couturiers décident-ils au même moment, sans s'être pourtant donné le mot, ni s'être mutuellement plagiés, de tous raccourcir les jupes ou d'allonger les silhouettes, de privilégier les couleurs vives ou d'imposer au contraire tantôt le blanc, tantôt le noir.

La mode, en science politique, fut successivement ces dernières années de creuser la notion de dictature, puis l'idée d'Etat, et plus récemment les insuffisances et les perspectives de la démocratie. Aujourd'hui, une foule de livres, tout juste parus, ou à paraître sous peu, ont trait au pouvoir. C'est, avec la psychanalyse du communisme, le new look de l'année. De même, les sociologues semblent se détourner des débats des saisons passées sur la torture et sur le goulag, comme si tout y avait été dit, pour reporter leur attention sur deux autres phénomènes d'époque, l'un très classique, qui est la violence, l'autre moins examiné jusqu'à présent, le terrorisme.

∴

IL faut reconnaître que le problème du terrorisme est bien d'actualité, hélas ! et vaut la peine qu'on y réfléchisse. Quand on s'interroge sur le dernier quart du siècle, déjà bien entamé, et sur le monde de l'an 2000, comment ne pas se demander si le terrorisme ne tiendra pas, dans l'un et l'autre, une grande place ? Palestine, Japon, Allemagne fédérale, Italie, Irlande, Turquie, Espagne et dans nombre de pays aussi, ce qu'on nomme terrorisme d'Etat sans prendre garde qu'il s'agit là d'un pléonasme, il est partout, il s'étend, il semble annoncer ce « chaos de la violence indifférenciée » dont parlait René Girard dans « la Violence et le Sacré ». Si la « terreur de l'an mille » n'est qu'un mythe issu d'une page fameuse et fausse de Michelet, ainsi que l'a démontré avec éclat Georges Duby, voilà peut-être le ferment de la terreur de l'an 2000 !

Cependant, on mêle volontiers, dans une confusion qui accroît l'effroi, la violence et le terrorisme. Or, si le terrorisme est évidemment violent, toute violence n'est pas terroriste, il s'en faut. Et, contrairement à une idée fort répandue, la violence tend à reculer. « La conviction que l'époque contemporaine est particulièrement violente, a dit Jean Baechler (1), est une illusion certaine. Il suffit d'une petite culture historique pour se convaincre que la violence n'a cessé de diminuer depuis le Moyen Age. » De toute façon, la violence a mauvaise presse : elle est unanimement condamnée, même par ceux qui parfois y recourent. Il y a longtemps que le mot de Marx, qui voyait en elle « l'accoucheuse de la société nouvelle », n'est plus invoqué, du moins à haute voix.

Il en va tout autrement du terrorisme. D'abord parce que, s'il ne date pas lui non plus d'aujourd'hui, il ne se manifeste pas de façon permanente, mais par accès, et c'est précisément le cas en ce moment. Ensuite parce qu'il ne subit pas le même discrédit universel, fût-il hypocrite, que la violence.

Edgar Morin a admirablement décrit la dérive qu'il provoque dans le jugement populaire, à l'instigation de certains intellectuels. Ces derniers commencent par répudier l'action terroriste, tout en admettant qu'il est utopique de vouloir transformer le monde et la société sans violence. Mais le terrorisme est bientôt décodé comme un geste de protestation et un moyen de radicalisation des luttes. Dès lors, il apparaît comme un aspect d'un problème plus grave, qui est celui de la servitude, de la domination, de l'autorité... Qui donc réduit la politique à la barbarie, les terroristes ou leurs adversaires ? Quand le général Videla déclare que « les terroristes sont ceux qui répandent des idées contraires à la civilisation occidentale et chrétienne », qui est terroriste ? On en oublie la contradiction pourtant éclatante qui consite à tuer au nom de l'humanité, de la fraternité, pour construire une société plus juste. Et, de proche en proche, on finit par légitimer tout acte terroriste, même le plus horrible, qui sera inévitablement générateur de contre-terrorisme. Comprendre et expliquer, n'est-ce pas le rôle des penseurs et des philosophes ?

Dans le même temps, confortés par d'aussi savantes interprétations, les médias lui donnent la vedette en se gardant de l'assimiler au crime vulgaire. Cela fait bien l'affaire des terroristes, dont l'objectif principal est précisément, en inspirant la peur, d'obtenir le maximum de publicité pour leur action. Une nouvelle confusion s'établit non plus entre la violence, les pratiques illégales et le terrorisme, mais entre celui-ci et les luttes politiques, dont il apparaît comme l'une des formes parmi d'autres et qu'il faut se résoudre à admettre. Pêle-mêle, on invoque la révolte, le chômage, la jeunesse, comme s'il s'agissait là de justifications.

Et la rumeur s'enfle démesurément. Nul ne sait si les Khmers rouges ont exécuté des milliers ou des centaines de milliers, voire des millions, de Cambodgiens ; mais, de toute façon, ces massacres n'ont pas fait le dixième, le centième, du bruit provoqué par l'enlèvement et l'assassinat d'un seul homme, le président du patronat allemand Hanns-Martin Schleyer ou Aldo Moro.

∴

ET la France dans tout cela ? Bien sûr, en Bretagne, en Corse et ailleurs, le plastic, la dynamite t le cocktail Molotov figurent désormais, comme partout, dans l'arsenal des combats politiques et sociaux. Et il y a eu, ces derniers temps, les attentats visant des écrivains et journalistes, Jean Dutourd, Yves Mourousi... Cependant, nous ne sommes pas, semble-t-il — ou pas encore, — aussi atteints par le mal et la psychose qu'il provoque que plusieurs grands pays voisins.

L'un des premiers livres de la rentrée traitant du terrorisme, « la Machine à terreur », de Laurent Dispot (2), essai auquel on a ici emprunté quelques idées, apporte la réponse. Nous sommes si peu à l'abri, assure-t-il, que nous avons inventé le terrorisme. Le mot, en tout cas, né de la Terreur de 1793, est adapté dans toutes les langues, terrorismus, terrorism, terrorismo. La chose aussi, nous qui sommes les héritiers de Robespierre dont l'exemple n'a pas fini de faire des ravages et qui réclamons, sans y penser, qu'un sang impur abreuve nos sillons. Récupérer le feu populaire pour provoquer l'explosion d'un pouvoir par définition glacé, tel est le principe physique, décrit en mille métaphores thermodynamiques, de « la Machine à terreur ».

Méfions-nous, et d'abord de nous-mêmes : la Commune, rappelle encore Laurent Dispot, n'a-t-elle pas solennellement brûlé, le 6 avril 1871, au cours d'une cérémonie publique, la guillotine qui, un siècle plus tard, servait encore à couper quelques têtes chaque année ? Faire de la politique en tuant, et uniquement en tuant, cette pratique-là ne nous est pas étrangère, et elle pourrait bien, en effet, ici comme ailleurs, nourrir un jour quelque nouvelle « terreur de l'an 2000 ».

(1) Au colloque international Les terreurs de l'an 2000, organisé par la Fondation internationale des sciences humaines à Jouy-en-Josas (27-30 septembre 1975).

(2) Grasset. Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy, 305 p., 42 F.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

EL PAIS

Devises naturistes

Après quatre ans de chute ininterrompue dans un secteur-clé de son économie, l'Espagne va cette année battre tous les records d'affluence touristique. M. Aguirre, directeur général du tourisme, espère atteindre le chiffre de trente-huit millions d'étrangers en 1978, qui rapporteront à l'Espagne plus de 4 800 millions de pesetas. La raison de cette progression, d'après M. Aguirre, est due *« à la transition pacifique vers la démocratie depuis la mort de Franco en 1975 »*.

De plus, *« de nouvelles et importantes perspectives touristiques s'ouvrent sur l'Espagne »*, nous révèle le journal madrilène *EL PAIS*. En effet, le naturisme vient d'être autorisé au-delà des Pyrénées.

« Plus de vingt millions de personnes sont actuellement membres de la Fédération naturiste internationale — près de huit millions d'entre elles venant de la seule Allemagne. Cela représente donc un immense potentiel touristique pour notre pays. Pour comprendre l'importance de disposer de camps et de plages pour la pratique contrôlée du naturisme, il suffit de rappeler que 75 % des touristes qui se rendent en Corse, ou, encore, les 25 % de ceux qui passent leurs vacances en Yougoslavie appartiennent à la Fédération naturiste internationale. »

La région choisie pour accueillir les naturistes est le sud-est de l'Espagne. L'Alméria, précise *EL PAIS*, dispose de 195 kilomètres de côtes, avec de nombreuses et charmantes plages désertiques.

Daily Mail

Un bon rapport qualité-prix

Le correspondant aux Etats-Unis du quotidien anglais *DAILY MAIL*, rapporte cette histoire édifiante :

« Un enseignant a écrit au journal local de Lafayette, en Louisiane, pour protester contre le bas niveau des salaires des professeurs auxiliaires. A la dernière ligne de sa missive, l'auteur demandait : « Qu'espère-t-on avoir pour ce prix ? » *La réponse était dans le texte : sept fautes d'orthographe... »*

TRIBUNE DE GENÈVE

Les élèves du train de 7 h. 56

« En Angleterre, les banlieusards forment une race à part. Ils ne craignent pas de voyager pendant une heure ou davantage pour se rendre quotidiennement à leur travail », rapporte *LA TRIBUNE DE GENEVE*.

« Une petite minorité utilise l'automobile mais la plupart empruntent le rail. Ces heures passées dans les trains ne leur paraissent pas trop pesantes. Certains lisent le journal, un livre ou des documents professionnels, d'autres dorment. Personne ne se livre à la moindre conversation. Ce serait une intrusion dans la vie privée. (...)

» Toutefois, dans un wagon de l'express Brighton-Londres de 7 h 56 (du matin), l'atmosphère est totalement différente. Quelques personnes parlent, d'autres écoutent en suivant dans un livre ou en regardant des reproductions en couleurs. On entend même des rires.

» Il s'agit d'une « voiture de la culture », ou « brain train » (train du cerveau), ainsi que l'a surnommée la presse anglaise, ou, plus prosaïquement, du British Rail Study Group, *comme l'indiquent des papillons collés aux vitres du wagon réservé. (...)*

» Pour observer de près comment se déroulent ces heures studieuses, je suis montée dans le wagon un mardi matin, en gare de Brighton, et j'ai assisté en une heure à une leçon de français, à une leçon d'histoire de l'art sur Picasso, à une discussion sur les problèmes de l'aide au tiers-monde et à une leçon d'allemand ou presque. (...)

» Il ne s'agit pas toujours de « cours », car il n'y a pas de professeur. Les cinq ou six participants, qui sont fonctionnaires ou appartiennent à des professions libérales, se partagent les tâches. A tour de rôle, l'un d'eux est chargé de préparer le résumé d'un chapitre tiré d'un ouvrage. Son exposé est suivi d'une discussion.

» Les leçons de français et d'histoire de l'art, en revanche, sont données par des enseignantes professionnelles venant du Centre pour l'éducation continue de l'université du Sussex à Brighton. Celles-ci étant rémunérées, les élèves ont payé un droit d'inscription. Habituées à des circonstances plus paisibles, elles ne se plaignent pourtant pas des cahots. Seuls les tunnels les forcent à se taire. »

THE GUARDIAN

Comment traverser le désert sans trop se fatiguer

Qu'y a-t-il de commun entre une 2 CV Citroën et un chameau ? Mille choses, si l'on en croit la publicité de la firme automobile française dans le *GUARDIAN* :

« CONSOMMATION :

— *2 CV : 5,1 litres d'essence aux 100 kilomètres à 90 kilomètres à l'heure.*

— *Chameau : 6 miles par kilo de buissons épineux à 3 miles à l'heure.*

VITESSE :

— *2 CV : 68 miles à l'heure*

— *Chameau : 30 miles par jour.*

SUSPENSION :

— *2 CV : hydraulique, très confortable, même pour les longs voyages.*

— *Chameau : laissez votre dentier chez vous.*

SIEGES :

— *2 CV : quatre, très confortables.*

— *Chameau : un seul, désespérément inconfortable.*

DIRECTION :

— *2 CV : à crémaillère.*

— *Chameau : mors et bride (tendance à mordre le mors).*

TOIT OUVRANT :

— *2 CV : oui, mais peut aussi se fermer.*

— *Chameau : oui.*

ROUES :

— *2 CV : Michelin X à carcasse radiale. Si vous crevez, il y a une roue de secours.*

— *Chameau : quatre pattes, pneus pleins. Si une patte casse, avalez le chameau.*

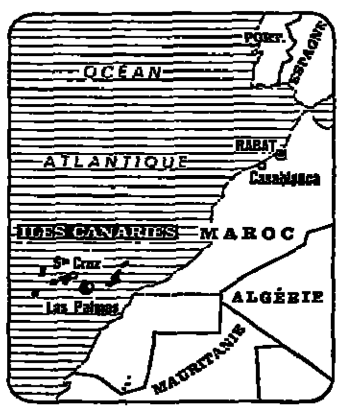
PRIX :

— *2 CV : 1 767 livres (plus 56,16 livres de mise à disposition).*

— *Chameau : pour toi, Effendi, une fille jeune et un sac de sel. »*

Lettre des îles Canaries

Le cauchemar de l'Espagne



« *LAS islas afortunadas* » : les îles heureuses. Peut-être, dans un lointain passé, les îles Canaries furent-elles effectivement heureuses. Mais actuellement, pour les 1 250 000 Canariens (1), l'heure serait plutôt aux grandes interrogations et à l'inquiétude face à l'avenir, l'action du mouvement indépendantiste, le M.P.A.I.A.C. (2), n'ayant pas peu contribué à semer le doute dans les esprits.

L'argumentation des partisans de l'indépendance de l'archipel tient en quelques mots : les Canaries sont une terre africaine colonisée, occupée militairement et exploitée par l'Espagne, qu'il est urgent de libérer afin d'en faire une *« république socialiste, africaine, membre de l'O.U.A. et de l'ONU »*.

Que les Canaries, ces sept îles — d'une superficie totale de 7 500 kilomètres carrés — à 7 000 kilomètres de la péninsule et à quelques dizaines seulement des côtes du Sahara occidental, soient géographiquement africaines ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais M. Antonio Cubillo, le chef du M.P.A.I.A.C., ne se limite pas à cette simple constatation quand il invoque l' *« africanité »* de l'archipel. Ainsi n'hésite-t-il pas à se référer à une population indigène, les *« Guanches », qui, selon lui*, serait opprimée par les colonisateurs ibériques. N'affirme-t-il pas se battre pour créer une république *« guanche »* ?

Le seul ennui, c'est qu'il n'y a aux Canaries aucune population indigène, les fameux *« Guanches »*, ces géants blonds à la peau claire qui peuplaient l'archipel lors de l'arrivée des Espagnols, ayant presque tous été exterminés au quinzième siècle, lors de la conquête, les rares survivants se métissant avec les envahisseurs ibériques. Si les mots ont encore un sens, les Canaries ne sont donc pas une colonie, au sens strict du terme.

Si la position du M.P.A.I.A.C. n'est en effet absolument pas défendable pour ce qui est de l' *« africanité »* des îles, son argumentation ne se limite pas à cela. M. Antonio Cubillo prétend également que l' *« occupation »* se double d'une exploitation économique de type colonial. L'argument mérite d'autant plus de considération que les Canaries se trouvent actuellement dans une situation économique et sociale déplorable que n'explique pas entièrement la crise économique qui frappe l'Occident.

L'agriculture a longtemps joué le rôle de poumon de l'économie locale, malgré des conditions extrêmement défavorables (sol ingrat, manque d'eau dramatique). Aujourd'hui encore, elle se classe à un rang honorable pour certaines productions comme le tabac — 5 % de la production nationale en 1974 (3), — les tomates — 7,5 % de la production espagnole en 1974 — et surtout les bananes — pratiquement 100 % de la production nationale chaque année. Néanmoins, d'autres chiffres illustrent bien le drame de l'agriculture canarienne : en 1973, le secteur agraire concourait pour 10,6 % à la formation du produit net des îles, occupant 22 % de la population active. En 1960, ces chiffres étaient respectivement de 21,9 % et de 56,5 %.

COMME la situation est aussi mauvaise dans le secteur de la pêche, des milliers de personnes ont quitté et quittent encore ces deux activités traditionnelles en déclin pour aller s'entasser dans les bidonvilles de Las Palmas ou de Santa-Cruz-de-Tenerife, attirées par le mirage du tourisme, cette poule aux œufs d'or de l'archipel. Depuis la fin des années 60, et de façon croissante, toute la vie des Canaries repose sur cette *« monoculture »* du tourisme, comme disent avec humour certains Canariens. Là apparaît au grand jour l'indifférence qu'a toujours manifestée le régime franquiste à l'égard des îles : jamais Madrid n'a eu pour les Canaries un plan de développement cohérent, adapté aux réalités locales.

L'absence totale d'industrie — que ne justifie absolument pas le manque de matières premières — en témoigne abondamment. Jamais Madrid ne semble avoir considéré les Canariens comme des citoyens à part entière. A cet égard, le taux d'analphabétisme de la région, 12,6 % en 1970 (4), le plus élevé d'Espagne — un taux presque « digne » de celui d'un pays du tiers-monde, — se passe de commentaires. Comment dès lors s'étonner qu'une forte proportion de Canariens se détournent de la péninsule, sans pour autant lier leur avenir à celui de l'Afrique toute proche — bien au contraire ? Le mot « africanité » agirait plutôt comme un repoussoir.

De ces deux phénomènes, on peut, bien sûr, tirer la conclusion qu'il existe une nation canarienne, et, de là, prôner l'indépendance de l'archipel. N'est-ce pas là, d'ailleurs, ce qui sous-tend l'action de Cubillo et de ses compagnons ? Mais n'est-ce pas aller un peu vite en besogne ? Certes, les Canariens, mécontents de leur situation et surtout abandonnés à eux-mêmes, ne manquent pas une occasion de marquer leur particularisme face aux *« Godos »* (5), mais c'est là un phénomène de repli sur soi fréquent en période de crise économique exacerbée. De là à en conclure qu'il existe une nation canarienne, quand bien même elle existerait, cela ne présagerait d'ailleurs en rien du statut des Canaries : l'Espagne n'a-t-elle pas la particularité d'être un Etat multinational.

A ces considérations, il faut ajouter le problème géopolitique posé par l'archipel, véritable porte-avions ancré à quelques encâblures du continent noir. L'OTAN, dit-on, serait très intéressée par la base navale que va construire l'Espagne au sud de l'île de la Grande Canarie.

En fait, le fond du problème, quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage, semble bien être l'angoisse que provoque chez les Canariens l'incertitude du futur. Traumatisés par la manière dont Madrid a abandonné le Sahara occidental et en proie à de terribles difficultés économiques, les Canariens veulent avant tout être rassurés. Tant que le pouvoir ne se sera pas attelé à cette tâche, les Canaries resteront sans doute le cauchemar de l'Espagne...

CHRISTIAN CHAISE.

(1) Chiffre de 1974.

(2) Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien.

(3) Tous les pourcentages concernant le secteur agricole proviennent de : « *Renta nacional de Espana y su distribucion provincial* », Banco de Bilbao. Cités in Juan Antonio Sans : « *Agricultura y Sociedad - Algunos aspectos del desarollo capitalista en la agricultura canaria* », 1977.

(4) Instituto Nacional de Estadistica.

(5) Nom donné par les Canariens aux Espagnols de la péninsule.

CHAUVE-SOURIS

L'eau bénite empoisonnée

LO, petite localité ouest-flamande située près de la frontière française, à 4 kilomètres de Furnes, célèbre pour ses biscuits et sa gastronomie, vient de trouver une solution originale pour un problème qui tracassait le curé et ses ouailles depuis de nombreux mois : dans l'église de Lo, il y avait plus de chauves-souris que de paroissiens !

Dans la belle église médiévale, il y a autant de trous que dans un gruyère, et les chauves-souris s'introduisaient sans difficulté. Elles avaient suivi le précepte biblique « Croissez et multipliez », et la situation était devenue intenable. Le curé avait tout essayé, mais en vain.

Jusqu'au jour où un paroissien plus astucieux que les autres a découvert la « solution finale » : on a empoisonné l'eau du bénitier, abreuvoir des chauves-souris bigotes. L'eau bénite empoisonnée les a toutes supprimées. Pour éviter tout accident, on avait averti au préalable les grenouilles de bénitier.

PIERRE DE VOS.

RÉFÉRENCES

Louis XVII aux Seychelles

MME GEORGES, est un excellent cordon-bleu et l'Auberge Louis-XVII, dont elle est propriétaire, est, à juste titre, réputée l'une des plus agréables de l'île Mahé. Références qui comptent aux Seychelles, archipel qui tire l'essentiel de ses ressources du tourisme.

Cependant, ce sont moins les vertus culinaires de Micheline Georges et ses dons d'hôtesse — quelle que soit l'excellence des unes et des autres — qui font le succès de son établissement. Le fait que la rumeur publique la fasse descendre en droite ligne de l'infortuné Louis XVII, dont l'histoire officielle a pourtant enregistré le décès à la prison du Temple, contribue à son aura personnelle et à celle de l'auberge.

Les Seychelles ont leur Naundorff (1) : Louis Poiret, ancêtre de Mme Georges. Tout a, semble-t-il, commencé une nuit de 1856, dans une humble case de feuillage lorsque celui que les insulaires dénommaient respectueusement « M. Louis », rendant l'esprit dans les bras du vieux nègre qui lui servait de cuisinier et de valet de chambre, dit au prêtre venu recueillir sa confession : *« Je jure devant mon souverain maître qui est là et qui va me juger que je suis le fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette, assassinés tous les deux par la Révolution... »*

Faisant les honneurs de son hôtellerie, *« la descendante de Louis-Poiret »* (*« c'est plus juste »*, indique-t-elle d'abord avec modestie) raconte l'essor du tourisme, son impact sur l'économie seychelloise, sur la manière de vivre des insulaires. Puis d'elle-même, insensiblement, elle en vient à Louis Poiret, à son voyage par voilier de Dunkerque à Victoria, aux grandes étapes de sa vie dans l'archipel. D'une variante à l'autre, de contradiction en contradiction, nous partons sur les ailes du rêve. Histoire de France ou roman de cape et d'épée ? *« M. Louis »* était-il un illuminé, un fou, un imposteur, ou plus simplement un de ces orphelins qui, à l'époque de la Terreur, fuirent la France pour l'exil ?

Les heures passent. Le soleil a depuis longtemps disparu dans les flots de l'océan Indien. Les roussettes rythment avec le bruissement de leurs ailes une sorte de danse macabre. Dans le grand salon, le parquet de teck embaume la cire d'abeilles. Le gouverneur Jean-Baptiste Queau de Quinssy, dont le portrait trône, enfermé dans un somptueux cadre d'acajou, arbore un sourire énigmatique. Mme Georges est toujours aussi volubile. Croit-elle ou non être réellement apparentée au dernier capétien ? Sans doute... Sa fillette se querellant avec un camarade de jeu dans une pièce voisine, Micheline Georges la réprimande : *« Cesse immédiatement, Marie-Antoinette... Ici, tout de suite. »*

PHILIPPE DECRAENE.

(1) Faux dauphin de France, né à Potsdam en 1787, mort à Delft en 1845.

LE CAIRE

La ville sauvée des eaux ?

LA capitale de l'Egypte est en danger à cause des eaux. Non point celles du Nil, le grand fleuve n'ayant plus de crue depuis la construction des barrages ; ni celles du ciel, la pluie ne tombant guère que deux ou trois fois par an sur Le Caire. L'immense cité est très prosaïquement menacée par les eaux de ses égouts.

Le problème date de plusieurs années. De nombreuses bouches d'égouts furent empêchées d'exploser par des blocs de béton qu'on déposa sur elles, ces blocs étant malicieusement surnommés par l'homme de la rue : « tombeaux de la municipalité. » *Dans certains secteurs du quartier surpeuplé de Choubra, la population, comme à Calcutta, a dû apprendre à vivre avec ses rues muées en mares verdâtres et malodorantes.*

Au Vieux-Caire, la crypte où vécut la Sainte Famille est inondée en permanence par une eau putride qui ronge les fondations de la plus vieille église égyptienne. Dans la rue Moezz-El-Dine-Allah, au cœur du Caire musulman, le travail des eaux dans les murs de soutènement des bâtiments met sérieusement en péril des mosquées millénaires, joyaux de l'art islamique. La remontée des eaux d'égouts est également responsable de la mise hors d'usage de plusieurs dizaines de milliers de lignes téléphoniques dans la capitale.

Le problème du trop-plein des égouts a pris récemment une ampleur accrue. Il ne se passe plus de semaine sans qu'un immeuble aux fondations gangrenées par l'humidité s'écroule (plus de deux cents morts en moins d'un an dans ce genre d'accident, selon les chiffres officiels, et beaucoup plus si l'on en croit les Cairotes). Le tramway Le Caire-Héliopolis a déraillé à la suite d'un affaissement de la voie ferrée minée par les eaux.

Enfin, tout un quartier, Embabeh, là où eut lieu la bataille dite des Pyramides entre Bonaparte et les mamelouks « s'est transformé en une Venise d'un genre particulier (...). le niveau de l'eau a atteint un demi-mètre (...) et les habitants, faute de gondoles, en sont réduits à se déplacer en charrettes ou à barboter », *écrit le quotidien* le Progrès égyptien. *Cruelle ironie du sort, Embabeh, où vivent plusieurs centaines de milliers de personnes, est le secteur du Caire où se sont établis les Nubiens chassés depuis dix ans de leur province par la montée des eaux du haut barrage d'Assouan...*

Dans d'autres endroits de la ville, y compris à proximité du centre, des eaux sales inondent périodiquement caves, magasins et garages situés en sous-sol.

« Les responsables des égouts se déclarent incapables de remédier à la situation, en raison de la faiblesse des moyens dont ils disposent. Plus de 3 millions de mètres cubes d'eau potable sont distribués quotidiennement alors que les canalisations des égouts ne peuvent charrier que 1,5 million de mètres cubes le liquide ». *Indique encore le* Progrès égyptien. *Le Grand-Caire, qui compte plus de neuf millions d'âmes, est équipé pour trois millions de résidents. Les habitants des quartiers envahis par les eaux usées n'ont qu'un espoir, et ils l'expriment tout haut,* « c'est que les égouts éclatent bientôt dans les belles rues où vivent ministres et hauts fonctionnaires ». *A ce moment-là, espère la population, le gouvernement sera obligé de mettre sur pied un plan général de réfection des canalisations souterraines. Les autorités voudraient, quant à elles, qu'une organisation internationale (mais laquelle ?) les décharge de ce dossier. En dernier ressort une rumeur propagée par les bureaux de l'administration veut que* « les Anglais en partant (il y a un demi-siècle) aient détruit ou emporté le plan des égouts cairotes »... *tes »...*

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

CORRESPONDANCE

L'art de la prononciation

La chronique « Au fil de la semaine » intitulée « Rénumérations et aréoports » (le Monde daté 6-7 août) a inspiré à M. Guy Perronne, de Viry-Châtillon, ce petit guide humoristique de prononciation :

1. — Tous les noms étrangers se prononcent à l'anglaise. Le W, en particulier, ne se prononce jamais comme un V, surtout dans les mots allemands. C'est ainsi que l'on dit Houill Brante, Houaltaire Ulbritch, la Ouest-fâlie, Kâât Houaldaïm et non Kurt Waldheim, Loudouigchafaine, Fridrikchafaine, le président Huoaltaire Chill et non Scheel. On dit naturellement Volksouagaine et un édelouèsse. Mais quand dira-t-on des houagons de tchemins de fer ?

Une exception : Bundestag se prononce, soi-disant à l'allemande, Boundechtag.

On écrit Shangaï et non Chang-haï, mais on prononce néanmoins Tchang-haï et non Sangaï. De même Chang Kaï-chek s'énonce Tchang Kaï-tchéque.

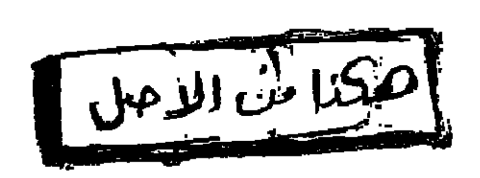
Pour ce qui est des noms russes, on peut écrire et dire, par exemple, Chaarnski, Tcharanski, Chtaranski, mais surtout pas Chtcharanski. On dit Kosmosol et non pas Komsomol, Iliout-chine et non pas Iliouchine ;

2. — Chacun sait qu'un e muet ne se prononce pas (on ne dit pas un pêteuse ni Charleu de Gaulle). Mais, curieusement, c'est l'absence même de cet e qu'il faut marquer fortement. En bréfeu, quelques exemples : le houikenne deudu 15 août, les rapporeux du tiercé, un testeu-match, un match heunule ou un match beurtour au Parkeu des Princes. Paris Cédexeu 16 etc. ;

3. — A signaler, à tout thasard, et ceci est thors de doute, que l'h aspiré n'est plus de mise ;

4. — Lorsque l'on entend l'annonce faite souvent vers 7 heures : *« Téléphonez dès maintenant jusqu'à 10 heures »*, ne pas en déduire qu'il faut garder la ligne pendant trois heures, au risque de faire « sauter » le standard.

N.B. — Le boulevard Malézerb ne se trouve pas dans l'archipel des Mollusques.



RADIO-TELEVISION

« L'HERBE CHAUDE »

Le monde intérieur d'une femme

C'EST une femme qu'on appelle Noune. Une bourgeoise. Elle a quarante ans, son mari fait une belle carrière d'homme d'affaires, elle n'a pas d'enfants. Elle aime bien vivre, de temps en temps, en Provence, dans sa maison de l'arrière-pays, au-dessus de Saint-Tropez. C'est par là qu'elle assiste à un accident de la route et voit, sur une civière, une jeune femme morte, une inconnue dont elle apprend, par hasard, l'identité.

A l'énoncé de ce sujet, on va se dire : on a déjà vu cela, la crise de la quarantaine, la femme qui s'ennuie et qui, devant la mort d'une autre, va remettre sa vie en question ! C'est cela, sans doute, mais un sujet, même souvent traité, n'existe que par son style. Ce film, tourné pour la télévision, ne relève pas de la psychologie apparente chère au cinéma français. D'ailleurs, le cinéma français s'intéresse plutôt aux hommes en crise à l'approche de la quarantaine ou de la cinquantaine.

Enquête sur une morte

Françoise Verny et Maurice Frydland, qui ont adapté ensemble le roman de Claire Dumas, l'Herbe chaude *(Prix du livre de l'été 1975), sont toujours fidèles à leurs auteurs. De plus, il est évident que la réalisation de Frydland a capté la dimension romanesque (moderne) d'un comportement appartenant à la littérature « non dramatique » qui a tant marqué, depuis Antonioni, les cinéastes contemporains. Extrêmement découpé en scènes longues ou courtes, qui lui donnent le rythme des impressions, des souvenirs, des pensées, des déambulations de Noune entre la Provence et Paris, le récit porte l'obsession latente de la mort, ressentie comme un choc psychique, réfléchie comme la fin de quelque chose qui va être, pour Noune, sa dépendance à l'égard de son mari. Noune mène une sorte d'enquête sur Martine, la morte, ce qui l'amène à mieux comprendre son existence à elle. On verra, au petit écran, ce qu'il en advient.*

A travers le comportement de Noune, Maurice Frydland peint magnifiquement le monde intérieur d'une femme tel qu'il affleure à ses yeux, à ses gestes, à ses larmes, à sa voix, à ses rapports avec les autres soudain transformés par le spectacle de la mort. Une femme heureuse qui prend conscience qu'elle n'a jamais été libre d'elle-même, mais ne sait pas trop quoi faire de cette découverte déchirante. Une femme qui ne se plaint pas, mais dont l'être entier est la proie, l'enjeu, d'un combat personnel. Noune, c'est une actrice dont on savait qu'elle avait du talent, mais qui n'avait jamais eu l'occasion de le montrer avec une telle intensité, dans un aussi beau rôle. A l'opposé d'une performance qui ne mettrait en jeu que le « métier », Lucienne Hamon exprime son personnage du plus profond d'elle-même, rend sensibles par une infinité de nuances qui sont, en fait, le naturel le caractère de Noune, les hésitations, les sentiments, la force et la faiblesse mêlées de celle qui ne veut plus être seulement « la femme de Gérard ». Ce que fait là Lucienne Hamon est très beau, discrètement émouvant.

Dans ce film, où les hommes (des petits rôles) sont plutôt en retrait, toutes les femmes, outre Lucienne Hamon, ont une présence très juste, très vivante : Micheline Presle, Nadine Alari, Gisèle Casadesus. Mais ce n'est pas la première fois qu'on se rend compte que Maurice Frydland sait très bien choisir et diriger les actrices.

JACQUES SICLIER.

★ Mercredi 27 septembre, TF 1, 20 h. 30.

UN ENTRETIEN AVEC JEAN-MARIE CAVADA

« A l'écoute des gens qui nous regardent »

Ancien rédacteur en chef à Antenne 2, puis à R.T.L., Jean-Marie Cavada a été nommé, le 24 août dernier, directeur adjoint chargé de l'information à FR 3. Il inaugurera, lundi 25 septembre, la nouvelle formule de journal national de la chaîne, qui comprendra désormais deux éditions, à 19 h. 10 et à 22 h. 15. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il précise ses intentions et sa conception d'une « autre télévision ».

« Comment s'est passé votre départ de R.T.L. ?

— Mon départ de R.T.L. s'est passé sans aucun problème, et, la preuve, c'est que nous allons entamer une formule de collaboration extérieure, qui était prévue d'ailleurs, et pour laquelle le président de la société FR 3 a sollicité l'autorisation, puisqu'il la fallait, du conseil d'administration. Je tiens à conserver une signature dans la mesure où cette signature, d'abord, est la mienne et le fait de personne d'autre, c'est mon capital, et dans la mesure, ensuite, où une signature à la tête d'une équipe apporte forcément une garantie de crédibilité, si la signature est bonne.

— Pourquoi êtes-vous parti ?

— Je considère que le journalisme est un métier, et la notion de carrière me semble importante — non pas au sens du carriérisme, mais plutôt d'une trajectoire qui consiste à effectuer les différentes étapes que comporte ce métier, de façon à prendre un poids et une surface qui permettent de mieux englober les problèmes de presse. Depuis longtemps, je suis intéressé par les problèmes de gestion de presse autant que par les questions d'écriture, de style et de reportage. Pourquoi ? Parce que la presse est ce que son moyen économique en fait. En 1972, sur la deuxième chaîne, que dirigeait Pierre Sabbagh, j'avais la charge d'un service d'une quinzaine de personnes, pour la politique étrangère et l'économie internationale, ensuite, j'ai été rédacteur en chef adjoint, puis rédacteur en chef : là, je me suis occupé de gestion. A R.T.L., c'était plutôt, presque exclusivement, l'antenne.

» Des difficultés à l'intérieur du groupe, et je m'en tiendrai à ce mot, font que ne m'apparaissait pas clairement l'avenir de la station. Deuxièmement, je ne voulais participer à aucune des choses que je voyais se développer. Troisièmement et surtout, la proposition de FR 3, qui datait de plusieurs mois, avait pour intérêt, si les promesses qui m'ont été faites sont tenues, de regrouper des secteurs éparpillés, pour en faire une petite rédaction capable de se mobiliser sur un projet.

— Quelles leçons tirez-vous de votre passage dans le privé ?

— Je crois que le privé a ses avantages, qui sont importants, et qu'il a aussi ses inconvénients. Je ne prends pas le service public pour un milieu nécrosé et à peu près aussi dynamique que l'aurait été une administration de 1890 ; il y a des blocages dans le service public, mais on y trouve aussi des gens de très bonne qualité. Au total, moi, j'ai bien aimé le privé parce qu'il a des méthodes et des capacités de réaction rapides. La leçon qu'il nous donne est une leçon d'efficacité ; si on sait ce qu'on veut, cela va plus vite de se fixer une politique et de l'appliquer, c'est plus simple. R.T.L. emploie quatre cent vingt et quelques personnes ; F.R. 3 plus de trois mille personnes réparties sur l'ensemble du territoire français et international ; cela ne se commande pas de la même façon.

L'autre information

— Allez-vous appliquer cette « vitesse » à votre gestion de l'information dans le secteur public ?

— D'abord quand vous dites « je », considérez que j'ai auprès de moi trois personnes qui sont Robert Piétri pour les informations nationales, Michel Huth pour l'édition Paris-Ile-de-France et les journaux régionaux et André Sabas pour la présentation. J'ai son accord. Ce que je recherche, et pour l'instant cela me semble atteint, c'est une cohésion de garçons jeunes qui ont l'ambition et la surface de diriger d'autres gens, et avec qui je veux former une sorte de « team », une équipe soudée, pour appliquer deux ou trois idées auxquelles nous tenons.

» La politique de la chaîne est soumise à deux notions : les moyens financiers et les objectifs fixés par le cahier des charges. Il n'est écrit nulle part que l'on doit faire une sous-information médiocre, incolore, inodore, et si possible ne pas avoir de bons sondages. La loi, pour être pleinement appliquée, suppose au contraire une bonne information, regardée par les gens, qui soit l'information de tout le monde, et qui, si possible, donne à l'aspect régional de la loi de 1974 une crédibilité dans ce domaine. Car il y a un succès incontestable, c'est celui des journaux régionaux, qui sont les plus écoutés de France. Cette réforme n'a pas sa crédibilité si nous ne sommes pas capables de montrer aux gens qui habitent Marseille ce qui se passe à Lille. Regardons un peu ce qui se passe en Allemagne sur le plan de la régionalisation, ou regardons ce que font les Américains dans le système local-national : c'est cela que nous allons faire.

— Pour rendre crédible ce journal, estimez-vous avoir la totalité des moyens que vous souhaitez et une marge d'action suffisante ?

Nous sommes dans un cadre financier déterminé par le budget annuel. J'ai accepté ce cadre en venant, je sais ce qu'est FR 3. On m'a demandé sans ambiguïté, qu'il s'agisse du directeur général de la société ou de son président — le président déterminant une politique, le directeur général l'appliquant, — d'essayer de donner à l'information de FR 3, je dirais deux dimensions. La première c'est de faire vraiment un bon journal ou une bonne information, la meilleure possible sur la chaîne. Pourquoi ? Parce que cette chaîne qui a une bonne image spécifique en matière de programmes, conservait une image floue en matière d'information, à l'exception peut-être de « Vendredi » qui, depuis son début, s'est montré, même si la forme était parfois un peu vieillotte, une très bonne émission, bien faite, intéressante. L'objectif est donc de donner à l'information une image identique au programme, de rétablir l'équilibre pour que la chaîne ait une image cohérente.

» La spécificité de FR 3 tient d'abord à sa vocation régionale, ensuite aux films et aux spectacles. Notre problème est de mettre l'information à ce niveau. Nous nous sommes donné trois instruments. Le premier est l'ensemble 19 h. 10 - 19 h. 40, qui a semé un frisson. On me dit que c'est de l'inquiétude. Je pense qu'il est aussi le reflet des propres interrogations internes de certaines sociétés.

» On a voulu faire un système qui existe depuis très longtemps dans la presse écrite, c'est-à-dire un cahier national et international puis des éditions régionales. Nous avons un cahier national unique de dix minutes qui sera en gros un flash avec des titres mais qui sera le plus complet possible ; après quoi le journal se répartit en vingt-deux éditions régionales. Cela signifie que, si vous êtes spectateur, nous vous offrons la possibilité, sur FR 3, d'être informé sur tout ce qui se passe en France et dans le monde, assez rapidement, puis de vous renvoyer ensuite si vous en avez le goût à vos journaux nationaux, à Gicquel ou à Poivre-d'Arvor. Nous ne cherchons pas du tout à débaucher de la clientèle. Si elle nous aime bien, elle viendra d'elle-même. Nous pensons que le temps de l'information proche du lieu où l'on habite est arrivé. C'est d'abord cela qui intéresse les gens.

» Le deuxième instrument, c'est le « Journal » de 22 h. 15. Nous voulons faire une information complète et concise, et, aussi, plus proche des gens qui nous regardent. C'est cela, peut-être, la régionalisation : être à la portée et à l'écoute des gens qui nous regardent. Cela veut dire que nous irons voir comment ils vivent, ce qu'ils pensent, que nous leur ferons exprimer ce qu'ils ont dans le ventre, ce qu'ils ont envie de dire.

» Vous voyez bien que tout cela tourne autour d'une idée qui s'appelle « l'autre télévision ». Vous regardez TF 1, Antenne 2, qui sont des grands médias très bien faits. L'autre information, c'est tout ce qu'ils n'ont pas le temps ou l'envie ou les moyens de faire. Nous allons occuper un créneau libre. Notre ton sera complètement différent, décontracté, si possible avec un peu d'humour. Je ne trouve pas qu'il faille mourir d'ennui ou de tristesse chaque fois qu'on annonce une information.

» Bien sûr, aucun d'entre nous n'a envie de faire une pastille euphorisante, et d'ailleurs ça ne prendrait pas. L'autre télévision sera plus proche des gens, parce qu'on réfléchit avec eux et qu'on ne les assomme pas de notre prêche, et parce qu'on a les moyens de les écouter.

L'autre télévision, c'est aussi l'idée que les gens consacrent beaucoup de temps à leur économie personnelle, à l'organisation de leurs loisirs, de leur intelligence, de leurs goûts. Le journal du vendredi, samedi, dimanche aura une autre sensibilité, traitera plus rapidement de l'actualité nationale et internationale, et essayera de se donner la tonalité « loisir ».

— Avez-vous une marge d'action suffisante ? Sans polémique, FR 3, plus que tout autre chaîne, a une forte tradition gaulliste. Les structures actuelles vous autorisent-elles des gestes amples ?

— Ma réponse, c'est que nous sommes là en tant que professionnels, et que nous n'avons de leçon d'honnêteté professionnelle à recevoir de personne... Je ne suis pas un provocateur, je suis même plutôt tout le contraire.

— Serez-vous particulièrement sensible aux sondages ?

— Ce n'est pas la règle d'or, mais c'est une des forces indiscutables qui guident une politique d'information. Faire des journaux brillants pour nous et notre famille, ce n'est pas le but de l'argent public ; et les sondages sont quand même le reflet d'un état d'esprit et d'un niveau de crédibilité dans le public. On ne peut pas travailler sans les sondages. Ils sont bas actuellement ; il y a une chute énorme entre le film et le début du journal par exemple. Si on pouvait corriger modestement ce chiffre, de quelques petits points, en fin de soirée, on serait bien contents. »

« LE TEMPS D'UNE RÉPUBLIQUE »

La vie des gens ordinaires

LES historiens d'aujourd'hui, on le sait, ne veulent pas se contenter de raconter la vie des hommes illustres ou les « grands événements » qui ont fait la France, ils s'efforcent désormais de reconstituer le passé vécu par la masse des gens, par le peuple des campagnes ou des bourgs, par ceux qui, tel Fabrice à Waterloo, n'ont eu du cours des choses qu'une représentation partielle, subjective, et qui sont, ensemble, les vrais acteurs de l'histoire. Pour les spectateurs, une telle approche a cessé d'être nouvelle, mais le succès inattendu du livre d'Emmanuel Le Roy-Ladurie *Montaillou, village occitan* a prouvé que le public était prêt, lui aussi, à recevoir cette vision plus « démocratique » des temps anciens, à s'intéresser au simple soldat plutôt qu'au général en chef, à la lente montée des doléances dans un village de Touraine *(1788,* de Maurice Failevic, présenté aux « Dossiers de l'écran » au printemps dernier) plutôt qu'à Robespierre ou à Marie-Antoinette, à l'existence *quotidienne des* Français sous l'occupation *(le Chagrin et la Pitié,* d'André Harris et Alain de Sédouy) plutôt *qu'aux faits et gestes de Pétain ou du général de* Gaulle.

Claude Barma, responsable des feuilletons et séries sur Antenne 2, a donc choisi de présenter en six épisodes le point de vue de « l'homme de la rue » sur la III[e] République. A l'occasion de six « moments charnières », *le Temps d'une République* — c'est le titre de la série — *nous* apparaît ainsi à travers le regard de ceux qui ont vécu à la base, et non au sommet : les instituteurs, ces missionnaires de l'esprit nouveau *(Un hussard noir en pays blanc,* par Pierre Miquel, réalisation d'Alain Boudet, thème du prochain dossier de l'écran) ; les soldats de la Grande Guerre, chair à canon sacrifiée par un état-major incapable *(De guerre lasse,* par René Wheeler, réalisation de Louis Grospierre) ; les femmes à la conquête de leurs droits *(Marthe, dix-neuf ans en 18,* par Daniel Goldenberg, réalisation de Roger Kahane) ; les manifestants du 6 février 1934 *(Un soir d'hiver, place de la Concorde,* par Yves Courrière, réalisation de Roger Gaut) ; les travailleurs bénéficiaires des premiers congés payés *(le Bord de mer,* par Max Gallo, réalisation de Michel Wyn) ; les habitants d'un petit village du Sud-Ouest face aux accords de Munich *(le Chien de Munich,* de Roger Boussinot, réalisation de Michel Mitrani).

En chacune de ces circonstances, l'expérience d'individus ordinaires, que rien ne distingue de tant d'autres, recrée le climat d'une époque et fait revivre l'histoire des Français plus encore que l'histoire de France.

La naissance de l'école laïque, gratuite et obligatoire, qui fera de ce siècle « l'âge de l'éducation » et des enseignants les pasteurs d'une religion sécularisée, illustre bien la nécessité d'aller au-delà du texte des lois, de ces « lois fondamentales » imposées par Jules Ferry en 1881, 1882, 1886, au tout début de la III[e] République, et d'étudier la façon dont celle-ci sont appliquées. Le fossé était grand, en effet, selon l'historien anglais Théodore Zeldin, *« entre, d'une part, la législation, les théories pédagogiques, les changements de programmes officiels et ce qui, d'autre part, se passait réellement ». (Histoire des passions françaises,* tome II, éd. Recherches).

Chronique paysanne

On a souvent tendance à se représenter l'instituteur de la III[e] République comme un notable respecté, entouré du prestige que lui confère son savoir et de l'estime que lui vaut son dévouement. C'était peut-être vrai dans les premières décennies du vingtième siècle. A la fin du dix-neuvième siècle, il en allait autrement. Les difficultés matérielles et morales des maîtres d'école étaient considérables. *« Les instituteurs de l'époque,* écrit Antoine Prost *(Histoire de l'enseignement en France,* A. Colin, 1968), *s'enfoncent dans une misère monotone et propre, mais accablante. »* Rejeté par les paysans, qui acceptent mal de renoncer à envoyer leurs enfants aux champs, et par les bourgeois, qui n'ont pour lui que mépris, il n'appartient à aucun milieu *« Sorti du peuple, il n'en est plus vraiment (...). Comme celle du curé, son rival, sa solitude est sans appel. »*

La solitude d'Emile — interprété par Gilles Roussel — est bien le thème central de la « dramatique » réalisée par A. Boudet sur un scénario de l'historien Pierre Miquel. Jeune diplômé frais émoulu de l'Ecole normale, il ne rencontre autour de lui qu'hostilité : le maire lui offre pour tout logement une étroite soupente et pour salle de classe une écurie désaffectée ; seule l'amitié d'un cabaretier « républicain » et la foi en son idéal l'aident à surmonter — provisoirement — ces épreuves. Histoire simpliste, et même un peu manichéenne. Les bons s'opposent aux méchants, les sentiments sont sans nuances (il y va sans doute aussi de la faute des acteurs) et le récit ne tarde pas à tourner au mélodrame. Tant pis. Si on veut bien passer sur ces maladresses et ces insuffisances, on trouve quelque plaisir à cette chronique paysanne des années 1880.

Le deuxième épisode de la série, qui a pour sujet les mutineries de 1917, présente les mêmes attraits et les mêmes défauts. L'absurde et sanglante offensive du chemin des Dames est montrée à travers l'itinéraire d'un jeune caporal, joué par Philippe Deplanche, qui prend conscience peu à peu de la vanité des attaques ordonnées, inlassablement, par un état-major incompétent et qui, avec d'autres, se révolte. On sait qu'au total, en mai et juin 1917, 30 000 ou 40 000 soldats se livrèrent à des *« actes collectifs de refus d'obéissance »* et qu'il y eut 3 427 condamnations, dont 554 condamnations à mort et 49 exécutions. (Philippe Bernard, *la Fin d'un monde,* Seuil, 1975). Le film rend d'une manière plausible l'atmosphère de ces quelques semaines de crise, telles qu'elles ont pu être vécues dans les tranchées et les garnisons. Là aussi, malheureusement, tout ne sonne pas juste et — faiblesse du dialogue ou imperfection de la réalisation — les personnages sont un peu schématiques.

Autant qu'on puisse en juger par les deux premiers volets de cette série — à laquelle Antenne 2 attache une grande importance — le résultat n'est sans doute pas à la hauteur des ambitions initiales. L'entreprise peut cependant contribuer, pour une part, à renouveler ou au moins à enrichir le genre historique. On attend, en particulier, avec impatience le dernier épisode, mis en images par Michel Mitrani.

THOMAS FERENCZI.

★ Mardi 26 et samedi 30 septembre, A 2, 20 h. 35.

MYTHOLOGIE

L'« ultra-histoire » de Georges Dumézil

GEORGES DUMEZIL, archéologue des représentations mentales, est une Babel vivante. A quatre-vingts ans, sa fabuleuse érudition, son obstination inlassable, continuent à bouleverser le paysage des sciences humaines, en ressuscitant l'ultra-histoire déposée dans les langues indo-européennes. « Ultra-histoire » plutôt que préhistoire, comme il le dit lui-même. Les événements qui ponctuèrent la diaspora de cette famille linguistique restent perdus à jamais pour la mémoire collective. Mais son organisation sociale, ses idéaux, ont laissé leur empreinte dans les mythes et les épopées, dans les rites et les institutions, conservés par une littérature qui « comme la religion est aussi ancienne que l'humanité ».

Le savoir-vivre scientifique veut aujourd'hui que chaque spécialiste reste cantonné dans son territoire provincial : la peuplade amérindienne, ou l'atoll du Pacifique. Dumézil, lui, se refuse au cloisonnement. Impérial, il s'est saisi du globe pour y découper son continent : une aire culturelle qui va des rives du Gange aux îles anglo-saxonnes en passant par l'Iran, le Caucase, la Germanie et Rome. Pourtant sa prudence méticuleuse, son horreur des écoles et des éclats, l'ont tenu à l'écart du tohu-bohu de la notoriété publique. Son nom s'inscrit en toile de fond de la recherche contemporaine, ses écrits ont inspiré toutes les branches des sciences humaines, mais il demeure lui-même aussi méconnu qu'admiré. Aussi l'hommage que lui rend France-Culture mérite-t-il, malgré son aridité, toute l'attention que l'on doit à une page de l'histoire des sciences.

Des faits, des faits, rien que des faits. Dans ses cinq entretiens avec Maurice Olender, Dumézil se refuse à toute digression spéculative. Héritier de la mythologie comparée, il lui remet les pieds sur terre. Les groupements de dieux védiques, zoroastriens ou germains articulés selon des schémas homologues, les rites romains répondant aux mythes indiens, ne renvoient pas seulement à des croyances convergentes. Ils recouvrent une « idéologie » contraignante, qui impose sa chape à la pensée indo-européenne : « l'idéologie des trois fonctions ». Trois figures emblématiques s'y dessinent, trois pouvoirs distincts et complémentaires, hiérarchisés, que Dumézil a exhumés des archives pour en démontrer l'efficace sur le fonctionnement des sociétés qui nous ont engendrés : le souverain, magicien et législateur, le guerrier, puissant et courageux, le paysan, producteur d'abondance.

Comment expliquer la permanence d'une structure à laquelle seule la Grèce paraît avoir échappé ? En postulant un dispositif mental indo-européen ? En attribuant aux mythes la propriété de catalyser une mémoire qualitative ? Dumézil lui-même confesse sa perplexité. Ni la filiation ni les influences directes d'envahisseurs imposant partout leur système ne suffisent à justifier une telle régularité. Nouvelle diffusion d'une série programmée en avril dernier, ces entretiens seront suivis par une semaine de réflexion sur l'œuvre. Claude Lévi-Strauss, Georges Charachidzé, Dan Sperber, Jacques Le Goff et Marcel Détienne y diront leur dette envers le travail immense de Georges Dumézil.

XAVIER DELCOURT.

★ France-Culture, du 25 au 29 septembre, 8 h. : La diaspora des Indo-Européens ; du 2 au 6 octobre, 8 h. : Georges Dumézil et les sciences humaines.

RADIO-TELEVISION

Écouter-voir



★ Onésime dans Cinémalices.

● DIVERTISSEMENT : CINÉMALICES. — Dimanche 24 septembre et suivants, A 2, 12 h. 45.

Dans « Grand Album » qu'elle produisit la saison dernière avec Jacques Martin, Daisy de Galard, directrice de la cinémathèque Gaumont, avait proposé au public des petits films muets et des actualités anciennes appartenant aux archives de cette — riche — cinémathèque. Ce fut un succès. Dans son souci de rendre les archives cinématographiques vivantes, de les faire circuler, de leur redonner un attrait par un traitement moderne (sonorisation et montage conformes au rythme d'aujourd'hui), Daisy de Galard va désormais offrir chaque dimanche aux téléspectateurs des émissions réalisées, comme celles de « Grand Album », par Pierre Philippe. Ce seront les « Cinémalices », composées de bandes comiques et de feuilletons des débuts du siècle.

Pour commencer, les Aventures d'Onésime, *interprétées par Ernest Bourbon (cascadeur et acrobate entouré de la troupe des « Pouics » recrutée dans le milieu du caf'conc' et du cirque), et tournées par Jean Durand, le maître du burlesque français de cette époque, spécialiste de l'absurde, des gags accélérés et de la frénésie destructrice.*

Ensuite, l'X noir, *film à épisodes de Léonce Perret (comédien et metteur en scène lancé par Feuillade), avec cambrioleur mystérieux, bijoux volés et péripéties « policières » sur fond de comédie mondaine.*

Divertissement, sans doute, pour ouvrir l'après-midi du dimanche. En fait, vu l'importance historique de ces documents, une véritable série consacrée au cinéma populaire des origines. Et la cinémathèque Gaumont n'est pas près d'être épuisée.

● PORTRAIT : L'INVITÉ DE FR3. — Dimanche 24 septembre et suivants, FR 3, 18 h.

Jean-Pierre Alessandri, responsable pendant deux ans de « Tribune libre » et du magazine « Vendredi », a décidé de se tourner vers le divertissement. Il propose désormais, chaque dimanche, une « petite fête » autour d'un invité vedette, Henri Vincenot, auteur de la Billebaude, *pour commencer ; François Reichenbach, Jean-Marie Rivière, Hervé Alphand, Thierry Le Luron les semaines suivantes.*

Plusieurs rubriques permettent de dessiner le portrait de l'homme du jour. Parmi celles-ci « Jardin secret », qui tente de cerner sa personnalité à travers ses lectures ou ses « univers » ; « Chers visages », qui présente trois personnes choisies par l'invité, ; « Point critique », controverse avec un « Avocat du diable », ou encore « Fiction », qui reconstitue un épisode de la vie du « héros ».

● LITTÉRATURE : A. ROBBE-GRILLET. — Lundi 25 septembre, FC, 14 h. 45.

« Invité du lundi », Alain Robbe-Grillet célèbre ses trente ans de littérature, depuis Un régicide *jusqu'aux* Souvenirs du triangle d'or, *son premier et son dernier livre, publiés simultanément cet automne. Le théoricien du nouveau roman est devenu presque un classique, son œuvre est sortie du cercle étroit des connaisseurs pour atteindre un plus large public, et l'homme lui-même n'est plus le « terroriste » de jadis, laissant ce rôle à certains de ses exégètes.*

Dans un entretien avec Jean Montalbetti, il s'explique sur son « esprit de chapelle », son refus de l'engagement, ses rapports avec la critique et, dans un autoportrait enrichi par les témoignages de ses proches, il parle des conditions de son travail et de son besoin de vivre à l'intérieur d'un clan. Humour et lucidité d'Alain Robbe-Grillet.

● MAGAZINE LITTÉRAIRE : LIVRES EN FETE. — Mardi 26 septembre, TF 1, 21 h. 20.

Chaque dernier mardi du mois Jean d'Ormesson, de l'Académie française, et Jacques Paugam — que les auditeurs de France-Culture et de France-Inter connaissent — « mettront en valeur ce qui à travers la sensibilité et le style d'un écrivain peut toucher personnellement le téléspectateur et l'inciter à lire ».

Pas d'« apostrophes » ni de mises en accusation, mais des entretiens avec les auteurs (en tous genres), des interviews de lecteurs représentatifs, un peu d'information sur les dernières parutions mais pas de promotion systématique du « nouveau ». Des variétés choisies pour souligner les thèmes évoqués seront diffusées entre chaque volet de cette revue littéraire, que ses producteurs imaginent comme un « spectacle vivant ». Six ouvrages au prochain sommaire. Un pianiste et deux chanteurs sont invités.

● VARIÉTÉS : LE GRAND ÉCHIQUIER. — Jeudi 28 septembre, A 2, 20 h. 35.

C'est autour d'un poète qu'est composée ce mois-ci l'émission de Jacques Chancel. Depuis plus de quarante ans, Pierre Seghers vit en poésie, pour lui-même et pour les autres. Editeur, il a fondé la collection « Poètes d'aujourd'hui », en 1945, qui fut reprise en 1968 par la maison Laffont, mais qu'il continue d'animer ; il a fait connaître André Frénaud, Pierre Emmanuel, Loys Masson ; il a publié de nombreuses anthologies ; il s'est ouvert au lyrisme de tous les pays. Poète — le cent soixante-quatrième de sa collection, — il a écrit des textes « engagés » et des poèmes d'amour, des réflexions philosophiques et des souvenirs personnels, des vers classiques et d'autres plus libres. Son itinéraire l'a mené des combats de la Résistance à la recherche de soi.

Avec lui, Jacques Chancel a invité, entre autres, Juliette Gréco, Monique Morelli, Hélène Martin, Catherine Sauvage, Guy Béart, Venicius de Moraes, Claude Luter.

● DRAMATIQUE : NOUS N'IRONS PLUS AUX CHAMPS. — Vendredi 29 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Théophile Morillon, agriculteur, ne peut plus vivre de son métier de toujours : son propriétaire vient de reprendre la terre qu'il lui affermait. Reconverti et employé dans une usine, le paysan ne sera pas un ouvrier comme les autres. Il dissimulera malaisément sa tristesse sourde : il se referme sur lui-même alors que son épouse, elle, semble se trouver fort bien de cette mutation, et se réjouit de ne plus être astreinte aux mille tâches pénibles qui incombent à la femme du cultivateur. Cette histoire d'un déracinement a été filmée avec une justesse tendre par Pierre Cavassilas.

Les films de la semaine

● **LE JOUR DE GLOIRE, de Jacques Besnard. — Dimanche 24 septembre, TF 1, 20 h. 30.**

Un village français encore à l'heure allemande au moment de la Libération. Le facteur né Parisien, donc débrouillard et supérieur, roule dans la même farine les lâches habitants, les occupants et les Américains. Jacques Besnard est allé chercher ses recettes comiques chez Robert Lamoureux. Ce n'est pas drôle pour autant.

● **LA DAME DE SHANGAI, 24 septembre, FR 3, 22 h. 30.**

Chargé par la Columbia, qui croyait le tenir en main, de tourner l'adaptation d'un roman policier avec, en vedette, Rita Hayworth (alors sa femme), Orson Welles joua un mauvais tour à ses producteurs en réalisant un film baroque et cruel, un film-piège et labyrinthique où il mit en pièces le mythe de la star et le visage sophistiqué de la femme américaine. Rupture éclatante avec Hollywood, affirmation délirante d'un cinéma d'auteur.

● **LA PRINCESSE PRISONNIÈRE, de Richard L. Bare. — Lundi 25 septembre, A 2, 15 h.**

Aventures à l'orientale — selon Hollywood — dans la Casbah d'Alger. Ce film de 1953 est resté inédit en France. Il semble destiné seulement aux admirateurs de Gloria Grahame

● **POUIC-POUIC, de Jean Girault. — Lundi 25 septembre, TF 1, 16 h. 30.**

Ni l'intrigue ni la mise en scène de ce vaudeville filmé ont quoi que ce soit d'original. Mais c'est un document pour une sociologie de l'acteur. Le type de bourgeois roublard, égoïste et irascible créé pour et par Louis de Funès existe, ici, à l'état pur.

● **LES YEUX SANS VISAGE, de Georges Franju. — Lundi 25 septembre, TF 1, 20 h. 30.**

Les travaux aberrants d'un chirurgien fou de tendresse pour sa fille défigurée. Un suspense d'horreur dont le réalisme parfois insoutenable est nimbé de la poésie hallucinée d'images noires et blanches dans le style expressionniste. Une esthétique du fantastique social. Magnifique.

● **CHOBIZENESSE, de Jean Yanne. — Lundi 25 septembre, FR 3, 20 h. 30.**

Moins déplaisant, moins arrogant que dans *les Chinois*, Jean Yanne n'en reste pas moins fidèle à sa vision d'un monde où lui seul n'est pas un imbécile. Il se pose en martyr du show-business français dont il rate la satire dans un spectacle cinématographique étriqué et souvent laid. Seule consolation : le délire d'interprétation de Robert Hirsch.

● **VAQUERO, de John Farrow. — Mardi 26 septembre, FR 3, 20 h. 30.**

Action de western traditionnel, dirigée par la lutte psychologique — et armée — entre Robert Taylor, « vaquero » impassible en costume sombre, et Anthony Quinn, bandit mexicain truculent. Ava Gardner passe comme un rêve.

● **M. KLEIN, de Joseph Losey. — Mercredi 27 septembre, FR 3, 20 h. 30.**

Propos métaphysique, autre représentation du « Procès » de Kafka pour le destin d'un homme considéré comme juif alors qu'il ne l'est pas et qui se trouve finalement pris dans la « rafle du Vel' d'Hiv' » le 16 juillet 1942. Film magistralement mis en scène, superbes images de Gerry Fisher, interprétation très travaillée d'Alain Delon. Mais, non, le système historique qui provoqua, relayé par la police du gouvernement de Vichy, les persécutions antisémites en France occupée, n'avait rien de « kafkaïen », et l'on ressent cette réalité fantasmagorique comme une indécence.

● **TERREUR SUR LE BRITANNIC, de Richard Lester. — Jeudi 28 septembre, FR 3, 20 h. 30.**

Le réalisateur de *Krack* et de *Help* détruit avec finesse, humour et sophistication les conventions mélodramatiques du film-catastrophe à la mode hollywoodienne des années 70. Et traite l'aventure d'un désamorçage de bombes placées dans un paquebot sous son aspect purement technique. Savoureux.

● **LA NUIT DES FORAINS, d'Ingmar Bergman. — Vendredi 29 septembre, A 2, 22 h. 45.**

L'enfer de la condition humaine et le destin du couple où l'homme et la femme sont chacun, à la fois bourreau et victime. Le pessimisme intégral de Bergman dans un film magnifiquement baroque — et commercialement « maudit » en Suède — réalisé en 1953. Symbolisme des « gens du voyage », esthétique post-expressionniste et onirisme fulgurant d'une séquence où un clown pantelant ramène sur son dos sa femme décatie qui vient de se baigner nue dans la mer pour provoquer un régiment d'artilleurs. Une œuvre trop sous-estimée.

● **LE PERMIS DE CONDUIRE, de Jean Girault. — Dimanche 1er octobre, TF 1, 20 h. 30.**

Comment un adversaire résolu de l'automobile est contraint d'apprendre à conduire. Louis Velle joue avec humour les cancres du volant et les Don Juan involontaires dans une comédie bon enfant avec situations de vaudevilles et quelques bons gags.

● **LES INSURGÉS, de John Huston. — Dimanche 1er octobre, FR 3, 22 h. 40.**

Réalisé entre *Key Largo* et *Quand la ville dort*, ce film de Huston est passé presque inaperçu à sa sortie en France. On y trouve pourtant les thèmes chers à l'auteur (l'aventure et l'échec) et, à travers une action aux rebondissements dramatiques incessants se trouvent abordés les problèmes de l'individu engagé dans l'action politique. Autre occasion après *Le facteur sonne toujours deux fois* de redécouvrir John Garfield, auprès de Jennifer Jones en égérie de la liberté et de la vengeance.

● **PAMELA, de Pierre de Hérain. — Lundi 2 octobre, A 2, 15 heures.**

Comment selon Victorien Sardou, le petit roi Louis XVII fut enlevé de la tour du Temple. Reconstitution et mise en scène médiocres, en partie à cause des restrictions de l'an 44. Charme des péripéties mélodramatiques et de Renée Saint-Cyr, marchande de frivolités ralliée à la cause royaliste.

● **LES PARENTS TERRIBLES, de Jean Cocteau. — Lundi 2 octobre, TF 1, 20 h. 30.**

Comédie de mœurs bourgeoises qui s'achève en tragédie et l'on retrouve un peu de l'univers des « enfants terribles » avec une mère passionnément incestueuse et les désordres du cœur. Sans rien changer à sa pièce, Cocteau l'a filmée comme si le spectateur la voyait, au cinéma, enfermée entre quatre murs. Les acteurs, qui avaient longtemps joué les rôles à la scène, forment une vraie famille. Etonnante, irremplaçable.

● **LE DERNIER DES GÉANTS, de Don Siegel. — Lundi 2 octobre, FR 3, 20 h. 30.**

Vieillesse, décrépitude et maladie mortelle d'un aventurier de l'Ouest américain, à l'aube de l'ère moderne. Western parfaitement construit et mis en scène où la légende revit aux portes de l'histoire dans un dernier reflet mythique. Don Siegel s'est servi avec maîtrise de John Wayne, l'homme et l'acteur.

« L'ÉVÉNEMENT »

Exils

L'intérêt — et l'inconvénient — des émissions « magazine » comme « L'événement » est d'offrir un menu riche, mais aussi de rapprocher des séquences variées qui font ressortir les faiblesses des unes par rapport aux autres. C'était le cas jeudi soir : après le pathétique des Chinois déracinés de la frontière sino-vietnamienne et la vision apocalyptique de Bikini « l'île maudite », le nouveau pape Jean Paul Ier ne pouvait que faire pâle figure.

Après quinze années d'une guerre défensive héroïque, les Nord-Vietnamiens donnent l'impression, à entendre les injures dont ils abreuvent leurs voisins du Nord, de ne plus pouvoir se débarrasser de leurs réflexes belliqueux. Il faut dire, toutefois, que le reportage avait été tourné du côté chinois, et nous avons vu une Chine soucieuse de bien recevoir ses fils prodigues, leur offrant certains privilèges comme des logements moins exigus que de coutume et même des visas pour l'étranger. Mais on aurait aimé savoir si l'expulsion des Chinois qui avaient élu domicile au Vietnam — de pauvres paysans pour la plupart — était motivée par la querelle idéologique sino-soviétique ou par la haine séculaire du Vietnam pour la Chine marchande et corruptrice.

L'histoire de Bikini est aussi celle du déracinement de populations pauvres à la merci des forces cosmiques — c'est le cas de le dire — qui les dépassent. Pendant une trentaine d'années, les habitants de l'île de Bikini — ils sont deux cent cinquante aujourd'hui — ont vécu en exil pour permettre aux Américains de faire exploser une soixantaine de bombes nucléaires. Il y a un an, des experts ayant déclaré l'île à nouveau habitable, les exilés sont rentrés chez eux. Aujourd'hui, on a découvert un taux de radioactivité alarmant dans l'alimentation des habitants de l'île et on a décidé tout bonnement de les exiler à nouveau. Ici le cynisme frôle le sublime : on a utilisé le mensonge — promesse a été faite aux habitants qu'ils reviendront, — le chantage — le chargé de mission américain est arrivé les poches pleines de dollars, — et l'intérêt — les Bikiniens vont devenir les cobayes d'expériences médicales sur la radioactivité.

A l'autre bout du monde, l'Eglise catholique a récemment élu son nouveau chef, et l'idée était bonne d'essayer de découvrir qui est « Jean Paul Ier, cet inconnu ». *Mais on n'en savait pas beaucoup plus à la fin de l'émission. On a appris, de ceux qui ont travaillé avec lui — évêques, prêtres, professeurs de séminaire, — que le nouveau pape est intelligent, travailleur, patient, timide et que son seul défaut, c'est de ne jamais prendre de vacances...*

Il est dommage qu'on n'ait pas interrogé des gens critiques à son égard, tels les étudiants de l'Action catholique italienne, dont le mouvement avait été dissous par le patriarche de Venise pour leur prise de position en faveur du divorce et du pluralisme politique pour les catholiques. Une belle occasion manquée.

A'.AIN . OODROW.

A « APOSTROPHES »

« Bukovski, ta gueule !... »

Les semaines se suivent et ne se ressemblent pas à « Apostrophes »... Après avoir accueilli la semaine dernière, dans la dignité et la vénération, François Mitterrand, homme de plume, entouré de littérateurs de bon ton choisis par l'invité lui-même, Bernard Pivot, jouant à sa façon les apprentis sorciers, avait concocté pour cette cent cinquante-neuvième émission d'« Apostrophes » un mélange plutôt détonant, qu'il avait souhaité *« en marge de la société »*. Mais où sont les « marges » ?...

On attendait avec curiosité la « tête d'affiche », Charles Bukovski, venu spécialement de Californie, que la France a découvert il y a à peine un an avec *les Mémoires d'un vieux dégueulasse*, et dont quatre livres sont parus depuis en traduction française (voir l'article d'E. Reichmann, *le Monde* du 23 septembre). Bien que, contrairement à ses habitudes, il n'ait insulté personne, ni vomi dans le micro, ni commis aucun acte que la morale pourrait réprouver, il faut bien dire que l'« invité » s'est tout de même montré à la hauteur de sa réputation.

Il avait apporté son vin blanc pour supporter l'épreuve, donnant ainsi maintes occasions aux cadreurs de le montrer levant le coude, descendant verre après verre, débouchant une bouteille, buvant au goulot, etc. Autour de lui, les participants semblaient vraiment « en marge », avec un air à la fois irrité et ravi devant les apartés continuels de ce « clodo d'Amérique », et aussi une petite tension due au suspense : et si ce provocateur, ivrogne et pornographe, allait concrétiser sa présence d'une manière plus scandaleuse ?

Le mégot entre les doigts, pas rasé, le nez champignonnant de l'alcoolique, le verre de blanc aux lèvres, Bukovski s'était présenté, dès le début de l'émission, tant qu'il en était encore capable : *« Les choses les plus spectaculaires dont on m'accuse sont évidemment vraies »*, et il avait eu un soubresaut d'horreur quand on le compara à Henry Miller ; il n'avait pas compris ce qu'on pouvait bien lui vouloir en le traitant de *« représentation vivante de la décadence américaine »* et s'était dès lors contenté de commenter, en termes plus ou moins crus — mais pas traduits, — les interventions des autres participants, qui tentaient, à leur manière, de prouver leur marginalité : Marcel Mermoz, « anar », devenu communiste, puis patron d'une communauté de travail, véritable amoureux des livres, qui présentait son ouvrage, *l'Autogestion, c'est pas de la tarte...* Cavanna, dont la présence chaleureuse et compréhensive n'excluait pas Bukovski, même quand il lui dit avec une sorte de tendresse : *« Bukovski, ta gueule ! »* Gaston Ferdière, le psychiatre d'Artaud à Rodez, qui diagnostiqua *« une très grande angoisse »* chez l'écrivain.

Peu à peu, un ton presque bunuélien, le « charme discret » de la marginalité, recouvrit, bizarrement, l'émission : le militant autogestionnaire affirmait que *« la bagatelle (est) la plus grande joie de la vie »*, la jupe rouge de Catherine Paysan s'entrouvrait sans qu'elle y prît garde, et le maître de maison, Bernard Pivot, s'adressait, dans sa langue, à son invité pour lui répéter : *« Ferme-la »*, tandis qu'il appelait à la cantonade : *« Qu'on l'emmène, qu'on l'emmène. »*

Ce qui fut fait cinq minutes avant la fin de l'émission : une équipe de ses « soigneurs » emporta hors du plateau la « vedette américaine » et « Apostrophes » s'acheva devant un fauteuil vide...

NICOLE ZAND.

M. Jean Farran quitte R.T.L.

Le conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (C.L.T.), qui contrôle notamment R.T.L., a annoncé vendredi 22 septembre que M. Jean Farran, directeur de la station, cessera d'exercer ses fonctions le 1er novembre prochain. Le conseil d'administration, précise le communiqué, « a unanimement exprimé à M. Jean Farran sa gratitude pour l'œuvre accomplie depuis douze ans » et « sur la proposition de son administrateur délégué (M. Christian Chavanon) a décidé qu'un hommage particulier sera rendu, à Luxembourg et à Paris, au grand collaborateur qu'a été Jean Farran et à l'ami qu'il continue d'être (nos dernières éditions du 23 septembre). Il semble acquis que M. Raymond Castans, actuellement secrétaire général de l'antenne, succédera à M. Jean Farran, mais qu'il ne portera pas le titre de directeur.

Le départ de M. Jean Farran n'est pas une surprise. Depuis que M. Christian Chavanon a succédé, en 1975, à M. Jean Prouvost au poste d'administrateur délégué, le contentieux n'a fait que s'aggraver entre les deux principaux responsables de la station. Ce désaccord, qui portait, dit-on à R.T.L., *« sur l'organisation et sur les personnes »*, est pour l'essentiel un conflit de pouvoirs. M. Jean Prouvost, qui, en raison de son âge et de ses multiples occupations, n'exerçait pas une étroite tutelle sur la station, laissait à M. Jean Farran, considéré comme son homme de confiance, une grande liberté d'action.

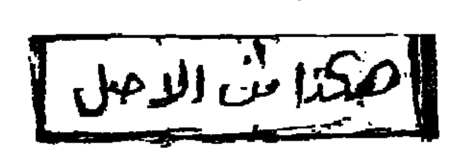
En revanche, M. Christian Chavanon, qui avait été nommé à la suite d'un renversement de majorité voulu par le gouvernement français, était très attaché à ses prérogatives et tenait donc à limiter celles du directeur. Le conflit a abouti à ce que l'on appelle, à R.T.L., un *« divorce à l'amiable »*, qui n'est *« ni une démission ni un licenciement »*. Les termes mêmes du communiqué de la C.L.T. traduisent ce souci d'apaisement, de même que l'attitude de M. Jean Farran, qui se refuse à toute déclaration. M. Farran, qui était devenu directeur en septembre 1966, avait été le principal artisan du redressement de la station, dont il avait transformé le style en faisant appel, en particulier, à des personnalités.

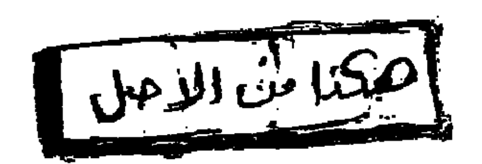
La réorganisation de R.T.L., qui aura pour effet d'accroître l'autorité de l'administrateur délégué, vient après la nomination, en juin dernier, de M. Yves Cannac, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée, à la présidence de l'agence Havas, actionnaire minoritaire de la C.L.T. mais détentrice d'un droit de veto au sein d'Audiofina, groupe majoritaire avec 54,6 % des parts.

On fait observer, à R.T.L., que l'action de l'Etat, par l'intermédiaire de l'agence Havas, ne saurait en aucune façon être comparée à celle qu'il exerce, par le biais de la Sofirad — que préside M. Xavier Gouyou-Beauchamps, ancien porte-parole du président de la République — sur Europe 1 et R.M.-C. Le conseil d'administration de la C.L.T. est en effet, selon le cahier des charges, à majorité luxembourgeoise : le gouvernement français ne saurait intervenir d'une manière ouverte. Cependant, la mise à l'écart de celui qui fut un proche collaborateur de M. Jean Prouvost — à *Paris-Match* et au *Figaro* notamment — est sans doute une étape de plus qui en annonce d'autres, dans le renouvellement des dirigeants de la presse française (écrite et audio-visuelle). A ce renouvellement, M. Giscard d'Estaing n'est pas étranger.

T. F.

[Né en 1920 à Paris, M. Jean Farran, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et licencié en droit, a collaboré au *Parisien libéré* de 1944 à 1950, puis à *Paris-Match*, où il assuma notamment les fonctions de rédacteur en chef et de chef du service politique à partir de 1959. M. Jean Farran a, par ailleurs, dirigé *Paris-Match* de 1970 à 1976 ; il a également été administrateur de la Société anonyme du *Figaro* de 1973 à 1975.]





RADIO-TELEVISION

Samedi 23 septembre

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Julien Clerc) ; 21 h. 30, Série : Les hommes d'argent (1er épisode), réal. B. Sagal ; 23 h. 5, Sports : Télé-foot.

CHAINE II : A 2

20 h. 35, Dramatique : Les cinq dernières minutes (La grande truanderie), de C. Loursais. Avec J. Debary, M. Eyraud, D. Ivernel.

22 h. 20, Sur la sellette, par Ph. Bouvard.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Série historique : Les grandes conjurations (Le connétable de Bourbon), de P. Erlanger et J.-F. Chiappe, avec N. Silberg, J. Frantz, D. Colas.

Charles III, huitième des Bourbons, fut-il un traître ou un héros ? Il fut, répondent les auteurs, l'un des derniers aventuriers des temps féodaux.

22 h. 15, Championnat du monde d'échecs (aux Philippines).

FRANCE-CULTURE

20 h., « Banlieue », de Claire Dumas, avec G. Trejan, G. Page, E. Melhul. Réalisation E. Cramer ; 21 h. 55, Ad lib. ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Musiques oubliées ; 20 h. 30, Festival d'Aix-en-Provence... Récital Jane Rhodes : œuvres de Mouret, Matho, Fauré, Duparc, Poulenc, Milhaud, Debussy ; 22 h. 30 France-Musique la nuit : Cafés de Paris ; 23 h., Jazz forum ; 0 h. 5, Concert de minuit : Festival d'Etampes (Rivaflecha Penalcoa, Anchieta, Gerrero, etc.).

Dimanche 24 septembre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 10 h., Présence protestante : Vincent au Borinage.

10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h., Messe célébrée à Marcoussis (Essonne), préd. Père Pierre Benoit.

12 h., Cérémonie du Souvenir ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 10, Rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35, Science-fiction : Le voyage extraordinaire ; 16 h. 25, Sports première ; 17 h. 50, Dramatique : Inutile envoyer photo, réalisation A. Dhonailly.

20 h. 30, FILM : LE JOUR DE GLOIRE, de J. Besnard (1976), avec J. Lefebvre, P. Tornade, D. Cowl, J. Marin, R. Rollis, P. Doris, C. Nobel.

En 1944 les habitants d'un village français, non encore libéré, veulent décider le facteur (un Parisien) à se livrer en otage aux occupants.

22 h. 5, Danse : Le ballet du théâtre Kirov, avec M. Baryschnikov, R. Noureev et R. Petit.

CHAINE II : A 2

11 h., Quatre saisons ; 11 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; 12 h., Chorus ; 12 h. 40, Ciné malices.

12 h. 55, Top-Club (et à 13 h. 40).

14 h. 40, Feuilleton : L'âge de cristal ; 15 h. 20, En savoir plus ; 16 h. 20, Petit théâtre du dimanche ; 16 h. 55, Monsieur Cinéma ; 17 h. 35, Chocolat du dimanche ; 18 h. 5, Le secret du château de lord Boyne, prod. W. Disney ; 19 h., Stade 2.

20 h. 30, Serie : Kojak (Kojak en prison), de G.-R. Karney, réal. E. Pintoff.

21 h. 30, Documentaire : L'art sur le vif. Une expérience théâtrale : Peter Brook.

Au cours de son périple africain il y a quelques années, le Centre international de recherche théâtrale (CIRT), qu'anime Peter Brook, a voulu « s'ouvrir le plus possible à des impressions étrangères », parcourant la brousse, dialoguant avec la population. Une expérience qui fut, dit-il, « déterminante ».

23 h., Concert : Concerto n° 3 pour piano, de Rachmaninoff, avec l'Orch. philharmonique de New-York, dir. Z. Mehta, et V. Horowitz, piano (en direct de New-York).

CHAINE III : FR 3

16 h. 30, Espace musical : Concerto pour violon et orchestre, de Penderecki, soliste : I. Stern ; 17 h. 30, Mieux vaut pleurer que rire à contretemps : Dubout ; 18 h., L'invité de FR 3 : Henri Vincenot, de J.-P. Alessandri et J.-M. Royer.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

20 h., Histoires de France, d'A. Conte, réal. P. Neel : Montaigne, maire.

20 h. 30, Les dossiers noirs : Les rois secrets de l'Indochine ; 21 h. 30, Encyclopédie filmée : Les inventeurs ou la rencontre des photographes et des fantômes, par C.-J. Philippe.

22 h. 10, Ciné-regards : Hollywood-U.S.A. (portrait de Mel Brooks).

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle stars féminines) : LA DAME DE SHANGAI, d'Orson Welles (1947), avec Rita Hayworth, O. Welles, G. Anders, T. de Corsia, E. Sanford, G. Schilling. (V.O. sous-titrée, N.)

Pour l'amour d'une riche Américaine qu'il a sauvée d'une agression, un marin irlandais est entraîné dans une étrange aventure.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Michèle Lalonde (et à 14 h. et 23 h. 55) ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste ; 10 h., Messe à Bouvigny-Boyeffles ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 13 h. 37, Lettre ouverte à l'auteur ; 12 h. 45, Disques rares... de Zoltan Kodaly ;

14 h. 5, La Comédie-Française présente : « la Nuit et le Moment », de Crébillon. Réalisation G. Gravier. Avec F. Huster, C. Salvint : « le Mari retrouvé », de Dancourt. Réalisation G. Gravier. Avec S. Eine, G. Riquier ; 16 h. 5, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 17 h. 30, Rencontre avec... le professeur P. Debray-Ritzen ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h. 5, Poésie : Michèle Lalonde ; 20 h. 40, « Tancrède », opéra de Rossini ; 23 h., Black and Blue.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Le kiosque à musique ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., Harmonia sacra ; 12 h., Des notes sur la guitare ; 12 h. 40, Opéra-bouffon : « l'Elixir d'amour » (Donizetti) ;

14 h., La tribune des critiques de disques : « le Kammerkonzert » (A. Berg) ; 17 h., Le concert égoïste de Hugues Gall : Bach, Mozart, Haydn, Chopin, Weber, Verdi, Berlioz, Schönberg ; 19 h., Musiques chorales : Weber ; 19 h. 35, Jazz vivant : le pianiste Ran Blacke, le duo P. Bley, Gary Pencock ;

20 h. 30, Concert donné au Liederhall de Stuttgart... « Suite n° 2 » (Stravinski) ; « Concerto en sol, pour piano et orchestre » (Ravel) ; « Symphonie n° 6 » (Tchaïkovski), par l'Orchestre National de France, direction Y. Ahronovitch. Avec P. Rogé, piano ; 22 h. 30, Cafés de Paris ; 23 h., Musique de chambre ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

Lundi 25 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, Restez donc avec nous.

16 h. 30, FILM : POUIC-POUIC, de J. Girault (1963), avec L. de Funès, J. Maillan, M. Darc, G. Tréjean, P. Nicaud, R. Dumas. (N., redif.)

Un homme d'affaires survolté et coléreux cherche à revendre une concession pétrolière sans valeur à un milliardaire amoureux de sa fille.

18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 11) ; 19 h. 15, Une minute pour les jeunes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 30, FILM : LES YEUX SANS VISAGE, de G. Franju (1959), avec P. Brasseur, A. Valli, J. Mayniel, E. Scob, F. Guérin, B. Altariba, A. Rignault.

Un chirurgien, spécialiste de l'hétéro-greffe se livre à des opérations monstrueuses pour rendre la beauté à sa fille défigurée.

22 h., Débat : La chirurgie réparatrice en l'an 2000.

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; 15 h., FILM : LA PRINCESSE PRISONNIERE, de R.-L. Bare (1953), avec T. Bey, G. Grahame, C. Romero.

Au dix-huitième siècle, le capitaine des gardes de l'émir d'Alger se fait le défenseur d'une princesse emprisonnée dans la Casbah et se dresse contre le grand vizir.

16 h. 30, Autres métiers, autres gens.

17 h. 25, Fenêtre sur... l'avenir ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Julien Clerc).

20 h. 30, Variétés : Maxime Le Forestier, réal. D. Juliani ; 21 h. 35, Magazine : Question de temps : l'informatique et notre avenir.

MM. Simon Nora, inspecteur des finances, et Alain Minc, co-auteurs d'un rapport sur l'informatique et la société, sont interrogés par Olivier Chevrillon, directeur du Point, et Jean Daniel, rédacteur en chef du Nouvel Observateur. Avec la participation de MM. Michel Pinton (U.D.F.), Alain Devaquet (R.P.R.), Laurent Fabius (P.S.) et Anicet Le Pors (P.C.).

22 h. 35, Document de création : L'Europe des industries et l'Europe des cerveaux.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Marc Julia ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : CHOBIZENESSE, de J. Yanne (1975), avec J. Yanne, R. Hirsch, C. Rouvel, L. Montevecchi, P. Le Person, R. Deschamps.

Les malheurs d'un directeur de music-hall parisien, qui cherche à monter un spectacle et devient victime de ses commanditaires.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Paul-Armand Gette (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : la diaspora des Indo-Européens ; à 8 h. 32, L'éclusier ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evènement-musique ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Atelier de recherche vocale ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « la Tour d'ébène », de J. Fowles ; 14 h. 47, L'invité du lundi : Alain Robbe-Grillet ;

Lire nos « Ecouter-voir » ;

16 h. 25, Magazine international ; 17 h., Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Grand Livre des aventures de Bretagne... La douloureuse garde et l'amitié d'une reine » ; 19 h. 25, Présence des arts ;

20 h., « La Fissure », de Jean Yvane. Réalisation B. Horowicz. Avec M. Bozzuffi, J. Topart, J.-J. Steen (rediffusion) ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens ; 12 h. 40, Jazz classique : Fats Waller revisité ;

14 h., Divertimento : Brahms, Saint-Saëns, Séverac, De Falla, Arensky, Khatchaturian ; 14 h. 30, Triptyque : Mozart Liszt, Strauss ; 15 h. 32, Portrait d'un musicien français : D. Milhaud ; 17 h., Postlude : Gabrieli, Bach, Sibelius, Britten ; 18 h. 2, Musiques magazine : musique contemporaine et classique ; 19 h., Jazz time : jeu de plages ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Vingtième concours international de guitare : Cabezon, Hinojosa ;

20 h., Les grandes voix ; 20 h. 30, Soirée Betsy Jolas... « Rondes de printemps » (Debussy) ; « Stances » (Jolas) ; « Khouang » (Scherchenhsiao) ; « Symphonie n° 104 en ut majeur » (Haydn), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Direction : M. Constant. Avec C. Helffer, piano ; 22 h. 30, Cafés de Paris ; 23 h., Renaissance des orgues ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

Mardi 26 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 45, Le regard des femmes ; 16 h. 20, Dramatique : l'Etrange visite.

Enquête sur une grossesse inexplicable. La femme peintre qui disparaît de chez elle serait-elle en relation avec un au-delà mystérieux ?

18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 12) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 30, Série documentaire : L'aventure des pôles (1er épisode), de P.-E. Victor, réalisation J.-M. Meurice.

21 h. 20, Emission littéraire : Livres en fête, par J. d'Ormesson et J. Paugam.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h., Aujourd'hui madame ; 15 h., Série : Cannon ; 15 h. 55, Magazine : Découvrir (les insectes ; les télécommunications ; le Canada) ; 17 h. 25, Fenêtre sur... Louis Seigner ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (J. Clerc).

20 h. 35, Les dossiers de l'écran : Le temps d'une République (Un hussard noir en pays blanc), réalisation A. Boudet, avec G. Aubert, G. Roussel, M. Cerda.

Lire notre article page 11.

Vers 21 h. 30, Débat : L'école laïque.

La révolution de la communale vue par Mme Presnette Pisani-Ferry, petite-nièce de Jules Ferry, M. Antoine Prost, auteur d'une Histoire de l'enseignement en France, M. Pierre Miquel, historien, le Révérend-Père Jacques Couturier, M. Louis Legrand directeur de recherches à l'I.N.R.D.P., auteur d'un livre sur Jules Ferry, et M. Michel Winock, historien de la IIIe République.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : l'Eglise réformée de France ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé : Il était une fois l'homme ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : VAQUERO, de J. Farrow (1952), avec R. Taylor, A. Gardner, H. Keel, A. Quinn, K. Kasznar, T. de Corsia, Charlita. (Redif.)

Dans le sud du Texas, un bandit ravage les exploitations agricoles. Pour l'amour d'une femme, son second passe dans le camp des fermiers.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Gette (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... La diaspora des Indo-Européens : à 8 h. 32, L'éclusier : le gardien des eaux ; à 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, la Matinée des autres : aux sources du chant indien et la légende d'Isis, musiques en Anatolie ; 10 h. 45, Etranger, mon ami ; 11 h. 2, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; 12 h. 45, Panorama ;

14 h. 5, Un livre, des voix : « L'itinéraire de Parhan au château d'Alamut et au-delà », de D. Bromberger ; 14 h. 47, Géométrie variable ; 16 h., Match : J. Foyer-R. Forni ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Grand Livre des aventures de Bretagne... Le tournoi de Galore » ; 19 h. 25, Sciences : la France minérale ;

20 h., Dialogues : « Jules Verne : le héros et son double » ; 21 h. 15, Musique de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens ; 12 h., Interférences ; 12 h. 40, Jazz classique : Fats Waller revisité ;

14 h., Divertimento : Lehar, Kalman, Sandauer, Strauss ; 14 h. 30, Triptyque : Ravel, Tchaïkovski, Stravinski ; 15 h. 32, Musiques d'autrefois : Banchieri, Pignolet de Monteclair, Bach ; 17 h., Postlude : Brahms, Hindemith ; 18 h. 2, Musiques magazine : musique folklorique, ethnique, non écrite, et extra-européenne ; 19 h., Jazz time : les défricheurs ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Thèmes variés ;

20 h. 30, Concert donné à l'Auditorium 105 de Radio-France... « Monuments musicaux » (Schubert) ; « Sonate n° 3 » (Chopin) ; « Voix dans un vaisseau » (Levinas), par l'Ensemble instrumental Akira Tamba. Direction B. de Vinogradov. Avec C. Petkova, mezzo-soprano, J. Le Trocquer, flûte, A. Fournier, cor ; 22 h. 30, Nuits sans voix ; 23 h., Jour « J » de la musique ; 23 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

Mercredi 27 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 55, Sur deux roues ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 13) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 19 h. 50, Tirage du Loto.

20 h. 30, Dramatique : l'Herbe chaude.

Lire notre article page 11.

22 h., Documentaire : Gurdjieff, réalisation J.-C. Lubtchansky.

Pierre Schaeffer interroge un psychiatre, un cinéaste, un orientaliste, un écrivain, un chirurgien et le traducteur des œuvres de Georges Ivanovitch Gurdjieff, ce « maître à vivre » mort à Paris en 1949, selon qui l'homme moderne a tronqué en lui des possibilités de connaissance et de développement. Son « enseignement », mieux connu aux Etats-Unis qu'en France, est ici évoqué.

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h., Aujourd'hui madame ; 15 h. 15, Série : Mash ; 15 h. 40, Série : Quand tout était pour rire ; 16 h. 10, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Julien Clerc).

20 h. 35, Les Muppets ; 21 h. 5, Mi fugue-mi raison : le pouvoir est aux jeunes ; 22 h. 20, Document de création : Fenêtre sur : Raymond Moretti.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : le parti communiste français ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé : Il était une fois... l'homme ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : MR KLEIN, de J. Losey (1976), avec A. Delon, J. Moreau, F. Bergé, S. Flon, M. Lonsdale, J. Berto, J. Bouise, L. Seigner, M. Aumont, M. Girotti.

En 1942, à Paris, un trafiquant qui s'enrichit du malheur des autres est peu à peu amené à endosser la personnalité de son homonyme, un juif menacé de persécutions.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Gette (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... La diaspora des Indo-Européens : Scythes, Romains et Germains ; à 8 h. 32, L'éclusier : les bâteaux fantômes ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « le Petit Capitaine et le Trésor du pirate », de P. Biegel ; 11 h. 2, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; à 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Solistes : L. Temerson (violon) et J.-C Ambrosini (piano) ;

14 h. 5, Un livre, des voix : « Un arbre voyageur », de C. Etcherelli ; 14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : se mettre en scène... pour éduquer ; 15 h. 2, Mercredi jeunesse ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Grand Livre des aventures de Bretagne... Le verger de Galore » ; 19 h. 25, La science en marche : à l'assaut de la cellule vivante ;

20 h., La musique et les hommes : l'épanouissement spirituel dans la musique de l'Inde ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens ; 12 h., Interférences ; 12 h. 40, Jazz classique : Fats Waller revisité ;

14 h., Variétés de la musique légère ; 14 h. 30, Triptyque : Haydn, Schumann, Franck ; 15 h. 32, Le concert du mercredi : Schubert, Boccherini ; 17 h., Postlude, Brahms, Falla, Roussel ; 18 h. 2, Musiques magazine : les musiques électroniques de studio ; 19 h., Jazz time : les hommes du président ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Thèmes variés ;

20 h., En direct du grand auditorium de Radio-France... « Mazeppa » (Tchaïkovski), par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France. Direction : J.-P. Marty. Avec G. Savosa, K. Chostek-Radkova, N. Giuselev ; 22 h. 30, Sortilèges du Flamenco ; 23 h., Nuits sans voix ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE - INTER, informations toutes les heures ; 7 h., P. Douglas (à 8 h. 45, la chronique de P. Bouteiller) ; 9 h., La vie qui va, de J. Paugam ; 11 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C. Averty et J. Crépineau ; 12 h., Louis Bozon ; 12 h. 45, Le jeu de 1 000 francs ; 13 h., Journal de G. Denoyan ; 13 h. 45, Bloc-Notes, de P. Bouteiller ; 14 h., Le livre des contes ; 14 h. 30, Avec ou sans sucre, de J. Artur ; 15 h. 30, Tout finit par être vrai, de H. Gougaud et J. Pradel ; 16 h., Vous avez dit... classique ? ; 17 h., Radioscopie ; 18 h., Les mordus, de D. Hamelin ; 20 h., Loup-garou, de P. Blanc-Francard ; 21 h., Feed-Back, de B. Lenoir ; 22 h., Comme on fait sa nuit on se couche ; 0 h., Bain de minuit.

FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE, informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult et mus.) ; 8 h. 30 (cult) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 45 (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h. (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

R.T.L. : 5 h. 30, M. Favière (informations toutes les demi-heures) ; 8 h. 5, L'invité de P. Alexandre ; 8 h. 45, A.-M. Peysson ; 11 h., La grande parade de l'été ; 13 h., A. Baloud ; 13 h. 15, Les histoires d'amour ; 14 h., Menie Grégoire ; 14 h. 30, Disque d'Or ; 15 h. 30, Fabrice et Sophie ; 16 h. 30, Les grosses têtes ; 18 h., Journal ; 18 h. 30, Hit-parade ; 20 h. 30, Les routiers sont sympas ; 24 h., Station de nuit.

EUROPE 1 (informations toutes les heures) : 8 h. 45, A vos souhaits ; 11 h., La vie en or, de J. Martin ; 12 h. 20, Vingt millions cash ; 14 h., Histoire d'un jour ; 15 h., Coluche ; 17 h., Basket ; 19 h. 15, Chansons ; 20 h. 30, Hit-parade, de F. Diwo ; 22 h. 45, Drugstore ; 0 h. 5, La ligne ouverte, de G. Saint-Bris.

Tribunes et débats

EUROPE 1 : 19 h., André Giraud (le 24).

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h., Jacques Chancel reçoit Pierre Emmanuel (lundi), Charles-André Julien (mardi), Curd Jurgens (mercredi), Walter Prévost et David Engerfiels (jeudi), Marie-Ghislaine de Miramont (vendredi).



RADIO-TELEVISION

Jeudi 28 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, Objectif santé ; 18 h., A la bonne heure ; 18 25, Pour les petits ; 18 h 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 14) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h 40, Emission réservée aux formations politiques : la majorité.

20 h. 30, Musique en direct du Palais des congrès : Symphonie n° 5, de G. Mahler, par l'Orch. de Paris, dir. D. Barenboïm.

21 h. 45, Euro 9 ; 22 h. 50, Ciné première : avec F. Chatelet (philosophe).

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h., Aujourd'hui madame ; 15 h., Série : Cannon ; 15 h. 55, L'invité du jeudi : Max Gallo ; 17 h. 25, Fenêtre sur... Chomo ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h.45, Top-club (Julien Clerc).

20 h. 35, Le grand échiquier, de J. Chancel : Pierre Seghers.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

23 h. 15, Spécial buts : Coupe d'Europe.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : la Confédération générale des cadres ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé : Il était une fois... l'homme : 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : TERREUR SUR LE « BRITANNIC », de R. Lester (1974), avec R. Harris, O. Sharif, D. Hemmings, A. Hopkins, S. Knight.

Un maître-chanteur a disposé dans les cales d'un paquebot de croisière cinq cents kilos d'explosifs. Pour ne pas lui céder, une équipe de déminage tente de désamorcer les engins.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Gette (et à 14 h. 19 h 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : la diaspora des Indo-Européens (prêtres, guerriers et laboureurs) ; à 8 h. 32, L'éclusier ; Ophélie vagabonde ; à 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, Matinée littéraire ; 10 h. 45, Questions en zigzag : nouvelles histoires de Paris ; 11 h. 2, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Renaissance des orgues de France : l'orgue de Vic-en-Bigorre ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « la Promesse », de C. Potok ; 14 h. 47, Le vif du sujet : l'avenir du Pacifique ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 18 h. 32, Feuilleton : « le Grand Livre des aventures de Bretagne.. La fausse Guenièvre » ; 19 h. 25, Les progrès de la biologie et de la médecine ;

20 h., « Le Linceul de Prospero », de J. Kreczmar. Réalisation B. Horowicz. Avec M. Vitold, R. Murzeau, E. Dechartre, P. Trabaud, etc. ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens ; 12 h., Interférences ; 12 h. 40, Jazz classique : Fats Waller revisité ;

14 h., Divertimento : Gershwin ; 14 h. 30, Triptyque : Mozart, Verdi, Kodaly ; 15 h. 32, Musique française d'aujourd'hui : Nikiprowetsky, Ballif, Mihalovici, Barraud ; 17 h., Postlude : Strauss, Bartok, Prokofiev ; 18 h. 2, Musiques magazine : les musiques rock, pop, soul et jazz ; 19 h., Jazz time : le bloc-notes ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Thèmes variés ;

21 h. 5, En direct de Munich... « Requiem allemand » (Brahms), par les chœurs et Orchestre symphonique de la radio bavaroise. Direction R. Kubelik. Avec E. Mathis, soprano ; W. Brendel, baryton ; 22 h. 40, Nuits sans voix ; 23 h., Actualités des musiques traditionnelles ; 0 h. 5, France-Musique la nuit.

Vendredi 29 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, La source de vie ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 15) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : la Plume, de Barillet et Gredy, mise en scène M. Roux, réal. P. Sabbagh, avec M. Roux, M. Barbulee, A. Feydeau, C. Simon.

Une satire de la littérature et de ses fausses gloires. Le petit monde parisien vu au « boulevard ».

22 h. 5, A bout portant : Mireille.

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h., Aujourd'hui madame ; 15 h., Série : La chasse aux hommes ; 16 h., Delta ; 17 h. 25, Fenêtre sur... Graham Green ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Julien Clerc).

20 h. 30, Feuilleton : Médecins de nuit (2. — Anne).

21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes (Les méconnus de l'histoire).

Avec Mme G. Dubosq (Bye bye Geneviève), *MM. J.-F. Kahn* (Journal de guerre d'un juif patriote, 1914-1918), *P. Miquel* (les Oubliés de l'histoire), *H. Troyat* (le Prisonnier), *J. Tulard* (Mémoires du sergent Bourgogne).

22 h. 45, Ciné-club : FILM : LA NUIT DES FORAINS, d'I. Bergman (1953), avec H. Andersson, A. Gronberg, H. Ekman, A. Ek, G. Brost, A. Tretow, G. Bjornstrand (v.o. sous-titrée, N.).

En 1900, dans une petite ville de Suède, le directeur d'un minable cirque ambulant et sa jeune maîtresse, l'écuyère, subissent affronts, humiliations et échecs.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : les Guides de France ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé : Il était une fois... l'homme ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Le nouveau vendredi : la Pologne a vingt ans.

Avec le concours de la Télévision suisse romande, Christine Ockrent présente une enquête sur la jeunesse polonaise : la génération qui n'a pas connu la guerre cherche-t-elle en dehors du « système » ? Comment ces étudiants d'une « université libre » remettent en cause l'encadrement officiel.

21 h. 30, Téléfilm : Nous n'irons plus aux champs. Scénario et dial. : R. Le Capitaine, réal. P. Cavassilas, avec : V. Gravier, J. Clève, S. Herbert, etc.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Gette (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : la diaspora des Indo-Europeens (les trois fonctions et la nature des choses) ; à 8 h. 30., L'éclusier : canaux et musiciens ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Semaines de musique contemporaine à Romans ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; à 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Soliste : M. Drewnowski, piano ;

14 h. 5, Un livre, des voix : « les Amours impossibles », de G. Houlet ; 14 h. 47, Les Français s'interrogent : les pédagogies parallèles ; 16 h., Pouvoirs de la musique : Haendel, Hindemith ; 18 h. 30, Feuilleton : le grand livre des aventures de Bretagne... le devoir d'une reine ; 19 h. 25, Les grandes avenues de la science moderne : les fourmis ;

20 h., Relecture : Colette, par H. Juin ; 21 h. 30, Musique de chambre : Debussy, Martelli, Downey.

22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Mahler ; 12 h., Interférences ; 12 h. 40, Jazz classique : Fats Waller revisité ;

14 h., Divertimento : Fall, Schroeder, Czibulka, Godzinsky ; 14 h. 30, Triptyque : Franck, Respighi, Matiegka, Schubert ; 15 h. 32, Musiques d'ailleurs ; 17 h., Postlude : Ibert, Roussel ; 18 h. 2, Musiques magazine : musique classique et contemporaine en France ; 19 h., Jazz time : beau be-bop ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Thèmes variés ;

20 h. 30, Grands crus ; 21 h. 20, Cycle d'échanges franco-allemands... en direct de Stuttgart : « Benvenuto Cellini, ouverture » (Berlioz) ; « Concerto pour piano n° 5 » (Prokofiev) ; « Ainsi parlait Zarathoustra » (R. Strauss), par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart. Direction G. Bertini ; 23 h. 15, France-Musique la nuit : « grands crus » ; 0 h. 5, Nuits sans voix.

Samedi 30 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Pourquoi ? 13 h. 35, Le monde de l'accordéon ; 14 h. 5, Restez donc avec nous ; 17 h., Documentaire : L'histoire de l'aviation (l'Atlantique, 1918-1927) ; 17 h. 50, Jeux ; 18 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 30, Variétés : Seaside spécial Saint-Malo ; 21 h. 30, Série : Les hommes d'argent (premier épisode).

22 h. 45, Sports : Télé-foot.

CHAINE II : A 2

12 h. 15, Journal des sourds et des malentendants ; 13 h. 35, Magazine : Des animaux et des hommes ; 14 h. 25, Les jeux du stade ; 17 h. 10, Magazine des spectacles ; 18 h., La course autour du monde ; 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club.

20 h. 35, Dramatique : Le temps d'une république (De guerre lasse), de R. Wheeler, réal. L. Grospierre, avec M. Hansel, P. Deplanche, P. Massieu.

Lire notre article page 11.

22 h. 5, Sur la sellette, par Philippe Bouvard ; 22 h. 50, Emission musicale : Figaro-si, Figaro-la, par P. Petit, avec A. Vanza, pianiste.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Retransmission théâtrale : « Le Bossu », de P. Féval, mise en scène R. Angebaud, adaptation du Théâtre du Bout du monde, Centre dramatique national de l'Ouest, réal. P. Cavassilas.

Pendant la Régence, le duc de Nevers est assassiné malgré la protection du chevalier de Lagardère, qui recueillera l'orpheline Aurore. Dix-huit ans plus tard, il confondra le meurtrier et épousera la jeune fille.

22 h. 35, Magazine : Thalassa (du temps des grands voiliers).

23 h. 3, Championnat du monde d'échecs (aux Philippines).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Gette (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; regards sur la science ; 8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain ; 9 h. 7, Le monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches ; 11 h. 2, La musique prend la parole : Berlioz et Lelio, par le London Symphony Orchestra. Direction P. Boulez ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

14 h. 5, Carnet de voyage en Turquie ; 16 h. 20, Livre d'or : cycle d'orgue en Avignon ; 17 h. 30, Pour mémoire ; 19 h. 25, Les étonnements de la philosophie : saint Thomas d'Aquin ;

20 h., « Criblés d'honneur », de B. Sabuncu. Adaptation T. Sarac. Réalisation A. Dave. Avec A. Weber, R. Varte, C. Piéplu, etc. (rediffusion) ; 21 h. 55, Ad lib., avec M. de Breteuil ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques ; 7 h. 40, Equivalences ; 8 h., Le royaume de la musique : F. Lodéon, violoncelle ; 9 h. 2, Ensembles d'amateurs ; 9 h. 45, Vocalises ; 11 h. 15, Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 40, Jazz, s'il vous plaît ;

13 h. 30, Chasseurs de son stéréo ; 14 h., Dijon, carrefour du folklore international ; 15 h., Un choix forcément subjectif des futurs bons disques de l'année prochaine ; 16 h. 32, Les riches heures musicales du Berry : Mécénat-sur-Cher ; 17 h. 30, Après-midi lyrique : Adrienne Lecouvreur ;

20 h. 30, Festival d'Aix-en-Provence... Récital Teresa Berganza, Ernesto Bitetti, guitare : œuvres de Fuenllana, Valderrabano, Milan, Mudarra, Narvaez, Pisador, Garcia-Lorga, de Falla ; 22 h. 30, Nuits sans voix ; 23 h., Jazz forum ; 0 h. 5, Concert de minuit : Etés d'Orid... le Quatuor Borodine (Schubert, Chostakovitch, Brahms).

Dimanche 1er octobre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h., Messe célébrée en l'église de Recloses (Seine-et-Marne), prédicateur, Père Marc Joulin.

12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, TF 1-TF 1 ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 25, Science-fiction : Le voyage extraordinaire ; 16 h. 15, Sports : Sports première ; 17 h. 50, Dramatique : Catastrophe aérienne, de B.L. Kowalski ; 19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : LE PERMIS DE CONDUIRE, de J. Girault (1973), avec L. Velle, P. Roberts, S. Jullien, J. Jouanneau, M. Biraud.

Un habitant des Yvelines est obligé, à la suite d'un changement de situation, de passer son permis de conduire, alors qu'il déteste l'automobile.

22 h., Musique : Les grands mystères de la musique (Gustav Mahler).

CHAINE II : A 2

11 h., Quatre saisons ; 11 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; 12 h., Chorus ; 12 h. 40, Ciné-malice : Rois du cirque et princes de l'épouvante.

12 h. 55, Top-club (et à 13 h. 40).

Lire nos « Ecouter-Voir ».

14 h. 30, Feuilleton : L'âge de cristal ; 15 h. 20, En savoir plus ; 16 h. 20, Petit théâtre du dimanche ; 16 h. 55, Monsieur Cinéma ; 17 h. 35, Chocolat du dimanche ; 18 h. 5, Le monde merveilleux de Walt Disney ; 19 h., Stade 2.

20 h. 30, Série : Kojak (Spiritisme), de G.R. Kearney, réal. B. Goldenberg ; 21 h. 30, Document de création : C'était l'ami d'Adolph Hitler, Albert Speer : Le passé dans les yeux, réal. P. Laforêt ; 22 h. 20, Jazz : Beny Carter (n° 3).

CHAINE III : FR 3

16 h. 30, Espace musical ; 17 h. 30, Quand les hommes habitent leur demeure : Maisons en Provence ; 18 h., L'invité de FR 3 : François Reichenbach, de J.-P. Alessandri et P. Giannoli.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

19 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 20 h., Histoires de France, d'A. Conte, réal. A. Vetusto : Le mythe d'Esclarmonde, avec Loleh Bellon.

Au long de la croisade des Albigeois, dans le camp des « hérétiques », Esclarmonde, la sœur du comte de Foix, fait construire la forteresse de Montségur. Elle animera ce bastion jusqu'en 1244.

20 h. 30, Les dossiers noirs : Ivan Makhonine. Réal. J.-M. Charlier et D. Lefèvre-Toussaint.

Le savant russe qui inventa un nouveau carburant dans les années 20 vit son procédé interdit : on le considérait comme un dangereux rival des pétroliers.

21 h. 30, Encyclopédie filmée : Lumière et le cinématographe.

Naissance du cinéma : l'aventure et le génie de Louis Lumière.

22 h., Ciné-regards : Festivals cinématographiques de l'été.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle stars féminines) : LES INSURGES, de J. Huston (1949), avec J. Jones, J. Garfield, P. Armandariz, G. Roland, W. Cassell, D. Bond, J. Perez. (V.o. sous-titrée, N.).

A La Havane, en 1933, un groupe de révolutionnaires préparent, en creusant une galerie souterraine, un attentat contre le dictateur qui opprime le pays.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-A. Gette (et à 14.) ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France ; 10 h., Messe ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Les musiques d'Espagne et du Portugal, concerts du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France au Festival de Saintes ;

14 h. 5, La Comédie-Française présente : « le Jeu des rôles » et « A la sortie », de Pirandello ; 16 h. 5, Concert : les premiers prix 1977 des tournois du royaume de la musique ; 17 h. 30, Escales de l'esprit ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Poésie : P.-A. Gette ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : le train de John Cage ; 23 h., Black and blue ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Le kiosque à musique ; 8 h. Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 10 h., En direct de la cathédrale Sankt Polten : Cent cinquantième anniversaire de la mort de F. Schubert ; 11 h., En direct du Théâtre d'Orsay : Trio Fontanarosa (Beethoven, Schubert, Brahms) ; 12 h., Des notes sur la guitare ; 12 h. 40, Opéra-bouffon ;

14 h., La tribune des critiques de disques : « Messe en si mineur » (Bach) ; 17 h., Le concert égoïste de J. Cassou : Milhaud, Verdi, Liszt, Berlioz, etc. ; 19 h., Musiques chorales : Lully ; 19 h. 30, En direct d'Ottawa : Journée internationale de musique, par l'Orchestre du Centre national des arts. Direction M. Bernardi (Haydn, Stravinski) ;

21 h. 35, Jazz vivant : bluesmen et blues vocal et instrumental noir ; 22 h. 30, France-Musique la nuit ; 23 h., Musique de chambre : Marais, Bartok ; 0 h. 5, Nuits sans voix.

Lundi 2 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, Restez donc avec nous ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Un, rue Sésame ; 18 h. 55, Feuilleton : Christine (n° 16) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 30, FILM (hommage à Jean Cocteau) : LES PARENTS TERRIBLES, de J. Cocteau (1948), avec J. Marais, Y. de Bray, G. Dorziat, M. André, J. Day (N.).

La jalousie et les souffrances d'une mère abusive dont le fils s'évade du monde clos de la famille pour aimer une jeune femme vivant ailleurs.

22 h. 10, Portraits : La voix humaine (Jean Cocteau et Edith Piaf).

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Le provocateur ; 14 h., Aujourd'hui, madame ; 15 h., FILM : PAMELA, de P. de Hérain (1944), avec R. Saint-Cyr, F. Gravey, G. Marchal, Y. Lebon, G. Casadesus, R. Bussières, S. Emrich (N., rediff.).

En 1795, à Paris, une folle marchande de frivolités participe à une conspiration royaliste pour faire évader Louis XVII de la prison du Temple.

16 h. 30, Autres métiers, autres gens (laissés-pour-compte, l'illusion scénique) ; 17 h. 25, Fenêtre sur... les livres et l'histoire ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club.

20 h. 30, Ciné-musique, réal. D. Sanders ; 21 h. 35, Magazine : Question de temps... Louise, le bébé-éprouvette ; 22 h. 35, Document de création : L'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, réal. J.-J. Bloch.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Jacques Ellul ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : LE DERNIER DES GEANTS, de D. Siegel (1976), avec J. Wayne, L. Bacall, R. Howard, B. McKinney, J. Stewart, R. Boone.

Au début du siècle, à Carson City, un homme de l'Ouest, condamné par un cancer, court l'ultime risque de se faire tuer.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P. Celan (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : G. Dumezil et les sciences humaines ; à 8 h. 32, La fête hindoue ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire : « Jeanne Guyon », de F. Mallet-Joris ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement-musique ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora ; à 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Atelier de recherches instrumentales ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « les Amants de Teruel », de M. Cazenave ; 14 h. 47, Centre de gravité ; 16 h. 50, Libre appel ; 17 h. 32, Les musiques d'Espagne et du Portugal, au Festival de Saintes ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Grand Livre des aventures de Bretagne : le Chevalier à la charrette » ; 19 h. 25, Présence des arts : « les Ménines », de Velasquez ;

20 h., « Le Danseur de maître Kraykowski », de Gombrowicz. Réalisation J.-P. Colas. Avec R.-J. Chauffard, J.-R. Caussimon, M. Eyraud, G. Brejac, etc. (rediffusion) ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : rencontres hassidiques ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens ; 12 h., Interférences ; 12 h. 40, Jazz classique : Tout Duke ;

14 h. 15, Divertimento : Stravinski ; 14 h. 30, Triptyque ; 15 h. 32, Portrait d'un musicien français ; 17 h., Postlude ; 18 h. 2, Musiques magazine : musique contemporaine et classique ; 19 h. 2, Jazz time : jeu de plages ; 19 h. 40, Vingtième concours international de guitare : Hinojosa, Cabezon ;

20 h., Les grandes voix ; 20 h. 30, Perspectives du vingtième siècle... Hommage à Bruno Maderna : « Zeitmass » (Stockhausen) ; « Concerto pour hautbois et orchestre » (Maderna) ; « le Visage nuptial » (Boulez), par l'Orchestre National de France. Direction G. Ferro, et les chœurs de Radio-France ; 22 h. 30, Nuits sans voix.

Les écrans francophones

Lundi 25 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les grandes batailles du passé ; 21 h., *les Filles de Joshua Cabes*, film de D. L. Rich.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Dossiers : Danger immédiat ; 21 h., *les Distractions*, film de J. Dupont.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, *Antoine et Cléopâtre* ; 22 h. 50, La civilisation de l'Islam. — *R.T. bis* : 19 h. 55, Molière pour rire et pour pleurer.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Passe et gagne ; 20 h. 35, L'histoire en jugement.

Mardi 26 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Des autos et des hommes ; 21 h., *Meurtres*, film de R. Pottier.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La patrouille du cosmos ; 21 h., *Il était trois flibustiers*, film de Steno.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Notre fête 78 ; 22 h. 15, Créations super-8. — *R.T. bis* : 19 h. 55, *Marie-Martine*, film d'A. Valentin.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 25, Tell quel ; 21 h. 15, *Joana*, film de M. Sarne.

Mercredi 27 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Histoires de l'aviation ; 21 h., *la Reine africaine*, film de J. Huston.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Richelieu ; 21 h., *Jacquou le Croquant*, film de S. Lorenzi (quatrième partie).

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Variétés ; 20 h.55, Vivre sa ville ; 21 h. 5, Dix bougies pour Antenne-Soir. — *R.T. bis* : 19 h. 55, Molière pour rire et pour pleurer.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 25, *Mayerling*, film de T. Young.

Jeudi 28 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Boney ; 21 h., *Projet Phœnix*, film de R. Heffron.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., L'homme qui valait 3 milliards ; 21 h., *la Lettre du Kremlin*, film de J. Huston.

TELEVISION BELGE : 20 h., Autant savoir ; 20 h. 10, *Une belle fille comme moi*, film de F. Truffaut. — *R.T. bis* : 19 h. 55, Molière pour rire et pour pleurer.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, Temps présent ; 21 h. 20, Le lion des Pyrénées.

Vendredi 29 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Le sixième sens ; 21 h., *Jules César*, film de J.-L. Mankiewicz.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La vie de Marianne ; 21 h., *La mariée ne peut pas attendre*, film de G. Franciolini.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, A suivre ; 22 h. 5, *Lolita*, film de S. Ribrik.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, La mort de Garcia Lorca ; 21 h. 50, At the embarkment.

Samedi 30 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Chaparral ; 21 h., *Monsieur Fabre*, film de H. Diamont-Berger.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., L'homme d'Amsterdam ; 21 h., *Vivre en paix*, film de L. Zampa.

TELEVISION BELGE : 20 h., Le monde des animaux ; 20 h. 5, *Un neveu silencieux*.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25, Médecins de nuit ; 21 h. 20, Concours international d'exécution musicale ; 22 h., Le cirque imaginaire.

Dimanche 1er octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La planète des singes ; 21 h., *l'Innocent*, film de L. Visconti.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Histoires de l'aviation ; 21 h., *la Machine*, film, de P. Vecchiali.

TELEVISION BELGE : 20 h., Variétés ; 21 h., Caméra-sports.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., *Jamais le dimanche*, film de Jules Dassin ; 21 h. 30, La voix au chapitre.

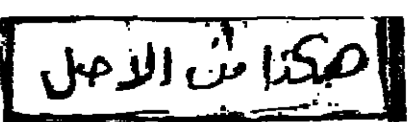
Lundi 2 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Nouvelles de Henri James ; 21 h., *les Nouvelles Filles de Joshua Cabes*, film de B. Bilson.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Le magicien ; 21 h., *Os Bandeirantes*, de M. Camus.

TELEVISION BELGE : 20 h. 10, Les grandes conjurations. — *R.T. bis* : 20 h. 10, Les sentiers du monde ; 21 h. 20, Intrigues à la Maison Blanche.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, A bon entendeur. — *R.T. bis* : 21 h. 5, La mort d'Ataturk.





SOCIETE

NATURE

Pommes de jardin

DES pommes ! Pur caprice en cette saison ! Granny Smith : 11 F le kilo. Sparkling : 10,50 F... « *Prenez les pêches* », conseille la laitière parisienne. Mais une pêche, ça ne se croque pas. Ça ne fait pas de bruit. Ça requiert assiette, couteau et fourchette. Ça se pèle, on n'en mange pas la couleur. On est obligé d'en laisser le noyau. Au bout du compte, ça n'a plus beaucoup de goût... Alors que la pomme se mange toute, cœur compris : les vitamines sont dans la peau, et le meilleur à l'intérieur des pépins...

Non, c'est une pomme que je veux. Mais se résoudre à s'offrir une pomme à 3 F, comme ça, sans raison, sans faim ni soif, à quatre heures de l'après-midi, avec tout ce que l'on entend sur l'inflation galopant sans entraves, loin devant les consommateurs sans défense et les écologistes sans le souffle qui permet de tenir la distance !...

« *Y-a bien celles-ci* », dit la laitière, comme à regret. Et de sortir un petit carton de derrière les cageots : « Pommes de jardin », 4 F le kilo.

« Pommes de jardin » ! On ne saurait mieux dire ! Pommes sans pedigree. Bâtardes sans nom propre. Pommes-pommes, ni vaniteuses ni gonflées — tenant juste dans le creux de la main. Ni calibrées. Ni polies. Vertes et roses mais un peu mates, un peu rugueuses ; un peu bosselées ; marquées de coups de bec d'oiseaux gourmands. Des irrégulières.

Rien de la pomme de la méchante reine, trop belle pour être bonne : des pommes bonasses, sans fard et sans façon. Nature, quoi !

Et sauvages, pourtant ! Mille fois plus que toutes les canadiennes, américaines et autres exotiques. Acides. Presque astringentes. Résistant sous la dent de la façon la plus piquante. « Pommes de jardin » ? Peut-être. Mais d'un de ces jardins farouches, à demi abandonné, presque revenu à l'état naturel — l'état sauvage, — avec ses pommiers non greffés dont les branches non taillées passent par-dessus le mur.

Pommes arrachées — il reste des feuilles sur le bout de branche cassée. Pommes volées du retour de l'école. Pommes du grenier des vacances. Pommes de livres de contes. Pommes de comptines enfantines. « Pomme de reinette et pomme d'api »... Où dénicher aujourd'hui ces perles rares ?

« Pommes de jardin ». Pommes du jardin des délices : non pas ceux du luxe standardisé, fade la Golden, la mal-nommée ; mais les délices du paradis perdu, d'avant la régulation des prix et des espèces, d'avant la connaissance du bien et du mal, d'avant l'âge adulte.

LAURENCE COSSÉ.

MÉTIER D'AVENIR

« Devenez garde du corps »

VOUS venez de quitter l'Opéra. Vous êtes industriel ou bien banquier, ou encore héritier. Vous marchez lentement vers votre voiture, garée dans une ruelle sombre, en pestant contre l'interprétation trop enlevée de la cantatrice. Soudain, vous vous arrêtez : deux hommes discutent à proximité immédiate de votre limousine. Deux hommes, deux silhouettes plutôt, que la nuit — ou votre légère paranoïa de citoyen au-dessus de tout soupçon — rend menaçants. Votre peur renaît. Incontrôlable.

Vous n'osez plus faire un pas. Les deux hommes vous ont-ils vu ? Vous préférez gagner le café le plus proche, vous demandez un jeton et composez le numéro secret que les agents de l'Office international de protection (O.I.P.) vous ont demandé d'apprendre par cœur, en vous remettant votre « abonnement haute protection ». Dans dix minutes, les gardes du corps de l'agence seront là. Invisibles et réconfortants. A nouveau vous vous sentez en sécurité.

Scénario de roman-feuilleton ? Voire. Le recours aux gardes du corps est en passe de devenir une thérapeutique pour hommes d'affaires anxieux et surtout un moyen de protection adapté à l'ère montante du terrorisme. C'est du moins ce que l'on pense à l'Office international de protection, une organisation comme on en trouve de plus en plus. En mettant à la disposition de ses clients ses quinze agents spécialisés, en ouvrant, il y a moins de six mois à Neuilly (1), la première école de formation de France, l'Office vient de créer le marché national des gardes du corps. En Italie et en Allemagne fédérale, cette profession a déjà ses lettres de noblesse, son histoire et ses martyrs.

Les Français restent-ils persuadés qu'on enlève seulement les barons ? Que ces choses-là n'arrivent qu'aux autres ? M. Charles, directeur d'O.I.P. estime que les Français sont simplement plus lents à admettre les réalités de notre siècle. Il suffit d'attendre encore un peu, de créer un besoin. Curieux personnage, M. Charles. Charles est son prénom. Il préfère taire son nom. Discrétion de l'homme de l'ombre, du protecteur efficace. Noir d'une quarantaine d'années, sacré « Monsieur Univers » 1968, expert en karaté, M. Charles assure pouvoir « *effectuer une protection rapprochée* » dans la rue sans que quiconque le remarque. Dix ans d'expérience outre-Atlantique lui ont appris ce métier encore peu connu en Europe.

Des Etats-Unis, il a rapporté une méthode et des idées. Des investisseurs français ont financé l'agence. L'O.I.P., n'ayant pas encore de réputation, doit se faire connaître par voie publicitaire : « *Devenez garde de corps (homme ou femme)* » lit-on dans les offres d'emploi de certains journaux. La « protection » est un métier d'avenir dont M. Charles veut forger l'élite. « *Nous ne formons pas des gros-bras*, explique-t-il, *ni des champions. La protection doit être une question de dissuasion, l'affaire d'hommes et de femmes très formés psychologiquement avec une condition physique exceptionnelle.* » Moyennant une inscription de 4 800 francs pour un stage de six mois, chacun peut devenir ce nouveau garde du corps qui « *sait manger à l'Elysée, être habillé d'un smoking, parler quand il le faut ou se taire* ». En plus des cours techniques où l'élève, par exemple, apprend à sentir le danger, à regarder les toits où peut briller le canon d'une arme, à vivre avec un bandeau sur les yeux pour accroître ses capacités auditives, l'Office prépare à différents brevets : sportif, de lutte conts l'incendie de protection civile, de maître nageur...

« *Il nous arrive, pour des missions, de demander des permis provisoires de port d'arme, mais nous n'aimons pas cela.* » Les séances de tir sont facultatives. Pour M. Charles, les armes « *sont des trucs à problèmes.* »

M. Charles rêve d'un avenir proche où chacun serait son propre garde du corps, saurait se servir de ses mains et de ses yeux, affirmerait ses réflexes pour un monde rempli de chausse-trapes. Le directeur de l'O.I.P. forme des professionnels qui, en mission, peuvent être payés près de 200 francs l'heure, mais il prépare déjà une société d'auto-protection : ainsi, il conseille à ses clients industriels de venir s'entraîner avec ses quinze premiers élèves.

M. Charles s'efforce aussi de sélectionner avec soin les candidats. « *Je n'ai que faire des casseurs dont on fait généralement les videurs de boîtes de nuit ou de concerts de rock.* » L'Office prend des renseignement sur ses futurs élèves et ses futurs clients. Protecteurs et protégés sont mis en fiches. Bref, une nouvelle police privée qui, comme en Italie, verrait dans les faiblesses de l'administration officielle un nouveau marché commercial ? M. Charles explique qu'il n'ignore pas ces problèmes, qu'il risque de devenir vite un partenaire obligé, voire un rival, si les affaires marchent bien, si tous les industriels sont pris d'angoisse à la sortie de l'Opéra. Les services de police savent parfaitement que l'équipe de M. Charles présente un devis initial avant chacun de ses contrats et qu'elle pénètre ainsi l'univers de ses clients.

Ce soir, l'O.I.P. doit assurer, en province, la protection d'un homme politique. Un inspecteur de la D.S.T., venu aux nouvelles, attend dans le salon. Des pressions, avant même que n'arrive le succès commercial ? Un simple échange d'informations ? M. Charles sourit : « *Bien que dirigeant une affaire privée, je me sens une obligation humaine vis-à-vis de l'Etat.* »

PHIL[illegible]E BOGGIO.

(1) Office international de protection, 5, rue Boutard, 92200 Neuilly. Tél. : 745-30-40.

IMAGE

Lettre à mon double

Un petit bonhomme se promène dans Paris en se réclamant de mon identité. A lui, je destine ce billet.

QUE ne peut-on avoir un double, un être qui porterait le masque de nos illusions, qui vivrait de la vanité qui, dans certains cas, nous manque et du mystère de quelque silence ? Un double, ce serait comme un agent qu'on enverrait dans les lieux où il est difficile d'accéder et qui tiendrait le langage de l'extrême audace, qui aurait les gestes de la haute trahison, les gestes du jeu, le bruit du rire et le mouvement d'un corps dansant. Parce qu'on n'est pas léger ; on rêve de passer d'un territoire encombré à une profonde solitude, comme un funambule, avec la grâce de l'ange qui nous habite et le sourire du matin.

Mais l'époque est celle de la lourdeur. On croit encore pouvoir avancer avec le visage d'un autre, au moment où derrière cette image collée il n'y a que du vent. Du vide et l'odeur moisie de la misère.

Que celui qui dit être moi sache que je compte lui confier, en plus du nom propre, quelques-unes de mes désillusions et surtout une pratique un peu plus folle du rire et du semblant !

TAHAR BEN JELLOUN.

TÉMOIGNAGE

Le racisme ordinaire

Une lectrice, Mme Chantal Moubachir, nous écrit :

JE suis professeur agrégé de philosophie, nommé à Paris cette année. Septembre 1978 : je cherche un appartement proche du lycée où j'enseigne. Une occasion s'offre à moi. Je me présente la première chez le gérant de l'immeuble : ma profession et mes revenus assurent amplement solvabilité et caution morale.

Ma priorité de fait, sans parler de la priorité morale qui m'oblige à me trouver présente à Paris le jour de la rentrée, ne semble pas suffire à mon élection : il faut attendre, me répond le gérant, que les autres candidats se manifestent afin que le propriétaire puisse choisir. C'est donc encore d'un concours qu'il s'agit. Il apparaît pourtant que l'affaire se présente bien. Hélas, mon mari est marocain. Pas n'importe qui, pourtant, pas un immigré anonyme, non, conseiller du roi, rien de moins. Cela ne suffit pas, ou plutôt cela suffit pour que ma candidature soit implacablement rejetée.

Racisme ? Pression politique ? Les deux peut-être tant ils sont liés tous deux à la bassesse et à la lâcheté.

Au moment où le président de la République reçoit à déjeuner des intellectuels, conscient qu'il est du rôle éminent qu'ils ont à jouer dans la vie politique et culturelle de la France, je ne puis que m'étonner et m'indigner qu'on refuse à deux d'entre eux, et à l'un de ceux qui ont la charge de transmettre cette culture aux esprits vifs de la nation, un des droits élémentaires de l'homme : se loger dans des conditions qui assurent sa santé et son bonheur.

NOTABLES

Les faux nobles

« *LE port de faux titres est sanctionné par le code pénal, article 159.* » C'est par cette épigraphe que le Dr Michel Dugast-Rouillé ouvre le nouveau livre qu'il consacre à la noblesse, mais cette fois-ci dans son aspect le moins brillant : ceux qui en usurpent la qualité, plus crûment les faux nobles. Cette appellation brutale n'a pas été retenue par l'auteur, qui a préféré intituler plus benoîtement son ouvrage : *les Notables ou la Seconde Noblesse* (1).

Il s'en explique par deux fois. La première, de manière assez elliptique (et discrète) par un avertissement en bas de page : « *la seconde noblesse n'est pas une caste, c'est une classe, une classe particulière au vingtième siècle.* » La seconde, plus clairement en précisant qu'il s'agit de gens, « *le plus souvent très honorables, parfois de la très haute bourgeoisie, qui, ayant compris que le bourgeois n'avait rien de plus empressé que de singer la noblesse, le peuple de singer le bourgeois, se mirent non pas tant à singer la noblesse qu'à lui emprunter ses formes légales de noms* ».

Le travail de fourmi accompli par le Dr Dugast-Rouillé est une telle œuvre de salubrité publique qu'on pardonnera bien volontiers son observation peu moderniste. Qui peut se flatter de n'avoir jamais de ces baronnes faux Louis XV ?

Dans la préface assez cruelle qu'il consacre à ce dictionnaire de l'imposture, M. P. Girons remarque : « *Paris est peuplé d'aristocrates de pacotille, aux noms tintamaresques et aux blasons imaginaires. Leur noblesse est née d'hier, avec leur fortune. Souvent même leur nom leur sert de fortune. Il y a en France 45 000 familles* (ce qui fait un nombre bien plus grand d'individus) » « *nobles* » *portées sur les divers annuaires ; 25 000 sont d'une fausseté authentique. Il en reste 20 000 de lignées relatives, car il n'existe que 450 familles qui puissent prétendre à une noblesse de race, 1 %* », c'est-à-dire antérieures à l'an 1500.

La méthode suivie par le Dr Dugast-Rouillé l'a conduit, comme il explique, « *à inventorier et étudier rièvement tout nom que l'on nomme « à rallonge » et à chercher d'où il venait, car il y a presque toujours une raison recherchée, invoquée ou inventée* ».

C'est par un usage opiniâtre soutenu par plusieurs générations que l'on crée une *aura* de vraisemblance autour des noblesses incertaines. La preuve encore aujourd'hui vient de haut. La famille Giscard est devenue d'Estaing par décrets des 17 juin 1922 et 16 janvier 1923. L'actuel président de la République est donc né Giscard d'Estaing, contrairement à son père. Mais l'un de ses fils, nous apprend le Dr Dugast-Rouillé, « *se fait déjà appeler seulement d'Estaing* », notamment sur ses carnets de chèques. — Ph. B.

(1) *Les Notables ou la Seconde Noblesse* (premier tome de A à K), par le docteur Michel Dugast-Rouillé, 5 *bis*, rue des Dervallières, 44000 Nantes.

LES NÉO-ARTISANS

Vivre et travailler autrement

UN inspecteur de l'éducation nationale, Pierre Barnley, et une agrégée de lettres, devenue psychologue scolaire, Paule Paillet, ont parcouru la France à pied. Au détour des chemins, dans des hameaux perdus, sur les marchés des bourgades, nos deux psychologues explorateurs ont rencontré une nouvelle peuplade. Elle tient ses quartiers dans les terroirs écartés, pittoresques et de préférence ensoleillés : la Provence, le Périgord, la Lozère, l'Ardèche, la Bretagne.

Elle est composée de jeunes gens et de jeunes femmes qui ont rompu avec les affairements de la société productiviste et ont choisi de vivre pauvres, et de travailler de leurs mains. Ces contestataires ont une manière à eux de revaloriser le travail manuel : ils sont tisserands, potiers, étameurs, graveurs, métallos. Pierre Barnley et Paule Paillet les ont baptisés les néo-artisans (1).

C'est une nouvelle vague, en effet, qui échappe encore aux statistiques mais qui s'enfle. Dans le parc régional d'Armorique, on en dénombre déjà cent cinquante. Nos deux auteurs les ont observés comme des ethnologues l'auraient fait d'une tribu primitive, ils les ont soumis à la question comme des médecins en face de cas rares. Leur ouvrage présente une série d'observations quasi cliniques accompagnées de commentaires et d'analyses dont la subtilité gâche parfois le plaisir qu'aurait procuré la simple description.

Qu'importe. Ce premier récit de voyage au pays des néo-artisans attire l'attention sur un phénomène passionnant. Ces jeunes gens ont choisi de vivre ailleurs et autrement. Ils démontrent que l'anonymat du travail parcellaire n'est pas une fatalité, que la relation entre l'homme et l'outil, entre le travailleur et la matière n'est pas forcément aliénante, que les micro-sociétés autogérées et décentralisées ne sont pas condamnées.

Au nom de la liberté, potiers et tisserands acceptent l'inconfort et l'insécurité (certains ne cotisent pas aux assurances sociales), mais ils redécouvrent la satisfaction de travailler en pantoufles, à domicile. Même dans les périodes de grosses commandes, ils ne s'estiment pas surmenés.

Cependant, le néo-artisanat n'échappe pas aux observations critiques, et les auteurs ne se font pas faute de les formuler. Les produits qui sortent de ces ateliers ruraux ne sont plus, comme autrefois, des objets de première nécessité : les néo-artisans sont les fournisseurs du superflu. Mais celui-ci, justement, n'est-il pas désormais l'indispensable ? Après tout, même les sociétés nanties ont besoin de rêver. Reste à savoir si les néo-artisans ne sont qu'un sous-produit de l'univers industriel, condamnés à demeurer marginaux, ou s'ils annoncent une ère vraiment nouvelle. En tout cas, ils ont déjà leurs clodos, leurs petits profiteurs et même leurs gentils escrocs, qui, découpant des chutes de cuir ou gravant des bracelets, bricolent machinalement une pacotille sans avenir.

D'autres, au contraire, qui œuvrent avec goût et acceptent de participer à la vie locale, sont de mieux en mieux accueillis par les municipalités et les syndicats d'initiative. Certains se groupent en coopératives. Ils organisent des stages d'initiation et s'insèrent ainsi dans le courant des vacances intelligentes. Les enfants de mai 1968 ne sont peut-être pas des enfants perdus. — M.A.R.

(1) *Les Néo-Artisans*, par Paule Paillet et Pierre Barnley, Stock, 230 p., 38 F.

Icare, le rêve et la réalité

(Suite de la page 9.)

« Voyons, qu'est-ce que je faisais quand Ricordeau était là ?... Bon, d'abord gagner la piste 26 ; cela me laissera toujours deux minutes pour réfléchir à la suite... Nous y voilà. Alors, la « check-list » : atterrisseur, correcteur de mélange, carburateur, contacts, commandes... » *Et ainsi de suite. La mémoire revient peu à peu et la vingtaine de vérifications réglementaires s'effectue à peu près harmonieusement.*

Enfin, l'appel radio. La radio, c'est le cordon ombilical de l'avion, d'où le soin nécessaire à l'apprentissage des procédures, des quelques mots essentiels à prononcer à des moments précis et des accusés de réception à formuler. Là encore, rien n'est évident dans les progressions, et les pauvres contrôleurs de Toussus — l'aérodrome le plus fréquenté d'Europe, avant Roissy et Orly — entendent parfois d'étranges monologues qui n'ont rien à voir avec la réglementation.

« Roméo - Mike, alignez - vous et décollez. Le vent du 300, 12 nœuds.

— 300, 12 nœuds Roméo-Mike. »

Un « pourvu que je n'aie rien oublié » *accompagne la mise des gaz. Allégé du petit quintal de Ricordeau, le Rallye décolle en quelques dizaines de mètres et entreprend d'escalader l'azur. Calmons-le un peu afin de suivre la trajectoire de sécurité. En un éclair, on se retrouve pourtant à 300 pieds.* « Qu'est-ce qu'on doit faire, déjà, à 300 pieds ? Ah oui, couper la pompe de secours et rentrer les volets. » *Sitôt dit, sitôt fait. Dans la foulée, premier virage de 90 degrés à gauche. A la sortie, on se retrouve à 600 pieds. Il faut passer en palier : une poussée sur le manche, réduction du régime, réglage du compensateur... Trop fort, il pique. Manœuvre inverse... Il remonte. On se croirait sur un manège de chevaux de bois.*

A peine le compromis trouvé, il faut à nouveau virer à gauche pour revenir parallèlement à la piste. Vent arrière — ou presque — l'avion court et recommence à grimper. Tabassé par quelques rafales sournoises, il avance en slalom. Encore quelques centaines de mètres et — on ne voit décidément pas le temps passer — il faut le préparer pour l'atterrissage : pompe, réchauffe, réduction des gaz, sortie des volets, stabilisation à 130 km.-h... Et, tout de suite, l'avant-dernier virage à gauche, puis la première annonce radio à la tour. Trente secondes de calme relatif. Dernier virage... « *Roméo-Mike, en finale pour un complet-parking.*

— Roméo-Mike, autorisé à atterrir. Le vent du 320, 10 nœuds. Posez-vous long, il y a un « Robin » qui atterrit juste derrière vous. »

Il ne manquait plus que cela. « *Ecoutez, monsieur, c'est mon premier solo, alors...*

— Compris, Roméo-Mike. Faites pour le mieux ! »

Prudent, le Robin remet les gaz. Le sol monte rapidement. L'entrée de piste franchie, un petit arrondi cabre le capot. L'avion s'enfonce lentement, les deux roues principales touchent, puis le diabolo avant s'abaisse. Quelques corrections au pied pour maintenir Roméo - Mike sur sa trajectoire. Sortie de piste, retour au parking. L'instructeur est content, l'élève aussi. Lindbergh n'était certainement pas plus heureux en arrivant au Bourget...

JAMES SARAZIN.

RENTRÉE

Une école pas comme les autres

(Suite de la page 9.)

« L'Ecole et la Ville » n'est pas seulement une école, mais un lieu de vie. Les élèves y travaillent par petits groupes de dix ou douze. Les matières sont celles de l'enseignement habituel « *afin de ne pas marginaliser les enfants* ». Didier se targue de ne pas enseigner « en chambre ». Des contacts s'organisent avec l'extérieur : l'adolescent met la main à la pâte dans l'atelier d'un menuisier ami pour se confectionner sa table ou sa chaise. La justice s'enseigne à partir d'audiences du palais de justice et d'entretiens avec des journalistes spécialisés.

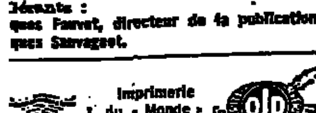
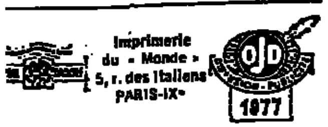
Les élèves se prennent en charge parce qu'ils sont responsables à l'égard de l'école. Tout est l'affaire de tous, du ménage aux décisions financières, en passant par les tâches de secrétariat. Chaque lundi l'équipe enseignante organise une réunion ouverte aux élèves et aux parents pour discuter des problèmes de l'heure : départ d'un élève, difficultés d'adaptation d'un autre, etc. L'assemblée générale se réunit sur la demande de n'importe qui, à n'importe quel moment. Les décisions doivent être prises à l'unanimité des voix des présents. Un seul refus, et la décision est reportée d'une semaine. A la fin de chaque trimestre, on tient une « journée de bilan », où professeurs et élèves ont le droit de se critiquer mutuellement.

Les trois élèves présentés au baccalauréat l'an dernier ont été reçus avec mention. Etudiants, ils reviendront souvent « faire un tour » à l'école de la rue Casanova, ne serait-ce que pour mettre un billet de 10 francs dans la cagnotte qui sert à acheter café, thé et gâteaux secs pour le « coupe-faim » de 11 heures. En attendant de devenir, un jour peut-être, à leur tour des enseignants de l'école.

CHRISTIANE CHAMBENOIS.

★ « L'Ecole et la Ville », 15, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris.

[illegible] par la S.A.R.L. le Monde.
[illegible]érants :
[illegible]ques Fauvet, directeur de la publication.
[illegible]ques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1977

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Rentrée des classes rue Doudeauville

Dans le double hôtel particulier du CIM (Centre d'informations musicales), les quatorze classes de jazz ont ouvert leurs portes à cinq cents élèves ce mois-ci. La grande école nationale, dont le pivot fut durant trois années rue Brézin, s'est déplacée vers le nord, installée rue Doudeauville, a gagné un plus vaste espace et, simultanément, sa reconnaissance, sa consécration par la Ville de Paris, le ministère de la culture, le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Ce n'était pas trop tôt.

Cinq cents élèves : c'est peu, face aux cinq cent mille étudiants en jazz qui, cette année, se sont inscrits aux cours des quelque trois cents universités et collèges qui les dispensent aux Etats-Unis, mais c'est beaucoup par rapport à la situation d'avant 1976, d'avant le CIM. Et la province existe et bouge en ce domaine aussi. Marseille, Bordeaux, Valence continuent.

∴

A Paris, les classes jazziques du CIM sont surencombrées, sauf (mais à peine) dans le secteur le plus impressionnant et en fait le plus difficile de l'« harmonie et orchestration » qui effraie maints étudiants. Ces étudiants, quels sont-ils ? Que cherchent-ils à connaître ? Reproduisent-ils, dans leur masse, la population des organismes traditionnels ?

Les enseignements les plus courus au CIM sont devinables lorsqu'on compose, comme des forces, le vent de l'histoire et les poussées des milieux familiaux. Quand le jazz est choisi, dominent, dans l'ordre : la guitare, les saxes, la batterie et le piano, la basse acoustique ou électrique, le chant et la trompette, le trombone, le violon, le vibraphone. Bon sujet de thèse de troisième cycle qui pourrait, éventuellement, devenir une affaire d'Etat.

L'Ecole de jazz de Paris offre à ses élèves douze heures hebdomadaires de pratique et de théorie (dont trois heures d'audition de disques discutés entre critiques et musiciens) ; une soirée de concerts sur place, le samedi ; une exploration quotidienne de la phonothèque, où l'on retire librement le document que l'on desire ; une visite au jour le jour de la bibliothèque des partitions, où l'on consulte le texte que l'on veut. Alain Guerrini, fondateur de la maison, en demeure le directeur, et Roger Guérin le général-pedagogue. Ils sont bien, l'un et l'autre, à leur place et dans leur métier. L'institution fonctionne et fait réfléchir. Tout le monde en est content. — L. M.

★ Ecole de jazz de Paris. CIM 83 bis, rue Doudeauville, 75018 Paris. Tél. : 258-53-40.

Calendrier du jazz

— Au Caveau de la Montagne, *à 22 h. 30 : Texier et Lockwood, jusqu'au 30 septembre, et Marais Mechali, du 2 au 7 octobre.*

— Au théâtre Campagne-Première, *jusqu'au 24 septembre, à 18 h. : John Mami Watta, chanteur de reggae, et à 20 h. 30 : David Rose, violoniste de jazz ; du 25 au 30 : Vortex.*

— A la Chapelle des Lombards, *à 22 h. 30, jusqu'au 27 : Maono, avec Ted Daniel et Andrew Cyrille, et, à 21 h., les 26 et 27 : Hans Reichel et Rudiger Carl ; à 21 h., du 28 septembre au 5 octobre : Okay Themiz.*

— Au Totem, *à 21 h., le 23 septembre : Jerome Jones et Sugar Blue ; le 26 Alexander von Schlippenbach, le 27 Raymond Boni, Gérard Marais ; le 28, Lee Konitz ; le 29 : Trio Arvanitas ; le 30 : Jerome Jones et Memphis Slim.*

— A Pleyel, *le 5 octobre : Oscar Peterson Quartet.*

∴

— Okay Temiz *sera le 27 septembre à Poitiers et le 6 octobre à Champigny.*

— Hans Reichel *sera le 25 à Poitiers et le 29 à Thionville.*

— *Trois stars du jazz-rock arrivent ces jours prochains en Europe :* Al di Meola, *qui sera au Théâtre Mogador le 25 et à Saint-Etienne le 28 ;* John Mac Laughlin, *à Strasbourg le 27 et au Stadium le 28, et* Weather Report, *au pavillon de Paris le 4 octobre (location trois FNAC).*

Musique

Dans les orchestres régionaux

LILLE : un début de notoriété nationale

A la tête de l'Orchestre philharmonique de Lille, Jean-Claude Casadesus entame sa quatrième saison avec beaucoup d'optimisme. Le bilan des trois premières années prouve qu'il a réussi à imposer sa formation tant par sa qualité que par l'intérêt qu'elle a suscité à travers toute la région. De plus, récemment, une excellente participation au Festival d'Aix-en-Provence a apporté à son orchestre un début de notoriété nationale.

L'an dernier, l'Orchestre philharmonique de Lille a donné une soixantaine de concerts dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais (dix seulement à Lille), pour quelque vingt mille auditeurs. Un premier enregistrement sur disque, celui de la Symphonie, *de Dutilleux, lui a valu d'emblée le grand prix de l'Académie Charles-Cros.*

Quelques ombres demeurent cependant : il faudrait de cent à cent dix musiciens pour aborder l'ensemble du répertoire. On en comptera quatre-vingt-sept pour cette nouvelle saison, soit douze de plus que l'an dernier, grâce à un effort méritoire du conseil régional. En effet, pour l'instant, on n'espère plus d'aide supplémentaire de l'Etat.

Au programme de la saison qui s'ouvre le 10 octobre : le Sacre du printemps, *de Stravinski, dont ce sera la création régionale, une œuvre de Richard Wagner jamais jouée en France,* le Dernier Repas des apôtres, *et des ouvrages de Richard Strauss, Ravel, Bartok, Mahler, etc. Deux commandes ont été passées à deux jeunes compositeurs français, Bousch et Tessier. Jean-Claude Casadesus songe aussi à la création d'un grand chœur régional qui s'appuierait sur les nombreuses chorales existantes.*

L'idée de concerts sur le lieu de travail — une expérience heureuse a été tentée l'an dernier à l'Imprimerie nationale à Douai — n'est pas abandonnée, mais il faudrait trouver des financements qui s'ajouteraient aux moyens des comités d'entreprise. Un concert est offert aujourd'hui pour 11 000 F, chef et soliste compris, somme modique comparée au coût réel de la production, mais elle n'est pas encore à la portée de toutes les entreprises et de beaucoup d'associations culturelles.

GEORGES SUEUR.

NANTES : une jeune équipe

L'avenir de l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, pour lequel on avait eu des craintes les années passées, semble bien assuré après la conférence de presse donnée à Paris par ses responsables. M. Armand Gérard, président du syndicat mixte de l'O.P.P.L., s'est plu à souligner « les excellentes relations avec le ministère de la culture », *ce qui prouve que les gros nuages d'ordre financier se sont dissipés. Une jeune équipe de chefs d'orchestre a pris le 1er septembre la succession de Pierre Dervaux qui, depuis sept ans, avait fait de l'O.P.P.L. un des meilleurs orchestres régionaux.*

L'optimisme et le dynamisme éclatent dans les propos du directeur musical Marc Soustrot (trente et un ans), qui s'est affirmé en deux ans comme un véritable « patron » de l'orchestre et sera entouré de trois camarades : Patrick Juzeau (chef permanent et plus simplement chargé de la Phalange de Nantes), François Bilger et Hubert Borgel, moins de cent vingt ans à eux quatre !

Pour répondre à une demande toujours accrue (de 69 000 auditeurs en 1974 on est passé à 116 000 en 1978), l'O.P.P.L. donnera cette saison trente concerts en grande formation (cent quatorze musiciens), auxquels s'ajouteront les concerts de chacune des Phalanges de Nantes et d'Angers, ainsi que les concerts de décentralisation dans les petites villes (une trentaine) et quarante-six concerts éducatifs.

En tout cent vingt-huit concerts auxquels s'ajoutent les spectacles lyriques de Nantes et d'Angers, et un très grand nombre d'animations scolaires. Les instrumentistes ne chôment guère en Pays de Loire, et d'autant plus qu'ils doivent accomplir nombre de kilomètres pour les répétitions d'ensemble. Leur discipline, leur dévouement et la gentillesse qu'ils montrent par exemple avec les concurrents du Concert de Besançon pourraient servir d'exemple à d'autres orchestres français.

Dans les programmes de cette année, divers et fort bien conçus, on remarquera la présence d'œuvres telles que le Sacre du printemps *de Stravinski, les concertos pour orchestre et* le Mandarin merveilleux *de Bartok, la* Turangalila *de Messiaen, la* Première Symphonie *de Bruckner et les* Kindertotenlieder *de Mahler, qui indiquent les ambitions de l'orchestre. Et, à côté de nombreux chefs et solistes jeunes, on notera les noms de Christa Ludwig, Yvonne Loriot, Paul Tortelier, Rostropovitch, Roger Norrington...*

Toute cette activité justifie un budget de l'ordre de 13 millions de francs, dont 12 % seulement sont assurés par les recettes. Les subventions se partagent entre Angers et Nantes (52 %), l'Etat (33 %) et les conseils généraux de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire (15 %). L'O.P.P.L. reste ainsi une des pièces maîtresses de la vie musicale en France. — J. L.

Formes

TEXTURES

Finissons-en une bonne fois avec la barrière factice qui oppose l'artiste à l'artisan. Combien de pots et leurs lignes pures nous re-nuent davantage que d'honnêtes aquarelles, et les vêtements bâtis par Lena Raboul (1), trop beaux pour être portés (n'empêche qu'ils embellissent leurs porteuses), que telle sculpture tant vantée ! En fait, ce sont de vraies, d'émouvantes sculptures que ces habits-chasubles aux émergences follement bourgeonnantes qui appellent la caresse. Lena a mis, à combiner tous les matériaux naturels qui lui semblaient idoines, une incroyable patience. S'inspirant des vêtements des schamans, sorciers guérisseurs des tribus qui survivent en Sibérie centrale, cette jeune ethnologue et anthropologue a imaginé des « manteaux d'art » où les trois règnes sont mis à contribution : textiles de toute origine, et les ficelles et les lacets, tressés ou pas, et les plumes, et le cuir, et les fourrures, et les métaux, et les bouts de bois, et les os, les cornes, les dents. Ça, c'est le côté technique de la chose, qui n'intéresserait que les amateurs de pittoresque. Ce qui compte à nos yeux, c'est l'incomparable splendeur, à la fois somptueuse et sobre, de ces tabards, grands oiseaux acéphales aux ailes déployées qui planent de tout côté.

Lena n'a jamais modifié les coloris des tissus récupérés çà et là. Elle est seulement intervenue dans leur choix et leurs assemblages, lâches ou serrés, sourds ou violents, qu'ils rutilent ou fassent éclater les émaux de leurs bleus dans des tonalités généralement neutres, mais d'une neutralité opulente, affouillée comme des terres fraîchement labourées.

Ces tabards (ou d'autres matériaux), on les avait vus naguère, peu de temps, chez Nane Stern (2) ; chez Nane Stern aussi, début 1977, les toiles sans châssis de Francesca Chandon, qui les rend maintenant. Supports d'un amalgame de procédés travaillés à l'extrême (collages, surcollages peints et repeints, marouflages, etc.), mais les recettes de cette alchimie plastique importent peu). Seul le résultat nous excite, qui est convaincant. L'artiste avance à grand pas sur un chemin qui, depuis au moins près de deux ans, n'en finit pas de monter. Cette exposition est, pour moi, le point culminant de la semaine. Momentanément pour Francesca Chandon : elle ne devrait plus s'arrêter. Seulement, au lieu de tenter d'analyser la joie distillée par des accords qui vous touchent au vif, lingots de métal incandescent, percés d'azur, d'un azur qui peut tout envahir à la faveur d'une embellie, inépuisable gamme des ocres et des gris, surfaces toujours ordonnées avec rigueur, souvent entrouvertes par une horizontale bande médiane, une barre d'horizon — au lieu, dis-je, d'infliger à notre joie une inutile vivisection, laissons-nous captiver. Par quoi ? Par leur magie. Tant pis si ce mot est galvaudé et se met à toutes les sauces. Seul, il est de mise ici.

Nul ne contestera la qualité de la peinture ni le rôle de précurseur de Domenico Gnoli, artiste surdoué, trop tôt disparu (3). Je suis sûr qu'à trente-sept ans il n'avait pas donné toute sa mesure — encore qu'il ait paru au cours des cinq dernières années de sa trop brève carrière, céder au vertige d'un métier et de formules trop bien possédés, érigés en système (mais qui sait dans quelle direction il serait allé ?). Car j'avoue humblement avoir été séduit par ses compositions des années 60. *Port, Prospettiva di casa, Still Life* surtout, d'une manière épaisse, riche et chaude. Ensuite, il s'en est tenu strictement à l'objet quotidien sans rien lui « ajouter ni retrancher », dit-il, « avec un bon éclairage ».

A un détail d'objet plutôt, démesurém et grossi (sauf dans *le Canapé bleu* ou une exquise petite *Maquette*) : l'ouverture d'une poche dans un veston, une cravate, le dessous d'une chaussure. L'objet obsédant à force d'être présent... lorsqu'on n'est pas distrait par la virtuosité du peintre. Ce qui est le cas. Quant aux pièces d'habillement en bronze, elles ne me semblent servir qu'à une espèce de confrontation.

A deux pas de là (4), on passe d'un extrême à l'autre. Pourquoi ne pas souhaiter la bienvenue aux dessins et aux peintures de Béatrice Englert, nouvelle venue dans le circuit dit artistique ? Leur grâce poétique est évidente.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Centre culturel suédois, 11, rue Payenne.
(2) 25, avenue de Tourville.
(3) Galerie Isy-Brachot, 35, rue Guénégaud.
(4) Galerie Anne-Colin, 58, rue Mazarine.

PARIS-BERLIN : LE SUCCÈS

Les vingt mille exemplaires du catalogue de l'exposition Paris-Berlin ont été tous vendus. Le catalogue était en cours de réimpression et est à nouveau disponible depuis la fin de cette semaine. Les raisons de ce succès ? La qualité indiscutable de la publication, bien sûr, qui accompagne une exposition elle-même de grande qualité, sur un sujet qui passionne beaucoup : l'Allemagne prénazie. Mais aussi le prix tout à fait raisonnable de ce catalogue compte tenu de ce qu'il offre : 65 F (le catalogue Paris-New-York coûtait le double).

Quant à l'exposition elle-même, elle bat tous les records de fréquentation des expositions présentées par le Musée national d'art moderne depuis la création du Centre Georges-Pompidou. Pour une période d'un mois et demi (de la mi-juillet, date de l'inauguration, au 3 septembre), elle a reçu 148 642 visiteurs, soit environ 3 000 par jour. Et ce n'est pas fini (l'exposition dure jusqu'au 6 novembre). Beaucoup de Parisiens, en vacances durant cette période, ne l'ont pas encore vue.

L'exposition Paris-New-York avait accueilli 132 205 visiteurs en 95 jours, soit une moyenne de 1 392 par jour ; Chagall (au Louvre) : 128 085 en 65 jours, soit 1 891 par jour ; Marcel Duchamp : 91 241 en 76 jours et Malevitch : 56 900 en 53 jours.

G. B.

Théâtre

MIRO ET SES MASQUES GÉANTS AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Tout un monde d'absents

A Vic, près de Barcelone, existe un personnage de légende, El Merma, qui sort dans la rue le jour de la Fête-Dieu. Il ressemble à notre Ubu, et les enfants le poursuivent en criant : « Mori El Merma ! ».

Prenant comme thème initial ce Merma et le Père Ubu, flanqué de sa Mère Ubu, Joan Miro et les acteurs du théâtre catalan de la Claca ont fabriqué des masques-costumes géants, que Miro a peints à grandes giclées de couleurs, en mouvement, pendant que les acteurs, glissés dans ces masques, improvisaient leurs sarabandes.

Nous voyons donc Ubu, la Mère Ubu, quelques capitaines et ministres grotesques. Ces êtres monstrueux ne sont pas des imitations de visages ou costumes vrais, même déformés : ce sont des inventions entières, stupéfiantes, et qui bougent d'une façon tout à fait imprévue.

Après s'être fait mille salamalecs et cérémonies idiotes, dans un style clownesque pur auquel l'imagination de Miro donne une dimension « hénaurme », ces vilains diables, Ubu-Merma en tête, vont avoir affaire à de petits êtres bizarres, à la fois singes, diables, maquisards, agressifs comme des guêpes.

Ces insectes contestataires sont sûrement interprétés par des acrobates, car ils sautent, se pendent à des lianes, tombent, rebondissent, comme des ouistitis. Pendant ces escarmouches, une femme reste enfermée en prison.

Il est difficile d'indiquer par écrit la substance très curieuse de ce théâtre, fait d'allusions précises aux oppressions qu'a subies le *peuple jusqu'à la mort de Franco* — ces allusions étant constamment détruites, catapultées, par une alliance de comique, de violence, de mauvais goût bête et méchant, de clownerie, de satire horrible, le tout transposé par une formidable énergie vengeresse et gaie qui atteint souvent, dans l'horrible, une grande beauté.

Ayant pour un temps décimé les ouistitis, Ubu-Merma, ou le Généralissime par la grâce de Dieu, *monte sur un podium pour prononcer un grand discours.* Une quinte de toux l'en empêche, un ministre lui tape dans le dos, la quinte se prolonge, et le Généralissime finit par s'écrouler raide-mort.

Pleurs, hurlements. On donne un coup de pied dans le corps, il roule, on découvre que ce n'était rien, une carcasse vide. La veuve, étouffant dans du crêpe, fait dresser ce vide sur un catafalque, et nous voyons alors une très belle séquence : le défilé d'êtres singuliers, pas « figuratifs » eux non plus, mais dont l'expression est d'autant plus forte : prisonniers, combattants, exécutés, infirmes, femmes et hommes, revenants, consciences, tout un peuple d'absents qui sont venus quand même voir, se revoir, respirer un dernier coup maintenant que Merma est mort.

La patte de Miro est moins évidente dans ces personnages d'une inspiration admirable, soit qu'il ait moins participé à ces masques-là, soit que sa gaieté d'imagination ait cédé ici la place à une gravité sans mélange.

Le théâtre catalan de la Claca a été fondé il y a dix ans par deux acteurs, Teresa Calafell et Joan Baixas, qui, accompagnés d'un camarade chauffeur-éclairagiste-machiniste-habilleur, parcouraient les banlieues, les campagnes, avec des marionnettes et des masques. Ils échappaient à la censure, parce qu'ils étaient sans cesse en déplacement, et parce que les gendarmes, quand ils regardaient ça, étaient un peu dépassés par la poésie sauvage, — d'autant plus que ces improvisations, comme « Mori El Merma », ne comprenaient aucune phrase de dialogue claire, juste des cris, borborygmes, sons indistincts.

Quand les conditions politiques changent, par exemple lorsqu'un Franco meurt, un théâtre d'intervention comme celui-là est conduit tout à coup à changer de cap, d'autant plus que les publics, eux aussi, changent d'esprit, attendent autre chose.

Il est alors très difficile de *donner aux spectateurs un théâtre* qui n'ait plus la résistance comme ferment, et qui reste quand même d'une inspiration aussi forte. « Mori El Merma » prouve que le théâtre de la Claca a très bien su changer de peau.

On sera peut-être désemparé par moments, parce que l'énormité de la satire, la violence du comique, de la poésie, ont été de toute évidence conçues pour des représentations déchaînées en plein air, sur les pavés, à saute-mouton par-dessus les puits, les bornes, presque par-dessus les toits, et tout cela s'accommode mal du sous-sol tout noir du Centre Pompidou. Il faut imaginer « Mori El Merma » en bordure d'un champ, un soir de fête, pendant que les enfants sautent par-dessus des feux de bois, comme on fait en Catalogne les nuits de fête. Ce spectacle, d'ailleurs, ravira les enfants, et c'est toujours bon signe.

MICHEL COURNOT.

* Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30.

* Parallèlement le Centre Georges-Pompidou présente quatre cents dessins inédits de l'artiste, les anciens au cabinet d'arts graphiques, les récents dans les galeries contemporaines.

Cinéma

« Les Faux Durs » de Michaël Ritchie

Il y a les mystères de l'amour. Il y a ceux du football américain. Michaël Ritchie conjugue les uns et les autres dans Semi-Tough (les Faux Durs), comédie sportive et marivaudage musclé. Entre deux champions d'une équipe du Texas et la fille de leur directeur règne une amitié chaste et joyeuse jusqu'au jour où, tourneboulé par un professeur d'« énergie psychique », l'un des joueurs se découvre amoureux de sa jolie camarade. Est-ce la fin d'une entente exemplaire ? Non, car, sur la touche, le second joueur veille au grain.

Cette histoire simplette ne mériterait guère qu'on s'y attarde si elle n'était interprétée par trois merveilleux comédiens. En terreur des stades, accent sudiste, œil de velours et fleur bleue au cœur, Burt Reynolds exécute un irrésistible numéro de charme. Kris Kristofferson mêle une pointe de romantisme à ses problèmes d'intellectuel néophyte. Quant à Jill Clayburgh, avec ses jolis yeux et son langage à faire rougir San Antonio, elle est la séduction même... L'équipe, ici, vaut mieux que la partie qu'elle joue.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir « les films nouveaux ».

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française : le Renard et la Grenouille ; Doit-on le dire ? (sam., 20 h. 30) ; les Femmes savantes (dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
TEP (cinéma) : les Sorciers de la guerre ; la Grande Bouffe (sam., 20 h.).

Les autres salles

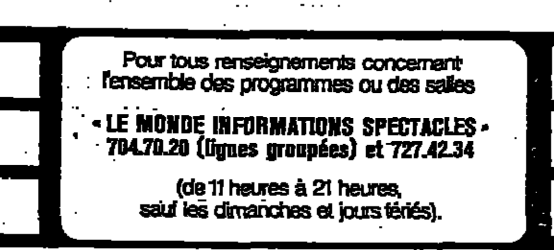
Aire libre : Faustino, mime (sam., 18 h. 30) ; Sidi-Cine (sam., 20 h. 30).
Arts-Hébertot : Mon père avait raison (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Atelier : la Culotte (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Biothéâtre : le Grand Orchestre du Splendid (sam. et dim., 21 h. 15).
Bouffes-du-Nord : Prends bien garde aux zeppelins (sam., 20 h. 30).
Bouffes-Parisiens : le Charlatan (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Cartoucherie de Vincennes : Théâtre de la Tempête : Nadia (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : le Bateau pour Lipaïa (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).
Daunou : les Bâtards (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Essaïon : Sonate pour deux femmes seules et une H.L.M. (sam., 20 h. 30) ; L'empereur s'appelle Dromadaire (sam., 22 h. 15).
Fontaine : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit (sam., 21 h.).
Gymnase : Coluche (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 30)
Il Teatrino : Louise la Pétroleuse (sam., 21 h.).
La Bruyère : les Folies du samedi soir (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Le Lucernaire, Théâtre noir : Théâtre de chambre (sam., 18 h. 30) ; Punk et punk et colegram (sam., 20 h. 30) ; C'est pas moi qui ai commencé (sam., 22 h.). — Théâtre rouge : le Fauteuil (sam., 18 h. 30); Lady Pénélope (sam., 20 h. 30) ; la Musica (sam., 22 h.).
Madeleine : le Préféré (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Mathurins : Alex Métayer (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).

FESTIVAL D'AUTOMNE
(278-10-00)

THEATRE
Théâtre Mogador : Maître Puntila et son valet Matti (sam., 20 h. 15 ; dim., 14 h. 45).
Centre Pompidou : Mori el Merma (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).

EXPOSITIONS
Chapelle de la Sorbonne : Sho, calligraphie contemporaine japonaise (12 h. à 18 h.).

Michel : Duos sur canapé (sam. et dim., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15).
Michodière : les Rustres (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30) : Au niveau du chou (sam., 18 h. 30).
Montparnasse : Peines de cœur d'une chatte anglaise (sam., 17 h. et 21 h. ; dim., 15 h.).
Nouveautés : Apprends-moi, Céline (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Oblique : Bajazet (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Orsay : Harold et Maude (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Œuvre : les Aiguilleurs (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Palais des sports : Notre-Dame de Paris (sam., 15 h. 30 et 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h.).
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Péniche : la Dernière Bande : Fragment de théâtre 2 (sam. et dim., 20 h. 30) ; Teca et Ricardo (sam. et dim., 22 h. 30).
Saint-Georges : Patate (sam., 20 h 45 ; dim., 15 h.).
Saint-Merri, terrasse : la Ville (sam., 20 h. ; dim., 15 h.).
Studio des Champs-Elysées : Au bénéfice du doute (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio-Théâtre 14 : Lunettes, M. Blèche (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Edgar : Il était la Belgique... une fois (sam., 20 h. 45).
Théâtre du Marais : les Chaises (sam., 20 h. 30) ; Jeanne d'Arc et ses copines (sam., 22 h. 15).



Samedi 23-Dimanche 24 septembre

Théâtre Marie-Stuart : la Nuit du 13 (sam., 20 h. 30) ; Monnaie, camping et caravaning (sam., 22 h. 30).
Théâtre de Paris : Bubbling Brown Sugar Harlem années 30 (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Théâtre 347 : Succès (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Tristan-Bernard : Crime à la clef (dim., 15 h. et 18 h.).
Variétés : Boulevard Feydeau (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Les concerts

Lucernaire : S. Marendaz, soprano ; G. Kern, piano (Debussy, Ravel, Britten) (sam., 19 h.) ; H. Barda, piano (Rachmaninov, Schubert, Ravel, Berg) (sam. et dim., 21 h.) ; A. Challan, harpe ; Y. Bellec, violoncelle (de Boismortier, Bach, Schumann, Tortelier, Challan) (dim., 17 h.).
Point-Virgule : R. Witczak, violon ; C. Maillard, piano ; O. Lebeau, F. Vernillat, S. Buggy, M. Boutier, récitants (sam., 21 h.) ; A.-M. Bondi, soprano ; W. Voguet, piano (Villa-Lobos) (dim., 21 h.).
Notre-Dame de Paris : S.-I. Ferré, orgue (Respighi, Liszt) (dim., 17 h. 45).

Festival estival

Ranelagh : Octuor de Paris ; soliste O. Gardon, piano (Prokofiev, Debussy, Herbert : création) (sam., 18 h. 30).

Festival de musique de chambre de Paris

Eglise des Billettes : Ensemble G. de Machaut (G. de Coincy : les Miracles de Notre-Dame) (dim., 17 h. 30).

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette : Maxime Saury Panfare (sam. et dim., 21 h. 30).
Chapelle des Lombards : Latif Khan et Asif Ali (sam. et dim., 20 h. 30); Maono Featuring Andrew Cyrill, Ted Daniel (sam., 22 h. 30).
Théâtre Campagne-Première : David Rose (sam., 20 h. 30) ; John Mami Watta (sam. et dim., 18 h.) ; Sugar Blue (sam. et dim., 22 h. 30).
Golf Drouot : Good Time Charley Band (sam., 22 h.).
Théâtre Marie-Stuart : Intercommunal Free Dance Orchestra (sam. et dim., 18 h. 30).
Stadium : Jerome Jones Sugar Blue (sam., 21 h.).
Club Zed : Jazz Bop Quartet (sam. et dim., 21 h.).
Petit-Opportun : A. Mattéi et B. Rabaud (sam. et dim., 22 h. 30).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot, sam., 15 h. et 18 h. 30, Cinéma fantastique et science-fiction (15 h. : la Fin du monde, d'A. Gance ; 18 h. 30 : le Monstre, de V. Guest) ; 20 h. 30 et 22 h. 30, Le cinéma et le théâtre (20 h. 30 : le Juge, de J. Girault ; 22 h. 30 : Série noire, de P. Foucaud). — Dim., 15 h. et 18 h. 30, Cinéma fantastique et science-fiction (15 h. : les Nibelungen, de F. Lang ; 18 h. 30 : la Main de la momie, de C. Cabanne) ; 20 h. 30 et 22 h. 30, Le cinéma et le théâtre (20 h. 30 : la Musica, de M. Duras; 22 h. 30 : le Vampire de Düsseldorf, en présence de R. Hossein).
Beaubourg, sam., 15 h. : The Nevada, de G. Douglas ; 17 h. : les Conquérants du Nouveau Monde ; 19 h. : la Piste des géants, de R. Walsh. — Dim., 15 h. : la Poursuite infernale, de J. Ford ; 17 h. : Sur la piste des Mohawks, de J. Ford ; 19 h. : Une aventure de Buffalo Bill, de Cecil B. De Mille.

Les exclusivités

L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY (All.), v.o. : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).
ANNIE HALL (A.), v.o. : La Clef, 5e (337-90-90).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
AROUND THE STONES (A.), v.o. : Vidéostone, 6e.
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol.), v.o. : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
BRIGADE MONDAINE (Fr., **) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).
UN CANDIDAT AU POIL (A.), v.f. : La Royale, 8e (265-82-66) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Diderot, 12e (343-19-29).
LE CONVOI (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
CRI DE FEMMES (A.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
DAMIEN, LA MALEDICTION 2 (A., *), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DIEU MERCI, C'EST VENDREDI (A.), v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71); v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
DOSSIER 51, (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75).
DRIVER (A., *), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98) (sf mardi).
L'EMPIRE DE LA PASSION (Jap., **), v.o. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Balzac, 8e (359-52-70).
FEDORA (A.), v.o : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Paris, 8e (359-53-99); v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90); U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64)
LA FEMME LIBRE (A.), v.o. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

Les films nouveaux

LE TEMOIN, film français de Jean-Pierre Mocky : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Luxembourg, 6e (633-97-77), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Richelieu, 2e (233-56-70), Colisée, 8e (359-29-46), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
DESPAIR, film allemand de Rainer Werner Fassbinder (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassien, 14e (329-83-11), (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier 8e (387-35-43), Nation, 12e (343-04-67).
LES FAUX-DURS, film américain de Michaël Ritchie (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17)
LE MONDE DES MORTS-VIVANTS, film allemand de A. de Ossorio (v.f.) (*), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
DEUX IDIOTS A MONTE-CARLO, film italien de M. Severino (v.f.) : Mercury, 8e (225-75-90), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A.) (*), v.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; U.G.C. Marbœuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LES GLADIATEURS DE L'AN 3000 (A.), v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
GOOD BYE EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
GREASE (A.), v.o. : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All.) (4 parties), v.o : Pagode, 7e (705-12-15)
L'INCOMPRIS (It.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
L'INEVITABLE CATASTROPHE (A.), v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43).
INTERIEUR D'UN COUVENT (It.) (**), v.o. : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; v.f : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
LE JEU DE LA MORT (A), (**), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE JEU DE LA POMME (Tch.), v.o. : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
JEUNE ET INNOCENT (A.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40)
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
JULIA (A., v.o.) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
LAST WALTZ (A., v.o.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES MAINS DANS LES POCHES (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE MATAMORE (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11)
MELODIE POUR UN TUEUR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LE MERDIER (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) Contrescarpe, 5e (325-78-37), lundi.
MIDNIGHT-EXPRESS (A., v.o.) (**) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
MOLIERE (Fr.) (2 parties) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16)
MON PREMIER AMOUR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41); Concorde, 8e (359-92-84)
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS ? (It., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ORDRE ET LA SECURITE DU MONDE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU (Fr.) · Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
RETOUR (A., v.o.) : Studio Logos 5e (033-26-42).
RÊVE DE SINGE (It., v. angl.) (**) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ROBERT ET ROBERT (Fr.), Balzac, 8e (359-52-70)
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE SOURIRE AUX LARMES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gramont, 2e (742-95-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-72) ; Athéna, 12e (343-07-48) : Cambronne, 15e (734-42-96).
TROCADERO, BLEU CITRON (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
UNE NUIT TRES MORALE (Hong., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
UN SECOND SOUFFLE (Fr.) (*) : La Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
VAS-Y MAMAN (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).



CARNET

Naissances

— M. Guy-Michel Bureau et Mme, née Sabine Perrard, et Valentine, sont heureux d'annoncer la naissance de

Marie-Pomme

le 4 septembre 1978.
35, bd d'Argenson, 92-Neuilly.

Mariages

Anive TYBERGHEIN
et
Paul JEANBRAU

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 2 septembre 1978 à Prades (Pyr.-Or.).
156, rue Berckmans, 1060 Bruxelles;
24 bis, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

Décès

— Mme Max Darrigo, son épouse,
M. et Mme Pierre Rouquié et leurs enfants,
M. et Mme Claude Domart et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Max DARRIGO
chevalier de la Légion d'honneur

Pieusement décédé le 22 septembre 1978 à Port-Marly (Yvelines).
La cérémonie religieuse célébrée le lundi 25 septembre 1978, à 10 h. 45, en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet, sera suivie de l'inhumation au cimetière du Vésinet dans le caveau de famille.
On se réunira à l'église.
40, route du Grand-Pont,
78110 Le Vésinet.

— Mme Jean Faivre, née Marie-Blanche Fabre,
M. et Mme Pierre Dondey et leurs fils,
Françoise Faivre,
M. et Mme Gérard Fines et leurs enfants,
Me Jean-Paul Faivre, avocat à la cour, maire de Cugnaux,
M. et Mme Jean Chevalier, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles alliées et amies,
ont la peine de faire part du décès de

M. Jean FAIVRE

survenu à Cugnaux, le 20 septembre 1978, dans sa soixante-seizième année.
Il était leur époux, père, beau-père, grand-père, frère et oncle.
Les obsèques ont été célébrées le jeudi 21 septembre 1978, à 15 heures, en l'église de Cugnaux.
Cet avis tient lieu de faire-part.
31-Cugnaux, 80, route de Tournefeuille ;
31-Cugnaux, 13, rue du Petit-Barry ;
09-Ferrières-Foix ;
24-Belves ;
31-Cugnaux, 17, av. de Toulouse ;
71-Le Creusot.

— Le Seigneur a rappelé à Lui
Camille Adrien François PAJOT
décédé le 21 septembre 1978 dans sa quatre-vingt-dixième année.
La cérémonie religieuse aura lieu ce jour 23 septembre 1978, à 14 heures, en l'église de Bouillé-Saint-Paul (Deux-Sèvres).
De la part de
Mme Madeleine Bremant,
Mme Colette Pajot,
M. et Mme Jean Pajot,
M. François Pajot,
M. et Mme Jean-Louis Rutschmann, ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme Germain Pajot,
Ses frère et belle-sœur.
Ses neveux, nièces et cousins.
Les témoignages de sympathie pourront être exprimés par un don à l'hôpital de Thouars, C.C.P. 6003-29 Bordeaux.
Famille Pajot,
Les Vernelles, Bouillé-Saint-Paul, 79290 Argenton-l'Eglise.

— Mme Lucien Taverne,
M. et Mme Raphaël Taverne,
Cécile, François, Pierre, Marie,
Mme Charles Prost,
M. et Mme Marcel Laguerche,
font part du décès de

M. Lucien TAVERNE

survenu dans sa soixante-quinzième année.
Les obsèques auront lieu le lundi 25 septembre 1978, à 10 h. 45, en l'église Notre-Dame de Chatou.

Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire de la mort de
Gaston FOURNIER
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 24, rue Pavée, Mme Allaz : « Hôtel Lamoignon au Marais ».
10 h., métro Denfert-Rochereau : « Carrières et catacombes de Denfert ».
15 h., 20, rue de Tournon : « Le géant de la salle des séances à la salle du Livre d'or » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
15 h. 15, 57, rue Claude-Lorrain, Mme Barbier : « Le cimetière d'Auteuil ».
15 h., 93, rue de Rivoli, Mme Anne Ferrand : « Les salons du ministère des finances ».
15 h., place de la République, à Vanves : « Le village de Vanves » (Paris inconnu).
15 h., angle rue Valette et place du Panthéon : « Le Paris de Rabelais » (Histoire et Archéologie).
15 h., place Joffre, angle avenue Duquesne : « L'Ecole militaire » (Paris et son histoire).
15 h., 60, av. Sainte-Marie à Saint-Mandé : « Musée des transports en commun ».
15 h. 30, 35, rue Picpus : « Cimetière révolutionnaire de Picpus » (Tourisme culturel).
15 h. 15, bd de Ménilmontant, entrée principale : « Cimetière du Père-Lachaise » (Visages de Paris).
15 h., métro Saint-Paul, M. Guasco : « Crimes et sorcelleries au Marais ».
18 h., portail central, Hôtel de Ville, M. Guasco : « L'Hôtel de Ville et son quartier » (Lutèce-Visites).
15 h. 30, 5, rue de la Légion-d'Honneur : « Maison de la Légion d'Honneur et abbaye » (Mme Camus).
CONFERENCES. — 15 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Etats de conscience supérieurs et méditation transcendentale » (entrée libre).

LUNDI 25 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., gare de Bellevue, Mme Bouquet des Chaux : « Vestiges du château de Meudon, orangerie et terrasses ».
15 h., 77, rue de Varennes, Mme Meyniel : « Sculpture moderne au musée Rodin ».
15 h., 1, quai de l'Horloge, Mme Puchal : « Conciergerie et Sainte-Chapelle ».
15 h., entrée basilique Saint-Denis, Mme Saint-Giron : « Suger, abbé de Saint-Denis » (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h., boulevard de Ménilmontant, entrée principale : « Promenade au Père-Lachaise » (Mme Hager).
15 h., métro Abesses : « Cités d'artisans et jardins secrets de Montmartre » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
15 h., entrée de la Sainte-Chapelle : « Architecture et vitraux du dix-huitième siècle » (Histoire et archéologie).
15 h., portail église Saint-Gervais : « La maison du compagnonnage ».
15 h., 11, quai Conti : « La Monnaie » (Paris et son histoire).
15 h., boulevard de Ménilmontant, entrée principale : « Le cimetière du Père-Lachaise » (Tourisme culturel).
CONFERENCES. — 20 h. 30, 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré, M. Gvir : « Après Camp David » (Association des ingénieurs, scientifiques et cadres amis d'Israël).
17 h. 30, Palais de l'UNESCO, professeur Kapitza, salle 1 : « Rôle de la science dans la solution des problèmes globaux » (Mouvement universel de la responsabilité scientifique).
20 h. 30, 228, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Olivier Vial et P. Blanquart : « La désobéissance civile » (Mouvement pour une alternative non-violente).

CIRCULATION

PLUSIEURS MILLIERS DE MOTARDS ONT MANIFESTÉ DANS PARIS

Du bruit sans fureur

Cinq mille, comme l'a estimé la préfecture de police, ou « beaucoup plus », comme l'affirment les motards eux-mêmes ? Peu importe : toujours est-il que la manifestation du 22 septembre a atteint des chiffres records. Il est un peu moins de 22 heures lorsque le cortège — un fleuve de cuir et d'acier, grondant, fumant, débordant loin sur les trottoirs, hurlant de toutes ses trompes et de toutes ses sirènes — quitte la place de la Bastille, où l'on commençait à piaffer ferme depuis une bonne heure.

Boulevard Beaumarchais, République, Grands Boulevards, Opéra, Madeleine pour les uns, rue de Rivoli pour les autres, Concorde... Sur les trottoirs, la foule des badauds se fait un peu plus dense de carrefour en carrefour. Et, pour une fois, les automobilistes irrémédiablement échoués dans les caniveaux, atteints de paralysie au milieu de la chaussée, ne font montre d'aucune mauvaise humeur ; bien au contraire, glace baissée, ils sourient, engagent le dialogue, questionnent : « C'est pour le circuit de Tremblay-les-Gonesse que vous défilez ? » « Non, pas cette fois... » *Les motards s'expliquent, rappellent leurs soucis, leur amertume :* « On ne se tue pas, on nous assassine ! Nous demandons la suppression des bandes blanches, mortelles patinoires, des glissières de sécurité qui deviennent des guillotines en cas de chute... Et encore l'abaissement du taux de T.V.A. sur les matériels de sécurité, casques et bottes, assujettis à... des articles de luxe. » « Et Gérondeau ? », *questionne timidement un passant.* « Gérondeau ? Un rigolo, un inconscient ! Il y a des 500 bien affûtées qui tournent plus vite que des 750, et s'il savait lire, il aurait vu qu'au Bol une 750 peut tenir la dragée haute à des 1000... » *Dans un ricanement, ils repartent.*

Trente blessés dans un tas de ferraille fumante

Place de l'Alma. Avenue Marceau, les bureaux de « monsieur sécurité routière » sont étroitement gardés par des hommes en tenue de combat, casques, mousqueton, treillis, « lance-patates », fourgons aux vitres grillagées. Les Champs-Elysées, à présent. Ce soir, la ville est à eux. Feux tricolores ? Connais pas. Voie de gauche ? « Il nous la faut, toute. » *Les voitures restent sages, attendent des moments meilleurs pour poursuivre leur chemin. Pétarades, fumées, avertisseurs et bonne humeur. On met pied à terre par petites escouades de copains.* « Eh ! Marcel, t'as pas ton paquet de pipes ? » *On pose le casque, le temps d'en griller une en regardant passer « les autres ».*

Et, au fait, qui c'est « les autres » ? Tous des petits gars pas si méchants qu'ils en ont l'air quand ils roulent des mécaniques sous leur caparaçon. Et qui demandent seulement qu'on les comprenne un peu mieux, qu'on les aide, qu'on condescende à reconnaître qu'ils existent et qu'ils ont le droit d'exister, autant que les « caissards », qui préfèrent — c'est leur droit — quatre roues, un toit de tôle et des sièges inclinables.

Minuit, la Bastille. Ils sont revenus, presque aussi nombreux que tout à l'heure. On a béquillé les machines, posé les gants, vidé un demi, discuté arbre à cames et freins à disque, parlé de la prochaine virée entre copains. Dans Paris, la décrue s'amorce. La fantastique inondation a laissé des traces un peu partout : des traînards qui tournent encore pour le plaisir de rouler — il fait si bon — dans une capitale déjà à demi désertе, des bavards qui s'attardent au pied de la colonne, d'où le génie — il en a l'habitude, — blasé, regarde les chromes.

Vers 1 h 30, un peloton d'une soixantaine de motos, un peu plus peut-être, descend l'avenue de la Grande-Armée, atteint la porte Maillot. L'ambiance est trop bonne, l'occasion trop belle : on ne va pas se quitter comme ça ! Une petite « bourre » (course) sur le « périph' », hein ? C'est parti. Sur le cadran des compte-tours, les aiguilles s'affolent, grimpent en voltige jusqu'à la zone rouge quand on aborde la porte de Bagnolet. Et c'est le drame. Ce que chacun craignait un peu, au fond de soi, est arrivé. Pas de chance. Une moto, en tête, qui s'aplatit au sol, et toutes les autres qui s'aplatissent sur elle. Trente blessés — dont huit grièvement — dans un tas de ferraille fumante.

La fête se terminait mal. Cet accident, certes imputable en partie à l'excitation du moment, est trop bien tombé pour ne pas nourrir le dossier de ceux qui veulent « la peau » des gros cubes, mais les carambolages d'automobiles, cela existe aussi. Et ce ne sont pas toujours les voitures les plus puissantes qui les provoquent...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

RÉPARATION NAVALE

LA TENTATIVE DE SAUVETAGE DU GROUPE TERRIN

Le personnel de Sud-Marine se prononce pour la reprise du travail

De notre correspondant

Marseille. — Par deux cent quatre-vingts voix pour, vingt-trois contre et un bulletin nul, la majorité des trois cent quatre votants du personnel de Sud-Marine a décidé, le vendredi 22 septembre, une reprise conditionnelle du travail, qui sera effective le mardi 26 septembre et pour une période transitoire d'un mois.

Il en sera probablement de même, dès lundi matin, pour les salariés de la SAM, qui n'ont pu organiser matériellement le scrutin dans la journée du vendredi 22 septembre. Mais les déclarations des représentants syndicaux de cette société, l'une des treize du groupe Terrin, ne laissent pas de doute sur la décision qui sera prise.

La journée du 22 septembre a été fertile en péripéties, et au début de l'après-midi tout semblait à nouveau remis en cause lorsque les syndicats, qui avaient paru décidés à demander la reprise du travail, annonçaient, vers 14 heures, au personnel de Sud-Marine, que de nouvelles négociations semblaient nécessaires, d'une part avec M. Pierre Marion, représentant de l'AMREP, qui n'avait pas offert à la SAM les mêmes assurances qu'à Sud-Marine, d'autre part avec l'autorité préfectorale, de laquelle on exigeait un engagement écrit pour favoriser la relance du secteur réparation navale de Terrin.

En quelques heures, la situation allait se dénouer. M. Pierre Marion fournissait par écrit les assurances demandées, confirmant ce qu'il avait déclaré depuis deux jours : engagement à ne procéder à aucun licenciement et préservation du statut actuel du personnel, aussi bien pendant qu'après le temps de gérance libre. Le vote pouvait donc avoir lieu avec le résultat que l'on sait.

Pour autant, l'affaire Terrin est loin d'être réglée, non seulement pour le secteur réparation navale, où tout reste à faire, mais pour le secteur industriel.

Toutefois, le choc psychologique recherché par M. Gaston Defferre s'est produit. « *Je suis heureux*, déclare-t-il à la une du *Provençal* du 23 septembre, *pour Marseille, pour la région, que le bon sens et le sens de l'intérêt général l'aient emporté.* » Il est incontestable qu'un espoir, aussi ténu soit-il, est né en ce vendredi 22 septembre.

Mais, pour la C.G.T. le combat est loin d'être terminé : la reprise du travail est, en effet, assortie d'une clause suspensive. Dans un communiqué rédigé en fin de soirée vendredi, les délégués C.G.T. du groupe Terrin précisent : « *Si les pouvoirs publics ne fixent pas avant mardi matin une programmation des négociations entre les représentants des ministres, des employeurs et des organisations syndicales représentatives de la profession, pour mettre sur pied à partir de nos propositions une solution industrielle globale, la grève ne sera pas suspendue.* »

JEAN CONTRUCCI.

POINT DE VUE

D'abord réformer le permis

par FENOUIL (*)

M. Christian Gérondeau veut donc interdire les motos de plus de 750 centimètres cubes. Et pourquoi pas les voitures de plus de 2 000 centimètres cubes ? En réalité, ce n'est pas la vitesse qui est dangereuse sur une moto, ni son poids (une Kawa 1 000 centimètres cubes de 90 chevaux pesant 250 kilos est bien plus sûre qu'une Kawa 500 centimètres cubes de 1969, de 60 chevaux, et pesant 170 kilos), mais son accélération : une bonne 125 dépasse difficilement le 100 kilomètres-heure réel, mais possède les accélérations d'une Renault 5 Alpine sur 400 mètres départ arrêté ! Or le permis n'est toujours pas obligatoire pour les 125 qui, pourtant, en 1978, sont devenues de véritables motos.

Interdire les cylindrées supérieures à 750 centimètres cubes, c'est une mesure spectaculaire, qui gêne peu d'usagers, et ne coûte rien à l'Etat. Par contre, les 125 centimètres cubes représentent 80 % du marché moto, et la réforme du permis de conduire coûte si cher ! Actuellement, pour rouler en 125, il suffit de posséder son permis voiture (comme si cela avait un rapport !) ou de passer un examen de code médiéval.

Par exemple, à Vincennes, ces jours-ci, un inspecteur a recalé une jeune fille qui avait obtenu le maximum de points (40), en lui demandant quelle modification technique elle devrait apporter à une moto pour la transformer en side-car. Comme si, en 1978, une jeune femme passait son permis 125 dans le but de piloter un side-car ! Comme si, si l'idée saugrenue d'atteler un lourd panier d'avant-guerre à sa malheureuse 125 lui venant à l'esprit, elle allait retrousser ses manches et effectuer elle-même le montage mécanique et électrique ! Comme si, enfin (nous sommes en plein Ubu), en 1978, des constructeurs autorisaient le montage d'un side-car sur leur 125 routière. (Cet objet est d'ailleurs tellement passé de mode que, parmi les grosses routières 78, même B.M.W. l'interdit.)

(*) *Journaliste et motocycliste.*

FAITS ET PROJETS

Dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre

LES HORLOGES A L'HEURE D'HIVER

Dernier week-end pour l'heure d'été : dans la nuit du samedi 30 septembre au dimanche 1er octobre, on reviendra à l'heure d'hiver. A 3 heures du matin, les horloges seront remises à 2 heures. Les Italiens, Espagnols, Belges, Luxembourgeois et Néerlandais feront de même.

Le passage à l'heure d'été, adopté depuis trois ans sur la suggestion de l'Agence pour les économies d'énergie, avait eu lieu cette année le 2 avril. L'an prochain, la France et ses voisins reviendront à l'heure d'été du 1er avril au 30 septembre 1979.

ENVIRONNEMENT

● *Une loi-cadre contre le bruit.* — Une loi-cadre contre le bruit sera votée par le Parlement lors de la première session de 1979, a déclaré le 20 septembre M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement.

Une augmentation de 30 % des contrôles de conformité acoustique des logements est prévue pour 1979. L'équipement des communes en matériel de mesure acoustique sera subventionné à 50 %. Le nombre des brigades antinuisances passera de 80 à 100. En 1977, sur 600 000 véhicules contrôlés, 85 000 infractions ont été relevées.

● *La pollution du Rhin.* — M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a réaffirmé, jeudi 21 septembre, la position du gouvernement français, « *favorable à la ratification* » de la convention de Bonn sur la pollution du Rhin par les chlorures. Cette position a été précisée à cinq parlementaires néerlandais venus à Paris expliquer l'importance que le Parlement des Pays-Bas attache à cet accord.

Le projet de loi autorisant la ratification par la France de cette convention, retiré par le gouvernement en juillet dernier, pourrait être à nouveau présenté lors de la prochaine session parlementaire.

● *Rectificatif.* — Dans l'article intitulé : « Les habitants de Plogoff demandent à être informés et consultés sur le projet de centrale nucléaire (*le Monde* du 22 septembre), il fallait lire, dans le premier paragraphe : « ... Depuis que le C.E.S. de Bretagne s'est prononcé par 28 voix contre 13 et une abstention pour (et non contre) l'implantation... »

TOURISME

● *Un village-hôtel du Club Méditerranée aux Arcs.* — Au terme d'un accord signé le 19 septembre 1978, MM. Gilbert Trigano, président-directeur général du Club Méditerranée, et Roger Godino, président-directeur général de la Société d'aménagement et d'exploitation des montagnes de l'Arc, ont décidé de construire un hôtel de quatre cent cinquante lits, dont l'ouverture est prévue pour décembre 1979. Ce sera le vingtième village de neige du Club Méditerranée.

TRANSPORTS

Grève des contrôleurs aériens

BROUILLARD ET PETITS RETARDS

Le brouillard épais qui recouvrait la région parisienne dans la matinée du vendredi 22 septembre a été aussi responsable que la nouvelle grève du zèle des contrôleurs aériens de la perturbation du trafic à Orly et à Roissy.

Le vendredi 22 septembre en fin de journée, on relevait, à Roissy, des retards de deux heures en moyenne pour les arrivées et de une heure pour les départs. A Orly, on notait des retards d'une trentaine de minutes, surtout pour les vols à destination du Sud. Air Inter faisait état de retards de dix à quinze minutes.

En province, le trafic n'a guère été affecté par le mouvement des aiguilleurs du ciel.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 186

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III			■						
IV				■					
V			■				■		
VI				■	■				
VII				■					
VIII								■	
IX		■		■					■
X						■			
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Qui peut provoquer un soulèvement. — II. Sont bues avec plaisir quand elles sont tendres. — III. Peut être gris, jaune, rouge ou noir ; D'un vallon où on se livrait à certains jeux. — IV. Pas rayé ; Gras, quand on approche des cendres. — V. Abréviation pour un grand ; Pas sévère ; Reste vert. — VI. Abréviation qui vaut une prière ; Partagé. — VII. Parfois trouble pour un pêcheur ; Soutirée. — VIII. Ville au pied des monts du même nom. — IX. Sont associés aux métiers. — X. Chercher à pincer ; D'un auxiliaire. — XI. A sa clé ; Eponge parfois.

VERTICALEMENT

1. Sont souvent utilisées pour chasser les moutons. — 2. Peut fournir l'occasion de sortir les dominos ; Forme un delta. — 3. Utile pour plaquer ; Qui peut faire penser à un moucheron. — 4. Aimait se déguiser en souris. — 5. Presque un père pour les musulmans ; N'est pas à la portée d'un rat quand il est grand. — 6. Faire un travail en bas. — 7. Chef de tribu ; Passées à l'huile. — 8. Fait paraître ; Cri qui peut amener des poursuites. — 9. Remettre en vigueur ; Peut se dire aux enfants.

Solution du problème n° 2 185

Horizontalement

I. Champignonnière. — II. Aiguillage ; Daim. — III. Reins ; Air ; Peu. — IV. Trois ; Ive ; An ; Co. — V. Tresse ; Litchi. — VI. Lie ; Nue ; Puniras. — VII. Li ; Es ; Tais. — VIII Germinal ; Alep. — IX. Il ; Attribue ; Ain. — X. Nain ; Ecrit ; Tu. — XI. Envier ; Eloi ; Die. — XII. Es ; Errai. — XIII. Sac ; Sale ; Ai ; Eté. — XIV. Rua ; Et ; Iseran. — XV. Spirituellement.

Verticalement

1. Cartilagineuses. — 2. Hier ; Elan. — 3. Agioteur ; Iv ; Cri. — 4. Munir ; Manie ; Ur. — 5. Pissenlit ; Essai. — 6. Il ; Suinter. — 7. Glaise ; Arc ; Bleu. — 8. Naïve ; Elire ; Eté. — 9. Ogre ; P.S. ; Bile. — 10. Ne ; Lu ; Autorail. — 11. Pain ; Le ; Irisé. — 12. Identité ; Em. — 13. Eau ; Crapaudière. — 14. Ri ; Chai ; Tan. — 15. Empoisonnement.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 23 septembre 1978 :

● UN DECRET

— Modifiant le décret du 22 décembre 1951 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'institut national de la propriété industrielle.

● UN ARRETE

— Modifiant un précédent arrêté fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.

Allocations

POUR BÉNÉFICIER DES PRESTATIONS QUAND LES ENFANTS ONT PLUS DE SEIZE ANS.

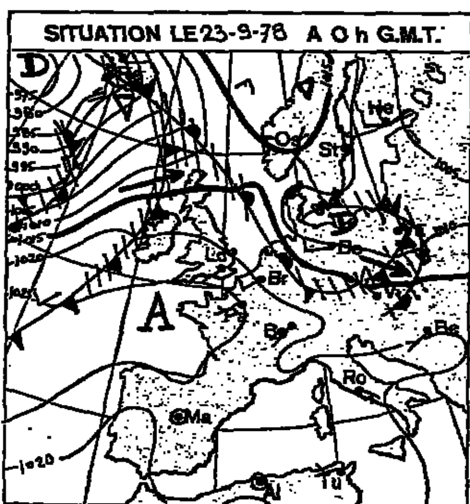
Les prestations familiales peuvent être versées en faveur des enfants âgés de plus de seize ans et de moins de vingt ans, dans certains cas : études ; apprentissage ; recherche d'un premier emploi ; maladie et infirmité ; fille aînée demeurant au foyer.

La Caisse a adressé aux familles, ayant à leur charge un enfant qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire, mais en faveur duquel des prestations ont été versées pour le mois d'août 1978, une demande de renseignements appelée « certificat de situation ».

Quelle que soit la situation actuelle de ces enfants, cet imprimé doit obligatoirement être retourné, dûment rempli, aux services de la Caisse.

MÉTÉOROLOGIE

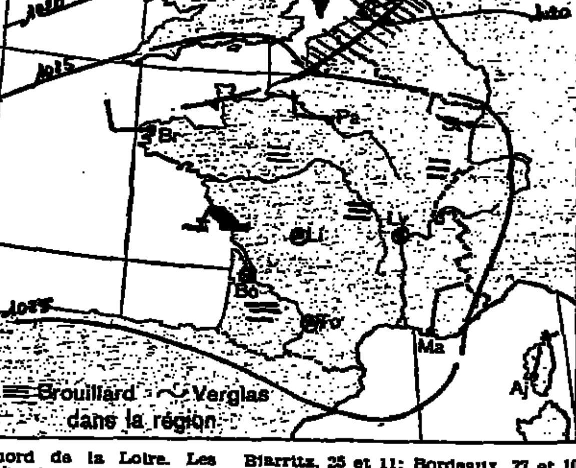
SITUATION LE 23-9-78 A 0 h G.M.T.







PRÉVISIONS POUR LE 24-IX-78 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 septembre à 0 heure et le dimanche 24 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions qui affecteront encore samedi la France se décaleront très lentement vers le sud. Les nouvelles perturbations océaniques se rapprocheront, leur bordure méridionale atténuée abordera le nord-ouest de notre pays dans la nuit de samedi à dimanche.

Dimanche 24 septembre, sur les régions voisines de la Manche et de la mer du Nord, le temps sera très nuageux le matin avec de faibles pluies ou bruines, quelques éclaircies apparaîtront l'après-midi. Cette zone nuageuse se désagrégera probablement en pénétrant dans l'intérieur de notre pays. Elle se manifestera cependant par des passages nuageux coupés d'éclaircies sur les régions au nord de la Loire. Les formations brumeuses matinales seront peu nombreuses (quelques brouillards dans les vallées), car le vent deviendra modéré de secteur ouest.

Sur le Centre et le Sud-Ouest, les brouillards seront encore nombreux le matin, mais le soleil réapparaîtra l'après-midi ; les vents resteront faibles. Sur le Sud-Est, le temps sera souvent ensoleillé, le vent modéré de secteur nord deviendra assez fort près de la Méditerranée : quelques averses pourront se produire sur les Alpes et la Corse.

Sur l'ensemble de la France, les températures seront voisines de celles de samedi, sauf une légère baisse des maximums.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 24 et 13 degrés ; Biarritz, 25 et 11 ; Bordeaux, 27 et 10 ; Brest, 24 et 9 ; Caen, 20 et 10 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 5 ; Dijon, 22 et 10 ; Grenoble, 22 et 7 ; Lille, 20 et 10 ; Lyon, 20 et 7 ; Marseille, 25 et 13 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 24 et 9 ; Nice, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 21 et 9 ; Pau, 27 et 9 ; Perpignan, 24 et 11 ; Rennes, 23 et 7 ; Strasbourg, 20 et 12 ; Tours, 23 et 8 ; Toulouse, 27 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés ; Amsterdam, 18 et 15 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 15 et 13 ; Bonn, 19 et -4 ; Bruxelles, 17 et 12 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 12 et 9 ; Genève, 19 et 7 ; Lisbonne, 32 et 19 ; Londres, 23 et 0 ; Madrid, 30 et 12 ; Moscou, 10 et 4 ; New-York, 20 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 10 ; Rome, 26 et 13 ; Stockholm, 12 et 3.

Le Monde

économie

Portes ouvertes chez Chausson

L'usine Chausson de Creil : à la lisière des forêts de l'Oise, un domaine de 338 000 mètres carrés, où 4 090 personnes, dont 3 573 ouvriers, travaillent en sous-traitance pour Renault et Peugeot. C'est l'une des sept unités du groupe, qui totalise 18 720 salariés, avec un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de francs.

Chausson-Creil; c'est surtout, avec Gennevilliers, l'usine où sont assemblées les carrosseries des R4, des Estafette ou des Peugeot 404. *Inexorablement, de 5 heures à 13 h. 36 pour la première équipe, et de 13 h. 36 à 22 h. 12 pour la seconde, les carcasses des véhicules avancent* sur les chaînes de montage. Production : six cent cinquante voitures par jour. Aucune pause n'est prévue tout au long de cette journée de labeur, à l'exception d'une demi-heure pour le casse-croûte. S'ils désirent s'absenter pour se rendre aux lavabos, les ouvriers et les ouvrières — ces dernières sont au nombre d'un demi-millier — doivent se faire remplacer sur les chaînes. « *Mais on ne trouve pas toujours de remplaçants*, déclare l'un de ces travailleurs, *il n'y en a pas assez. Quant à la cantine, on ne peut pas y aller en bleu de travail. Le temps de se déshabiller, la demi-heure est passée. Alors, on préfère manger un sandwich...* »

En invitant la presse le vendredi 22 septembre à une « journée portes ouvertes », organisée avec le concours de l'AJIS (1), M. Paul de Buyer, P.-D. G. du groupe Chausson, savait fort bien qu'il courait un risque : celui de voir décrire sans complaisance les conditions de travail dans son entreprise. D'autant plus qu'il proposait aux délégués C.G.T., C.F.D.T., F.O. et CGC du comité d'établissement, de venir répondre librement aux questions des journalistes. Saluons-le d'avoir joué le jeu, bien qu'il s'agisse d'une usine pilote du point de vue de la sécurité. Le but de cette visite : présenter, côte à côte, « *les installations vétustes où les conditions sont difficiles* » et celles, plus modernes, où l'on recherche des « *améliorations ponctuelles* ». « *Nous n'avons pas plus d'accidents qu'ailleurs*, affirme M. de Buyer, *nous en aurions même un peu moins, et jamais, en tout cas, d'accidents mortels.* »

Pourtant, les cadences ont tendance à augmenter. La division carrosserie connaît un regain d'activité, à l'heure où l'on remplace plusieurs modèles de véhicules arrivés en fin de carrière. Un important effort de modernisation a donc été tenté, en vue particulièrement d' «*humaniser le béton* ». « *L'humain*, répète M. de Buyer, *c'est l'affaire de tous.* » Un nouvel atelier de peinture au pistolet, comportant un pont « robotisé », a coûté 100 millions de francs. Mais tout n'est pas rose dans la meilleure des usines. Il y a toujours, sous les calandres dégoulinant d'huile ou d'eau froide, des travailleurs immigrés (35 % de l'effectif, la plupart O.S., à 3 000 F par mois) qui répètent le même geste à longueur de journée, au fond de leur fosse, les bras levés vers les carrosseries. Dans l'atelier de sellerie — cité en exemple pour sa disposition en étoile — les tâches sont « *enrichies* » : les ouvrières « *se font face et pourront converser* »... mais elles n'ont guère le temps de le faire, puisqu'une mécanicienne, à 13,90 F l'heure, doit piquer dans sa journée les coussins et dossiers de quarante voitures ! Les femmes se jettent simplement quelques mots entre deux pétarades de leurs machines à coudre.

Un peu plus loin, des intérimaires, à 2 400 F par mois pour quarante heures hebdomadaires, travaillent à la chaîne. Peu de chose ont changé dans ce domaine. Elles sont plusieurs centaines, simple volant de main-d'œuvre, que l'on renvoie au gré des besoins. Laurence, jeune fille blonde de dix-huit ans, pose des clips sur des fils électriques bleus. Au bout de trois heures, elle permutera avec sa voisine, qui pose des clips sur des fils électriques gris...

JEAN BENOIT.

(1) Association des journalistes de l'information sociale.

SOCIAL

PAR RAPPORT AU BUDGET INITIAL DE 1978

Les crédits de la formation professionnelle augmenteront de 36 % en 1979

« *Je regrette, je ne comprends pas certains propos patronaux sur le deuxième pacte national pour l'emploi des jeunes* », a déclaré, vendredi 22 septembre, devant la presse, M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé de la formation professionnelle, lors de la présentation de son budget et des nouvelles mesures en préparation. Cette critique voilée visait les déclarations de M. Chotard, vice-président du C.N.P.F. qui, le 19 septembre, a renouvelé ses reproches au deuxième pacte national jugé insuffisant (l'aide de l'Etat est de 2,5 milliards de francs au lieu de 5 milliards pour le premier). Le secrétaire d'Etat, qui a rappelé les objectifs de ce pacte, a insisté sur l'effort consenti par les pouvoirs publics, tout en notant, qu'en 1977, les entreprises avaient réussi à assurer à la fois le succès du premier pacte et le maintien de la formation des adultes.

● *Le premier pacte a été un « succès »*, a indiqué M. Legendre : sur les 550 000 jeunes qui ont bénéficié « *220 000 ont été embauchés avec exonérations, pour l'employeur, des charges sociales ; 120 000 ont été placés en contrats d'apprentissage ; sur les 200 000 autres qui ont suivi soit un stage de formation soit un stage pratique, 60 %, semble-t-il, ont trouvé un emploi* » (selon l'A.N.P.E., 25,8 % des jeunes ayant suivi un stage de formation se sont inscrits ensuite comme demandeurs d'emploi et 7 % pour les stages pratiques).

● *Le deuxième pacte*, a indiqué le secrétaire d'Etat, a pour but d'offrir un emploi et une formation à tous ceux qui sortent du cycle scolaire, l'effort étant concentré sur les P.M.E. et un contrôle accru de la formation, mais M. Legendre s'est refusé à fixer un objectif chiffré. L'essentiel, a-t-il indiqué, est que l'Etat n'accorde de subventions qu'aux firmes qui créent des postes et à celles qui font un effort de formation débouchant sur un emploi. (M. R. Boulin a cité, devant le Parlement, le chiffre de 400 000 emplois pour les jeunes.)

● *L'apprentissage*, dont les effectifs devraient s'accroître de 20 %, fera l'objet de prochains entretiens entre les artisans et M. Legendre qui entend améliorer ce type de formation et en renforcer le contrôle.

● *Le budget de la formation pour 1979* sera, en conséquence, en forte augmentation : 6 737 millions de francs au lieu de 4 988 millions en 1978 (budget initial), soit une progression de « *36 %, taux très largement supérieur à celui de l'ensemble des crédits budgétaires* (le budget ayant) *presque doublé en trois ans* ». Si l'on ajoute le coût des contrats emploi formation, ce budget atteint 7 192 millions de francs. Comparé au budget 1978, y compris le collectif, l'accroissement est en fait d'environ 10 %, taux plus modeste qui, lui, est provisoire aussi puisque 1979 verra sans doute le vote... d'un collectif. Les majorations les plus fortes portent sur le poste « *rémunérations des stagiaires* », qui passe de 1 770 millions de francs en 1978 à 2 799 en 1979, compte tenu de l'intégration des rémunérations des stages au titre du pacte.

● *L'effort des entreprises* en faveur de la formation des adultes s'est poursuivi en 1977 selon les statistiques qu'a révélées M. Legendre : alors que la taxe pour la formation est officiellement de 1 % de la masse salariale (1,1 % en 1979), les entreprises ont, en moyenne, consacré, en 1977, à la formation, 1,74 % au lieu de 1,63 % en 1975 et en 1976. Cette progression se ramène en fait à... une diminution, puisque 0,16 % des 1,74 % ont été consacrés au financement des actions de formation des jeunes demandeurs d'emploi. « *L'effort a* cependant affirmé le secrétaire d'Etat, *été comparable aux années précédentes.* » 1 771 000 salariés (soit 17,6 %) ont participé en 1977 à 101 millions d'heures de stage. Un bilan portant sur six ans montre qu'un effort a été accompli pour orienter la formation en faveur des ouvriers, mais cet effort est surtout destiné aux ouvriers et employés qualifiés (46 % des stagiaires en 1977 au lieu de 36 % en 1972) alors que seulement 16 % des O.S. et manœuvres ont suivi des stages au lieu de 18 % il y a six ans. Autres perdants : les cadres (15 % au lieu de 19 %) et les agents de maîtrise (23 % au lieu de 27 %).

CONJONCTURE

DANS LE RAPPORT ANNEXÉ AU BUDGET

Le gouvernement prévoit une nette amélioration de la situation financière des entreprises

« *Le ralentissement des salaires et des prix reste l'un des objectifs majeurs de l'action gouvernementale* », souligne le rapport économique et financier du gouvernement (1), annexé au projet de loi de finances pour 1979, qui sera soumis le mois prochain à l'examen du Parlement.

« *Considérant qu'une modération dans la progression du pouvoir d'achat est la première condition de la maîtrise de l'inflation, le gouvernement maintiendra en ce sens ses recommandations antérieures aux partenaires sociaux. Compte tenu de la priorité accordée à la revalorisation des bas salaires et des rémunérations des travailleurs manuels, cet objectif ne pourra être atteint qu'à la condition que les évolutions de revenus soient différenciées et qu'en particulier la progression des revenus élevés soit nettement freinée.* »

Sur plusieurs points, le rapport économique et financier du gouvernement apporte des précisions intéressantes :

● Prix, salaires, pouvoir d'achat : décélération.

— Les prix de détail augmenteront de 10 % entre janvier et décembre 1978, ce qui correspond à une hausse de 9,4 % en moyenne annuelle pour l'ensemble de l'année 1978 comparé à l'ensemble de l'année 1977. De janvier à décembre 1979, le glissement des prix de détail se ralentirait sensiblement, pour revenir à 7,9 % (soit + 8,8 % en moyenne annuelle).

Le taux de salaire horaire augmenterait de 12,1 % de janvier à décembre 1978, c'est-à-dire au même rythme qu'au cours de l'année 1977. En moyenne annuelle, la hausse serait de 12,6 %, comme en 1977. Le compte économique n'indique pas de chiffre en glissement pour la période janvier - décembre 1979, mais une progression de 12 % en moyenne annuelle du taux de salaire horaire en 1979 comparé à 1978 (soit un ralentissement par rapport aux 12,6 % prévus pour cette année).

Le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête augmenterait en moyenne annuelle de 2,3 % en 1978 et en 1979, c'est-à-dire d'un pourcentage équivalent à celui qui avait été enregistré en 1977.

Quant au pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (notion qui prend en compte non seulement les variations d'effectifs au travail et de durée du travail, mais aussi les impôts et les prestations sociales) sa croissance serait, en 1979, inférieure de 0,2 point à celle de 1978 (+ 3,3 %, contre + 3,5 %). Cela en dépit d'une décélération de la hausse des prix, mais à cause d'une moindre progression des prestations sociales et de l'excédent d'exploitation des entrepreneurs individuels.

● Comptes de l'Etat : déficit budgétaire proche de 30 milliards en 1978.

Le besoin de financement des administrations publiques centrales — notion qui correspond *grosso modo* au déficit budgétaire de l'Etat — atteindrait 30,5 milliards de francs en 1978 et 20,4 milliards de francs en 1979 (2).

Le compte de la Sécurité sociale, quant à lui, se détériorerait d'environ 6 milliards de francs en 1979, malgré une modération du rythme de croissance des prestations sociales (+ 15,7 % contre + 17,5 % en 1978) et une progression plus élevée des cotisations (+ 15,3 % contre + 12,3 %).

● Balance commerciale : excédentaire.

Les échanges extérieurs, déficitaires de 13,9 milliards de francs en 1977, seraient excédentaires de 1,2 milliard de francs en 1978 et seraient encore « *légèrement positifs* » en 1979.

● Résultat des entreprises : autofinancement record.

L'année 1978 serait très favorable aux entreprises sur deux plans. La part des salaires (corrigée de l'accroissement de la population salariée) dans la valeur ajoutée des entreprises diminuerait, revenant à 48,7 % contre 50 % en 1977. Elle retrouverait ainsi le niveau des années 1971 et 1972 perdu au moment du choc pétrolier et de la récession mondiale qui suivit.

D'autre part, la situation financière des entreprises s'améliorant très fortement « *grâce notamment au ralentissement des charges salariales* », le taux d'autofinancement passerait de 61,6 %, en 1977, à 80,4 % en 1978. A noter que ces taux — même s'ils baissent très légèrement en 1979 pour revenir à 78,6 % — sont très nettement supérieurs à ceux des années d'avant la crise mondiale qui se situait entre 69 % et 75 %. — Al. V.

1) Comptes prévisionnels pour 1978 et principales hypothèses économiques pour 1979.

2) Cette indication confirme le chiffre que nous avions annoncé dès le mois de juin dans ces colonnes (30 milliards de francs de déficit en 1978), estimation que le gouvernement jugeait jusqu'à maintenant exagérée, avançant quant à lui des chiffres de déficit compris entre 20 et 22 ou 25 milliards de francs.

SELON L'INSEE

L'éventail des revenus continue à se resserrer

« *L'écart entre les revenus s'est réduit entre 1970 et 1975, mais les inégalités demeurent fortes* », confirme l'enquête de l'INSEE publiée dans le numéro de septembre d'*Economie et statistique*.

Deux constatations : La tendance à la réduction de l'écart entre les revenus primaires des ménages est régulière depuis 1956, année de la première étude de ce type. Entre 1970 et 1975, le rapport est passé de 5,05 à 4,65 entre le revenu moyen (avant impôt) des cadres supérieurs et celui des exploitants agricoles. Cette diminution serait, semble-t-il, due à une moindre augmentation du revenu des cadres, en particulier des cadres supérieurs. L'écart de revenu entre cadres supérieurs et ouvriers est ainsi passé, dans le même temps, de 3 à 2,87.

Cette tendance à la réduction des inégalités reste très lente, comme en témoignent les chiffres donnés dans l'enquête. Le quart le plus riche des ménages se partage 54,5 % de la masse totale des revenus avant impôt, contre seulement 6 % de celle ci pour le quart de la population le plus pauvre. Cette situation traduit, selon l'INSEE, la grande inertie des structures sociales en la matière.

Les professions indépendantes ont vu leurs revenus croître un peu plus vite que la moyenne. Cela est dû à la disparition d'une proportion non négligeable de titulaires de revenus parmi les plus modestes. Le fait que la source de l'enquête de l'INSEE soit d'origine fiscale peut également avoir faussé les résultats en ce qui concerne les plus petits revenus.

Selon M. Barre

LE CHOMAGE EST DU A UNE MAUVAISE ADAPTATION DES DEMANDEURS AUX EMPLOIS OFFERTS

« *Il y a en France beaucoup d'emplois, mais ce sont souvent les demandeurs d'emplois qui ne sont pas adaptés à ces emplois* », a déclaré, vendredi 22 septembre, M. Raymond Barre, premier ministre, à Tassin-la-Demi-Lune, près de Lyon, où il visitait une entreprise de machines-outils. « *Ce n'est pas en subventionnant le chômage*, a-t-il ajouté, *ce n'est pas en réduisant la durée du travail que nous allons donner des emplois. C'est en permettant aux hommes de se qualifier et de s'adapter aux emplois qui sont offerts par la formation professionnelle.* »

● *Les cheminots C.F.D.T.* : « Pas de trains à un seul agent d'accompagnement ». Les cheminots de la C.F.D.T. sont partisans d'arrêts de travail si la direction de la S.N.C.F. maintient son projet d'un seul agent d'accompagnement par train, vient d'indiquer la fédération C.F.D.T. des cheminots. La C.F.D.T. a, d'autre part, rappelé ses deux grands sujets de préoccupation. L'emploi d'abord : il y avait 514 000 cheminots en 1938, il y en a 262 000 aujourd'hui. Le pouvoir d'achat ensuite : 120 000 cheminots gagnent moins de 3 000 F par mois.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

De notre correspondant.

Epinal. — M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au travail manuel, a écrit dernièrement aux médaillés du travail de l'ex-groupe Boussac pour les « féliciter », oubliant sans doute que parmi les récipiendaires se trouvent un certain nombre de licenciés.

Scandalisés, ces derniers viennent de répondre au secrétaire d'Etat : « Vous comprendrez que les médaillés licenciés ne peuvent accepter une telle hypocrisie. Avec les salutations les plus amères... ». A leur missive, ils ont joint un exemplaire de lettre de licenciement. Avec une ironie caustique, les « Boussac » notent encore qu'à ce jour aucune médaille n'a été remise et que les gratifications qui les accompagnent généralement n'ont pas été versées.

YVON COLIN.

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Les Normands oubliés ?

De notre correspondant

Caen. — L'oubli de la Métallurgique de Normandie dans le plan gouvernemental de sauvetage de la sidérurgie n'a pas véritablement surpris. La direction de la Société métallurgique et navale Dunkerque - Normandie (S.M.N.D.N.) depuis le mois de juillet n'avait pas caché qu'elle n'était pas invitée aux négociations engagées entre les sidérurgistes et les pouvoirs publics. L'inquiétude n'en est pas moins grande dans la région. Comment la sidérurgie normande va-t-elle pouvoir survivre dans un environnement concurrentiel qui risque de devenir hostile ? Les autres sociétés françaises par la diminution de leurs frais financiers vont réduire leurs prix de revient. Pas elle. L'Etat va aider les trois grands groupes, dont il vient de prendre le contrôle, réduire leurs effectifs et donc leurs coûts de fabrication.

Si cette convention sociale n'est pas appliquée à la S.M.N.D.N. (elle n'avait bénéficié de la précédente que tardivement), ou ses salariés seront défavorisés, ou la concurrence sera faussée. Pourtant, la S.M.N.D.N., malgré sa petite taille (moins de 4 % de l'acier français), est aussi importante pour l'économie régionale qu'Usinor et Sacilor dans le Nord et la Lorraine. Avec ses six mille trois cents salariés (y compris ceux de sa mine de fer), elle emploie directement un peu plus de 1 % de la population active basse-normande. A part l'usine de la SAVIEM, dont les perspectives d'avenir sont aussi inquiétantes, nul autre établissement industriel n'emploie plus de monde. Alors pourquoi cet « oubli » ? M. Barre, en août, à Deauville, avait déclaré : « *Les pouvoirs publics feront en sorte qu'elle* (la S.M.N.D.N.) *puisse continuer à tenir sa place dans l'économie normande.* »

Le manque de sollicitude actuel veut-il dire que dans les ministères l'on pense que la Métallurgique normande puisse s'en tirer seule ? Effectivement, sa situation (apparente) est bonne. En 1977, elle a fusionné avec une autre filiale du groupe Empain, les Chantiers de France-Dunkerque. La santé financière de ceux-ci est si bonne que la part sidérurgique de la nouvelle Société métallurgique et navale de Dunkerque-Normandie a pu réduire son endettement (entre 80 et 100 % de son chiffre d'affaires), qu'un bénéfice a pu être dégagé en 1977 (70,6 millions de francs), et qu'il devrait en être de même cette année, les gains de Dunkerque étant supérieurs aux pertes normandes.

Seulement, cette bouffée d'oxygène risque de n'avoir qu'un temps. La construction navale connaît à son tour de sérieuses difficultés, les carnets de commandes de Dunkerque se dégarnissent dangereusement. Qu'adviendra-t-il de la Métallurgie normande si le gouvernement estime que le groupe Empain doit continuer à la soutenir, et si celui-ci ne veut plus le faire ?

Aussi à Caen tout le monde se mobilise. Le sénateur et maire (P.R.), M. Girault, a écrit à tous les maires concernés et demandé un entretien au ministre de l'industrie. A gauche, après quelques difficultés, les élus socialistes et communistes ont réussi à se mettre d'accord sur un texte et des démarches communes. L'unité syndicale est plus difficile. La C.G.T. pense que la direction a dramatisé la situation pour obtenir plus de subsides des pouvoirs publics et accuse la C.F.D.T., qui a toujours cru au sérieux des menaces de s'être faite son alliée. Après plusieurs tentatives infructueuses, un meeting unitaire sera quand même organisé lundi 25 septembre.

Déjà, c'est ensemble que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont demandé une réunion extraordinaire du comité d'établissement, qui s'est tenu vendredi 22 septembre. La direction n'a pu que confirmer que les contacts continuaient avec Sacilor. Elle voit dans leur bon aboutissement la seule chance de survie de l'entreprise. Effectivement, celle-ci paierait sa place dans le plan de restructuration industrielle que les nouveaux patrons de la sidérurgie française seront chargés de mettre au point. Mais quelle part les Lorrains sont-ils prêts à laisser aux Normands ?

THIERRY BREHIER.

AFFAIRES

Le crépuscule amer des maîtres de forges

(Suite de la première page.)

Mais au-delà du problème personnel de ces hommes, qui est, disons-le brutalement, négligeable à côté de celui de milliers de travailleurs menacés dans leur emploi, et véritablement « traumatisés » ceux-là, il faut bien voir qu'une page est définitivement tournée dans l'histoire de la sidérurgie française, celle du « maître de forges ». Certes, on peut difficilement appliquer ce titre aux dirigeants d'Usinor, ingénieurs d'origine, sans véritable fortune personnelle et managers appointés. En revanche, M. Pierre Celier, inspecteur des finances, mérite, pour partie seulement, cette qualification. Ayant épousé jadis Mlle France-Victoire de Wendel, il est devenu sidérurgiste dans l'âme. C'est dire que son effacement va consacrer la sortie véritable des Wendel hors de la grande industrie de l'acier. Cette sortie, il est vrai, ne fait qu'achever un déclin amorcé depuis la guerre. Il est loin le temps où François de Wendel, président du Comité des forges, contrôlait *le Temps* et régnait en Lorraine. Mais c'est égal... les dirigeants de la sidérurgie même diminués mais pleins d'amertume n'ont pu se rendre sans combat. Jusqu'à la dernière minute, ils ont résisté en ne signant les protocoles du plan acier que le « *revolver sur la tempe* », ont-ils déclaré à un confrère. Quant à leur « démission », peuvent-ils comprendre que, pour le pouvoir, monstre froid, elle représenterait une « satisfaction » à jeter à l'opinion. Le bouc émissaire, vous dis-je.

FRANÇOIS RENARD.

● *La Compagnie électro-mécanique prend le contrôle total de la SIDEM* (Société internationale de dessalement de l'eau de mer), l'une des tout premières entreprises mondiales dans sa spécialité. Créée en 1970 par C.E.M. et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, à parts égales, la SIDEM a construits un nombre important d'usines de dessalement d'eau de mer, notamment au Proche-Orient.

LES INDUSTRIELS S'ATTENDENT A UNE PAUSE DE LA PRODUCTION

Les chefs d'entreprise s'attendent au cours des prochains mois à une pause de l'ensemble de la production industrielle, qui semble stabilisée à un niveau un peu en retrait par rapport à celui — élevé — qui fut enregistré au début du printemps, indique l'INSEE dans sa dernière enquête sur l'industrie.

Toutefois, les perspectives des patrons sur l'évolution de leurs propres entreprises correspondent « *encore à une légère croissance* » à court terme. S'agissant de la hausse des prix, l'INSEE relève le même phénomène : « *L'attente de la hausse est très répandue depuis mars* », tandis que les industriels escomptent « *une moindre croissance* » de leurs prix à la production.

Les stocks de produits finis continuent d'être jugés supérieurs à la normale, mais « *d'une façon moins affirmée qu'en juillet* », et l'indicateur relatif aux stocks s'établit à son niveau le plus bas depuis dix-huit mois. Les carnets de commandes, jugés « *inférieurs à la normale* », apparaissent, commente l'INSEE, « *moins garnis qu'en mai-juin* ». La tendance « demande étrangère » semble mieux orientée.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Les vingt-trois usines Ford sont en grève

De notre correspondant

Londres. — L'ordre de grève, décidé à l'unanimité par les délégués des quinze syndicats représentant cinquante-sept mille ouvriers des vingt-trois usines Ford, met sévèrement à l'épreuve la politique des salaires du gouvernement. Cette décision a entraîné une chute de la livre sterling et des principales valeurs cotées au Stock Exchange, qui s'attend à une série de conflits sociaux. En effet, plusieurs syndicats alignent habituellement leurs positions sur celles des ouvriers de chez Ford qui, l'an dernier, avaient obtenu une augmentation de salaires dépassant la norme des 10 % recommandée à l'époque par le gouvernement.

La société, relativement prospère, pouvait se permettre ce dépassement. Mais, cette année, les dirigeants de Ford, cédant aux pressions gouvernementales, n'ont pas accepté les revendications ouvrières (augmentation du salaire hebdomadaire, réduction à trente-cinq heures de la semaine de travail, allongement des congés annuels), qui représentent environ 28 % d'augmentation. Les contre-propositions patronales se situent strictement dans la limite des 5 % suggérée par M. Callaghan et excluent une réduction de la durée du travail, en considérant que la compétitivité de Ford en serait gravement affectée sur le marché international.

Le militantisme de la « base »

La réaction rapide des syndicats, qui ont annulé la première session de négociations prévue pour les prochains jours, et qui devait porter sur les accords de productivité, a surpris Ford. Ses dirigeants estimaient que la mise au point de contrats de productivité déboucherait sur un accord permettant de franchir la limite des 5 % sans mettre en péril la politique gouvernementale des salaires. En fait, les délégués syndicaux ont été débordés par leurs troupes qui sans attendre la décision de leur représentants, ont cessé le travail, notamment à la grande usine de Halewood, près de Liverpool, pour protester contre des propositions patronales jugées « dérisoires ». Le mouvement de grève s'est étendu spontanément et rapidement.

Cette flambée de militantisme de la « base » n'est pas découragée par les leaders, qui sont favorables au retour à la libre négociation des salaires, réaffirmée au récent congrès TUC de Brighton.

M. Evans, leader du syndicat des transports — le plus important par le nombre de ses adhérents — a approuvé l'ordre de grève et mis en garde le gouvernement contre toute intervention, en indiquant qu'un effort pour imposer des sanctions aux entreprises qui n'observeraient pas la norme de 5 % provoquerait d'autres arrêts de travail. *« Tout pourcentage d'augmentation qui serait fixé par le gouvernement et imposé par des sanctions est inacceptable »*, a dit M. Evans. Celui-ci a néanmoins confirmé que son syndicat appuierait et financerait la campagne électorale travailliste.

L'attitude de M. Evans est préoccupante pour le gouvernement, qui comptait sur l'appui de la hiérarchie syndicale dans ses efforts pour limiter les augmentations de salaires. Mais l'attitude militante de la « base » réduit la liberté d'action et l'influence de la hiérarchie. Le gouvernement peut donc s'attendre maintenant à une vague de revendications salariales de la part des catégories de travailleurs moins favorisés (employés municipaux, infirmiers, etc.) que les ouvriers de l'automobile.

Pour les syndicats de Ford, la société, qui a doublé ses bénéfices (246 millions de livres) par rapport à l'an dernier, est en mesure de faire un effort supplémentaire. Mais ses dirigeants font état des investissements prévus dans le cadre d'un plan quadriennal de développement pour refuser les demandes d'augmentations de salaires, qui, selon eux, aboutiraient à accroître de 60 % les frais de main-d'œuvre.

HENRI PIERRE.

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS A ÉTÉ EXCÉDENTAIRE EN AOUT

Londres (*A.F.P., Agefi*). — La balance britannique des paiements courants a été excédentaire de 133 millions de livres (1 milliard de francs environ) en août, après avoir été déficitaire de 57 millions de livres en juillet (chiffre révisé).

Ce redressement est toutefois imputable entièrement à une baisse de 6,8 % des importations, retombées à 2 964 millions de livres contre 3 180 millions. Les exportations ont, quant à elles, légèrement baissé à 3 022 millions de livres contre 3 048 millions, malgré un nouvel accroissement des ventes à l'étranger de pétrole provenant de la mer du Nord. Les échanges pétroliers ont enregistré un déficit de 107 millions de livres en août contre 299 millions en juillet.

La baisse des importations a été provoquée, selon le ministère du commerce, par une grève des dockers à Southampton (40 millions de livres), un ralentissement sensible des achats de pétrole et une diminution des livraisons de navires commandés à l'étranger. Au total, la balance commerciale a enregistré un excédent — le premier depuis avril — de 58 millions de livres en août contre un déficit de 132 millions en juillet. Le surplus des échanges invisibles (transport, assurance) a été estimé à 75 millions de livres.

En Italie

DE JANVIER A JUILLET LE DÉFICIT COMMERCIAL A REPRÉSENTÉ LE QUART DE CELUI DE 1977

Rome (*A.F.P.*). — La balance commerciale italienne a enregistré en juillet un solde négatif de 377 milliards de lires (2 milliards de francs environ). En juin cette balance avait été excédentaire de 511 milliards de lires. En juillet les importations ont représenté 4 149 milliards de lires, tandis que les exportations se sont élevées à 3 772 milliards de lires. Le déficit provient d'un passif de 652 milliards de la balance pétrolière, comparée à un actif de 275 milliards pour les autres produits.

De janvier à juillet les importations ont atteint 25 390 milliards et les exportations 24 842 milliards de lires, en augmentation respectivement de 4,5 % et de 11,4 % par rapport à la même période de 1977. Le déficit enregistré pour les sept premiers mois de 1978 — 543 milliards — représente un peu moins du quart de celui de 1977 (1 996 milliards).

Pour ces sept mois les secteurs excédentaires ont été le textile (3 086 milliards), les produits métallurgiques (30 milliards), la mécanique (3 071 milliards) et les moyens de transport (1 173 milliards). Les déficits ont concerné les combustibles (4 414 milliards), les produits alimentaires (2 603 milliards), les produits chimiques (617 milliards) et divers autres secteurs mineurs (274 milliards).

● *L'Italie comptait* début juillet 1 658 000 chômeurs, soit 8,1 % de la population active, indiquent les statistiques officielles. Le chômage atteint une majorité de jeunes entre quatorze et dix-neuf ans : 1 286 000, soit 78 % des personnes en quête d'emploi. Un demi-million d'entre eux sont en possession de diplômes de l'enseignement secondaire. La population active italienne s'élevait à la même date à 20 459 000 personnes. — (*A.F.P.*)

AGRICULTURE

UNE LAITERIE ALLEMANDE RACHÈTE L'USINE ELLSA DE DIEUE-SUR-MEUSE

L'usine de Dieue-sur-Meuse de l'entreprise laitière Ellsa-Loevenbrück, qui était en liquidation de biens depuis le 10 juin (*le Monde* du 22 août 1978), vient d'être rachetée par la société allemande Hochland, une entreprise laitière de Bavière, spécialisée dans la pâte fondue, employant huit cent vingt personnes et au chiffre d'affaires annuel de 670 millions de francs. La liquidation de l'entreprise Ellsa avait entraîné six cents licenciements, dont deux cent soixante à l'usine de Dieue.

Selon la C.F.D.T., la société Hochland s'est engagée à réembaucher immédiatement trente employés. Un programme d'investissements de 20 millions de francs, étalé sur deux ans devrait permettre le réemploi de deux cents salariés à l'exclusion du secteur administratif. Le passif de la société Loevenbrück s'élevait à 70 millions de francs sous forme d'emprunts d'investissements dus aux banques et au Crédit national, auxquels il faut ajouter une dette à court terme envers l'Union laitière de la Meuse, une coopérative groupant environ quatre mille producteurs de lait.

LA GRÈVE DE LA FAIM DE M. ET Mme CADIOT EST UN CAS EXCEPTIONNEL QUI EST DU RESSORT DE LA COLLECTIVITÉ, estime le Crédit agricole de Loire-Atlantique.

La caisse régionale du Crédit agricole de Loire-Atlantique, face au problème posé par la grève de la faim de M. et Mme Cadiot (*le Monde* du 21 septembre), déclare dans un communiqué que *« les responsables du Crédit agricole, de par leur fonction, sont tenus au secret professionnel (...). Ils croient devoir rappeler que le Crédit agricole a pour mission de consentir des prêts, c'est-à-dire de distribuer du crédit qui tôt ou tard doit être remboursé. En conséquence, il ne peut se transformer en distributeur de subventions, cela étant du ressort de la collectivité publique. La situation qui relève du cas exceptionnel dans laquelle se trouvent M et Mme Cadiot, est du ressort de sa responsabilité. » « Les administrateurs*, écrit encore la caisse régionale de Loire-Atlantique, *ne peuvent octroyer des prêts sur des pressions extérieures qui les feraient déroger aux règles fondamentales de leur institution. »*

PRESSE

« PARIS-MATCH » EST SAISI A LA DEMANDE DE M. JACQUES BREL

Statuant en référé à la demande de Jacques Brel, M. Pierre Drai, premier vice-président du tribunal de Paris, a ordonné, vendredi 22 septembre, la saisie de tous les exemplaires de l'hebdomadaire *Paris-Match* datés du 29 septembre et mis en vente publique le 22 septembre. Le magistrat a chargé Me Morin, huissier de justice, de procéder, au besoin avec l'aide de la force publique, à toutes opérations devant conduire au retrait de la vente. Une somme de 20 000 francs, à titre d'indemnité provisionnelle, est allouée, en outre, au chanteur, qui, par l'entremise de Me Thierry Lévy, réclamait 50 000 francs.

Jacques Brel estime que le reportage et les trois clichés photographiques qui lui sont consacrés, sous le titre *« cet homme invisible : Jacques Brel »*, revêtent à son égard la forme d'une atteinte intolérable à l'intimité de sa vie privée dans la mesure où il est désigné au public comme un homme malade poussé à tous les subterfuges pour garder secret son état.

Pour motiver sa décision, M. Drai fait remarquer, tout d'abord que M. Daniel Filipacchi, directeur de *Paris-Match* et la société propriétaire ont été particulièrement bien informés du désir de l'artiste d'entourer de la plus grande discrétion sa vie personnelle puisqu'il a obtenu, le 12 juillet dernier, leur condamnation à 20 000 francs de dommages-intérêts pour une précédente intrusion dans sa vie privée. Il ajoute que *« les révélations faites par le texte ou par l'image dans le numéro incriminé de* Paris-Match, *constituent (...) une intrusion revêtant l'aspect d'une persécution »*. Et il conclut que *« la saisie de la publication incriminée constitue, en l'espèce, malgré son caractère d'ultime sanction, le seul moyen d'imposer la cessation d'un dommage ou d'un péril imminents sinon déjà partiellement consommés »*.

Pratiquement, la saisie n'a porté que sur quelques dizaines d'exemplaires... l'hebdomadaire étant normalement dans les points de vente.

∴

Le « coup » précédent réalisé par Paris-Match *s'était produit en juillet dernier avec l'interview du gangster « en cavale » Jacques Mesrine par la journaliste Isabelle de Wangen. Celle-ci avait été longuement interrogée par la police avant que M. Daniel Filipacchi, directeur de l'hebdomadaire, soit à son tour inculpé pour « apologie de crimes ».*

Mais Paris-Match *n'avait pas été saisi, et sa vente avait augmenté cette semaine-là de quelque 100 000 exemplaires (810 000), selon les responsables.*

C'est en septembre 1976, rappelons-le, que M. Daniel Filipacchi (Salut les copains, Lui, Playboy *édition française*, Union, *etc.) avait racheté au groupe Hachette le titre* Paris-Match *cédé par le groupe Prouvost en juin de la même année.*

Paris-Match, *héritier direct du* Match *créé par Jean Prouvost avant la dernière guerre, devait connaître un succès croissant jusqu'en 1958, où il diffusait 1 million 800 000 exemplaires. Dix ans plus tard, en 1968, son tirage « plafonne » à 1 392 000 exemplaires mais la trop longue interruption de parution pendant les événements de mai 1968 s'ajoutant à la rude concurrence de la télévision font chuter sa courbe de vente. En 1972, la diffusion de* Paris-Match *tombe à 564 000 exemplaires pour un tirage de 724 000.*

Depuis le rachat du titre par M. Filipacchi, le tirage et la vente connaissent un net regain. Selon les responsables — rapporte le Journal de presse *dans son dernier numéro —* Paris-Match *a progressé de 32 % par rapport à l'été dernier et de 20 % par rapport à l'année tout entière.*

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Forte hausse du deutschemark et du franc suisse Recul du dollar et du franc français

Un bruit de bottes monétaire a rendu les marchés des changes particulièrement nerveux cette semaine. Certes le DOLLAR a été victime d'une nouvelle rechute, ce qui, en soi, n'a rien de très nouveau ni très excitant. En revanche, cette chute a donné lieu à une très forte poussée sur le FRANC SUISSE, qui, une fois de plus, a battu tous ses records de hausse. En poussant également le DEUTSCHEMARK vers le haut, elle accentue encore la tension au sein du « serpent » européen, où les autres monnaies se trouvent à leur plancher, avec des rumeurs persistantes de réévaluation du DM, préalable à un « réajustement » général.

La semaine n'avait pourtant pas mal commencé pour le DOLLAR, qui remontait très rapidement lundi matin 18, après l'annonce d'un accord à Camp David. A Francfort, il frôlait les 2 DM, dépassait 1,60 FS à Zurich et 4,40 F à Paris. Pour les milieux financiers internationaux, le danger de voir les pays producteurs de pétrole prendre des mesures de rétorsion paraissait écarté. Mais, néanmoins, rapidement les facteurs baissiers reprenaient le dessus : inflation aux Etats-Unis, et, surtout, craintes sur l'accueil qu'allaient réserver les pays arabes à l'accord égypto-israélien. Mercredi, ces craintes se vérifiaient avec le rejet de l'accord par la Jordanie et surtout par l'Arabie Saoudite.

Du coup, le DOLLAR « plongeait » littéralement à Francfort (1,9470 DM), à Tokyo (188,50 yens), et surtout à Zurich, où il battait tous ses records de baisse à 1,51 FS.

La flambée correspondante du FRANC SUISSE, qui, de son côté, crevait tous les plafonds vis-à-vis du DEUTSCHEMARK (1,30 DM à Francfort), du FRANC FRANÇAIS (près de 2,90 F à Paris) et de la LIVRE (moins de 3 FS), ne laisse pas d'inquiéter les autorités helvétiques. Prenant la parole à l'assemblée annuelle de l'Association des banquiers d'outre-Sarine, M. Fritz Honegger, chef du département fédéral de l'économie, a déclaré vendredi que la Suisse pourrait bien n'enregistrer aucune expansion réelle à la suite du déclin des exportations, l'hôtellerie helvétique devenant hors de prix pour les étrangers. Le gouvernement préparerait des mesures pour venir en aide aux exportateurs : on pensait même qu'il y aurait du nouveau le 25.

La baisse du dollar est, à nouveau, en train de distendre le « serpent » monétaire européen, dans la mesure où elle tire vers le bas le FRANC BELGE, le FLORIN et les COURONNES DANOISE ET NORVEGIENNE, tandis que le DM a tendance à « coller » à son plafond, stimulé par des rumeurs de réévaluation. La chose n'est pas nouvelle. A plusieurs reprises depuis deux ans, le franc belge, par exemple, était menacé d'une dévaluation dans le « serpent », mais, à chaque fois, les banques centrales intervenaient et tout rentrait dans le rang. Cette fois-ci, l'approche du 1er janvier 1979, date à partir de laquelle le « système monétaire européen » pourrait être rendu opérationnel, rend les opérateurs nerveux. Tout se passe comme s'ils estimaient inévitable un réajustement des parités à cette occasion. Certes, les autorités ouest-allemandes ont démenti et les banques centrales sont intervenues : celle des Pays-Bas aurait vendu près de 400 millions de DM, celle de Belgique 8 millions, épaulées par la Bundesbank. Dans l'état actuel des choses, toutefois, il ne pourrait s'agir que d'une opération d'ampleur relativement limitée, que la pression du marché pourrait précipiter *nolens, volens* : il y a des précédents...

En ce cas, l'expérience l'a montré, une réévaluation du deutschemark par rapport aux monnaies du « serpent » se traduit également par une hausse de la devise ouest-allemande par rapport aux monnaies extérieures. C'est ainsi que peut s'expliquer la baisse du franc français, amorcée la semaine dernière et qui s'est accélérée cette semaine : le cours du deutschemark à Paris, de 2,15 F au début d'août, a franchi 2,20 F la semaine dernière, pour la première fois depuis juin, pour s'approcher de 2,25 F cette semaine et finir à 2,24 F. En haut lieu, on ne paraît pas s'émouvoir de ce mouvement de balancier, la Banque de France n'intervenant que très modérément. Un cours de 2,15 F pour le deutschemark est jugé trop bas, celui de 2,25 F trop haut. Les cambistes, toujours mal intentionnés, murmurent que cette baisse du franc, ou cette hausse du deutschemark, ne déplaît pas aux autorités monétaires, qui laisseraient le marché glisser vers une future parité « défendable ». Les banquiers allemands, toujours très enthousiastes sur leur monnaie, « voient » 2,30 F dans trois mois et 2,33 F à 2,50 F dans six mois. Mais ce sont des banquiers allemands...

Sur le marché de l'or, le rejet de l'accord de Camp David par l'Arabie Saoudite a imprimé une nouvelle poussée du cours de l'once, qui a égalé le record historique de 215,90 dollars établi le 15 août dernier, le battant même hors séance à 216,55 dollars pour revenir à 214,35. Les marchés de Hongkong, New-York et Chicago, qui cotent les transactions à terme, ont été les plus actifs. — F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	197,00	8,6138	2,9924	3,8454	60,6760	4,1764	1629,19
	—	196,20	8,5641	3,1195	3,8847	61,2144	4,2183	1631,89
New-York.	197,00	—	22,8702	65,8327	51,2295	3,2467	47,1698	0,1209
	196,20	—	22,9095	62,8930	50,5050	3,2051	46,5116	0,1202
Paris.....	8,6138	4,3725	—	287,85	224,00	14,1961	206,25	5,2871
	8,5641	4,3650	—	274,52	220,45	13,9903	203,02	5,2179
Zurich....	2,9924	151,90	34,7396	—	77,8176	4,9318	71,6509	1,8367
	3,1195	159,00	36,4261	—	80,3030	5,0961	73,9534	1,9116
Francfort.	3,8454	195,20	44,6426	128,5055	—	6,3376	92,0754	2,3603
	3,8847	198,00	45,3609	124,5283	—	6,3161	92,0930	2,3805
Bruxelles.	60,6760	30,8000	7,0440	20,2764	15,7786	—	14,5283	3,7243
	61,2144	31,2000	7,1477	19,6226	15,7575	—	14,5116	3,7511
Amsterdam	4,1764	212,00	48,4848	139,5655	108,6065	6,8831	—	2,5631
	4,2183	215,00	49,2534	135,2201	108,5858	6,8910	—	2,5849
Milan....	1629,19	827,00	189,1366	544,43	423,66	26,8506	390,09	—
	1631,89	831,75	190,5498	523,11	420,07	26,6586	386,86	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Psychose de hausse aux États-Unis

Une véritable psychose de hausse des taux se développe aux Etats-Unis, où les autorités monétaires (le FED) viennent de relever de 7 3/4 % à 8 % le taux d'escompte officiel, tout en continuant à rehausser le seuil de leurs interventions sur le marché entre banques (open market), le portant de 8 3/8 % à 8 1/2 %. Cette action a pour objectif à la fois de freiner la très rapide progression de la masse monétaire et de soutenir le dollar.

Les milieux d'affaires et de bourse commencent à redouter un « credit crunch » (asphyxie par le crédit), analogue à celui de 1974 qui conduisit à la récession, comme on le sait.

Cette psychose n'empêche pas la S.N.C.F. de lancer un emprunt de 250 millions de dollars sous les auspices du Crédit Lyonnais, chef de file. Le schéma est désormais traditionnel : durée de sept ans, garantie de l'Etat, émission probable de papier commercial aux Etats-Unis avec un « filet » de sécurité sous la forme d'une ligne de crédit au taux interbancaire en euro-dollar à six mois majoré de 0,50 %. C'est encore moins cher qu'en France, où, tout de même, selon la Banque de Paris et des Pays-Bas, les taux obligataires (9,80 % pour l'emprunt d'Etat de 2,5 milliards de francs, 10,30 % pour la première catégorie) devraient continuer à baisser.

Une légère agitation s'est emparée en milieu de semaine du marché monétaire de Paris, où de nombreux trésoriers de banques ont manifesté quelque appréhension à la suite de la baisse du franc. Redoutant, vraisemblablement à tort, un relèvement de ses taux d'intervention par la Banque de France, ils ont mobilisé auprès d'elle, à 7 1/4 %, des montants importants de bons du Trésor (1 milliard de francs pour la seule journée de jeudi) afin de rester plus « liquides », prêts à toute éventualité. Si, au jour le jour, le loyer de l'argent a légèrement fléchi à 7 % contre 7 3/8 %, à terme il a gagné 1/8 % sur les échéances jusqu'à un an.

Pour l'instant, rue de la Vrillière, on reste imperturbable, se contentant d'alimenter symboliquement (200 millions de francs adjugés à 7 1/4 %) un marché très à l'aise, où la « prime de désencadrement » ne bouge pas, ce qui prouve que les établissements ne sont pas à l'étroit.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

REPLI DU CUIVRE, DU SUCRE ET DU CAFÉ

METAUX. — *Repli des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. L'annonce par un producteur canadien de l'interruption des livraisons vers l'Europe avait auparavant soutenu les cours, de même qu'une nouvelle diminution des stocks londoniens à 430 500 tonnes (— 5 125 tonnes), soit le plus bas niveau depuis octobre 1975. Mais la reprise des livraisons péruviennes après un mois de grèves a provoqué un retournement de tendance. Les stocks mondiaux restent élevés et dépasseraient 1,5 million de tonnes.*

DENREES. — *Les cours du sucre ont fluctué à la baisse. La ratification par les Etats-Unis de l'accord international de stabilisation des prix risque, en effet, de ne pas avoir lieu ce mois-ci. Selon un producteur britannique, la production mondiale ne serait que de 90 millions de tonnes cette année, et la consommation s'élèverait à 89 millions de tonnes, contre respectivement 92 millions et 86 millions de tonnes l'année dernière.*

Les cours du café se sont repliés sur les principales places mondiales. La tendance a été influencée par l'incertitude entourant l'issue de la réunion de l'Organisation internationale du café à Londres, pour discuter d'un relèvement des prix d'intervention et du contingentement des importatiosn. Le département américain de l'agriculture a révisé en baisse son estimation de la récolte brésilienne pour la ramener à une « fourchette » comprise entre 18 et 21 millions de tonnes, contre 22 millions de tonnes précédemment.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 22 septembre 1978

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 727,50 (738) ; à trois mois, 746 (754,50) ; étain, comptant, 7 100 (7 280) ; à trois mois, 6 945 (7 010) ; plomb, 358,15 (359) ; zinc, 323 (328)

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 64,80 (64,95) ; aluminium (lingots), 57 (53) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 72,83 (inch.) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 156-155 (153-157).

— Penang (en dollars des Détroits par picul de 22 lbs) : 1 890 (1 885).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, oct., 61-75 (61,82) ; déc., 64,10 (inch.).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), oct., 225 (229) ; jute (en dollars par tonne), Pakistan, White grade C, 483 (inch.).

— Roubaix (en francs par kilo) : laine, oct. 24,50 (22,55).

— Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute, 640 (inch.).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant, 60-61 (60,70-60,75). — Penang (en cents des Détroits par kilo) : 254-255 (256-256,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao, déc., 170,50 (170) ; mars, 168,95 (167,75) ; sucre, oct., 8,15 (8,41) ; mars, 8,74 (8,93) ; café, déc., 147,90 (149,50) ; mars, 136,50 (138,95).

— Londres (en livres par tonne) : sucre, oct., 104,80 (107,10) ; déc., 106,40 (109,50) ; café, nov., 1 506 (1 512) ; janv., 1 423 (1 427) ; cacao, déc., 1 981 (1 987) ; mars, 1 990 (1 994).

— Paris (en francs par quintal) : cacao, déc., 1 685 (1 680) ; mars, 1 705 (1 685) ; café, nov., 1 315 (1 324) ; mars, 1 200 (inch.) ; sucre (en francs par tonne) : déc., 950 (970) ; mars, 997 (1 023).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, déc., 335 3/4 (329) ; mars, 331 1/2 (326) ; maïs, déc., 219 1/2 (221 1/4) ; mars, 229 (230 1/4).

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

Bouffée de hausse

SEMAINE DU 18 AU 22 SEPTEMBRE 1978

ET c'est reparti ! A un flottement bien compréhensible si l'on tient compte de l'environnement peu favorable, tout au moins dans l'immédiat, a succédé une très forte bouffée de hausse, qui, à la veille du week-end, revêtait presque le caractère d'un « boom ». Résultat : une progression des cours frôlant les 3 %, et les valeurs françaises au plus haut de l'année, en gain de plus de 60 % sur le 1er janvier.

Lundi, l'indécision et l'attentisme régnaient, les gains alternant avec les pertes, avec, par soldes, un léger glissement, plutôt une légère dérive diraient les navigateurs. Le lendemain, même scénario, avec des transactions moins étoffées : « Le marché n'arrive pas à baisser », estimaient nombre de professionnels, d'autant que les opérations du terme de septembre commençaient dès le lendemain. Mercredi, en revanche, et malgré la lourde rechute des valeurs de sidérurgie (voir d'autre part), qui s'accentuait à l'approche de la publication du plan de redressement, le sentiment redevenait nettement meilleur, dans les esprits sinon dans les cours. La vive hausse de Lafarge sur l'annonce, très attendue, des conditions de son augmentation de capital (voir d'autre part), témoignait des capacités de rebondissement du marché. Jeudi, pour la fin du mois boursier, en gain de 4 % pour la période, cette amélioration du sentiment devenait très nette, malgré le glissement du franc sur les marchés des changes, et l'indice moyen gagnait 0,8 %. Vendredi, premier jour du nouveau mois boursier, ce fut le « boom » ! Plus de 3 % de hausse, des transactions animées, et un large sourire autour d'une corbeille en joyeux émoi. On regardait avec ébahissement les Engins Matra continuer à s'envoler, on retardait la cotation de trois titres faute d'offres suffisantes, et on enregistrait avec satisfaction des hausses de 5 % et plus sur toute une série d'actions. L'alimentation, les banques (notamment Paribas, peu touchée en définitive par le plan acier, comme M. de Fouchier, son président, l'avait assuré en juin dernier), les travaux publics, l'édition, les magasins, la construction électrique, tout montait ou presque. Saint Gobain-Pont-à-Mousson regagnait, et au-delà, son droit de souscription, P.U.K. rejoignait les Machines Bull dans le peloton des coureurs de pointe (en route vers l'augmentation de capital, disaient les mauvaises langues, mais aujourd'hui, ce n'est plus une tare, au contraire, à condition que l'on puisse garantir un gros dividende pour alimenter les SICAV-Monory).

Tout le monde s'y mettait : gros investisseurs (pour le compte desdites SICAV), clientèle particulière (qui revient), boursiers... Rien n'y a fait, ni la baisse du franc, ni l'augmentation du chômage, ni la mise en règlement judiciaire déguisée de la sidérurgie (un problème réglé), ni la suite de Camp David. Un moral de béton ! Si, vraiment, la Bourse est un bon thermomètre et joue son rôle d'anticipation, alors 1979 sera un bon cru. Certains, même, se basardaient à faire une comparaison avec le début de 1959, après la dévaluation Pinay et la longue hausse qui s'ensuivit. Plus prosaïquement, certains autres mettaient en avant la volonté gouvernementale de stimuler la Bourse, comme l'exprimait M. Monory devant la commission des finances mercredi dernier. Le ministre de l'économie attend 2 millions de nouveaux actionnaires en fin d'année, alors qu'il en prévoyait 1,5 million en trois ans. Il s'est félicité de la « grande rapidité avec laquelle des augmentations de capital sans précédent depuis vingt ans ont été ésouscrites ». De fait, les SICAV constituées pour recueillir les souscriptions dans le cadre des 5 000 F déductibles des impôts font recette, au rythme de plusieurs millions de francs par jour. Il faut dire que la bonne santé actuelle de la Bourse attire les clients. Il y a un an, la recette eût été bien maigre...

A signaler, enfin, une nouvelle poussée sur l'or qui a battu tous ses records à Paris (29 950 F pour le lingot) avec un gonflement des transactions, tandis que le napoléon n'a guère bougé, sa « prime » tombant en dessous de 50 %.

FRANÇOIS RENARD.

Valeurs à revenus fixe ou indexées

Les fonds d'Etat indexés ont été diversement traités, et si l'*Emprunt 7 % 1973*, activement recherché, a débordé ses plus hauts niveaux historiques, l'*Emprunt 4 1/2 % 1973*, en revanche, a quelque peu rétrogradé. Il faut par ailleurs signaler la hausse continue des *obligations indemnitaires 3 % C.N.E.* qui se négocient pratiquement à leurs cours-records.

	22 sept.	Diff.
4 1/2 % 1973	725,80	— 8,20
7 % 1973	3 749	+ 89
Empr. 10,30 % 1975	99,90	+ 0,10
10 % 1976	102,40	— 0,05
P.M.E. 10,60 % 1977	101	— 1,45
P.M.E. 11 % 1977	102	— 0,30
« Barre » 8,80 % 77	104,90	— 0,09
10 % 1978	103,10	+ 0,55
9,80 % 1978	101,17	+ 0,02
4 1/4 - 4 3/4 % 1963	95,20	— 0,50
5 1/2 % 1965	109	— 0,40
6 % 1966	109	+ 0,10
6 % 1967	104,20	+ 0,20
C.N.E. 3 %	3 600	+ 36
Charbonn. 3 %	174,90	+ 0,40

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Le fait marquant de la semaine a été constitué par la vive reprise de la « Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas », après la publication du plan de redressement de l'industrie sidérurgique : ce dernier, en effet, a été jugé par les boursiers beaucoup moins « dur » pour les établissements bancaires qu'on ne le pensait auparavant.

Avant provisions et impôts, les résultats financiers de *Bail Equipement* au 30 juin, atteignaient 20 millions de francs (cf. 17,5).

	22 sept.	Diff.
Bail Equipement	243	+ 13,10
B.C.T.	170	— 0,10
Cetelem	320	— 4,80
Comp. bancaire	432	+ 0,80
C.C.F.	122,50	— 1,50
Crédit foncier	388	+ 0,50
Financ. de Paris	192,80	+ 15,80
Locafrance	248,50	+ 13,50
Prétabail	448	+ 32
U.C.B.	238,50	+ 1
U.F.B.	312	— 8
S.I.L.I.C.	260	+ 6
S.N.I.	448	+ 4
Comp. du Midi (1)	492,50	+ 0,50
Eurafrance	347,90	— 3,10
Pricel	191	— 6
Schneider	182,50	— 6
Suez	310	+ 21

(1) Ex-droit de répartition : 20 F.

Le bénéfice net consolidé du « Crédit Commercial de France », pour le premier semestre 1978 est revenu de 34,42 millions de francs à 32,76 millions de francs, après constitution de très importantes provisions (environ 64 millions de francs) pour impôts et surtout pour créances douteuses, du fait de la participation dans « Nobel-Bozel » et sa filiale « Isorel », dont la situation financière est critique.

Bâtiment et travaux publics

Le lancement de l'augmentation de capital de « Lafarge », très attendu, a été salué par une hausse des titres de 10 %. Cette hausse a été considérée comme de bon augure, car l'une des conditions de l'opération, à savoir l'émission au voisinage du cours de Bourse, est inhabituelle en France, alors qu'elle est courante aux Etats-Unis. Il est vrai que les perspectives de rendement ont pu séduire les investisseurs.

Cette augmentation d'un montant brut de 190 millions de francs s'effectue par émission d'une action nouvelle pour cinq anciennes au prix de 200 F (pour un cours de Bourse qui évoluait entre 204 F et 207 F les jours précédents). La date de jouissance est fixée au 1er janvier 1978, avec une rétroactivité de neuf mois, et la souscription durera un mois à partir du 2 octobre. Selon la société, le dividende distribué en juillet 1979 au titre de l'exercice 1978, « pourrait représenter, par rapport à ce prix de 200 F, un versement brut, avoir fiscal compris, de 10 % », ce qui porterait le dividende global de 16,77 F en 1978 à 20 F environ en 1979. Le président « pense que le résultat net de la société « Lafarge » pour 1979 sera proche de 120 millions de francs contre 89 en 1977 (180 millions de francs contre 159 millions en consolidé) ».

« Pour 1979, les effets conjugués des investissements nouveaux, des restructurations menées et de la libération du prix du ciment en France, le 3 juillet 1978 », devraient porter les résultats consolidés à un niveau compris entre 200 et 250 millions de francs.

	22 sept.	Diff.
Auxil. d'entrepr.	539	+ 12
Bouygues	801	— 14
Chim. et Routière.	124	+ 11
Ciments français	143	+ 2,50
Dumez	677	+ 18
E. J. Lefebvre (1)	335	+ 0,10
Génér. d'entrepr.	223,20	— 19,20
Gds Travx de Mars.	332	— 49,80
Lafarge	228,80	+ 17,80
Maisons Phénix	589	— 8
Poliet et Chausson	187,50	+ 2,60

(1) Compte tenu d'un droit de 27,10 F.

« Ces bonnes perspectives rendraient possible une nette amélioration du dividende à verser en juillet 1979. Au-delà, le rythme de croissance de la distribution que vous avez connu dans les années 1960 devrait pouvoir reprendre. »

En raison des pertes importantes à prévoir par les *Grands Travaux de l'Est* pour l'exercice (18,3 millions de francs pour le premier semestre 1978 et davantage pour le second), à la suite de mauvais résultats au Cameroun et des pertes de la filiale nigérienne, un rapprochement avec la Routière Colas est étudié.

Alimentation

Le chiffre d'affaires (hors taxes) réalisé par « Carrefour » pendant les six premiers mois de l'année a progressé de plus de 10 % à 3 827 millions de francs contre 3 477. Les résultats semestriels se sont soldés par un bénéfice, avant impôts et participation, de 160,2 millions de francs contre 118,6), ce qui représente une augmentation de plus de 35 % ; pour sa part, le bénéfice net a atteint 189,6 millions de francs. Les dirigeants de l'entreprise estiment que le bénéfice consolidé 1978 devrait se situer entre 145 et 150 F par titre.

Au 30 juin 1978, le bénéfice net de l'*Alsacienne des Supermarchés* ressort à 3,64 millions de francs, la marge brute d'autofinancement passant de 10,18 millions de francs à 13,99 millions de francs.

	22 sept.	Diff.
Beghin-Say	125,90	+ 11,40
B.S.N.-Gerv.-Dan.	540	inchangé
Carrefour	1 862	+ 38
Casino	1 348	+ 50
Moët-Hennessy	562	+ 12
Mumm	415	— 16
Olida et Caby	218	+ 10,60
Pernod-Ricard	274	— 1
Radar	493	+ 26
Raffin. St-Louis	105,50	+ 6,50
S.I.A.S.	296	+ 3
Veuve Clicquot	813	+ 23
Viniprix	390	— 8
Martell	499	+ 9
Guy. et Gascogne	400	+ 32,50
Génér. Occidentale	286,50	+ 28,50
Nestlé	9 350	+ 230

Filatures, textiles, magasins

Lainière de Roubaix va émettre, pour un montant de 51 194 360 francs, des obligations de 280 F convertibles en actions à raison de cinq actions pour une obligation.

Les valeurs de magasins ont été très en vue ces temps derniers à la Bourse. De tous les titres cotés à terme, c'est *Galeries Lafayette* qui a réalisé la hausse la plus importante de la liquidation de septembre : + 63 % — *Printemps* et *Paris-France* figurent également au palmarès.

Au cours du premier semestre de l'exercice en cours (1er mars - 31 août), le chiffre d'affaires de *La Redoute* s'est accru de 14 %.

	22 sept.	Diff.
Dollfus-Mieg	66,50	— 2,40
Sommer-Allibert	453	+ 8
Agache-Willot	905	— 10
Godde-Bedin	22	— 2
Roudière	353	+ 5
Lainière Roubaix	54	+ 1
Bail Investissement	309,50	+ 9,50
B.H.V.	175	+ 6,50
Galeries Lafayette.	138	+ 21
Nouvelles Galeries.	137,80	+ 9,70
Paris-France	136	+ 8
Printemps	127,50	+ 8,70
U.I.S.	332,10	— 11,90

Matériel électrique, services publics

Vive progression de l'action *Machines Bull* ; au premier semestre, la filiale *C.I.I.-Honeywell-Bull* a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 1 849 millions de francs contre 1 651 millions ; les perspectives du deuxième semestre apparaissent favorables.

	22 sept.	Diff.
Alsthom-Atlant.	69,90	— 1,90
C.E.M.	74,50	+ 1,50
C.G.E.	393	+ 4
C.S.F.	345	+ 12
C.I.T.-Alcatel	1 095	+ 41
Matra	4 050	+ 480
Leroy-Somer	775	+ 65
Machines Bull	60,80	+ 7,30
L.M.T.	1 400	+ 63
Pr. Méc. Labinal	142	+ 14
Fr. Tél. Ericsson	454	— 32
Thomson-Brandt	262	+ 6
Siemens	680	+ 15
Générale des eaux	679	+ 45
Lyonnaise des eaux	537	+ 49

La société des *Téléphones F.T.E.* (*Thomson-Ericsson*) a enregistré au 30 juin un chiffre d'affaires de 617 millions de francs (+ 16,6 %). Le résultat s'élève à 16,6 millions après constitution d'une provision complémentaire de 4,3 millions pour dépréciation des stocks ; il tient compte d'une contribution exceptionnelle de 12,7 millions de francs de la part de *L.-M. Ericsson*.

L'attribution gratuite d'une action nouvelle pour deux anciennes par la *Cie Générale des Eaux* est attendue pour le début novembre.

Produits chimiques

Le bénéfice net consolidé de *Parlor* pour le premier semestre 1978, après amortissements, provisions et impôts, s'élève à 15,47 millions de francs contre 7,54 millions de francs au premier semestre 1977, en utilisant la même méthode de comptabilisation. Il comprend un profit de change de 1,1 million de francs contre une perte de 0,6 million de francs en 1977.

	22 sept.	Diff.
C.M. Industries	279,50	+ 1
Cotelle et Foucher	114,50	+ 7,50
Institut Mérieux	384	+ 16
Laboratoire Bellon	249	+ 9
Nobel-Bozel	49,60	— 1,30
Pierrefitte-Auby	85,90	+ 2,40
Rhône-Poulenc	119	+ 2,80
Roussel-Uclaf	388,50	+ 5,50
B.A.S.F.	315	+ 12
Bayer	322,50	+ 13,50
Hoechst	312	+ 9
Norsk Hydro	202,50	— 3

Métallurgie, constructions mécaniques

La cotation des actions « Chiers-Châtillon, Denain - Nord - Est - Longwy, Marine-Wendel, Sacilor, Usinor et Neuves-Maisons Châtillon » a été suspendue le 21 septembre pour une durée indéterminée à la suite de l'annonce du plan de restructuration de la sidérurgie (voir d'autre part).

...Au 30 juin *De Dietrich* annonce un bénéfice de 12,18 millions de francs contre 11,49 millions de francs en 1977, après 18,6 millions de francs d'amortissements contre 17,84 millions. A fin août 1978, le chiffre d'affaires s'élevait à 696 millions de francs (+ 12 %), dont 90 millions de francs à l'exportation.

	22 sept.	Diff.
Chiers-Châtill. (1)	25,70	— 2,10
Creusot-Loire	94	— 8
Denain N.-E. (1)	42	— 4,80
Marine-Wendel (1)	51,50	— 5,50
Métall. Normandie	53,90	— 3,10
Pompey	80	— 8,50
Sacilor (1)	27	— 5
Saulnes	44,70	— 4,30
Usinor (1)	122	— 97,80
Vallourec	102,50	— 5
Alspi	85	+ 5
Babcock-Fives	135	+ 10
Génér. de fonderie	128	+ 1
Poclain	215	+ 5,10
Sagem	669	+ 36
Saunier-Duval	185,80	— 5,20
Penhoët	245	— 1
Peugeot-Citroën	479	— 1
Ferodo	450	+ 7

(1) Cours du 20 septembre, avant suspension de la cotation.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Au 30 juin 1969, *Dunlop S.A.* enregistre une perte de 25,3 millions de francs contre 24,6 millions de francs en 1977, après 20,6 millions de francs d'amortissements contre 21,6 millions de francs.

	22 sept.	Diff.
Imétal	61,30	— 1,60
Peñarroya	37,30	+ 0,50
Charter	13,40	— 0,60
Inco	72,50	— 2,80
R.T.Z.	20	— 1,25
Union minière	119,50	— 0,50
Z.C.I.	0,93	— 0,03
Kléber	65	+ 2,60
Michelin	1 330	— 20

Pétroles

Le marché a plutôt fraîchement accueilli l'augmentation de capital de la *Française des Pétroles B.P.*, qui demande à ses actionnaires 289,68 millions de francs, à raison de trois actions nouvelles pour une ancienne, souscrite au pair (50 F nominal), libérées de moitié en 1978. Sans doute, « la bonne fin de l'opération sera assurée par *British Petroleum* », actionnaire majoritaire de la société qui, vraisemblablement, augmentera sa part du capital, actuellement de 70 %. Mais aucun dividende n'a été distribué depuis quatre ans et les résultats du premier semestre 1978 se traduisent par une perte d'exploitation de 60 millions de francs. Il est encore trop tôt pour savoir si l'exercice 1979 verra un rétablissement de la situation financière du raffinage français.

	22 sept.	Diff.
Aquitaine	536	+ 13
Esso	85,80	+ 23
Franç. des pétroles	134	+ 6,20
Pétroles B.P.	58	— 1,10
Primagaz	156	— 6
Raffinage	84,80	+ 1,90
Sogerap	121	+ 2
Exxon	222,80	+ 0,30
Petrofina	513	+ 17
Royal Dutch (1)	274	+ 6,58

(1) Compte tenu du coupon de 8,58 F.

Valeurs diverses

	22 sept.	Diff.
L'Air liquide	350,90	+ 0,90
Bic	524	+ 28
Europe n° 1	782	+ 108
L'Oréal	761	+ 2
Jacques Borel	181	+ 18,10
Club Méditerranée	458	+ 19
Arjomari	145	+ 4,90
Hachette	263	+ 9
Presses de la Cité	355	+ 18
P.U.K.	105	+ 7,50
St-G.-P.-à-M. (1)	161,20	+ 8,70
Skis Rossignol	1 775	+ 5
Chargeurs réunis	209	+ 3

(1) Compte tenu d'un droit de 7 F.

Une sidérurgie concordataire

La marche à l'abîme de la sidérurgie française s'étant terminée comme il était, hélas ! prévisible, c'est-à-dire par un règlement judiciaire « à l'amiable », en fait, un concordat à la charge de la collectivité avec une consolidation de dette à la charge du Trésor pour un certain nombre d'années, les intérêts des porteurs d'obligations étant préservés par la création d'une caisse d'amortissement (toujours le Trésor), ce qui permet aux titres du GIS de fort bien se tenir, il reste à tirer les conséquences boursières des opérations de restructuration prévues par le plan de redressement gouvernemental. La prise de contrôle d'Usinor, de Sacilor et Châtillon-Neuves-Maisons par les trois sociétés financières où la puissance publique détiendra 55 % et les banques 30 %, va se traduire par la conversion de créances en actions, après sans doute réduction de capital pour tenir compte des pertes : c'est le « coup d'accordéon » bien classique. Nul ne sait encore quelles seront les modalités précises du dit coup d'accordéon : quel sera l'état de l'actif net des sociétés, s'il en reste une, « quid » des avances faites par la maison mère Denain-N.E., Marine-Wendel et Chiers-Châtillon à leurs filiales. Le schéma se complique, enfin, par le fait que ces maisons mères ont été contraintes de « remettre au pot » une partie de ce qui leur reste de valable, Vallourec pour Denain-N.E. et Dilling pour Marine-Wendel, dans un schéma très complexe comportant des holdings intermédiaires par lesquelles transite un certain pourcentage du contrôle exercé par les nouvelles sociétés financières sur les filiales industrielles Usinor et Sacilor.

Les commentateurs avancent généralement une amputation des deux tiers en moins sur les titres des trois filiales, mais l'incertitude régnera tant que les experts n'auront pas tranché et que les assemblées, préalablement réunies, n'auront pas voté, ce qui peut prendre un certain temps, d'autant que certaines dispositions du plan de redressement sont encore un peu « floues ». Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la rue de Rivoli ait demandé la suspension de la cotation des titres des six sociétés concernées. On peut s'étonner, en revanche, que la décision n'ait pas été prise plus tôt : des indications, déjà assez précises, n'avaient-elles pas filtré dans la presse ? (« le Monde » du 16 septembre 1978). La Commission des opérations de Bourse a annoncé qu'elle ouvrait une enquête sur les mouvements intéressant ces six valeurs sidérurgiques avant le conseil des ministres du 20 septembre, qui rendait public le plan, enquête dont les résultats seront publiés. On parle d'« initiés », de « fuites »... Fort bien, mais le montant des transactions, bien qu'il se soit gonflé à 50 000 ou 100 000 titres pendant quelques jours (pour des titres cotés entre 22 F et 45 F), n'est guère fabuleux, les derniers cours cotés ne s'écartant guère de ceux pratiqués un mois auparavant. En outre, on aurait pu également s'intéresser aux transactions sur la Financière de Paris pendant la même période, mais dans le sens inverse. De plus, bien des détenteurs de valeurs de sidérurgie auront pu penser, à lire les commentaires de presse, qu'il valait mieux quitter le navire avant de se trouver regroupés par trois ou par quatre, au son de l'accordéon, comme cela s'est produit dans le passé. Il n'y a pas que les « maîtres de forges » à payer les pots cassés. — F. R.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	18 sept.	19 sept.	20 sept.	21 sept.	22 sept.
Terme	124 661 098	126 267 840	159 103 434	166 830 501	207 199 060
Compt. R. et obl.	94 467 082	182 161 453	176 453 345	243 826 763	180 700 869
Compt. Actions	67 382 013	61 802 153	62 858 250	78 849 147	107 902 559
Total	286 710 193	370 231 446	398 415 029	489 506 411	485 802 488

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 30 décembre 1977)

	18 sept.	19 sept.	20 sept.	21 sept.	22 sept.
Franç.	153,6	152,9	152,2	153,6	—
Etrang.	109,8	108,6	109	108,2	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1977)

	18 sept.	19 sept.	20 sept.	21 sept.	22 sept.
Tendance.	158	157,6	157,4	159,1	163,6
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén.	85,8	85,5	85,3	85,7	87,2

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 29 décembre 1961

	15 sept.	22 sept.
Indice général	85,8	87,2
Produits de base	53,2	54,6
Construction	118,8	121,5
Biens d'équipement	82,6	84,2
Biens de consom. durables	134,4	133,1
Biens de cons. non durabl.	81	81,4
Biens de consom. aliment.	92,7	94,2
Services	128,8	132,2
Sociétés financières	100,6	102
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	182,5	196,8
Valeurs industrielles	76,1	77,1

BOURSES RÉGIONALES Base 100 : 29 décembre 1972

	15 sept.	22 sept.
Indice général	98,7	99,1

N. D. L. R. — L'INSEE n'étant plus en mesure de communiquer ses indices hebdomadaires en fin de semaine, nos lecteurs les trouveront désormais, et jusqu'à nouvel ordre, dans nos éditions du lundi datées mardi.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Nouvelle baisse

Wall Street a baissé à nouveau cette semaine dans une atmosphère maussade, l'indice Dow Jones perdant 16 points à 862,43. Comme sur le dollar, le succès de Camp David n'a eu qu'un effet passager, contrebalancé par le refus de l'Arabie Saoudite, la poursuite de la hausse du taux d'intérêt. Vendredi, les autorités monétaires faisant état d'une progression trop rapide de la masse monétaire, ont relevé le taux d'escompte, au plus haut depuis août 1974, ce qui confirme la crainte des opérateurs. La menace de voir le gouvernement prendre des mesures aussi proches que possible d'un contrôle des prix et des salaires a encore assombri les perspectives. L'activité a fléchi, avec 164 millions de titres échangés contre 192 millions.

	Cours 15 sept.	Cours 22 sept.
Alcoa	45 5/8	45 3/8
A.T.T.	60 1/2	60 5/8
Boeing	68 1/2	64 1/4
Chase Man Bank	34 1/4	33 1/8
Du P. de Nemours	125	125 1/4
Eastman Kodak	63 1/4	62 1/4
Exxon	50 3/8	50 3/8
Ford	45 1/8	45
General Electric	53 1/8	52 1/2
General Foods	33 3/8	32 3/4
General Motors	63 7/8	62 3/8
Goodyear	17 1/4	17 1/4
I.B.M.	289 1/2	289
I.T.T.	32 5/8	31 1/2
Kennecott	25 1/2	27 1/2
Mobil Oil	68	69 7/8
Pfizer	35 3/8	35 1/8
Schlumberger	89	87 1/8
Texaco	24 1/2	24 3/4
U.A.L. Inc.	40 1/2	37 1/8
Union Carbide	40 1/2	39 7/8
U.S. Steel	27 1/4	26 1/8
Westinghouse	22 1/4	21 1/2
Xerox Corp.	56 7/8	55 1/8

LONDRES

Repli

Le climat a été assombri cette semaine par les événements sur le front social, notamment l'ordre de grève lancé chez Ford pour réclamer une augmentation supérieure aux 5 % offerts, première manifestation de la levée de boucliers contre le plan gouvernemental consistant à limiter la hausse des salaires. Les industrielles ont fléchi, notamment ICI, sur la légère diminution de ses résultats. Les mines d'or ont finalement fléchi, malgré la hausse du métal, en raison de l'aggravation des tensions en Afrique du Sud et de la démission de M. Vorster.

Indices du Financial Times : industrielles, 518,6 contre 530,4 ; mines d'or, 178,4 contre 188,8.

	Cours 15 sept.	Cours 22 sept.
Bowater	209	206
Brit. Petroleum	908	910
Charter	167	155
Courtaulds	122	115
De Beers	480	424
Free State Geduld*	25	26 5/8
Gt Univ. Stores	334	326
Imp. Chemical	418	394
Shell	595	570
Vickers	211	204
War Loan	31 1/4	31 3/4

*En $ net de prime au. le dollar investissement.

MILAN

Pour la deuxième semaine consécutive, la Bourse de Milan a connu des hausses exceptionnelles, avec des valeurs très importantes, le sommet étant atteint mardi, avec une liquidation mensuelle en progression de 26 %. Montedison, après sa hausse record d'il y a quinze jours, s'est repliée pour remonter fortement sur les rumeurs de nouvelles découvertes de pétrole au large de la Sicile.

	Cours 15 sept.	Cours 22 sept.
Fiat	2 541	3 080
Finsider	190	212
La Rinascente	72,75	78
Montedison	285	297
Olivetti	1 280	1 331
Pirelli	1 851	2 085

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Série d'attentats anti-autonomistes en Corse

De notre correspondant

Bastia. — Selon toute apparence, c'est bien une opération anti-autonomiste qui a été organisée pendant la nuit du 22 au 23 septembre en Haute-Corse.

A Bastia, c'est le siège du mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse (U.P.C.), qui était visé. A 1 heure du matin, l'explosion d'une charge estimée à cinq kilos ravageait les bureaux et mettait à mal les appartements voisins, faisant un blessé grave, Mme Marie-Louise Monié, soixante-cinq ans, hospitalisée avec un traumatisme crânien et des blessures au visage.

Moins important mais tout aussi significatif, l'attentat commis quelques instants plus tard contre le cabinet d'assurances de M. Roland Simeoni, frère de M. Edmond Simeoni. La charge, de 200 grammes seulement, a fait voler en éclats la devanture vitrée des bureaux.

Trois attentats ont, d'autre part, été commis : en Balagne, à l'île Rousse, contre la maison familiale de l'amiral Antoine Sanguinetti ; à Algajola, contre l'entreprise de M. François Loverini, et à Calvi, contre le salon de coiffure de Mme Anna Guérini, épouse du premier adjoint du maire de Calvi.

L'amiral Sanguinetti, candidat socialiste aux prochaines cantonales de l'île Rousse, et M. Loverini, autonomiste connu, avaient assisté, le dimanche 17 septembre, à la manifestation contre la présence de la légion étrangère en Corse, ce qui pourrait expliquer la « punition » qui leur a été infligée.

Le samedi 23 septembre, l'amiral Sanguinetti a fait à l'A.F.P. la déclaration suivante : *« Depuis quelque temps on assiste à une montée du fascisme en France, et l'attentat qui a été dirigé contre ma maison en est un exemple. Les déclarations que j'ai faites concernant la légion étrangère, je les ai faites au nom du parti socialiste français, qui, en même temps que le parti communiste, demande la dissolution de ce corps désormais inutile. Je trouve étonnant que l'on se fasse attaquer et détruire nos maisons parce que nous prétendons garder notre liberté de pensée et de parole. Cela dit, la légion étrangère doit être dissoute, d'autant plus qu'elle a des amis dangereux. »* — T. G.

DANS UN FOYER DE CHARENTON

Une jeune fille meurt après avoir inhalé du trichloréthylène

Anne, une mineure âgée de quinze ans, est morte, dans la nuit du 19 septembre, au foyer Kennedy de Charenton (Val-de-Marne) : elle avait inhalé du trichloréthylène. Informé du décès par le commissariat de Charenton, le maire, M. Alain Griotteray, a décidé, vendredi 22 septembre, de déposer une plainte auprès du procureur de la République de Créteil. *« Ce décès est survenu au cours d'une « drogue-partie » qui se déroulait dans l'établissement »*, affirme l'ancien député. *« Drogue-partie », l'expression est pour le moins exagérée »*, précise le commissaire principal Bernard Beaufort. Selon les éducateurs, c'est dans la chambre qu'elle partageait avec une autre jeune fille que Anne s'est droguée. Début septembre, elle avait déjà dû être soignée à la Salpêtrière, à Paris, pour la même raison, puis transférée au service psychiatrique de l'hôpital.

Placée au foyer Kennedy par ordonnance d'un juge d'instruction en janvier 1978, Anne, une « caractérielle » particulièrement difficile, était suivie par des psychiatres et des psychanalystes sous le régime de semi-liberté éducative. L'autopsie, dont les résultats ne sont pas encore connus, devrait permettre de déterminer la cause exacte du décès. Un fait est certain : une serviette imbibée de solvant a été retrouvée dans sa chambre par l'assistante sociale de garde.

Avec quatre-vingts mineures âgées de quatorze à dix-huit ans le foyer Kennedy, à Charenton, dépend de l'association Jean-Coxtet, habilitée par le ministère de la justice à recevoir dans ses foyers des jeunes filles « perturbées » en placement judiciaire ou volontaire.

« Sur le plan légal, il n'y a aucun problème, confie M. Philippe Lecorne, permanent de l'Association nationale d'éducation des jeunes handicapés. *Le personnel du foyer*, ajoute-t-il, *est tout à fait compétent, et cet accident regrettable fait malheureusement partie d'un risque éducatif quotidien dont nous sommes tout à fait conscients »*.

Pour le maire de Charenton, M. Alain Griotteray, *« la mort de la jeune Anne, en plein centre d'éducation, est pour le moins préoccupante. Depuis le mois de juillet le foyer fonctionne sans responsables. Après le départ de la directrice en congé maladie et la démission du directeur adjoint, seule reste une assistante sociale, celle-là même qui assurait la garde, la nuit du 19 septembre. J'affirme qu'on savait ce qui se passait. » « Cette affaire est une atteinte à l'ordre public »*, conclut *M. Griotteray*.

● *Une délégation de la presse régionale française* séjourne actuellement en Chine. M. René Dumont, directeur du quotidien communiste *l'Echo du Centre* (Limoges) participe à ce voyage. Depuis le conflit sino-soviétique, c'est la première fois que les autorités chinoises accordent un visa à un membre du P.C.F.

La cour d'assises de la Loire-Atlantique acquitte un jeune homme poursuivi pour viol

De notre envoyée spéciale

Nantes. — Bertrand Bernier aura passé une année entière en prison pour rien. Accusé d'avoir violé une jeune fille de son village, Saint-Mars-du-Désert (Loire-Atlantique) un samedi soir après le bal (*le Monde* du 22 avril 1978), il a été acquitté, vendredi soir 22 septembre, par la cour d'assises de la Loire-Atlantique. Au terme d'une journée de débats à huis clos et d'une heure trente de délibérations, les neuf jurés — six femmes et trois hommes — et les trois magistrats — une femme et deux hommes — ont déclaré Bertrand Bernier non coupable du crime de viol. Il devra toutefois verser 10 000 francs de dommages-intérêts à la partie civile.

Tout semblait pourtant avoir mal commencé pour cet homme jeune, vingt-trois ans, grand, blond, à l'allure réservée, extrêmement maigre et pâle, le visage parfois secoué de tics nerveux, la voix mal assurée, paraissant à la limite de ses forces, très marqué par la détention. M. Hubert Marcorelles, le président, qu'on décrit comme « *inflexible pour les affaires de mœurs* », ordonna d'emblée un huis clos total. Ceux qui, à Saint-Mars-du-Désert, avaient formé un comité de soutien à Bertrand se disaient *« écœurés par cette justice qui, après l'avoir maintenu en prison pendant un an, allait le juger en cachette, à la sauvette ». « Les féministes ont toujours demandé la publicité des débats dans ces affaires*, déclarait Mme Anaïk Lucas qui anime une association des familles de détenus, *et nous sommes absolument d'accord avec elles sur ce point. S'il s'agit de lutter contre le viol, et non pas seulement d'envoyer un homme en prison, cela doit se faire publiquement. Le procès doit avoir valeur d'explication. »*

Mais on était loin, vendredi, à Nantes, de la campagne d'explication et de dénonciation du viol. De cette affaire, on savait tout et rien. Les deux parties ayant abondamment, depuis un an, développé des thèses irréductiblement opposées : ou bien Bertrand Bernier, coq de village, avait violé une handicapée physique — sourde et muette de naissance jusqu'à l'âge de huit ans, — ou bien « *Yveline, que nul ici ne considère comme handicapée, avait fait l'amour avec Bertrand, puis, effrayée par des parents sévères, elle avait parlé de viol* ». Comme Bertrand avait avoué avoir fait l'amour avec elle, la famille avait porté plainte. A Saint-Mars-du-Désert, on avait surtout le sentiment qu'au-delà de ces deux jeunes gens, un village réglait ses comptes.

Il reste que M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction à Nantes, n'avait pas hésité un instant en ouvrant l'information, en septembre 1977 : Bertrand Bernier était bien un violeur d'après bal, un violeur ordinaire. En six mois d'instruction, il avait entendu deux fois le jeune homme. Il avait par deux fois refusé d'accorder un permis de visite à sa sœur et avait rejeté sa demande de mise en liberté. Pourtant, apparemment, Bertrand pouvait difficilement passer pour un individu dangereux qu'il convenait de maintenir en détention.

« Si j'ai refusé de le mettre en liberté, il faut bien qu'il soit coupable », telle était la conviction de M. Dubigeon. Les jurés de Nantes en ont décidé autrement. JOSYANE SAVIGNEAU.

Après le « Clemenceau »

LE PORTE-AVIONS « FOCH » VA SUBIR UNE IMPORTANTE MODERNISATION

En service actif depuis 1963, le porte-avions français *Foch* entrera au début de l'année 1979 en carénage à Toulon pour une transformation importante de ses installations.

La « refonte » de ce porte-avions de 32 000 tonnes — lui et le *Clemenceau* sont les seuls bâtiments de ce type de la marine nationale — a été annoncée le jeudi 21 septembre à Toulon. La même opération de transformation s'achève pour le *Clemenceau*, qui doit reprendre la mer en novembre après onze mois dans une forme de l'arsenal de Brest.

Pour ces deux bateaux, de mêmes dimensions, lancés en 1960 et 1961, la refonte est destinée à les doter des nouveaux avions d'attaque Super-Etendard de la firme Breguet-Dassault, dont la livraison a commencé en août au rythme de deux appareils par mois. Cet avion est capable de lancer une arme nucléaire tactique de plusieurs kilotonnes.

Les avions Super-Etendard de la marine remplaceront progressivement, jusqu'en 1983, les Etendard-IV, avions d'assaut en service depuis quinze ans, et une partie des Crusader, de fabrication nord-américaine, utilisés pour l'interception.

Les transformations à bord du porte-avions *Foch* permettront également l'installation dans les salles de commandement du Senit (système électronique de traitement de l'information en temps réel). Ce procédé informatique fournira une visualisation immédiate et détaillée sur les écrans de contrôle des informations recueillies par les radars et l'ensemble des matériels de détection.

La marine envisage de mettre en service, après 1988, une nouvelle classe de porte-avions (de l'ordre de 20 000 tonnes) à propulsion nucléaire.

● *Retrait du Vautour des forces de bombardement françaises.* — Le général Archambeaud, commandant les forces aériennes stratégiques, a présidé vendredi 22 septembre, sur la base aérienne de Bordeaux-Mérignac (Gironde), la cérémonie marquant la dissolution de la 92e escadre de bombardement. Avec cette escadre disparaissent des forces de bombardement les derniers exemplaires du biréacteur Vautour, qui sera retiré du service le 31 décembre prochain, après vingt-deux ans d'utilisation dans l'armée de l'air française. Six d'entre eux continueront toutefois à voler au-delà de cette date. Ils seront utilisés par la IIIe région aérienne pour remorquer des cibles de tir air-air.

POUR LE LANCEMENT DE SES FUTURS SATELLITES

Intelsat reporte à la fin de l'année son choix entre la navette spatiale américaine et la fusée européenne Ariane

Une négociation difficile se termine sans résultats à Washington : le conseil des gouverneurs de l'organisation Intelsat, qui finance et gère un ensemble de satellites du même nom destinés aux télécommunications internationales, n'a pas pris de décision sur le lancement des trois derniers exemplaires de la série Intelsat-5. Absence de décision technique qui dissimule une querelle politique : le conseil n'a ni prolongé ni brisé l'actuel monopole de la NASA pour le lancement des satellites Intelsat.

Tous les lancements précédents ont mis en œuvre des fusées américaines, des Atlas-Centaur pour les derniers. Il n'y avait pas de concurrence. Mais pour les trois derniers Intelsat-5, à mettre en orbite à partir d'octobre 1980, deux nouveaux véhicules seront disponibles, la navette spatiale américaine et la fusée européenne Ariane.

Seront-ils prêts à temps : chacun des deux camps l'affirme pour sa part, le met en doute pour l'autre. Le premier vol de la navette a déjà été retardé de mars à septembre 1979 : l'annonce d'un renvoi aux derniers jours de l'année serait imminente. Le constructeur de la navette, Rockwell, a eu de sérieux ennuis avec l'alimentation du moteur en oxygène et hydrogène liquide. Des explosions se produisaient dans une turbopompe, qui a dû être profondément modifiée. Selon un directeur de Rockwell, un essai satisfaisant, comportant une douzaine de mises à feu durant au total mille six cents secondes, a été fait en août.

Le premier tir d'Ariane reste fixé, comme prévu, en juin 1979, mais le respect de cette date dépend du bon déroulement d'un essai du premier étage qui aura lieu en novembre. Au cours des essais précédents, les cols en graphite des tuyères n'ont résisté qu'une centaine de secondes aux vibrations engendrées par la combustion, qui doit durer cent quarante-cinq secondes. Le remplacement du graphite par un matériau à base de silice semble résoudre cette difficulté et n'entraînera pas de retard, mais il faut attendre l'essai de novembre pour en être sûr. Si ce n'était pas le cas, il existe une autre solution, mais le premier tir serait retardé de six mois.

Répartir les risques

Dans le but d'imposer l'emploi de la navette, et aussi pour des raisons budgétaires, la NASA a décidé d'abandonner, dès la mise en service de la navette spatiale, les lanceurs Atlas-Centaur et Thor-Delta qu'elle utilise actuellement. Leur fabrication est arrêtée, des pas de tirs vont être démontés. Pensant forcer la décision, elle avait demandé que le conseil des gouverneurs d'Intelsat prenne une décision rapide. L'Agence spatiale européenne (ESA), qui défend les chances d'Ariane, a fait la même demande mais avec des arrière-pensées différentes.

La NASA voudrait que tous les lancements soient confiés au même lanceur : il s'agirait, bien entendu, de la navette spatiale. L'ESA n'a évidemment ni l'expérience ni les références de la NASA en matière de lancement de satellites. Mais elle peut valablement arguer que la construction de la navette est un empilement de paris technologiques, et que sa mise au point sera plus longue et plus difficile qu'on ne l'affirme outre-Atlantique. L'ESA propose donc de répartir les risques, en confiant certains lancements à Ariane, dont la construction ne fait appel qu'à des techniques éprouvées.

C'est ce que redoute la NASA, qui tient à son monopole. Les Etats-Unis montrent à l'égard d'Ariane autant d'enthousiasme qu'ils en ont montré pour Concorde. Pour contrer l'offre européenne, la NASA a récemment proposé aux gouverneurs d'Intelsat de conserver deux Atlas-Centaur, qui serviraient d'assurance contre un retard de la navette. Mais le prix du lancement par un Atlas-Centaur serait de 50 % supérieur aux prix affichés pour Ariane et pour la navette, tous deux voisins de 22 millions de dollars (environ 96 millions de francs).

Le conseil des gouverneurs d'Intelsat, où les Etats-Unis n'ont plus la position dominante d'autrefois et ne détiennent que 25 % des voix, ne semble pas avoir été séduit par cette solution. Les gouverneurs européens auraient fait preuve d'une grande solidarité au cours des débats, et la décision a finalement été renvoyée à décembre, dans l'espoir que, d'ici là, des éléments nouveaux faciliteront le choix. — M. A.

HOLD-UP DANS UN CERCLE DE JEUX PARISIEN

Quatre inconnus armés ont fait irruption, ce samedi vers 4 heures, dans la salle prinicpale du cercle de jeux Bonne-Nouvelle, 8, rue Huyghens, à Paris (14e), où se trouvaient encore une vingtaine de joueurs. Ils se sont fait remettre 1 million de francs par le caissier principal et ont pris la fuite en assommant le directeur adjoint du cercle, M. Michel Peretti, quarante-cinq ans, qui tentait de s'interposer.

MILICE ARMÉE EN ARDÈCHE

La population d'Ailhon (Ardèche) qui compte environ cent quarante habitants, a décidé, vendredi 22 septembre, de constituer une véritable milice armée pour faire la chasse aux supposés incendiaires qui, selon les villageois, seraient responsables de plusieurs feux de forêt dans la région. Un incendie a encore ravagé six cents hectares de végétation à Lavelade-d'Ardèche jeudi 21 septembre. Les habitants d'Ailhon assurent à tour de rôle la garde des forêts à l'aide de jumelles et de fusils. Le préfet de l'Ardèche, M. Henri Rouanet, a demandé le renfort d'un escadron de gendarmes mobiles et a lancé un appel à la population pour lui demander d'apporter son concours aux services de police et de gendarmerie *« en respectant et en faisant respecter les règles élémentaires de sécurité »*.

En Ardèche, depuis le 1er juillet, quelque trois cent vingt-deux incendies ont détruit environ deux mille hectares de forêts et de landes.

● *S.N.C.F.* — Le trafic est redevenu normal en gare d'Austerlitz, samedi 23 septembre à 8 heures. Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des cheminots doivent se rencontrer, lundi 25 septembre, pour faire le point de la situation au plan national.

● *Les trois officiers chiliens impliqués dans l'assassinat d'Orlando Letelier* ont été placés en état d'arrestation par le président de la Cour suprême, M. Israel Borquez. Le général Manuel Contreras, ancien chef de la police secrète, est consigné à son domicile ; le colonel Pedro Espinoza et le capitaine Armando Fernandez devront rester à l'hôpital militaire. Cette mesure fait suite à la demande d'extradition des trois officiers présentée mercredi par les États-Unis. — *(A.F.P.)*

NOUVEAU JUGE D'INSTRUCTION DANS L'AFFAIRE DE BROGLIE

***M. Guy Floch*, qui occupe depuis mercredi dernier 20 septembre ses nouvelles fonctions de conseiller à la cour d'appel de Paris, et qui était chargé du dossier du meurtre de Jean de Broglie tué le 24 décembre 1976, rue des Dardanelles à Paris, a été remplacé, dans l'instruction de cette affaire, par Mlle Martine Anzani, juge d'instruction à Paris.**

... ET DANS L'AFFAIRE DES « BRIGADES ROUGES 666 »

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a estimé, dans un arrêt en date du 20 septembre, que le juge d'instruction chargé du dossier des Brigades rouges (*le Monde* daté 29 juin 1977, 21, 22, 23, 24-25 octobre 1976), Mlle Blanche Ciabrini, ne s'était pas conduite avec toute l'impartialité que requiert sa fonction, en déclarant, le 7 décembre 1976, au cours de l'interrogatoire de Joël Matencio, inculpé dans l'affaire : *« J'ai l'intime conviction que vous êtes coupable, je voudrais que vous soyez au moins une fois un homme dans votre vie. »* La chambre d'accusation a aussi demandé un supplément d'information et renvoyé le dossier devant un nouveau juge d'instruction, M. Dominique Fournier, après avoir annulé un certain nombre d'actes de procédure.

Les magistrats grenoblois ont toutefois estimé que les charges qui pèsent contre le meurtrier présumé de Christian Leroy et Muriel Trabelsi, « enlevés » le 19 juin 1976 vers 21 h. 30, retrouvés morts le 1er octobre 1976 dans un bois de Saint-Martin-d'Uriage, et d'Olga Moïssenko — dont on avait retrouvé la trace — demeuraient accablantes pour Joël Matencio, arrêté le 19 octobre 1976 à Paris. Déjà poursuivi pour *« assassinat, séquestration arbitraire et violences avec arme »* envers Christian Leroy et Muriel Trabelsi, il a été inculpé d'assassinat sur la personne d'Olga Moïssenko, vol avec port d'arme et violences contre son fiancé, Marc Chavot, et tentative d'escroquerie au préjudice des destinataires des lettres signées « Brigades rouges 666 ». — *(Corresp.)*

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1978 a été tiré à 559 235 exemplaires.